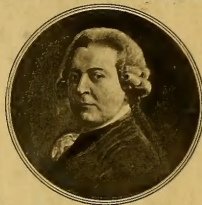


John Adams
Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

★ ★ ADAMS
210.3

LOUIS XIV. Stile universel dresse pour toutes les
cours et juridictions du royaume. Paris: Chez les
Associez choisis par ordre de Sa Majeste pour
l'impression des stiles et formules, 1666.

Adams probably acquired this handsomely printed
legal style-book while he was serving as a
commissioner in France in 1778-79.



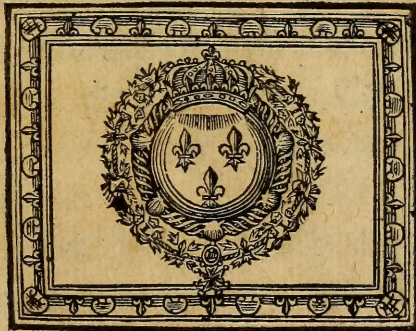
STILE UNIVERSEL

DRESSE'

POUR TOUTES LES COURS
ET JURISDICTIONS DU ROYAUME,
SUIVANT L'ORDONNANCE
DE LOUIS XIV.

ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE.

Du mois d'Avril 1667.



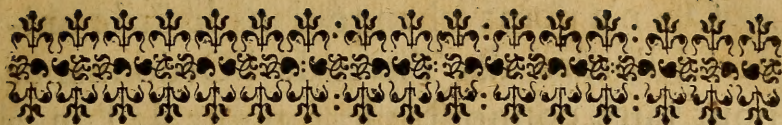
A PARIS,

Chez les Associez choisis par Ordre de SA MAJESTE' pour
l'Impression des Stiles & Formules, suivant les nouvelles
Ordonnances.


M. DC. LXXVI.

AVEC PRIVILEGE DV ROY.

ADAMS 210.3



SOMMAIRE DU STILE UNIVERSEL.

 E tous les avantages que le Peuple a eu sous l'heureux Regne où nous vivons , le plus considerable est celuy de la reformation de la Justice , & l'establissement d'un Stile uniforme en toutes les Cours & Jurisdiccions du Royaume , par l'Ordonnance du mois d'Avril 1667. C'est la premiere Loy qui ait réglé les procedures des instances , dans laquelle le Legislatteur a preveu toutes les difficultez & tous les incidens qui pouvoient naistre dans l'Instruction des Affaires Civiles , & n'y a donné que des maximes essentiellement necessaires , & aisées à observer.

Sommaire

On n'a point changé dans le Stile universel l'ordre des Titres de l'Ordonnance pour faire connoître le rapport de l'un à l'autre, & la facilité qu'il y a d'exécuter l'Ordonnance, en observant ce qui est dans le Stile; mais après cette reflexion, l'on peut aussi diviser le Stile universel en six parties.

La premiere partie donnera une idée generale, pour dresser regulierement les demandes dans les Cours Souveraines, Requestes de l'Hostel & du Palais, & en toutes les Jurisdictions inferieures, en cause principale & en cause d'appel; la forme pour faire les presentations des defendeurs, intimez, & anticipez, la maniere d'obtenir les défauts & congez sur les assignations, & de les faire juger par Sentences & Arrests definitifs, selon ce qui est prescrit par les Titres deux trois, quatre, & cinq.

II. Si les defendeurs comparent avant le jugement des défauts, il peut survenir plusieurs incidens exprimez aux Titres six, sept, neuf, dix, douze, dix-neuf, vingt, vingt-un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, & vingt-cinq, aux Articles vingt-

du Stile universel.

neuf, trente, & trente-un du Titre onze ;
& aux deux, trois, & quatrième Articles du Titre vingt-six ; sçavoir. Au Titre six, les exceptions declinatoires, ou fins de non proceder. Au Titre sept, les demandes des veuves & heritiers, pour obtenir les delais de faire inventaire, & de deliberer s'ils renonceront à la communauté ou succession du defunt, avant que de défendre. Au Titre neuf, si le defendeur est poursuivy pour payer avant le terme qui luy a esté donné par le Creancier, ou si le demandeur n'a pas donné copie des pieces justificatives de sa demande, & autres exceptions que l'on appelle dilatoires. Au Titre dix, si les parties veulent se faire respectivement interroger sur faits & articles, & la forme de dresler les interrogatoires. Au Titre douze, l'ordre pour bien faire les compulsoires & collations de pieces, reconnoissances, & verifications d'écritures privées. Au Titre dix-neuf, les demandes afin de faire sequestrer pendant le procez, les choses contentieuses, comme fruits, meubles, maisons, terres, &c. Au Titre vingt,

Sommaire

la forme d'articuler les faits, & d'obtenir permission d'en faire preuve par titres, & & par témoins. Au Titre vingt-un, la procedure pour faire les descentes, nominations & rapports d'Experts. Au Titre vingt-deux, la confection des Enquestes. Au Titre vingt-trois, les reproches que l'on peut donner contre les témoins. Aux Titres vingt-quatre & vingt-cinq, les procedures pour recuser les Juges, & pour les prendre à partie. Aux Articles vingt-neuf, trente, & trente-un du Titre onze, la procedure pour faire évoquer en la Chambre de l'Edit, lorsque ceux de la Religion Pretendue Reformée sont parties ou intervenans. Aux Articles deux, trois, quatre, & cinq du Titre vingt-six, les poursuites contre la veuve & heritiers en reprise d'instance au lieu du défunt, & contre la partie de laquelle le Procureur est decédé pour en constituer un autre. Tous lesquels incidens doivent estre reglez avant le jugement du principal.

III. La maniere d'instruire les instances selon les regles prescrites par les Titres onze

& quatorze tant en cause principale , lorsque le defendeur a fourny de défenses , & que les parties contestent , que sur les appellations verbales , & par écrit , & de tous les incidens qui peuvent estre joints pour estre jugez avec le principal ; sçavoir les demandes & appellations incidentes , les faits nouveaux, les interventions, les productions nouvelles, &c. Les instances exceptées de ces Regles generales, dont l'instruction a des formalitez particulieres , sont contenuës aux Titres huit, quinze , dix-sept, dix-huit , & vingt-neuf. Le Titre huit concerne les procedures sur les delais de sommer les garants , & celles qui se font contre les garants formels , & contre les garants simples. Le Titre quinze contient les procedures sur le possessoire des benefices, & sur les Regales. Le Titre dix-sept celles pour apposer & lever les scelles, les oppositions qui y peuvent estre formées, les confections d'inventaires après le decez , les datations de tutelles & curatelles , l'interdiction de contracter à ceux qui sont debauchez , ou en demence , l'élargissement de

Sommaire

personnes emprisonnées, & autres matieres sommaires. Le Titre dix-huit, l'instruction pour former les actions de complainte, & de reintegrande. Le Titre vingt-neuf, l'audition & examen des comptes de Communauté, Tutelle, Societé, Sequestres, & autres.

IV. Les regles pour prononcer, & pour rediger les Arrests & Sentences en toutes les Cours & Sieges, & les formalitez, que les Greffiers doivent observer pour les expedier & delivrer aux parties, suivant le Titre vingt-sixième.

V. Les differentes manieres d'executer les Sentences & Arrests, selon la disposition des Titres vingt-sept, vingt-huit, trente, trente-un, trente-deux, trente-trois & trente-quatre. Par le Titre vingt-sept, les significations des Sentences & Arrests, les sommations d'y satisfaire, & la forme d'obtenir les pareatis, pour les executer hors le ressort de la Jurisdiction des Juges qui les ont rendus. Par le Titre vingt-huit, la presentation, reception & soumission des cautions, pour l'execution
des

du Stile universel.

des jugemens provisoires. Par le Titre trente, les liquidations de fruits. Par le Titre trente-un, les taxes de dépens, les procédures pour obtenir les executoires, celles sur les appellations de la taxe, & pour les faire juger, soit à l'Audiance, ou comme procez par écrit. Par le Titre trente-deux, la taxe & liquidation des dommages & interets. Par le Titre trente-trois, les saisies, executions & vente de meubles, grains, bestiaux & choses mobilières, & les poursuites contre les Sergens pour les contraindre lorsqu'ils refusent de payer le prix de la vente des meubles. Par le Titre trente quatre, la procédure qui doit estre observée pour obtenir les Contraintes par corps après les quatre mois, & pour faire perquisition & emprisonner les parties condamnées.

VI. La forme de se pourvoir contre les Arrests & Jugemens en dernier ressort, & contre les Sentences Presidiales rendues au premier chef de l'Edit, par Requeste civile ou par opposition, & l'instruction des instances de Requeste civile & d'opposition

Sommaire

selon les regles contenuës au trente-cinquième & dernier Titre.

Procedures particulieres pour la Jurisdiction des Juge & Consuls.

Le Titre seize est l'abregé du Stile universel en faveur des Negocians; les matieres de la competence des Juge & Consuls y sont sommairement exprimées, aussi bien que les demandes qui peuvent estre faites en cette Jurisdiction. Les défauts & congez. Les exceptions declinatoires & autres que l'on peut proposer. Les Interrogatoires. Les Enquestes, & les Reproches contre les témoins. La procedure qui s'observe lorsque les differens des parties se terminent sur le rapport d'Arbitres dont elles conviennent, ou qui sont nommez d'Office. La forme des prononciations, les instances d'opposition à l'exécution des Sentences, & pour faire lever les défenses que les parties condamnées peuvent avoir obtenuës. La maniere de faire taxer les dépens, & d'obtenir executoire de ceux qui ne sont pas liquidez par les Sentences.

du Stile universel.

Lorsque Monsieur Gauret a donné ce Stile universel il avoit eu la pensée d'y joindre celuy sur les Matieres Criminelles qu'il a aussi dressé suivant l'Ordonnance du mois d'Aoust 1670. Mais il a crû qu'il seroit mieux de donner separément cet autre Ouvrage qu'il fait esperer dans quelque temps.





T A B L E

DES TITRES.

TITRE PREMIER.

	D E l'Observation des Ordonnances. I
II.	Des Adjournemens. 4
III.	Des Délais sur les Assigna- tions & Ajournemens. 64
IV.	Des Presentations. 68
V.	Des Congez & défauts en matiere Civile. 70
VI.	Des fins de non proce- der. 83
VII.	Des Délais pour delibe- rer. 91

TABLE DES TITRES.

VIII.	<i>Des Garands.</i>	96
IX.	<i>Des exceptions dilatoires , & de l'abrogation des veuës & montrées.</i>	III
X.	<i>Des interrogatoires sur faits.</i>	II7
XI.	<i>Des Délais & Procédures ès Cour de Parlement , Grand Conseil , & Cour des Aydes en premiere instance & causes d'Ap- pel.</i>	127
XII.	<i>Des Compulsoires & Col- lations de Pieces.</i>	169
XIII.	<i>De l'abrogation des En- questes d'examen à futur, & des Enquestes par Turbes.</i>	191
XIV.	<i>Des Contestations en cau- se.</i>	192

T A B L E

- | | | |
|--------|--|-----|
| XV. | <i>Des procédures sur le possessoire des Benefices & sur les Regales.</i> | 193 |
| XVI. | <i>De la forme de proceder pardevant les Juge & Consuls des Marchands.</i> | 211 |
| XVII. | <i>Des Matieres Sommaires.</i> | 241 |
| XVIII. | <i>Des Complaintes & Reintegrantes.</i> | 263 |
| XIX. | <i>Des Sequestres , & des Commissaires & Gardiens des fruits & choses mobiliaires.</i> | 268 |
| XX. | <i>Des faits qui gisent en preuve vocale ou literale.</i> | 285 |
| XXI. | <i>Des descentes sur les lieux, taxes des Officiers qui</i> | |

DES TITRES.

	<i>iront en Commission , Nomination , & Rap- ports d'Experts.</i>	293
XXII.	<i>Des Enquestes.</i>	310
XXIII.	<i>Des Reproches des Té- moins.</i>	327
XXIV.	<i>Des Recusations des Ju- ges.</i>	330
XXV.	<i>Des prises à partie.</i>	340
XXVI.	<i>De la forme de proceder aux jugemens , & des prononciations.</i>	342
XXVII.	<i>De l'Execution des juge- mens.</i>	370
XXVIII.	<i>Des Receptions de Cau- tion.</i>	377
XXIX.	<i>De la Reddition des Com- ptes.</i>	381
XXX.	<i>De la Liquidation des fruits.</i>	400

TABLE DES TITRES.

XXXI.	<i>Des Dépens.</i>	405
XXXII.	<i>De la Taxe Liquidation de dommages & inte- rests.</i>	422
XXXIII.	<i>Des Saisies , Executions , & Ventes des Meubles , Grains , Bestiaux , & choses mobilières.</i>	427
XXXIV.	<i>De la décharge des con- traintes par corps.</i>	439
XXXV.	<i>Des Requestes civiles.</i>	446



STILE



S T I L E
U N I V E R S E L
POUR TOUTES LES COURS
ET JURISDICTIONS DU ROYAUME,
SUIVANT L'ORDONNANCE DU ROY
L O U I S X I V.

Du mois d'Avril 1667.

TITRE PREMIER.

De l'Observation des Ordonnances.



A Justice qui fait la gloire des Souverains & le bonheur des peuples, deviendroit inutile, si l'autorité des Loix ne luy donnoit la force de regler les Etats, d'assurer le repos des particuliers, & d'affermir la tranquillité publique. Aussi les Monarques qui ont le plus heureusement regné, ne manquoient point à faire des

Laurens A

Loix selon la necessité du temps & le besoin de ceux qui estoient soumis à leur Empire. Les Rois predecesseurs de Sa Majesté firent des Edits pour terminer la longueur des Procez , mais les Loix que ces grands & sages Princes avoient si utilement faites, ayant esté changées ou negligées par le temps & par la malice des plaideurs, le desordre que cét abus commençoit à faire naistre, eust enfin rendu toutes les regles incertaines, si nostre Auguste & Invincible Monarque qui a restably la Justice dans le Royaume par ses Loix, n'eust aussi retranché les procedures inutiles par l'establissement d'un Stile uniforme dans toutes les Cours & Sieges, suivant son Ordonnance du mois d'Avril 1667.

S A M A J E S T É veut par l'Article premier du premier Titre, que cette Ordonnance si équitable & si necessaire au bien public, soit observée par les Cours de Parlement, Grand Conseil, Chambres des Comptes, & autres Cours, Juges, Magistrats & Officiers tant Royaux que des Seigneurs, mesme par les Juges Officiaux.

Et par l'article second, que les Ordonnances, Edits, Declarations & autres Lettres, soient publiées & registrées aussi-tost qu'elles auront esté envoyées, toutes affaires cessantes, mesme la visite & jugement des Procez Criminels, & affaires particulieres des Compagnies.

S'il se trouvoit par l'usage que quelques Articles de l'Ordonnance fussent contre l'utilité ou la commodité du public, ou sujets à interpretation, declaration ou moderation, les Cours Souveraines peuvent en tout temps représenter à Sa Majesté ce qu'elles jugeront à propos, sans que l'exécution en puisse estre sursise, suivant l'Article troisième.

Les Ordonnances, Edits, Declarations & Lettres Patentés qui auront esté publiées en presence du Roy, ou de l'exprés mandement de Sa Majesté, porté par personnes qu'Elle aura à ce commises, doivent estre observées du jour de la publication, ainsi qu'il est dit en l'Article quatrième,

De l'observation des Ordonnances. TIT. I. 3

A l'égard de celles que Sa Majesté pourra envoyer dans les Cours pour y estre registrées, elles seront tenuës pour publiées apres le temps porté par l'Article cinquième.

Les Cours n'en peuvent changer ou interpreter les dispositions pour quelques causes que ce soit, aux termes des Articles six & septième.

Les Arrests & Jugemens qui seront donnez contre la disposition des Ordonnances, Edits & Declarations, sont declarez nuls par l'Article huit du Titre premier de ladite Ordonnance de 1667. & que les Juges qui les auront rendus seront responsables des dommages & interests des parties.





TITRE II.

Des Adjournemens.



N cause principale & d'appel devant les Baillifs, Seneschaux & autres Juges subalternes, il ne faut point de permission ny commission pour faire assigner, quand mesme les defendeurs seroient demeurans hors leur ressort, ainsi qu'il est dit en l'Article X. du Titre second de l'Ordonnance.

L'Exploit doit estre libellé & doit contenir les conclusions, & sommairement les moyens de la demande, à peine de nullité des Exploits, & de vingt livres d'amende contre les Huissiers, Sergens & Appariteurs, applicable moitié aux reparations de l'Auditoire, & l'autre moitié aux pauvres du lieu, suivant l'Article premier du Titre second.

Suivant l'Article deuxième du mesme Titre, les Huissiers & Sergens, mesme des Cours de Parlemens, Grand Conseil, Chambres des Comptes, Cour des Aydes, Requestes de l'Hostel & du Palais, declareront par leurs Exploits les Jurisdctions où ils sont immatriculez, & leurs domiciles, à peine de nullité & de vingt livres d'amende, applicable comme il est dit en l'Article premier du Titre second.

Les Exploits d'adjournemens doivent estre faits à personne ou domicile, excepté les Exploits concernant les droits des Benefices qui peuvent estre faits au principal manoir du Benefice : & ceux concernant les droits & fonctions des Offices ou Commissions, és lieux où s'en fait l'exercice :

Des Adjournemens. TIT. II. 5

dans tous lesquels Exploits les Huiffieurs & Sergens feront mention des personnes ausquels ils les auront laissez, à peine de nullité, & de pareille amende de vingt livres suivant l'Article troisième du Titre second.

Il faut donner au défendeur dans la mesme feuille ou cahier de l'Exploit, copie des pieces sur lesquelles la demande est fondée, ou des extraits d'icelles si elles sont trop longues: autrement les copies que les demandeurs donneront dans le cours des Instances n'entreront en taxe, & les réponses qui y seront faites, seront à leurs dépens, conformément à l'Article six du mesme Titre.

Dans les Exploits d'ajournemens, d'intimations ou anticipations, l'Huiffier doit declarer le nom du Procureur du demandeur, supposé que son ministere y soit necessaire, aux termes de l'Article seizième du Titre second, sur les peines contenuës en l'Article.

Tous Huiffiers & Sergens sont tenus de mettre au bas de l'original des Exploits, les sommes qu'ils auront receuës pour leurs salaires, à peine de vingt livres d'amende, suivant l'Article cinquième du Titre second.

Les Exploits doivent estre contrôlez trois jours après leur datte, à l'exception de ceux qui concernent la procedure & instruction des procez, à peine de nullité des Exploits, Procedures & Jugemens donnez en consequence, & de cent livres d'amende contre celuy qui s'en servira, aux termes de l'Edit du mois d'Aoust 1669. & par le mesme Edit sa Majesté a déchargé les Huiffiers & Sergens de se faire assister de deux témoins.



ADJOURNEMENTS QUE L'ON
*peut faire donner pardevant les Prevosts
 & Chastelains, Baillifs & Senéchaux,
 & autres Juges ordinaires.*

Exploit de demande.

L'An.... le jour de.... à la requeste de D.... Marchand de.... qui a élu son domicile en sa maison fize rue de.... j'ay M.... Huissier à.... demeurant à... rue... donné assignation à M.... en parlant à sa personne, ou à.... en son domicile, à comparoir d'huy en.... jours pardevant M.... pour oïr une requeste dudit D.... qui est qu'il a presté audit L.... la somme de.... par obligation passée pardevant Notaires le.... sur laquelle somme D.... a reçu celle de... ainsi qu'il appert par les quittances qui sont au dos de l'obligation, & partant conclud à ce que L.... soit condamné luy payer la somme de.... restante du contenu en l'obligation, avec l'intérest à raison de l'Ordonnance, & aux dépens: & à cette fin j'ay baillé & laissé copie audit L.... tant du present Exploit que de l'obligation & quittances, & signifié que Q.... est Procureur.

Si les pieces estoient trop longues l'on en peut bailler des extraits, suivant ledit Article sixième.

Quand les Huissiers ou Sergens ne trouvent personne au domicile du defendeur, ils doivent à peine de vingt livres d'amende, attacher leurs Exploits à la porte, & en avertir le proche voisin, & luy faire signer l'Exploit, & s'il ne le veut ou ne peut signer, ils en feront mention, suivant l'Article quatrième dudit Titre deuxième.

Forme d'Exploit quand il n'y a personne au domicile du défendeur, contenant demande, faite d'avoir recu une somme transportée.

L'An.... à la requeste de M. ... j'ay.... Sergent.... donné assignation à T.... au devant de son domicile, sis rue.... n'y ayant personne dans la maison, & la porte d'icelle estant fermée, dont j'ay averti E.... son proche voisin, à comparoir d'huy en.... pardevant.... pour ouïr une Requête, qui est que le défendeur a cédé & transporté au demandeur.... livres, avec promesse de garantie, fournir & faire valoir, mesme payer apres une simple sommation, à prendre sur S.... moyennant pareille somme que le demandeur auroit payée comptant audit défendeur, ainsi qu'il est porté par ledit transport quia esté signifié audit S.... lequel declara qu'il ne devoit aucune chose au défendeur. A ces causes le demandeur conclut à ce que le défendeur soit condamné à luy restituër, tant par provision que definitivement ladite somme de livres, & de payer l'interest d'icelle du jour dudit transport, jusques au parfait payement, suivant l'Ordonnance, avec dépens, tant en demandant que de la sommation, & signifié que F.... est Procureur du demandeur; & à ce que le défendeur n'en ignore, j'ay attaché copie du present Exploit, ensemble dudit transport, & signification à la porte de son domicile, dont j'ay aussi averti ledit voisin.

Si l'n'y avoit aucuns voisins ny personne dans la maison à qui l'on pust parler, l'Exploit d'ajournement doit estre fait par attache à la porte du domicile du défendeur, suivant ledit Article quatrième du Titre second de l'Ordonnance, & pour luy donner la forme requise par le mesme Article, il doit estre paraphé par le Juge du lieu du domicile.

*Exploit quand il n'y a personne au domicile , ny voisins
à qui l'on puisse parler, qui contient demande suivant
la stipulation portée par un contract.*

L'An.... à la requeste de L.... je.... Sergent,&c....
me suis transporté au devant de la maison & domicile
de I.... où estant ayant trouvé la porte fermée, & n'y
ayant aucunes personnes ny voisins à qui je pusse parler; j'ay
audit I.... donné assignation à comparoir d'huy en....
jours pardevant N.... pour ouïr une requeste, qui est que
le demandeur a vendu audit defendeur la moitié d'une mai-
son, lize à.... & en consequence le defendeur s'est obligé
de payer en l'acquit du demandeur la somme de.... livres,
& de luy en apporter décharge dans un mois du jour du-
dit acte: & comme le defendeur n'y a point satisfait, ainfi
qu'il estoit obligé, le demandeur conclud à ce que les par-
ties soient remises en l'estat qu'elles estoient avant ledit acte;
ce faisant, qu'il luy fera permis de rentrer en la possession &
jouïssance de ladite moitié de maison, dont il pourra dis-
poser comme à luy appartenante: que le defendeur sera
condamné de restituer les loyers, suivant l'estimation qui en
sera faite par Experts, dont les parties conviendront, sinon
qu'il en sera nommé d'office; ou sur le pied du prix des der-
niers baux qui ont esté faits, avec dépens. Et pour la justifi-
cation du contenu au present Exploit, j'ay avec iceluy fait
copie dudit acte, & attaché lefdites copies à la porte de la
maison, & déclaré que M.... est Procureur.

Acte du paraphe de l'Exploit.

Nous..... Conseiller du Roy, Lieutenant General
à.... avons paraphé le present Exploit, suivant l'Or-
donnance, ce requerant A.... Sergent à.... pour servir
ainsi.

ainsi qu'il appartiendra par raison. Fait ce....

Et en cas d'absence ou refus du Juge, il faut faire parapher l'Exploit par le plus ancien Praticien du Siege, suivant ledit Article quatrième.

Les Adjournemens aux Estrangers qui seront hors le Royaume se donnent au domicile de Monsieur le Procureur General du Parlement où ressortissent les appellations des Juges devant lesquels le defendeur est assigné, & ne sera plus donné aucunes assignations sur la Frontiere, suivant l'Article septième du Titre second de l'Ordonnance. L'Exploit sera dressé ainsi.

Adjournement à un Estranger en qualité d'Executeur Testamentaire, pour avoir delivrance d'un legs.

L'An.... à la requeste de... je... Huissier, &c. donné assignation à M.... Espagnol de nation, Executeur du testament & ordonnance de dernière volonté de defunt L.... absent hors le Royaume, au domicile de Messire.... Conseiller du Roy en ses Conseils, Procureur General de Sa Majesté au Parlement de.... en parlant à.... à comparoir d'huy en.... pardevant.... pour ouïr une Requeste, qui est que ledit defunt a legué au demandeur la somme de.... par son testament passé pardevant.... Notaires à.... A ces causes conclud à ce que le defendeur soit condamné audit nom luy payer ladite somme de..... ensemble l'interest d'icelle jusques à l'actuel paiement suivant l'Ordonnance, avec dépens, & à cette fin j'ay baillé & laissé copie au defendeur au domicile de mondit sieur le Procureur General, parlant comme dessus, tant du present Exploit, que dudit testament, & déclaré que Maître O.... est Procureur.

Si le defendeur est banny, ou condamné aux Gale-

res à temps , ou s'il est absent pour faillite , voyage de long cours, ou hors le Royaume, l'adjournement luy doit estre donné en son dernier domicile, comme il est montré par l'Exploit suivant, fans qu'il soit besoin de procez verbal de perquisition, ny de luy créer un Curateur, dont l'usage est abrogé par l'Article huit dudit Titre second.

Exploit à celuy qui est hors le Royaume absent pour faillite, voyage de long cours, condamné aux Galeres, ou banny à temps, contenant demande d'un legs universel à l'heritier du defunt suivant la Coustume de Paris.

L'An à la requeste de P.... je.... Sergent, donné assignation à D.... heritier de defunt O..... absent, en parlant pour luy à en une maison scize rue que l'on m'a dit estre son dernier domicile, à comparoir d'huy en.... pardevant.... pour ouïr une Requeste, qui est que ledit O.... auroit institué le demandeur legataire universel de ses biens, ainsi qu'il appert par le testament & ordonnance de derniere volonté dudit defunt, passé pardevant Notaires le.... c'est pourquoy le demandeur conclud à ce que le defendeur soit condamné audit nom de luy faire delivrance des biens meubles, acquests & conquests immeubles, & du quint des propres à luy leguez, & à cette fin que le defendeur sera tenu de communiquer l'inventaire des biens demeurez apres le decez dudit D.... pour estre ensuite procedé au partage des biens propres, & qu'il sera condamné aux dépens, & à cette fin j'ay baillé & laissé copie au defendeur parlant comme dessus, tant dudit testament, que du present Exploit, & déclaré que M... est Procureur.

La maniere d'assigner par un cry public au principal marché du lieu de l'establissement du Siege où l'assignation sera

donnée à ceux qui n'ont, ou n'ont eu aucun domicile connu, est exprimée en l'Exploit suivant, qui est aux termes de l'Article neuf du Titre second.

Adjournement au defendeur dont on ne sçait pas le domicile, ou qui n'en a point, contenant demande à ce que des sommes payées pour interêts soient imputées sur le principal.

L'An à la requeste de G je ... Sergent à ...
me suis transporté en la place de principal marché de cette ville de où estant j'ay à haute voix & cry public donné assignation à L pour ouïr une Requeste, qui est que par Sentence du le demandeur a esté condamné à payer au defendeur la somme de avec les interêts, depuis laquelle le demandeur a fait plusieurs payemens au defendeur suivant ses quittances des revenant ensemble à la somme de que le defendeur voudroit premierement déduire sur les interêts, lesquels il ne peut pretendre qu'après le principal acquitté. A ces causes conclud à ce que la somme de contenuë esdites quittances, soit déduite sur celle de adjudgée par ladite Sentence, offrant de payer les interêts de ladite somme principale du jour de la demande, en diminuant iceux à proportion desdits payemens, & en cas de contestation que le defendeur sera condamné aux dépens.

L'Exploit d'assignation donnée à celui qui n'a point eu de domicile connu, doit estre paraphé par le Juge des lieux & sans frais, suivant ledit Article neuvième.

Acte du paraphe du Juge qui doit estre mis au bas de l'Exploit.

PAraphé par Nous ce requerant y ... Sergent à ...
suivant l'Ordonnance de Sa Majesté du mois d'Avril
1667. Fait à ... B ij

Exploit de saisie & arrest.

L'An en vertu d'une Sentence donnée par Monsieur le Prevost de signée & scellée, & à la requeste de B pour seureté de la somme de portée par ladite Sentence, sans prejudice d'autre deub & actions, interests, frais & dépens, je Huissier Sergent à saisi & arresté de par le Roy entre les mains de C en parlant à ... en son domicile, tous & chacuns les deniers, & autres choses qu'il doit ou devra cy-apres à D luy faisant deffences de par Sa Majesté d'en vuider ses mains jusques à ce qu'autrement par Justice en ait esté ordonné, à peine de payer deux fois, & pour affirmer sur la presente saisie j'ay audit C parlant comme dessus, donné assignation à comparoir d'huy en pardevant Monsieur le Prevost de & en outre respondre & proceder ainsi que de raison, & afin de dépens, signifié que M est Procureur, & luy ay baillé & laissé copie du present Exploit.

Adjournement au debiteur pour voir dire que les deniers saisis seront baillez au creancier.

L'An à la requeste de B je Sergent à sous-signé, donné assignation à D ... en parlant à ... en son domicile, à comparoir d'huy en pardevant Monsieur le Prevost de pour oïr une Requeste, qui est que par Sentence du le defendeur a esté condamné à payer au demandeur la somme de à laquelle n'ayant point satisfait, le demandeur auroit pour seureté d'icelle fait saisir & arrester és mains de C ce qu'il doit au defendeur, par Exploit du A ces causes conclud à ce que ladite saisie soit déclarée bonne & valable, & en consequence ordonné que les deniers saisis & arrestez és mains de C & qu'il reconnoistra de voir au defendeur, seront baillez & de-

livrez au demandeur sur & tant-moins ou jusques à la concurrence de son deub, & en outre proceder comme de raison, & afin de despens, signifiant que M. est son Procureur, & luy ay baillé & laissé copie, tant du present Exploit, que de ladite Sentence & faisie.

Adjournement pour faire declarer executoire une obligation & Sentence sur une veuve ou heritiers.

L'An à la requeste de M. je Sergent à demeurant à sous-signé, donné assignation à P. tant en son nom à cause de la communauté qu'elle a eüe avec defunt B. que comme tutrice des enfans mineurs dudit defunt & d'elle, iceux heritiers de leur pere, en parlant à en son domicile, à comparoir d'huy en pardevant pour oüir une Requête, qui est que le demandeur auroit presté audit defunt la somme de dont il luy a fait obligation le faute de payement de laquelle seroit intervenu Sentence le portant adjudication au profit du demandeur de ladite somme, & des intersts, à compter du jour de la demande qui en a esté faite jusques à l'actuel payement ; A ces causes conclud à ce que lesdites obligation & Sentence soient declarées executoires contre ladite veuve esdits noms, comme le tout estoit sur ledit defunt avant son decez ; ce faisant que la defendresse sera contrainte ainsi que le defunt son mary estoit obligé & condamné, payer audit demandeur ladite somme de avec les intersts adjugez par ladite Sentence escheus, sans prejudice de ceux qui escheront cy-apres, & en outre proceder comme de raison, & afin de despens, & signifié que M. est Procureur, & luy ay baillé & laissé copie desdites Sentence & obligation avec le present Exploit.



Adjournement en retrait lignager suivant la Coustume de Paris.

L'An pour oïr une Requête, qui est que depuis ... jours le defendeur a acquis de B... oncle paternel du demandeur une maison scize à qui est des propres dudit B... A ces causes conclud à ce que le defendeur soit condamné à luy delaisser par retrait lignager ladite maison, & en ce faisant luy ay offert rembourser le sort principal de son acquisition, frais & loyaux cousts, & ce en bourse & deniers à découvert & à parfaire suivant la Coustume, & en cas de contestation qu'il soit aussi condamné aux dépens, dommages & interets du demandeur, & pour justifier de sa genealogie, & que ladite maison est des propres de B.... j'ay baillé & laissé copie audit defendeur de....

Autre en retrait conventionnel.

L'An pour oïr une Requête, qui est que par contract fait entre les parties pardevant ... Notaires le jour de le demandeur a vendu au defendeur une maison & heritages scis à moyennant la somme de à la charge que le demandeur pourroit les retirer, & rentrer en la propriété d'iceux dans du jour du contract, en luy rembourfant ladite somme de frais & loyaux cousts, laquelle somme, ensemble les frais & loyaux cousts, le demandeur auroit offert au defendeur, suivant la clause dudit contract par acte du A ces causes conclud à ce que ses offres soient declarées bonnes & valables, & en consequence qu'il sera permis au demandeur de consigner ladite somme de ce faisant que le defendeur sera tenu de laisser ladite maison & heritages au demandeur conformément audit contract.

*Adjournement pour voir enteriner des Lettres de rescision
obtenues par un mineur.*

L'An pour oïr une Requête, qui est que le defendeur voyant le demandeur engagé dans le jeu par la perte de beaucoup d'argent ; il luy auroit presté la somme de laquelle le demandeur perdit aussi-tost , & comme il n'a point profité de cette somme , & qu'il estoit mineur lors de la promesse qu'il en fit , il auroit obtenu Lettres en Chancellerie adressantes à Monsieur le Prevost de pour estre restitué contre ladite promesse. A ces causes conclud à ce que lescdites Lettres de rescision soient enterinées pour jouir par le demandeur de l'effet & contenu d'icelles selon leur forme & teneur, ce faisant que ladite promesse sera déclarée nulle , & que deffences seront faites au defendeur de faire aucunes poursuites pour raison d'icelle , & en cas de contestation , requiert dépens , desquelles Lettres de rescision , & de l'extrait baptismal du demandeur , ensemble du present Exploit , j'ay baillé & laissé copie au defendeur.

Adjournement pour voir enteriner Lettres de respy.

L'An pour oïr une Requête, qui est que le demandeur a fait de grandes pertes par le moyen des banqueroutes d'aucuns de ses debiteurs , en sorte qu'il ne peut payer les defendeurs qu'il n'ait recouvré une partie de ce qu'il luy est deub par ses autres debiteurs , & n'ait donné ordre à ses affaires : & dans la crainte qu'il a eu que les poursuites violentes des defendeurs ne l'obligeassent de s'absenter , & de perdre son credit & sa fortune , il a esté obligé d'obtenir Lettres de respy adressantes à Monsieur le Prevost de ... A ces causes conclud à ce que lescdites Lettres soient enterinées, ce faisant qu'il aura délay de cinq ans pour payer

les defendeurs, pendant lequel temps deffences leur seront faites d'attenter à sa personne & biens & de ses cautions & coobligez, & en cas de contestation requiert dépens, & leur ay à chacun baillé & laissé copie, tant desdites Lettres de resp'y, que du present Exploit.

Demande pour estre receu à faire cession & abandonnement de biens.

L'An... pour oïir une Requête, qui est que l'insolvabilité de ses debiteurs, l'ont reduit à la necessité de ne pouvoir satisfaire ses creanciers; & comme les defendeurs ont fait saisir & executer ses meubles, & saisir réellement ses immeubles, & font beaucoup de frais, qui consommeroient ce qui luy reste sans les satisfaire, il conclud à ce qu'il luy soit donné acte de l'abandonnement qu'il fait à ses creanciers de tous ses biens, tant meubles qu'immeubles, presens & avenir, & en consequence qu'il sera receu au benefice de cession, aux offres qu'il fait de garder les formes prescrites par l'Ordonnance, en cas de contestation requiert dépens.

Adjournement pour avoir delivrance d'un don mutuel.

L'An... pour oïir une Requête, qui est que par contrat d'.... defunt D... & la demanderesse se sont donnez mutuellement tous leurs biens meubles, acquests & conquests immeubles, pour en jouïr par le survivant sa vie durant, lequel contract a esté insinué au Greffe des Insinuations de.... à la diligence dudit defunt dans le temps de l'Ordonnance. A ces causes conclud à ce que delivrance luy soit faite dudit don mutuel, ce faisant ordonné que les biens de la communauté d'entre ledit defunt & d'elle luy seront baillez, pour en jouïr sa vie durant suivant la Coustume, à la caution de F.... présenté à cét effet par la demanderesse, lequel
fera

sera receu, & en outre proceder comme de raison, & afin de dépens en cas de contestation.

Demande des conventions matrimoniales d'une veuve en consequence de sa renonciation à la communauté.

L'An.... pour oïr une Requête, qui est qu'après le de-
cez de defunt.... son mary, elle auroit renoncé à leur
communauté de biens. A ces causes, requiert que le con-
tract de mariage dudit defunt & d'elle soit déclaré execu-
toire sur le defendeur audit nom, comme il estoit sur ledit
defunt, ce faisant condamné de rendre à la demanderesse la
somme de.... qu'elle a apportée en faveur de mariage avec
ledit defunt, ensemble de payer le profit & interêts de ladite
somme, & conformément audit contract qu'elle prendra des
meubles de ladite communauté tels qu'elle voudra choisir
pour la prisée qui en a esté faite jusques à la concurrence de
la somme de.... pour le preciput à elle accordé par ledit
contract; comme aussi que delivrance luy sera faite de....
livres de rente pour son doüaire prefix à elle accordé & con-
stitué par ledit defunt, à compter du jour de son decez,
payer les arrerages dudit doüaire échus & qui écherront
cy-apres.

*Adjournement pour faire contribuer au bastiment d'un
mur moitoyen.*

L'An.... pour oïr une Requête, qui est que le mur
moitoyen separant les maisons des parties est corrompu
& prest à tomber, en sorte qu'il est necessaire de le faire rebâ-
tir. A ces causes le demandeur requiert que le defendeur soit
condamné de contribuer pour moitié aux frais du bâtiment
dudit mur, sinon qu'il sera permis au demandeur de le faire
rebâtir à ses frais, & en consequence que ledit mur & la terre
sur laquelle il est assis, seront declarez luy appartenir.

Adjournement pour estre receu à rembourser la moitié du mur.

L'An.... pour oïr une Requête, qui est que le defendeur a fait reestabli un mur separant les maisons des parties, duquel il pretend se rendre seul propriétaire, encore qu'il soit moitoyen; c'est pourquoy requiert estre receu à rentrer en la propriété de la moitié dudit mur & fonds d'iceluy, du moins en remboursant au defendeur la moitié de la juste valeur d'iceluy, suivant l'estimation qui en sera faite par Experts & gens à ce connoissans, dont les parties conviendront, sinon qu'il en sera nommé d'office, & outre proceder comme de raison, & en cas de contestation que ledit defendeur sera condamné aux despens.

Adjournement pour faire boucher des veües faites sans titres.

L'An.... pour oïr une Requête, qui est que le defendeur a nouvellement fait faire des ouvertures de veües à sa maison regardant sur la court du demandeur, quoy que le defendeur n'ait aucun droit ny titre qui ait pû donner lieu à cette entreprise; C'est pourquoy le demandeur conclud à ce que le defendeur soit condamné de faire boucher lesdites ouvertures, sinon permis au demandeur de les faire boucher de l'épaisseur du mur, & de reestabli les lieux aux frais du defendeur; que defences luy seront faites de plus à l'avenir faire de telles ouvertures, à peine de tous dépens, dommages & interests, & qu'il sera condamné aux dépens.



Demande en declaration d'hypoteque.

L An.... pour oïr une Requête, qui est que C.... a constitué au demandeur livres de rente par contract du au payement & continuation de laquelle a affecté & hypotequé generalement tous ses biens, meubles & immeubles, & entr'autres une maison scize à que le defendeur dit avoir acquise, & de laquelle il se pretend propriétaire à juste titre. A ces causes le demandeur conclud à ce que le defendeur soit tenu de declarer s'il est, & depuis quel temps detempteur, propriétaire & possesseur de ladite maison, & s'il se declare tel, qu'il soit condamné à payer & continüer par chacun an au demandeur ladite rente de payer les arrerages deûs & écheus, passer titre nouvel & reconnoissance d'icelle pardevant Notaires, & le délivrer en bonne forme au demandeur, & qu'au payement & continuation de ladite rente, ladite maison sera declarée affectée & hypotequée, si mieux n'aime le defendeur l'a déguerpir, pour estre saisie & vendue par decret au plus offrant & dernier enchérisseur en la maniere accoustumée, & outre qu'il sera condamné aux dépens.

Autre demande en declaration d'hypoteque quand le demandeur est creancier en vertu d'obligation.

L An.... pour oïr une Requête, qui est qu'il a presté à G... la somme de... par obligation du ... au payemēt de laquelle il a specialement obligé une maison fize à dont le defendeur s'est mis en possession, quoy que ce soit le gage du demandeur, lequel conclud à ce que le defendeur soit tenu de declarer s'il se pretend propriétaire de ladite maison, & en ce cas voir dire qu'elle demeurera affectée & hypotequée au payement de ladite somme; ce faisant, qu'elle sera saisie, crieë & vendue par decret & autorité de Ju-

stice, & les deniers qui en proviendront baillez au demandeur, sur-&-tant-moins & jusques à la concurrence de ladite somme & intersts d'icelle, & le defendeur condamné aux dépens.

Adjournement en action réelle petitoire.

L'An.... pour oïr une Requête, qui est, que le demandeur est propriétaire à juste titre d'une maison sise à.... laquelle le defendeur s'efforce d'occuper. A ces causes conclud à ce que le defendeur soit condamné de se desister de l'occupation de ladite maison, en laisser la libre jouïssance au demandeur, & luy rendre & restituer les loyers d'icelle suivant l'estimation qui en sera faite, avec dépens, dommages & intersts....

Demandes pour faire partage de biens communs.

L'An.... pour oïr une Requête, qui est, que par le decez de I.... les parties qui sont ses heritiers, ont droit de partager les biens de sa succession, ce que les defendeurs n'ont voulu faire à l'amiable, quelque requisition que le demandeur leur en ait faite; c'est pourquoy il conclud à ce que lesd. biens soient partagez, pour en estre baillé à chacune des parties leur part & portion contingente; & à cette fin que les defendeurs seront tenus mettre es mains de M^r le Commissaire qui sera à ce député, les titres & pieces justificatives des biens de lad. succession, pour être sur icelles dressé les lots & partage desdits biens, & en consequence voir ordonner que les maisons & heritages de la succession seront prisez & estimez par Experts & gens à ce connoissans, dont les parties conviendront, sinon qu'il en sera nommé d'office.

Adjournement pour voir liciter un immeuble qui ne se peut commodément partager.

L'An.... pour oïr une Requête, qui est, que les parties sont propriétaires chacun pour moitié d'une maison sise à laquelle ne se peut diviser. A ces causes, conclud à ce que ladite maison soit vendue par licitation pardevant Monsieur le Prevost de au plus offrant & dernier encherisseur, pour estre le prix de la vente baillé aux parties, & à ce que ladite vente soit publique, & que toutes personnes soient receuës à encherir, affiches seront mises es lieux & endroits nécessaires & accoustumez.

Demande du Vassal pour avoir main-levée en consequence de l'aveu qu'il a donné au Seigneur.

L'An.... pour oïr une Requête, qui est, que le defendeur a fait saisir sur le demandeur quelques heritages relevans de son fief, faute d'avoir baillé aveu & denombrement d'iceux, à quoy le demandeur ayant depuis satisfait, le defendeur ne veut luy donner main-levée de cette saisie, & continuë de percevoir les fruits. A ces causes, conclud à ce qu'en consequence de ce qu'il a donné son aveu & denombrement, main-levée luy soit faite de ladite saisie feodale, que le defendeur sera condamné de restituer les fruits par luy perçus, sauf à luy à blâmer l'aveu, & en outre proceder comme de raison aux fins de dépens.

Demande de dixmes.

L'An.... pour oïr une Requête, qui est, qu'à cause de sa Cure, il a droit de dixmes & premices sur les fruits qui se recueillent en ladite Paroisse, mesme des aigneaux, cochons, & autres choses sujettes au droit de dix-

mes que le defendeur refuse de payer; C'est pourquoy le demandeur conclud à ce que le defendeur soit condamné de luy payer le droit de dixmes des fruits, grains, aigneaux, & autres choses sujettes audit droit, avec dépens, dommages & interests, que defences soient faites au defendeur d'enlever les gerbes & autres choses sujettes au droit de dixmes, ny de les mettre en dixeaux à heure indeuë, & sans avertir le demandeur, ou celuy qui sera par luy preposé, à peine de confiscation à son profit . . . livres d'amende, & en cas de contravention qu'il sera permis au demandeur de faire saisir les fruits.

*Adjournement pour proceder sur l'appel de Sentence
renduë par un Prevost.*

L'An . . . pour oïr une Requête, que par acte du . . . l'intimé a donné ordre à l'appellant de payer en son acquit la somme de . . . qu'il luy devoit à . . . & neantmoins l'ayant fait assigner pardevant le Prevost de . . . il seroit intervenu Sentence le . . . par laquelle l'appellant est condamné à payer à l'intimé ladite somme, encore qu'il soit quitte envers luy, ce qui l'a obligé d'en interjetter appel par acte du . . . C'est pourquoy il conclud à ce que ladite Sentence soit infirmée, luy dechargé de la condamnation portée par icelle, avec dépens, tant de la cause principale que d'appel.

*Adjournement au Seigneur pour declarer les causes de la saisie
feodale faite à sa requisition sur son Vassal.*

L'An . . . pour oïr une Requête, qui est que le defendeur a fait saisir le fief de . . . appartenant au demandeur, faute d'homme, droits & devoirs de fief deûs & non faits, rachapts non payez, aveu & denombrement non baillé, lequel fief est écheu au demandeur par le partage des

biens demeurez apres le decez de defunt S fait entre luy & ses coheritiers en la succession dudit defunt pardevant Notaires le ainsi qu'il offre se purger par serment , & de ce dont il pourra estre enquis à cause du faict en question suivant l'Ordonnance ; & en consequence conclud à ce que le defendeur soit condamné de declarer precisément pour quelle cause, droits & profits il pretend avoir faisi, pour ce fait dire par le demandeur ce que de raison , sinon & à faute de ce faire que main-levée de ladite saisie sera faite, avec despens, dommages & interets.

Demande du Seigneur pour faire représenter les titres des heritages de sa censive , & pour les droits.

L'An pour oïir une Requête, qui est que le deffendeur a acquis une maison & heritages scis à estant en la censive du demandeur, sans avoir payé les droits qui luy sont deubs à cause de cette acquisition. A ces causes conclud à ce que le defendeur soit tenu d'exhiber les titres & contracts en vertu desquels il possède ladite maison & heritages, payer les droicts de lots & ventes, faïfines & amendes, passer titre nouvel & reconnoissance desdits droits pardevant Notaires , & le delivrer en bonne forme au demandeur, sinon & à faute de ce faire qu'il luy sera permis de saisir lesdits heritages, & de faire les fruits siens, suivant la Coutume de & en outre proceder comme de raison , & afin de despens.

*DES CITATIONS DEVANT
les Officiaux.*

IL faut observer pareilles formalitez dans les citations que celle des Exploits d'assignation devant les autres Juges.

Exploit en action personnelle.

L'An à la requeste de B Prestre Curé de qui a élu son domicile en sa maison Presbyterale de ladite Eglise, je ... Huissier Appariteur en l'Officialité de demeurant à ruë cité & assigné H aussi Prestre, parlant à en son domicile, à comparoir d'huy en jours pardevant Monsieur l'Official de en son Auditoire, pour ouïr une Requeste de B qui est qu'il a presté au defendeur la somme de contenuë en sa promesse du A ces causes conclud contre le defendeur à ce qu'il soit condamné luy payer la somme de contenuë en sa promesse, qu'il sera tenu venir reconnoistre, & aux dépens de l'instance, & à cette fin je luy baillé & laissé copie, tant de ladite promesse, que du present Exploit, presens

La promesse doit estre reconnuë pardevant le Juge Laïc, si le demandeur veut qu'elle emporte hypotecque, ce qui ne seroit pas, si la reconnoissance estoit faite devant le Juge d'Eglise.

Et en cas que l'Ecclesiastique soit assigné pardevant le Juge Laïc, il pourra demander son renvoy en l'Officialité pour le principal, mais pour la reconnoissance il sera tenu de la faire devant le Juge Laïc, & si ce Juge est Royal apres la reconnoissance ou la verification de la promesse, si elle est déniée, il pourra condamner l'Ecclesiastique par provision avant que de le renvoyer à l'Official.

Citation en cause de Mariage.

L'An pour ouïr une Requeste, qui est que les parties s'estans promis par escrit de s'épouser legitiment, le demandeur a donné à la defenderesse en faveur de mariage un filet de grosses perles rondes, deux boucles d'oreilles

reilles de diamans &c. . . . & apres cette dépense & beaucoup de dommages & interets soufferts par le demandeur, la defenderesse ne veut celebrer le mariage. A ces causes, conclud à ce que la defenderesse soit condamnée solemniser & parachever le mariage avec le demandeur en face de Sainte Eglise, les ceremonies à ce requises gardées & observées, conformément aux promesses de mariage legitiment faites entre les parties, que defences seront faites à ladite . . . de contracter mariage avec autres, ny de faire aucune autre promesse plus forte, jusques à ce qu'il en ait esté autrement ordonné.

Autre citation à cause de Mariage.

L'An pour oïr une Requête, qui est que depuis la promesse de mariage & contract fait entre les parties, la demanderesse a changé de sentimens, & ne pretend point passer outre, ny consommer le mariage avec le defendeur; C'est pourquoy conclud à ce que ladite promesse & ledit contract soient declarez nuls, qu'il sera permis à la demanderesse de se marier à qui bon luy semblera, offrant en ce faisant de rendre audit defendeur . . . qu'il luy a donné en faveur de mariage, & de luy payer tels despens, dommages & interets que de raison, & faute d'accepter lescdites offres qu'il sera condamné aux despens.

Citation pour proceder sur une opposition à la publication de bancs.

L'An pour dire ses causes & raisons, si aucunes il a, de s'estre opposé à la publication des bancs du futur mariage d'entre . . . se voir debouter de son opposition, & ordonner que nonobstant icelle il sera passé outre à ladite publication de bancs & solemnization du mariage dont il s'agit, suivant les Constitutions Canoniques, que defences

seront faites audit . . . de l'empescher, à peine de . . . d'amende, applicable à telles œuvres pieuses qu'il sera jugé, & en outre comme de raison, & afin de dépens, dommages & interests.

ADJOURNEMENTS DEVANT les Juges Presidiaux.

SI l'on a droit de faire donner quelques assignations, soit en premiere instance, par appel, ou autrement, pardevant les Juges en dernier ressort, comme quand il s'agit d'une somme de deux cens cinquante livres en principal, ou dix livres de rente, & des autres matieres que les Presidiaux jugent souverainement, il faut que le demandeur obtienne une Commission suivant l'Article douzième du Titre second de l'Ordonnance, laquelle Commission estant expediee, l'assignation qui est donnée en consequence doit estre ainsi.

Assignation au Presidial.

L'An . . . en vertu de certaine Commission de la Chancellerie Presidiale de . . . signée par le Conseil . . . & scellée de cire jaune sur simple queue, & à la requeste de L . . . qui a élu son domicile . . . j'ay Sergent à . . . donné assignation à . . . à comparoir d'huy en . . . jour pardevant Messieurs les President & Conseillers tenans le Siege Presidial de . . . pour se voir condamner par Jugement dernier à luy payer la somme de . . . contenuë en la promesse qu'il sera tenu venir reconnoistre, avec l'interest jusques à l'actuel payement suivant l'Ordonnance, & aux despens de l'instance, & en outre proceder comme de raison, de laquelle Commission, ensemble du present Exploit, j'ay baillé & laissé copie dudit . . . parlant comme dessus, & signifié que M . . . est Procureur.

S'il ne s'agissoit point d'obtenir un Jugement en dernier ressort, il faut suivre ce qui est prescrit par l'Article dix du Titre second, & faire les ajournemens sans commission, en quelque cause que ce soit, ainsi qu'il est cy-devant remarqué.

DES APPELLATIONS aux Sieges Presidiaux.

Les Lettres de relief d'appel, d'anticipation & de desertion, aussi bien que les Cômmissions pour assigner aux Presidiaux en dernier ressort, conversion d'appel en opposition, desistemens, acquiescemens, compulsoires, compensations, & autres Lettres de Justice, tant en matiere civile que criminelle pour l'instruction & jugement des procez qui se jugeront aux Sieges Presidiaux, doivent estre intitulées, Louïs par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre . . . signées & expédiées par les Secretaires de Sa Majesté, lors qu'il y en aura sur les lieux, & en leur absence par les Secretaires des Cours & Greffiers d'Appeaux des Presidiaux, & scellées du Sceau des Chancelleries Presidiales.

Les Lettres de relief d'appel, d'anticipation & de desertion que l'on expedie aux Chancelleries Presidiales, sont de mesme que celles qui s'expedient pour les Cours Souveraines, dont la forme est cy-apres au Titre des Assignations aux Parlemens.

Assignation pour relever un appel au Presidial.

L'An . . . en vertu des Lettres de relief d'appel obtenues en la Chancellerie Presidiale de . . . & à la requeste de . . . M . . . intimé, j'ay **H** . . . Huissier I . . . & donné assignation à **N** . . . à comparoir d'huy en . . . pardevant Messieurs les President & Conseillers tenans ledit Presidial, pour proceder sur l'appel interjetté par ledit **M** . . . de la

Sentence renduë par le Prevost de . . . le . . . pour les griefs qu'il déduira en temps & lieu, & en outre proceder comme de raison.

Suivant l'Edit du mois d'Aoust 1669. aucun ne pourra être reçu appellant aux Presidiaux, qu'il n'ait consignè l'amende de six livres es cas esquels ils jugent Presidialement & en dernier ressort, laquelle somme sera receuë par le Receveur des Consignations, qui s'en chargera sans droits ny frais.

Une partie ne doit consigner qu'une amende, encore qu'elle ait interjetté plusieurs appellations.

Si les parties sont respectivement appellantes de la mesme Sentence, ils doivent consigner chacun une amende, le faire signifier au domicile de leurs Procureurs, & donner copie de la quittance du Receveur des Amendes, avant qu'ils puissent estre receus à faire aucune procedure sur l'appel.

Si l'intimé veut poursuivre avant le délai de quarante jours qui est donné à l'appellant pour relever son appel, il peut obtenir des Lettres d'anticipation en la Chancellerie Presidiale.

Exploit d'assignation en vertu de Lettres d'anticipation.

L'An . . . à la requeste de N . . . j'ay Sergent . . . anticipé & adjourné M . . . à comparoir &c . . . pour proceder sur l'appel interjetté par ledit M . . . de la Sentence du Prevost de . . .

Si l'appel n'est relevé dans quarante jours, ou que l'appellant n'ait esté anticipé, l'intimé peut obtenir une Commifion pour faire assigner l'appellant pour faire declarer l'appel nul.

Assignation.

L'An . . . pour voir declarer l'appel interjetté par ledit M . . . de la Sentence renduë par le Prevost de . . .

le jour de nul & de nul effet , comme desert , faute de l'avoir par luy relevé ou renoncé à iceluy dans le temps de l'Ordonnance.

DES ADJOURNEMENTS à l'Ordinaire devant Messieurs des Requestes de l'Hostel & du Palais.

LEs Privilegiez qui ont droit de Committimus au grand Sceau , sont dénommez en l'Article treize du Titre quatre de l'Ordonnance du mois d'Aoust 1669. & peuvent plaider aux Requestes de l'Hostel ou du Palais à leur choix, excepté Messieurs les Maistres des Requestes & Officiers des Requestes de l'Hostel, & leurs veuves qui ne pourront plaider en vertu de leurs Committimus, qu'aux Requestes du Palais, suivant l'Article dix-neuf dudit Titre quatrième de ladite Ordonnance.

Ceux qui ont seulement droit de Committimus au petit Sceau, sont dénommez és Articles 14. 15. 16. & 17. dudit Titre quatrième, & peuvent pareillement plaider en vertu de leurs Committimus aux Requestes de l'Hostel & du Palais.

Excepté Messieurs les Presidens, Conseillers & autres Officiers des Requestes du Palais du Parlement de Paris, & leurs veuves, qui ne peuvent plaider en vertu de leurs privileges qu'aux Requestes de l'Hostel, suivant ledit Article dix-neuf.

Les Presidens & Conseillers des Requestes du Palais des autres Parlemens, ont pour Iuge de leur privilege le principal Siege ordinaire de leur ressort, suivant l'Article vingt du mesme Titre quatrième.

Les Privilegiez peuvent en vertu des Lettres qui leur seront expediees au grand & petit Sceau, se pourvoir pardevant les Iuges de leur privilege, tant en demandant que def-

fendant , pour causes civiles personnelles , possessoires & mixtes entieres & non contestées pardevant autres Juges, suivant l'Article premier du Titre quatre.

Ne peuvent user du droit de Committimus en vertu de transports, si ce n'est pour debtes veritables, & par actes passez pardevant Notaires, signifiez trois ans avant l'action intentée, sur les peines portées par l'Article 21. du Titre quatre, excepté ce qui concerne la datte des cessions & transports qui seront faits par contract de mariage, par des partages, ou à titre de donation insinuée, ainsi qu'il est exprimé en l'Article 22 dudit Titre quatriéme.

Les debiteurs des debiteurs des Privilegiéz n'y peuvent estre assignez pour affirmer ce qu'ils doivent , si leur creance n'est establie par pieces authentiques passées trois années avant l'assignation donnée , aux termes de l'Article vingt-trois.

Les Committimus ne peuvent avoir lieu és demandes pour passer declaration ou titre nouvel de censives, ou rentes foncieres, ou pour payement des arrerages qui en seront deubs, ny aux fins de quitter la possession d'heritages ou immeubles, ny pour les élections de tutelles, curatelles, scellez & inventaires, acceptation de garde-noble, ou pour matieres réelles, quand mesme l'Exploit de demande seroit aussi afin de restitution de fruits , ainsi qu'il est dit en l'Article vingt-quatre.

Les causes & procez concernant le Domaine du Roy, ceux où les Procureurs de Sa Majesté sont seules parties, & ceux pendans au Grand Conseil, Chambres des Comptes, Cours des Aydes, Cours des Monnoyes, Elections, Greniers à Sel, Juges extraordinaires, & dont la connoissance leur appartient par le titre de leur establissement, ou par attribution, ne peuvent estre évoquez desdites Cours & Sieges en vertu de Committimus, aux termes des Articles 25. & 26. dudit Titre quatriéme.

Les Tuteurs honoraires , oneraires , & les cura teurs , ne

peuvent se servir de leur droit de Committimus pour les affaires de ceux qui sont sous leur charge, suivant l'Article second dudit Titre quatrième.

Les Principaux des Colleges, Docteurs, Recteurs, Regens, Lecteurs, & autres du Corps des Vniversitez, Escoliers Iurez estudians actuellement depuis six mois dans les Vniversitez, & ceux qui y auront regenté pendant vingt ans, ne peuvent estre distraits, tant en demandant que defendant, de la Jurisdiction des Juges de leur privilege, pour les causes contenues es articles 28. 29. 30. & 31. du Titre quatre de ladite Ordonnance du mois d'Aoust 1669.

Aux termes de l'Article second dudit Titre quatre, les Lettres de Committimus ne pourront estre expediees au grand Sceau, ny les Privilegiez en user, lors qu'il s'agira de distraction de ressort d'un Parlement, que pour la somme de mil livres & au dessus, & au petit Sceau pour deux cens livres, dont sera fait mention dans les Lettres, à peine de nullité.

Les Committimus ne seront valables apres l'année de leur expedition, ny les exploits faits en vertu de Lettres surannées, dont sera fait mention dans les Committimus, à peine de nullité, suivant l'Article septième du Titre quatre de l'Ordonnance de 1669.

Les Sergens doivent prendre garde avant que de donner l'assignation, que les Committimus ne soient surannez suivant l'Article onze du Titre second de l'Ordonnance de 1667.

Ils ne peuvent faire aucuns Exploits en vertu des Lettres de Committimus, s'ils n'en sont porteurs, desquelles ils doivent donner copie avec l'assignation, à peine de nullité de l'Exploit, & de cinquante livres d'amende en leurs noms, conformément à l'Article huit du Titre quatre de l'Ordonnance du mois d'Aoust 1669.



Affignation aux Requestes de l'Hostel ou du Palais , pour faire compensation de sommes liquides.

L'An. . . en vertu des Lettres de Cōmittimus obtenues en la Chancellerie de France le . . . signées par le Roy en son Conseil . . . & scellées du grand Sceau de cire jaune sur simple queue, & à la requeste de O . . . qui a élu son domicile en sa maison scize rue . . . je . . . Sergent à . . . demeurant à . . . rue . . . donné assignation à P . . . en parlant à . . . en son domicile, à comparoir d huy en . . . pardevant Nossseigneurs des Requestes d . . . pour ouïr une Requeste du demandeur, qui est que par obligation du . . . il est debiteur dudit S . . . de la somme de . . . & par Sentence de nosdits Seigneurs du . . . le defendeur a esté condamné à payer au demandeur la somme de . . . pour les causes portées par ladite Sentence, avec despens ; & attendu que la somme adjugée par ladite Sentence est liquide, le demandeur conclut à ce qu'il soit dit, que la somme de . . . contenuë en ladite obligation sera compensée à pareille somme à prendre sur celle adjugée par ladite Sentence, sans prejudice au demandeur de celle de . . . qui restera , & des despens, & en consequence qu'il sera fait mention de la Sentence qui intervendra sur la minutte & grosse de ladite obligation, qui demeurera en ce faisant acquittée, & en cas de contestation par le defendeur, qu'il soit condamné aux despens de l'instance, & signifié que S . . . est Procureur, & luy ay baillé copie de ladite Sentence, des Lettres de Committimus sus-dattées , & du present Exploit.

Ainsi on peut faire toutes fortes d'Exploits d'ajournemens pour les Privilegiez pardevant Messieurs des Requestes de l'Hostel ou du Palais en matieres possessoires personnelles & mixtes, comme il est cy-devant dit.

S'il estoit necessaire de faire quelques demandes incidentes

tes, soit en sommation de quelques poursuites, ou de grands, ou mesme en consequence de retention, & autres, on pourroit adjourner sans Lettres, Requête, ou Commission particuliere, ainsi qu'il est exprimé en l'Article onze du Titre second de l'Ordonnance de 1667.

Que si le Privilegié estoit assigné pardevant d'autres Juges, il peut faire renvoyer la cause aux Requestes de l'Hôtel, ou du Palais, supposé que la cause ne soit contestée, & que le Privilegié n'ait pas reconnu la Jurisdiction où il a esté adjourné.

Les renvoys pourront estre faits en vertu des Committimus par l'Exploit d'assignation donnée à la partie, ou à son Procureur, s'il y en a un constitué, sans que les Huissiers & Sergens soient tenus en faire requisition aux Juges, suivant l'Article neuf du Titre quatrième de l'Ordonnance de 1669.

Procez verbal de renvoy, avec assignation aux Requestes de l'Hôtel ou du Palais.

L'An.... le jour de & heures du matin, en vertu de Lettres de Committimus obtenuës en la Chancellerie du Palais à le signées par le Conseil T..... & scellées, & à la requête de I.... je Huissier, signifié & déclaré à L.... en parlant à en son domicile, que je renvoyois, comme de fait j'ay renvoyé la cause d'entre ledit L.... & D.... pendante pardevant entiere & non contestée, & les parties d'huy en jours, pardevant Nosseigneurs des Requestes pour proceder sur la demande dudit L.... mentionnée en l'Exploit du denoncée audit I.... par ledit D.... pour lequel il prend le faict & cause, & conclud à ce que ledit L.... soit debouté de sa demande, avec despens, & luy ay baillé & laissé copie, tant dudit Committimus que du present Exploit.

Aux termes de l'Article dix du Titre quatrième de l'Ordonnance du mois d'Aoust 1669. les procédures faites au prejudice du renvoy doivent estre cassées sur une Requête judiciairement faite, s'il n'y a point de Procureur, ou par une Requête signifiée, s'il y a Procureur, quand mesme il n'y auroit lieu à la retention.

Sentence portant cassation de procédures faites au prejudice du renvoy.

Extrait des Registres des Requestes . . .

SUR la Requête judiciairement faite par M... Procureur de I... qu'au prejudice du renvoy fait en la Cour par Exploit du... de l'instance d'entre L... & D... pendant au Chastelet de Paris ledit L... auroit obtenu Sentence du Lieutenant Civil le... par laquelle ledit D... a esté condamné à payer... & comme c'est un attentat à l'autorité de la Cour, & une contravention à l'Ordonnance de Sa Majesté, le Suppliant requeroit qu'il plût à la Cour casser, revoke & annuler tout ce qui a esté fait par ledit L... au prejudice dudit renvoy, mesme ladite Sentence du... faire deffences audit L... de faire executer icelle, à peine de cinq cens livres d'amende, & de tous despens, dommages & interests. Surquoy LA COUR a donné deffaut contre ledit L... & pour le profit, a cassé & revoke comme attentat tout ce qui a esté fait depuis & au prejudice du renvoy fait en icelle, mesme la Sentence du Lieutenant Civil du... fait deffences audit L... de faire executer ladite Sentence, à peine de cinq cens livres d'amende, & de tous despens, dommages & interests ; Et fera la presente Sentence executée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, & soit signifié.

Si le defendeur en renvoy avoit mis Procureur, il faudroit

donner une Requête par écrit afin de cassation des procédures & de la Sentence renduë au prejudice du renvoy. Sur laquelle Requête le Greffier met, *Viennent les parties*; Ensuite dequoy il l'a faut faire signifier, & obtenir Sentence de cassation.

Si il y a instance en une autre Jurisdiction pour raison du fait pendant aux Requestes de l'Hostel ou du Palais, l'on en peut demander l'évocation judiciairement.

*Sentence d'évocation.**Extrait des Registres....*

Sur ce que D.... Procureur de F.... a judiciairement remontré, qu'il y a instance en la Cour entre ledit F.... & B.... pour raison de.... cependant ledit F.... est poursuivy pardevant le Prevost de.... à la requeste de B.... pour estre condamné à.... & comme il ne peut plaider en deux Jurisdicions pour un mesme fait, il requeroit l'évocation de l'instance pendante pardevant ledit Prevost de.... avec defences audit Prevost d'en connoistre, & audit B.... de faire poursuites ailleurs qu'en la Cour, à peine de nullité, cassation de procédures, cinq cens livres d'amende, & de tous despens, dommages & interests. Surquoy LA COUR a donné deffaut, & pour le profit, en consequence de l'instance pendante en icelle, a évoqué & évoque à elle l'instance dont est question, pour y proceder suivant les derniers erremens, fait defences audit Prevost de.... d'en connoistre, & aux parties de faire poursuites ailleurs qu'en la Cour, à peine de nullité, cassation de procédures, & de tous despens, dommages & interests; ce qui sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, & soit signifié.



ADJOURNEMENTS AUX *Requestes de l'Hostel à l'Extraordinaire.*

S'Uivant l'Article treize du Titre second de l'Ordonnance, on ne peut faire adjourner au Conseil, ny aux Requestes de l'Hostel en dernier ressort, qu'en vertu d'Arrests du Conseil, ou Commissions du grand Sceau.

Adjournement en vertu d'une Commission.

L'An.... en vertu d'une Commission de la Chancellerie de France du.... signée par le Roy en son Conseil N.... & scellée du grand Sceau de cire jaune sur simple queue, & à la requeste de P... je N... Huissier à... demeurant à... sous-signé, donné assignation à... en parlant à... en son domicile, à comparoir d'huy en huitaine pardevant Nosseigneurs les Maistres des Requestes ordinaires de l'Hostel du Roy, Juges Souverains en cette partie, en leur Auditoire du Palais à Paris, pour proceder aux fins de ladite Commission, de laquelle je luy ay parlant comme dessus laissé copie avec le present Exploit, & en outre proceder comme de raison.

Les Arrests & Commissions, ou les Exploits que l'on fait en vertu d'iceux, doivent contenir les conclusions & les moyens sommaires de la demande, de mesme que les Exploits & Requestes cy-devant; c'est pourquoy si les conclusions & moyens n'estoient pas assez expliquez par les Arrests ou Commissions, on pourroit libeller l'Exploit ainsi.

Adjournement en vertu d'un Arrest de renvoy du Conseil.

L'An.... en vertu de l'Arrest du Conseil du.... & à la requeste de I.... je Huissier D.... donné assignation

à L... en parlant à en son domicile, à comparoir d'huy en... pardevant Nostre Seigneurs les Maistres des Requestes ordinaires de l'Hostel du Roy, Juges Souverains en cette partie, en leur Auditoire au Palais à Paris, pour ouïr une Requeste, qui est, que le defendeur a vendu au demandeur les Offices de.... créés par Edit de sa Majesté du.... moyennant la somme de & depuis ladite vente le demandeur ayant reconnu que lors d'icelle lesdits Offices avoient esté supprimés par Declaration de sa Majesté du.... il auroit fait assigner le defendeur au Conseil, pour se voir condamner à restituer la somme que le demandeur luy avoit payée, & en ses despens, dommages & interests, & par Arrest du.... les parties ont esté renvoyées pardevant nostres Seigneurs pour proceder sur cette demande; A CES CAUSES, conclud à ce que le defendeur soit condamné à rendre & payer ladite somme de.... & aux interests d'icelle du jour qu'il l'a receuë, & aux despens, dommages & interests du demandeur, suivant la liquidation qui en sera faite, offrant en ce faisant rendre les provisions en blanc desdits Offices que le deffendeur luy auroit mis és mains, & en outre proceder comme de raison, & luy ay baillé & laissé copie.

*Demande & sommation d'un desaveu contre un
Avocat au Conseil.*

L An ... en vertu d'une Commission de la grande Chancellerie du.... signée par le Roy en son Conseil & scellée du grand sceau de cire jaune, & à la requeste de D..... je Sergent à donnée assignation à L.... à comparoir pardevant Nostre Seigneurs les Maistres des Requestes ordinaires de l'Hostel du Roy, Juges Souverains en cette partie, pour ouïr une Requeste, qui est, que ledit O.... ayant obtenu Lettres du grand sceau aux fins d'évocation du Parlement de.... sur les parentez & alliances de.... &

fait faire enqueste d'icelles , ledit E... fut assigné au Conseil pour proceder sur l'évocation requise par ledit D... en laquelle instance M.... Avocat au Conseil , auroit déclaré qu'il avoit charge d'occuper pour E.... en consequence dequoy l'instance auroit esté instruite avec luy , & enfin seroit intervenu Arrest portant évocation & renvoy des differents des parties au Parlement de lequel Arrest ayant esté signifié à A.... il auroit desavoué la procedure faite avec M.... & protesté de nullité d'icelle, attendu qu'il n'estoit point son Avocat ; A CES CAUSES, conclud à ce que ledit M.... soit condamné de faire cesser ledit desaveu , & faire valider les procedures par luy faites en ladite instance en qualité d'Avocat dudit E.... & prendre contre luy le fait & cause dudit D.... avec despens, dommages & intersts.

Demande en consequence d'un Privilege d'imprimer.

L'An pour ouïr une Requete, qui est , qu'en vertu des Lettres Patentes de sa Majesté du il a fait imprimer un Livre intitulé le & quoy que par lesdites Lettres, defenses ayent esté faites à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles fussent, de l'imprimer ny de le vendre, à peine de cinq cens livres d'amende, le tiers applicable audit A.... & de confiscation des Exemplaires contrefaits ; neantmoins H... Libraire à a fait imprimer le mesme Livre, & le vend & debite publiquement, dont led. A.... ayant eu avis, il en auroit fait saisir environ.... exemplaires; & conclud à ce que les peines portées par lesdites Lettres soient déclarées encouruës contre ledit H.... & en consequence qu'il sera contraint de payer à l'Exposant le tiers de ladite amende , que lesdits exemplaires contrefaits demeureront confisquez à son profit, & qu'il luy sera permis d'en disposer, & outre que H.... sera condamné en ses despens, dommages & intersts.

*ADJOURNEMENTS
en la Chambre du Tresor.*

*Assignation à un donataire de biens confisquez pour payer
ce qui est deû par le defunt.*

L'An.... je.... Huissier.... donné assignation à....
en parlant à.... en son domicile, à comparoir d'huy
en.... jours pardevant Messieurs les Conseillers tenans la
Chambre du Tresor à Paris, pour oïr une Requête, qui est,
que les biens de defunt.... ayant esté acquis au Roy par
droit de confiscation, le defendeur qui en a obtenu le don
de sa Majesté, refuse de payer au demandeur la somme
de.... à luy deûe par ledit defunt, encore qu'il ne puis-
se posséder lesdits biens qu'à la charge de payer le deman-
deur, qui est creancier de sa succession; A CES CAUSES, con-
clud à ce qu'il luy soit permis de faire saisir & vendre les
biens de ladite succession confisquée, pour les deniers en
provenans luy estre baillez sur-&-tant moins ou jusques à
la concurrence de son deû, si mieux n'aime le defendeur
payer au demandeur la somme à luy deûe par ledit defunt
en principal, interests & despens.

*Demande de l'heritier d'un Estranger naturalisé au dona-
taire de ses biens pretendus acquis à sa Majesté
par droit d'aubaine.*

L'An.... pour oïr une Requête, qui est, que ledit
defunt seroit venu en France pour s'y habituer, &
ayant obtenu du Roy Lettres de naturalité qui luy don-
noient la faculté de jouïr des mesmes privileges que les
naturels François, auroit fait plusieurs acquisitions d'heri-

tages scituez dans le Royaume, & apres son decez le defendeur supposant que le defunt n'estoit pas naturalisé, auroit obtenu de sa Majesté le don de ses biens, tant meubles qu'immeubles, en quelques lieux qu'ils soient scituez, comme acquis à sa Majesté par droit d'aubaine, & sous ce mesme pretexte Monsieur le Procureur du Roy en ladite Chambre, auroit fait saisir tous les biens & effets de la succession dudit defunt, quoy que le demandeur soit son legitime heritier; A CES CAUSES, attendu que les biens de ladite succession n'ont point esté acquis à sa Majesté par droit d'aubaine, ny autrement, le demandeur conclud à ce qu'il soit ordonné que le don qui en a esté fait au defendeur demeurera nul, & en consequence que le demandeur jouïra desdits biens comme à luy appartenans; ce faisant, qu'il aura main-levée des saisies faites d'iceux à la requeste de mondit sieur le Procureur du Roy, & en cas de contestation, que le defendeur sera condamné aux despens.

A D J O U R N E M E N S
pardevant les Maistres des Eaux
& Forests.

Pour voir dire qu'une Garenne establie sans titre
sera ruinée.

L'An.... à la requeste de C.... je Sergent Traversier en la Forest de.... donné assignation à.... en parlant à.... en son domicile, à comparoir d'huy en.... jours pardevant Monsieur le grand Maistre, Enquesteur & general Reformateur des Eaux & Forests de France au departement de.... pour oïr une Requeste, qui est, que le defendeur a estably une garenne au terroir de.... bien qu'il n'ait aucun titre qui luy donne lieu de l'entreprendre; A CES CAUSES, conclud à ce que ladite garenne soit ruinée, & permis

permis au demandeur d'en combler les terriers, & que le défendeur sera condamné en l'amende & en ses despens, dommages & interets.

Pour laisser recroistre en Fustaye partie de bois vendus.

L'An pour voir dire, que suivant l'acte fait entre les parties, le défendeur sera tenu laisser recroistre en haute fustaye la quantité de arpens de bois, faisant partie des arpens mentionnez audit acte, & à cet effet lesdits ... arpens de reserve seront pris & choisis dans le meilleure fonds, & bornés aux endroits designez par Experts dont les parties conviendront, & en outre proceder comme de raison, & afin de despens.

ADJOURNEMENTS DEVANT les Juges de l'Admirauté.

Exploit pour faire declarer un vaisseau de bonne prise.

L'An à la requeste de M. Capitaine je Huissier donné assignation à G Maître du Navire, appelé N.... à comparoir d'huy en jours par-devant Monsieur le Lieutenant Particulier de l'Admirauté au Port de pour ouïr une Requeste, qui est, que le jour de il rencontra sur la coste de ledit Navire cinglant pour passer en lequel il auroit poursuivy à la faveur du vent, & l'ayant joint & fait accrocher, seroit entré dans son bord, & auroit demandé audit G en vertu de-quoy il transportoit le bled estant dans ledit Navire, ce qu'il n'auroit pû justifier, & comme il est defendu de transporter du bled hors le Royaume sans permission ny Passe-port, le demandeur l'auroit pris & fait relâcher à la rade de...où il est sous bonne & seure garde; A ces causes, conclud à ce que

le Navire en question soit déclaré de bonne prise, & en consequence ordonné que ledit Vaisseau & Marchandises estans en iceluy seront vendus, & que du prix en provenant il en sera baillé la partie audit M.... & le surplus à qui il appartiendra, deduction faite des frais de la vente & de ceux qui seront faits pour y parvenir.

Pour avoir main-levée d'un Navire saisi.

L'An... pour ouïr une Requête, qui est qu'en vertu de la permission de sa Majesté & du Passe-port du Gouverneur de... pour transporter la quantité de ... muids de bled ... il les fit charger au Port de... dans son Navire appelé D.... lequel ayant esté mis en mer, il auroit esté poussé par l'effort de la tempeste sur la coste de... où le demandeur se tenoit à l'abry pendant que l'on radouboit ledit Navire, qui estoit démasté & entr'ouvert, & cōme il y donnoit les ordres necessaires, le Capitaine G... ayant doublé le Cap. de ... auroit joint & saisi ledit Navire, pretendunt qu'il vouloit passer en ... A ces causes conclud à ce que main-levée luy soit faite dudit Navire, ustanciles, bled & Marchandises de son chargement, que ledit Capitaine G.... sera condamné en tous les despens, dommages & interets du demandeur.

Autre pour avoir main-levée d'une saisie faite au prejudice du traité de Paix.

L'An pour ouïr une Requête, qui est, qu'estant arrivé le jour de à l'emboucheure de la riviere de sur son Navire nommé le du Port de tonneaux venant de & estant sur le point de mouïller l'ancre sous la Forteresse de... à la portée du canon pour y attendre la marée propre pour entrer dans le Port, fust attaqué, pris & enlevé par une Escadre de Navires de guerre, commandez par H.... Espagnol de nation, avec la charge de ...

& les gens de l'équipage, & comme cette entreprise est au prejudice du Traité de Paix fait entre . . . le demandeur, conclud à ce que relaschement & delivrance luy soit faite dudit Navire à grez appareaux & marchandises estant en iceluy, à quoy les gardiens seront contraints par corps, que ledit H. . . sera condamné en ses dommages & interêts soufferts & à souffrir, & aux despens de l'instance.

DES ADJOURNEMENTS devant les Eleus.

Opposition en sur-taux.

L'An . . . le Dimanche . . . jour de . . . à la requeste de . . . je R . . . Huissier à . . . demeurant à . . . me suis transporté au devant de la grande porte & principale entrée de l'Eglise de . . . où estant j'ay donné assignation aux manans & habitans dudit lieu, en parlant à . . . tous habitans sortans de ladite Eglise, issuë de Messe de Paroisse, célébrée en icelle, à comparoir d'huy en . . . jours pardevant Messieurs les President, Lieutenant & Eleus en l'Electi^on de . . . pour ouïr une Requête, qui est, que les années precedentes il a esté imposé aux Roolle des Tailles de ladite Paroisse à plus grandes sommes qu'il ne pouvoit porter; eu égard à ses biens & au trafic qu'il fait, ce qui devoit obliger les Collecteurs de la presente année de l'imposer à une moindre somme, veu mesme que les Tailles de ladite Paroisse sont diminuées; neantmoins les Collecteurs ont augmenté la cote du demandeur de la somme de . . . plus qu'il ne portoit les precedentes années; A ces causes, conclud à ce qu'il soit receu opposant à l'imposition faite de sa personne aux Roolles des Tailles de ladite Paroisse de la presente année; ce faisant, que sa cote sera reduite & moderée à . . . faire defences aux Collecteurs de le contraindre pour plus grande somme,

à peine de tous despens, dommages & interests, & en outre proceder comme de raison & afin de dépens, & leur ay baillé copie, tant du present Exploit que de l'estat des biens & facultez du demandeur, & le tout laissé à . . . l'un des habitans.

Demande contre les Collecteurs des Tailles faite d'avoir imposé une somme suivant une Sentence ou Arrest.

L'An pour oïr une Requête, qui est, que s'estant pourveu en sur-taux en ladite Election, il y est intervenu Sentence le . . . par laquelle sa cotte auroit esté moderée à . . . & ordonné que le surplus seroit imposé sur les habitans de ladite Paroisse par les defendeurs, en leur mettant es mains l'original de ladite Sentence avant la confection des Roolles, ce que le demandeur a executé, & leur a offert ladite Sentence par Exploit du . . . avec sommation d'imposer la somme y mentionnée sur lesdits habitans, conformément à icelle, à quoy les defendeurs n'ont satisfait; A ces causes, conclud à ce que les defendeurs soient condamnez solidairement en leurs noms de luy payer la somme de portée par ladite Sentence, avec l'interest d'icelle suivant l'Ordonnance, & aux despens de l'instance, & leur ay à chacun baillé & laissé copie . . .

Adjournement au habitans de deux Paroisses, pour s'accorder en laquelle le demandeur demeurera imposé.

L'An . . . pour oïr une Requête, qui est, qu'avant le premier Octobre de l'année . . . le demandeur fit signifier au Procureur Syndic de la Paroisse de V . . . qu'il entendoit transferer son domicile en celle de L . . . même auroit fait publier ladite translation aux Prônes d'icelle Paroisse de V . . . ce qu'il auroit executé avant le premier Janvier ensuivant, & auroit esté imposé aux Roolles des

Tailles de ladite Paroisse de L..... apres an & jour de la translation ; neantmoins les Collecteurs de la Paroisse de V..... ont imposé le demandeur en leurs Roolles, & le veulent contraindre au payement de sa cote, & ainsi il se trouve imposé en deux Paroisses, contre la disposition des Ordonnances ; A ces causes, requiert que les defendeurs soient tenus de s'accorder en laquelle desdites Paroisses le demandeur demeurera imposé : & cependant, que defences seront faites aux Collecteurs d'icelles de le contraindre, du moins en payant sa cote en lad. Paroisse de L... où il demeure actuellement, & que les defendeurs soient condamnez en ses despens, dommages & interests .

Demande pour jouir des Privileges accordez par l'Edit du Roy en faveur des mariages.

L'An...pour oüir une Requête, qui est, que par Edit du mois de Novembre 1666. le Roy a accordé aux peres de famille qui auroient douze enfans vivans, nais en loyal mariage, non Prestres, Religieux, ny Religieuses, l'exemption des Tailles, Taillon, Subsidés & autres impositions, de Tutelle, Curatelle, logement de gens de guerres, contribution aux ustanciles, guet, & garde, & attendu que le demandeur a douze enfans vivans, nais en loyal mariage, qui ne sont Prestres, Religieux, ny Religieuses, il requiert conformement audit Edit, qu'il soit ordonné qu'il jouira des Privileges y mentionnez : Que defences seront faites aux defendeurs & tous autres habitans des Paroisses où il voudra transférer son domicile, de le nommer à aucunes Charges publiques, & aux Collecteurs de le comprendre en leurs Roolles, tant des Tailles, Taillon, contribution aux ustanciles, qu'autres impositions, à peine de tous despens, dommages & interests, & en cas de contestation, que les defendeurs seront condamnez aux despens.

Aux termes de l'Edit le demandeur doit rapporter son contract de mariage & faire compulser les extraits des Baptêmes de ses enfans avec les Afséeurs & Collecteurs des Tailles de la Paroisse de sa demeure, & le Procureur du Roy en l'Election.

Ainsi on peut dresser des Exploits d'adjournement quand il s'agit des Tailles, Taillon, Subsistance, droits d'aydes, & autres impositions, excepté pour les Gabelles, dont la connoissance appartient aux Officiers des Greniers à Sel.

D E S A D J O U R N E M E N S *devant les Officiers du Grenier à Sel.*

L'An... à la requeste de adjudicataire de la Ferme des Gabelles, je donné assignation à G voiturier par eauë, en parlant à ... à comparoir d'huy en. ... par-devant Messieurs les Officiers du Grenier à Sel de... pour oïr une Requeste, qui est, que le defendeur auroit chargé dans son bateau en la Ville de... la quantité de ... muids de Sel pour voiturer audit Grenier, suivant la rescription de neantmoins par le mesurage du Sel descendu & mis audit Grenier en presence du Procureur du Roy en iceluy, il s'est trouvé de déchet extraordinaire la quantité de ... muids de Sel, ainsi qu'il appert par le procez verbal de ladite décente; A ces causes, conclud à ce que ledit G soit condamné par corps de restituer au demandeur la somme de ... pour la valeur dudit Sel; sçavoir.... pour le prix du Marchand. ... pour le prix du Roy & ... pour les droits appartenans au demandeur, ensemble payer le profit & interets de ladite somme qu'il requiert jusques à l'actuel payement suivant l'Ordonnance, & en outre proceder comme de raison, & à ce que ledit G n'en ignore, je luy ay baillé & laissé copie de ladite rescription dudit procez verbal & present exploit.

DES ASSIGNATIONS
aux Parlemens.

L'On ne peut faire adjourner aux Parlemens ny en aucune Cour Souveraine, & Juges en dernier ressort, tant en premiere instance que par appel, qu'en vertu de Lettres de Chancellerie, Commission particuliere, ou Arrest, suivant l'Article douze du Titre second.

Assignment en premiere instance.

L'An en vertu d'une Commission obtenuë en la Chancellerie du Palais, du ... signée par le Conseil & scellée de cire jaune sur simple queue, & à la requeste de B j'ay Sergent à donné à M.... à comparoir d'huy en jours, pardevant Nosseigneurs du Parlement à pour ouïr une Requeste, qui est que par l'Arrest de ladite Cour du rendu sur l'appel de la Sentence du Prevost de... le contract fait entre lesd. B. .. & M... auroit esté cassé & annullé, & ledit B deschargé du payement de la somme mentionnée audit contract, & neantmoins ledit M... pretend encore s'en servir, ayant en vertu d'iceluy fait faire commandement audit B de payer ladite somme C'est pourquoy il conclud à ce que ledit M... soit condamné de luy restituer la grosse dudit contract comme nulle, que tout ce qui a esté fait en consequence sera déclaré nul, comme fait au prejudice dudit Arrest, duquel ensemble de celui qui interviendra en l'instance, il sera fait mention sur la minutte dudit contract, à ce faire le Notaire qui a ladite minute en dépost contraint par corps en le payant de ses salaires raisonnables, & que ledit M.... soit condamné aux dommages & interests dudit B. ... & aux despens de l'instance,

Si l'on veut faire assigner en vertu d'un Arrest au lieu de Commission, il faut presenter Requête, sur laquelle intervient.

Arrest portant permission d'assigner.

Extrait des Registres de Parlement.

VEu par la Cour la Requête présentée par R. . . . contenant ... (*il faut incerer l'exposé de la Requête;*) A ces causes, le Suppliant requeroit qu'il plust à la Cour. . . (*il faut incerer en cet endroit les conclusions.*) Oüy le raport de Maistre... Conseiller en ladite Cour, & tout considéré; LA COUR a ordonné & ordonne qu'aux fins de lad. Requête, ledit M. . . fera assigné en icelle, pour les parties ouïes leur être fait droit ainsi qu'il appartiendra par raison. Fait en Parlement le. . . .

Les Ducs & Pairs pour raison de leurs Pairies, l'Hôtel-Dieu, le Grand Bureau des Pauvres, l'Hospital General de Paris, & ceux qui ont droit de plaider en premiere instance en la grand' Chambre du Parlement de Paris, ou dans les autres Parlemens, y peuvent faire donner les assignations sans Arrest ny Commission, ainsi qu'il est dit en l'Article douze du titre second.

*Adjournemens pour faire amortir un heritage donné
à l'Hospital General.*

L'An ... à la requête de ... Messieurs les Gouverneurs & Administrateurs de l'Hospital General de Paris, je ... Huissier ... donné assignation à ... en parlant à ... en son domicile, à comparoir d'huy en huitaine pardevant Nosseigneurs du Parlement de Paris en la Grand' Chambre, pour ouïr une Requête, qui est, que deffunte ... a donné audit Hospital la Terre & Seigneurie de ... par contract
passé

passé pardevant Notaires le de laquelle Terre & Seigneurie ledit Hospital ne peut jouir ny acquérir la faculté de la posséder que par l'amortissement & payement du droit deü à sa Majesté ; joint que s'estant voulu mettre en possession de ladite Seigneurie & des heritages en dependans, les Seigneurs feudaux & censiers l'ont empesché, à cause de l'indemnité à eux deüe, & poursuivent les demandeurs de s'en desister ; A ces causes, ils concluënt à ce que les defendeurs soient condamnez de faire amortir dans jours à leurs dépens ladite Seigneurie & heritages, & payer les droits d'indamnitez deüs aux Seigneurs feudaux & censiers pour raison de ce, & d'en apporter quittances en bonne forme aux demandeurs, en sorte que ledit Hospital puisse toujours posséder icelle Seigneurie & heritages, sans estre troublé, & que les defendeurs soient condamnez aux despens.

Si celuy qui est assigné à des garands, il peut presenter Requeste à la Cour, sur laquelle le Greffier, ou l'un de Messieurs met, *Soit partie appelée*, & ensuitte les faire assigner en vertu de cette Ordonnance. La forme des conclusions contre les garands est au Titre huit.

Les demandes que les Privilegiez veulent intenter en premiere instance aux Parlemens pourront estre dressées sur celles qui se font devant les Juges ordinaires.

Commission pour relever un appel au Parlement.

LOüis par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre; Au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, C. . . . nous a exposé que par Sentence de nostre Prevost de il a esté ordonné que D. . . . femme de l'exposant, demeureroit separée quant aux biens d'avec luy, dont il s'est porté pour appellant pour les griefs qu'il déduira en temps & lieu, lequel appel ressortit en nostre Parlement.

de....où il desireroit le relever; Requerant nos Lettres à ce necessaires; A ces causes, te mandons à la requeste de l'Exposant assigner & intimer ladite D.... à certain & competent jour en nostre Cour de Parlement de.... pour proceder sur l'appel interjetté par l'exposant, & qu'il interjette par ces presentes de ladite Sentence du.... & de tout ce qui s'en est ensuivy, & en outre proceder comme de raison, de ce faire te donuons pouvoir.

Comme le relief d'appel ne porte point de defences d'executer la Sentence, si l'intimé est de Paris, & s'il a fait ou veut faire quelques contraintes, l'appellant peut presenter cette Requete au lieu d'obtenir des Lettres de relief d'appel.

A Nosseigneurs de Parlement.

Supplie humblement C.... disant, que par Sentence du Prevost de.... il a esté condamné à.... de laquelle Sentence le Suppliant s'est porté pour appellant par acte du.... au prejudice de quoy B.... a fait executer ses meubles, par Exploit du.... & luy en a fait signifier la vente; ce qui est une procedure injuste, puisque le Suppliant ne doit rien.... Ce consideré, N O S S E I G N E U R S, il vous plaise recevoir le Suppliant appellant de ladite Sentence, le tenir pour bien relevé; Ordonner que sur l'appel sur lequel il luy sera permis de faire intimer qui bon luy semblera, les parties auront audience au premier jour; Et cependant defences de mettre ladite Sentence à execution, & en consequence luy faire main-levée des choses saisies, à la representation desquelles le gardien sera contraint par corps, ce faisant déchargé.

Le Greffier ou l'un de Messieurs, met sur cette Requete, *Viennent les parties.*

Il faut faire signifier cette Requete, & mettre la cause au petit Roolle qui se plaide en la grand' Chambre les Mercredis & Samedis matin.

Après que la cause aura esté appelée, il faut faire signifier des qualitez à l'intimé ainsi.

Qualitez d'un Arrest sur Requête.

ENtre C.... demandeur en Requête; à ce qu'il plûst à la Cour... d'une part, & B.... defendeur d'autre.

Ces qualitez estant signifiées, on les porte au Greffier, lequel expedie sur icelles.

Arrest.

Extrait des Registres de Parlement.

ENtre C.... transcrire les qualitez comme cy-dessus; LA COUR a receu & reçoit le demandeur appellant, le tient pour bien relevé, luy permet de faire intimer qui bon luy semblera sur ledit appel, sur lequel les parties auront audience au premier jour: Et cependant defences de mettre ladite Sentence à execution, & en consequence a fait & fait main-levée des choses saisies, à la representation desquelles le gardien sera contraint par corps, ce faisant déchargé. Fait en Parlement le....

Il faut faire signifier cét Arrest avec assignation pour proceder sur l'appel.

Si le defendeur comparoist & qu'il empesche les defences & la main-levée, l'Arrest est ainsi.

Arrest.

Extrait des Registres de Parlement.

ENtre, &c...., apres que les Procureurs des parties ont esté ouïs; LA COUR a receu & reçoit le demandeur

appellant, le tient pour bien relevé, luy permet de faire intimier qui bon luy semblera sur ledit appel, sur lequel les parties auront audience au premier jour, & a joint le surplus de la Requête à l'appel, pour en jugeant y avoir tel égard que de raison.

Si l'intimé n'est pas de Paris, & que l'affaire presse, l'un de Messieurs se charge de la Requête de l'appellant pour la rapporter, & en ce cas l'Arrest qui est rendu sur la Requête se dresse ainsi.

Arrest sur Requête.

Extrait des Registres...

VEu par la Cour la Requête présentée par C.... à ce qu'il fust reçu appellant de la Sentence du Prevost de ... par laquelle il est dit... tenir le Suppliant pour bien relevé, ordonné que sur l'appel les parties auront audience au premier jour, & cependant defences de mettre ladite Sentence à execution, ladite Requête signée D.... Procureur du Suppliant: Ouy le rapport de Maistre.... Conseiller, Commissaire à ce député, & tout considéré; **LA COUR** a reçu & reçoit le Suppliant appellant, &c. *comme l'Arrest rendu à l'audience cy-dessus.*

Si l'appel est de Sentences renduës à l'audience de Messieurs des Requistes de l'Hostel ou du Palais, il faut un relief d'appel ou une Requête comme cy-dessus, pour saisir la Cour, & l'on ne peut obliger les Procureurs qui ont occupé en cause principale d'occuper en cause d'appel.

Mais lors qu'il y a appel des Sentences renduës ausdites Requistes sur productions des parties, l'on peut obliger les Procureurs d'occuper en cause d'appel: ces sortes d'appellations peuvent se relever en certe maniere.

*Requête.**A Nosseigneurs de Parlement.*

Supplie humblement C. . . . disant, qu'en l'instance pendante aux Requestes de entre le Suppliant & B il est intervenu Sentence sur leurs productions, par laquelle Ce considéré, N O S S E I G N E U R S, il vous plaise recevoir le Suppliant appellant, le tenir pour bien relevé, & ordonner que sur ledit appel les parties procederont comme en procez par écrit, & vous ferez bien. L'un de Messieurs, ou le Greffier, met sur cette Requête, *Tenu pour bien relevé en consignat l'amende.*

Si l'intimé vouloit avancer, & que l'appellant negligeast de relever son appel, l'intimé peut le faire anticiper, & à cette fin obtenir en la Chancellerie.

Lettres d'Anticipation.

LOüis, &c. . . . N. . . . nous a exposé que par Sentence de l'Officialité de . . . S. . . a esté condamné de parachever le mariage cōmencé entre luy & l'Exposante en face de Sainte Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, de laquelle Sentence il se seroit porté pour appellant comme d'abus, & n'a point relevé son appel; A C E S C A U S E S, te mandons à la requête de l'Exposante, adjourner & anticiper à certain & competant jour en nostre Cour de Parlement à . . . ledit S. . . pour proceder sur l'appel comme d'abus de ladite Sentence du . . . & en outre comme de raison. . . .

Si dans le temps de l'Ordonnance, qui est de trois mois, l'appellant n'avoit relevé son appel, ou qu'il n'eust esté anticipé, l'intimé peut faire declarer l'appel nul, & à cette fin obtenir.

Lettres de Desertion.

LOuïs, &c....F... nous a exposé que par Sentence du Prevost de... G... a esté condamné luy payer & continuer.... livres de rente, &c.... dont il a interjetté appel, qu'il n'a point relevé ny renoncé à iceluy dans le temps prescrit par nos Ordonnances; A CES CAUSES, te mandons à la requeste de l'Exposant assigner ledit G.... à certain & competent jour pardevant nos amez & feaux Conseillers tenans nostre Cour de Parlement à.... pour voir declarer ledit appel nul & desert faute de l'avoir par luy relevé, ou renoncé à iceluy dans le temps porté par nos Ordonnances.

On a esté obligé de mettre dans ce Stile les trois Lettres de relief d'appel, d'anticipation & de desertion, pour faire connoistre qu'il faut exactement exprimer dans ces sortes de Lettres de quoy est l'appel, afin de ne point introduire d'instances aux Parlemens ny aux autres Cours qui ne soient de leur Jurisdiction.

DES ADJOURNEMENTS
au Grand Conseil.

S'il y a appel interjetté d'une Sentence Presidiale en dernier ressort relevé au Parlement, il faut se pourvoir au Grand Conseil, qui est le Conservateur de la Jurisdiction des Presidiaux.

Requeste.

A Nosseigneurs du Grand Conseil.

SUpplie humblement D..... Disant, qu'il a fait assigner F..... au Presidial de..... pour estre payé de la somme de deux cens cinquante livres qu'il luy doit par sa

promesse du & auroit obtenu Sentence contradictoire par Jugement dernier le ... portant condamnation au profit du Suppliant de ladite somme, dont F.... s'est porté pour appellant, & a relevé son appel au Parlement de.... au prejudice du pouvoir attribué aux Juges Presidiaux par les Edits de leur creation.

Ce considéré, N O S S E I G N E U R S , il vous plaise ordonner Commission estre delivrée au Suppliant aux fins de faire assigner au Conseil ledit F.... pour se voir regler de Juges d'entre le Parlement de & le Presidial de & renvoyer les parties audit Presidial, pour y proceder en execution de lad. Sentence, sans avoir égard à l'appel d'icelle, luy faire defences de faire aucunes poursuites audit Parlement, à peine de ... livres d'amende, despens, dommages & interets, nullité & de cassation des procedures qui pourroient estre faites sur ledit appel, & vous ferez bien.

Requete afin de reglement de Juges pour un Privilegié.

A Nosseigneurs du Grand Conseil.

S Vpplie humblement M.... disant, qu'en vertu de la Commission donnée par le Prevost de Paris, Conservateur des Privileges Royaux de l'Vniversité, il a fait assigner au Chastelet B.... pour estre condamné à luy payer la somme de mais au lieu d'y proceder, il a fait assigner le Suppliant au Bailliage de pour estre déchargé de ladite demande, ce qui fait un conflict de Jurisdiction.

Ce considéré, N O S S E I G N E U R S , il vous plaise ordonner Commission estre delivrée au Suppliant aux fins de faire assigner au Conseil ledit B.... pour se voir regler de Juges d'entre le Prevost de Paris & le Bailly de & renvoyer les parties & leurs differents, circonstances & dependances pardevant le Prevost de Paris, Conservateur des Privileges de l'Vniversité, pour y proceder suivant les derniers

erremens, & cependant qu'il sera surcis à toutes poursuites pardevant lesdits Iuges, jusques à ce qu'autrement par le Conseil en ait esté ordonné, faire defences ausdits Iuges d'en connoistre à peine de nullité, cassation de procédures, livres d'amende, despens, dommages & interests, & vous ferez bien.

Requeste afin d'estre receu appellant d'une Sentence rendue par Monsieur le Prevost de l'Hostel.

A Nosseigneurs du Grand Conseil.

Supplie humblement C. . . Marchand de Vin, Privilegié suivant la Cour; Disant qu'ayant fait assigner pardevant Monsieur le Prevost de l'Hostel D. . . . Officier de pour estre payé de la somme de qu'il luy doit pour fourniture de vin suivant un memoire arresté, ledit D. . . . auroit esté dechargé de cette demande, & le Suppliant condamné aux despens de l'instance.

Ce considéré, N O S S E I G N E U R S, il vous plaise recevoir le Suppliant appellant de la Sentence du le tenir pour bien relevé, ordonner que led. D. . . . sera assigné au Conseil pour proceder sur ledit appel, & cependant faire defences de taxer les despens adjugez par ladite Sentence, & de faire aucunes poursuites ny procédures en vertu d'icelle, à peine de nullité livres d'amende, & de tous despens, dommages & interests, & vous ferez bien.

Il faut obtenir des Commissions sur Requestes, portant pouvoir de faire assigner.

Si le Pape ou les Ordinaires refusoient d'expedier des provisions d'un Benefice sur la nomination, presentation ou Brevet de Sa Majesté, on peut de mesme se pourvoir au Grand Conseil, comme il est montré par la Requeste suivante.

A Nos-

A Nosseigneurs du Grand Conseil.

Supplie humblement disant, qu'il auroit envoyé en Cour de Rome pour obtenir des Provisions du Prieuré de . . . vacant par le decez de . . . dernier Titulaire & paisible possesseur d'iceluy, auquel le Suppliant a esté nommé par Sa Majesté, lesquelles Provisions luy ont esté refusées par Nostre Saint Pere le Pape, ainsi qu'il est justifié par le certificat de . . . Banquier du

Ce considéré, N O S S E I G N E U R S, il vous plaise ordonner que le refus de Nostre Saint Pere le Pape vaudra titre au Suppliant, & en consequence commettre tel Evêque qu'il plaira au Conseil, ou le Chancelier de l'Université de Paris, pour expedier des Provisions dudit Prieuré en la maniere accoustumée, aux offres du Suppliant d'en obtenir de nouvelles apres l'empeschement levé, & vous ferez bien.

A D J O U R N E M E N S
aux Cours des Aydes.

*Demande d'une Communauté pour estre conservée en
l'exemption des droits d'Aydes, & autres.*

A Nosseigneurs de la Cour des Aydes.

Supplient humblement les habitans de disans, que les Rois predecesseurs de Sa Majesté leur ont accordés les privileges & exemptions de droits d'Aydes, Gabelles, & autres par plusieurs Lettres Patentes verifiées en la Cour, confirmées par Sa Majesté, neantmoins le Fermier des Aydes de pretend exiger les droits d'Aydes pour le vin de leur provision, qui est mesme du crû de leurs heritages.

H

Ce considéré, N O S S E I G N E U R S, il vous plaise permettre aux Supplians de faire assigner en la Cour ledit Fermier, pour voir dire qu'ils seront maintenus en leurs privilèges, & en consequence qu'ils jouiront de l'exemption des droits d'Aydes pour le Vin de leur crû; ce faisant, que défenses seront faites ausdits Fermiers, ses Procureurs & Commis de rien exiger d'eux pour raison de ce, & de les contraindre au payement desdits droits, à peine de tous despens, dommages & interets, & le condamner aux despens, & vous ferez bien.

*Demande pour estre remboursé du prix d'un Office
supprimé sur des deniers imposéz.*

A Nosseigneurs de la Cour des Aydes.

SVpplie humblement H... disant, que par Declaration de Sa Majesté du... l'Office de... dont il estoit cy-devant pourveu, a esté supprimé, & ordonné qu'il seroit remboursé de sa finance, frais & loyaux cousts, sur ce qui proviendrait de l'imposition ordonnée estre faite par ladite Declaration sur...

Ce considéré, N O S S E I G N E U R S, il vous plaise ordonner Commission estre delivrée au Suppliant pour faire assigner en la Cour G.... chargé du recouvrement desdits deniers, pour se voir condamner à rembourser au Suppliant, ou celui qui sera porteur de la quittance de finance & Lettres de Provision dudit Office, de la somme de... à quoy se monte ladite finance, avec les gages & droits attribuez depuis le.... & en cas de contestation, payer l'intérêt de ladite somme sur le pied desdits gages & droits, à compter dudit jour jusqu'à l'actuel remboursement, & outre ses frais & loyaux cousts, suivant la liquidation qui en sera faite par la Cour, & aux despens.



*Requeste pour faire assigner un particulier qui a pris
la qualité d'Escuyer sans titre.*

A Nosseigneurs de la Cour des Aydes.

SVpplient humblement les habitans de. . . disans, qu'en-
score que B. . . soit roturier, il a eû l'adresse depuis qu'il
demeure audit lieu de s'exempter des Tailles & des autres
contributions auxquelles il est sujet, & pour empescher les
Supplians de s'en plaindre, il s'est qualifié Gentil-homme &
Escuyer dans tous les actes qu'il a passez, bien qu'il n'ait au-
cun titre pour ce faire.

Ce considéré, N O S S E I G N E U R S, il vous plaise or-
donner que dans. . . ledit B. . . sera tenu d'apporter & met-
tre au Greffe de la Cour les titres en vertu desquels il
prend la qualité d'Escuyer, sinon & à faute de ce faire, que
lad. qualité sera rayée en tous les actes & contractz où elle se
trouvera employée, le timbre apposé à ses armes laceré, &
condamné aux dommages & interets des Supplians, sui-
vant la liquidation qui en sera faite, à cause de ses biens &
facultez, depuis le temps qu'il s'est exempté de payer lesdits
droits, avec despens, & pour avoir pris la qualité d'Escuyer,
qu'il sera condamné en telle amende qu'il plaira à la Cour,
que defences luy serôt faites de l'usurper à l'avenir, & en con-
sequence qu'il sera imposé aux Roolles des Tailles de lad.
Paroisse, & contraint au payement de ses cottes & autres
impositions auxquelles les roturiers sont sujets, qu'il soit en-
joint aux Collecteurs des Tailles de ce faire, & aux Officiers
de l'Election de. . . d'y tenir la main, à peine d'en respon-
dre en leurs propres & privez noms, sauf à Monsieur le
Procureur General de prendre telles conclusions qu'il avise-
ra bon estre, & vous ferez bien.



*Requête pour un Gentil-homme qui a esté imposé
aux Tailles.**A Nosseigneurs de la Cour des Aydes.*

Supplie humblement L.... disant, qu'encore qu'il soit Noble de fort ancienne famille, neantmoins il a esté imposé aux Roolles des Tailles de sa Paroisse en la presente année, & a esté contraint par saisie de ses meubles & bestiaux au payement de sa cotte.

Ce considéré, N O S S E I G N E U R S, il vous plaise recevoir le Suppliant appellant de la taxe & imposition faite de sa personne aux Roolles des Tailles de ladite Paroisse, ordonner que sur ledit appel (sur lequel il luy sera permis de faire intimer qui bon luy semblera) les parties auront audience au premier jour, & cependât defences de le contraindre au payement de ladite cotte, & en consequence luy faire main-levée des choses saisies, à la representation desquelles les gardiens & depositaires seront contraints par corps, ce faisant dechargez; maintenir & garder le Suppliant en ladite qualité d'Escuyer, faire defences aux Collecteurs des Tailles de ladite Paroisse de l'imposer à l'avenir, à peine de tous despens, dommages & interets, & condamner les habitans de ladite Paroisse aux despens, & vous ferez bien.

*Demande pour estre conservé en l'exemption du
logement de gens de guerre.**A Nosseigneurs de la Cour des Aydes.*

Supplie humblement L... disant, qu'à cause de sa Charge il est exempt du logement de gens de guerre suivant les Edits du Roy, Arrests & Reglemens de la Cour; neantmoins les Maire & Eschevins de.... ont delivré un biller

à ... gens-d'armes de la garnison qui est en ladite Ville, pour loger en la maison du Suppliant, où ils sont entrez, quoy qu'il ait communiqué ausdits Eschevins les pieces justificatives de son exemption.

Ce considéré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise ordonner Commission estre delivrée au Suppliant, pour faire assigner en la Cour les Maire, Eschevins & habitans de ladite Ville, pour voir dire qu'il sera maintenu en ladite exemption, que defences leur seront faites de loger des gens de guerre en la maison du Suppliant, & cependant qu'ils seront tenus d'en faire sortir incessamment lesdits ... à peine de ... d'amende, & en consequence que lesdits Eschevins & habitans seront condamnez à restituer au Suppliant les deniers qu'il a déboursez pour la dépense dudit logement, ensemble en ses dommages & intersts, & aux despens de l'instance, & vous ferez bien.

Il intervient sur ces Requestes des Arrests ou Commissions pour assigner les parties.

Requeste afin d'enregistrement de Lettres de Noblesse.

A Nosseigneurs de la Cour des Aydes.

SUpplie humblement R..... disant, qu'en consideration de ses services il a plû au Roy l'annoblir pour jouir par luy des privileges & exemptions attribuez aux Nobles du Royaume par Lettres Patentes de Sa Majesté du.... adressées à la Cour.

Ce considéré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise enteriner lesdites Lettres, ordonner icelles estre registrées au Greffe de la Cour, pour jouir par le Suppliant de l'effet & contenu esdites Lettres, & vous ferez bien.



AD JOURNEMENTS à la Cour des Monnoyes.

*Pour restitution du prix d'ouvrages d'orpevverie
qui ne sont de bon alloy.*

A Nosseigneurs de la Cour des Monnoyes.

SVpplie humblement S..... disant, qu'il auroit fait faire à D.... Marchand Orphevre, deux Vazes d'or du poids de.... marcs.... onces, & une cuvette d'argent du poids de.... marcs, lesquels ouvrages D.... auroit vendus pour estre de l'alleage réglé par l'Ordonnance : Sçavoir l'or à vingt-deux karats à un quart de karat de remede, & l'argent à onze deniers douze grains fin à deux grains de remede; neantmoins l'or des vazes ne se trouve qu'à vingt-un karats, & l'argent de la cuvette à dix deniers fin.

Ce consideré, N O S S E I G N E U R S, il vous plaïse ordonner Commission estre delivrée au Supliant aux fins de faire assigner ledit D.... pour se voir condamner à luy restituer la somme de.... que le Supliant luy a baillé pour le prix desdits ouvrages, avec l'interest d'icelle jusques à l'actuel payement suivant l'Ordonnance, offrant en ce faisant de luy rendre les vazes & la cuvette dont il s'agit, & en cas de contestation qu'il sera permis au Supliant de les déposer au Greffe de la Cour pour estre essayez à la touche, & si besoin est à l'eauë forte par les Essayeur & Contre-essayeur de la Cour aux frais dudit D.... sauf à Monsieur le Procureur General à prendre telles autres conclusions qu'il avisera, & vous ferez bien.

L'on auroit pû encore ajouster quelques Exploits d'ajour-

nemens; mais comme ceux qui sont en ce Titre sont sur les principales matieres & sur les pretentions les plus ordinaires, ils suffisent pour connoître la forme de reduire aisément toutes les autres demandes, tant en cause principale que d'appel.

Les ajournemens à ceux qui demeurent dans des Châteaux & Maisons fortes pourront estre donnez aux domiciles qu'ils auront élu dans la plus prochaine Ville par l'acte qui doit estre enregistré au Greffe de la Jurisdiction Royale du lieu, & en cas qu'il n'y ait point d'élection de domicile, les significations des ajournemens seront valables aux personnes ou domiciles de leurs Juges, Procureurs d'Office, Greffiers & Fermiers, comme il est porté en l'Article quinze du Titre second.





TITRE III.

Des Délais sur les Assignations & Ajournemens.



UTRE les formalitez prescrites par le Titre second de l'Ordonnance de 1667. pour bien faire les Ajournemens, il faut encore que les Huissiers & Sergens observent les délais qui sont donnez aux parties pour comparoir, par le Titre troisieme, & par l'Article premier du Titre onzieme.

DELAIS SUR LES AJOVNEMENS pardevant les Prevosts & Chastelains Royaux, suivant les articles premier & second du Ti- tre troisieme.

LES Exploits d'assignations données à ceux qui ont domicile au lieu où les Sieges des Prevostez & Chastellenies sont establis, contiendront au moins delay de trois jours pour comparoir, & tout au plus de huitaine, que si celuy que l'on fait ajourner n'avoit point de domicile dans le lieu où se tient le Siege, & qu'il fut demeurant en l'estenduë du ressort, le delay sera de huitaine au moins, & ne pourra estre plus long que de quinzaine.

*DELAIS SUR LES AJOURNEMENTS
devant les Juges Presidiaux, Baillifs & Se-
néchaux Royaux, aux termes de l'Article troisié-
me du Titre trois.*

LE Delay qui doit estre donné aux domiciliez des lieux où sont les Sieges Presidiaux, Bailliages & Senéchaussées Royales, ou qui demeurent dans la distance de dix lieuës, est au moins de huitaine, & au plus de quinzaine, & pour ceux qui sont éloignez de plus de dix lieuës du lieu où le Siege est estably, le moindre delay d'y comparoir est de quinzaine, & le plus long de trois semaines.

*DELAIS SUR LES AJOURNEMENTS
aux Requestes de l'Hostel, Requestes du Pa-
lais, & aux Sieges des Conservateurs des
Privileges des Vniversitez, ainsi qu'il est ex-
primé en l'article quatre du Titre troisieme.*

DOivent estre de huitaine à ceux qui demeurent en la Ville où le Siege est estably, quinzaine dans l'étendue de dix lieuës, un mois dans la distance de cinquante lieuës, & six semaines au delà des cinquante lieuës dans le mesme Parlement; que si l'assignation est donnée hors le ressort du Parlement, le delay est de deux mois.



DELAIS SUR LES AJOURNEMENTS
*aux Sieges des Maistrises Particulieres, Eauës
 & Forests, Connestablies, Elections, Greniers
 à Sel, Traites-Foraines, Conservations des Pri-
 vileges des Foires, & aux Iustices des Hostels
 & Maisons de Villes & autres Iurisdiccions
 inferieures, suivant l'article quatorze du Ti-
 tre quatorzième.*

S Ille defendeur est domicilié ou present au lieu de l'éta-
 blissement du Siege, le delay des assignations ne pourra
 estre moindre de vingt-quatre heures, s'il n'y avoit peril en la
 demeure, ny plus long que trois jours, & sera de huitaine au
 plus pour ceux qui demeurent ailleurs dans la distance de
 dix lieuës, & si le domicile du defendeur est en lieu plus
 éloigné, le delay doit estre augmenté à proportion d'un jour
 pour dix lieuës.

DELAIS SUR LES AJOURNEMENTS,
*tant en premiere instance que cause d'appel, aux
 Parlemens, Grand Conseil & Cours des Ay-
 des, suivant l'article premier du Titre on-
 zième.*

Sont de huitaine pour les assignations qui feront données
 en la Ville où les Cours de Parlement & Cours des Ay-
 des sont establies, & au lieu où sera le Grand Conseil quin-
 zaine dans la distance de dix lieuës, un mois au delà de dix
 lieuës dans la distance de cinquante lieuës; six semaines au

Des Delais sur les assignations, &c. TIT. III. 67
delà des cinquante lieuës, le tout dans le ressort du mesme
Parlement & Cour des Aydes, & deux mois pour ceux qui
demeurent hors le ressort : Et à l'égard des assignations au
Grand Conseil à ceux domiciliez au delà de cinquante
lieuës, il faut augmenter le delay d'un jour pour dix lieuës.

REGLES GENERALES.

LE jour de la signification de l'Exploit & celuy auquel
l'assignation écherra, ne sont compris dans les delais,
suivant l'article six du Titre troisième.

Les autres jours seront utilement comptez pour les de-
lais sans exception, mesme les Dimanches & Festes solem-
nelles, jours de vacations, & ceux ausquels il ne se fait
point d'expeditions de Iustice.





TITRE IV.

Des Presentations.



'U S A G E des Presentations a esté abrogé à l'égard des demandeurs & de ceux qui ont relevé leur appel, & qui ont fait anticiper les appellans, ainsi qu'il est exprimé en l'Article second du Titre quatrième, & au lieu de cette formalité, Sa Majesté a voulu par le seizième Article du Titre second, qu'en tous Exploits d'ajournemens qui seroient donnez en toutes Jurisdicions & en toutes matieres, les noms de leurs Procureurs y fussent incerez.

Suivant l'Article premier du mesme Titre quatrième, les defendeurs intimez & anticipez se doivent presenter : sçavoir aux Parlemens, Grand Conseil, Cours des Aydes & autres Cours où il y a des Greffes des Presentations, dans quinzaine apres l'assignation écheuë

Aux autres Sieges où il y a aussi des Greffes des Presentations dans huitaine.

Et quand les ajournemens sont donnez pour des causes sommaires, les Presentations doivent estre faites trois jours apres l'écheance de l'assignation, en quelque Cour & Jurisdiction que ce soit.

Sil'Exploit n'étoit pas dans la forme requise par l'Ordonnance, soit faute d'avoir donné un delay suffisant selon la distance des lieux, ou qu'il y eust quelque autre nullité, il faut neantmoins se presenter, mais le Procureur en signant la

Présentation, peut ajouter ces mots, *sans prejudicier à la nullité de l'Exploit.*

Un acte de declaration que feroit le Procureur du defendeur, d'avoir la charge d'occuper ne suffiroit pas, il faut une presentation actuelle.

Les Presentations pourront estre faites tous les jours sans aucune distinction en cette maniere.

Presentations au Greffe sur le Cahier.

Congé à D. defendeur.
 Contre M. demandeur.
 du jour de ... *qui est le jour que l'assigna-
 tion est écheue.*

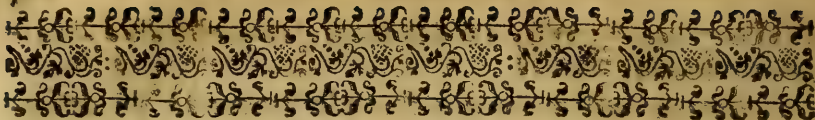
Y Procureur.

Congé à G. intimé.
 Contre L. appellant.
 du jour de
 B Procureur.

Congé à M. appellant & anticipé.
 Contre B. anticipant.
 du jour de
 I Procureur.

L'on peut faire ainsi toutes sortes de Presentations pour les defendeurs, intimez, anticipez, & defendeurs en defertion.





TITRE V.

Des congez & defauts en matiere Civile.



Le defendeur est obligé dans les délais qui luy sont accordez selon la distance des lieux, apres le jour de l'assignation écheuë, de nommer Procureur, & faire signifier ses defences signées de celuy qui aura charge d'occuper, avec copie de ses pieces justificatives, autrement le demandeur pourra obtenir défaut avec profit sans autre acte ny sommation prealable, suivant l'Article premier du Titre cinquième de l'Ordonnance de 1667. l'usage des deboutez de defences & reajournemens ayant esté abrogez par l'Article second du mesme Titre.

DES DEFAUTS ET CONGEZ
*aux Sieges des Grands Maistres des Eaux &
Forests, Sieges Presidiaux, Bailliages, Sené-
chaussées, Prevostez & Chastellenies Royales.*

Defaut contre le defendeur faute de comparoir.

Extrait des Registres de

Defaut à M demandeur aux fins de l'Exploit du . . .
contre C defendeur & defaillant, faute d'estre

comparu à l'assignation qui luy a esté donnée par ledit Exploit, apres que le délai porté par l'Ordonnance est expiré. Fait ce

Après que le défaut a esté delivré par le Greffier, le Procureur du demandeur pourra en demander le profit à l'Audiance, qui doit estre jugé, & les conclusions adjudgées au demandeur avec despens, si la demande se trouve juste & bien vérifiée, aux termes de l'Article trois du Titre cinquième.

Sentence sur défaut faute de comparoir.

Extrait des Registres

VEu le défaut faute de comparoir obtenu au Greffe des Presentations de cette Cour le par M Procureur de N demandeur aux fins de l'Exploit du à ce que le defendeur cy-apres nommé fut condamné *il faut incerer les conclusions de l'Exploit*, d'une part, & D defendeur & defaillant d'autre; Apres que G Procureur du demandeur a conclud aux fins dudit Exploit, a requis qu'il Nous plust declarer led. défaut bien obtenu, & en consequence adjuger audit N les fins de sa demande, pour justifier laquelle ledit M audit nom, a fait lecture d'une obligation, &c Nous avons déclaré ledit défaut bien & deuëment obtenu, & pour le profit d'iceluy condamnons le defendeur à

Si le defendeur s'estoit présenté au Greffe & avoit mis Procureur, suivant l'Article premier du Titre quatrième, & qu'il n'eust pas donné ses defences, & copie des pieces justificatives d'icelles, le Procureur du demandeur pourra prendre défaut à l'Audiance, sans qu'il soit besoin d'aucun acte ny sommation prealable, le profit duquel défaut sera jugé sur le champ, ainsi qu'il est dit en l'Article

*Sentence par défaut faute de défendre.**Extrait des Registres*

ENtre M . . . demandeur aux fins de l'Exploit du à ce que le defendeur cy-apres nommé fut condamné à . . . d'une part, & P . . . defendeur d'autre ; Apres que B . . . Procureur du demandeur a conclud aux fins dudit Exploit, dont il a fait lecture, & qu'il a requis défaut à l'encontre du defendeur faute d'avoir fourni de defences à ladite demande, & pour le profit qu'il Nous plût adjuger au demandeur ses conclusions, tant en principal, interêts que dépens ; Nous avons donné défaut audit B . . . audit nom contre ledit P . . . faute de défendre, & pour le profit d'iceluy le condamnons

Si l'exploit d'assignation contient plus de trois chefs de demandes, le profit du défaut pourra estre jugé sur pieces veuës & mises sur le Bureau, & en ce cas les Juges ne prennent point d'épices, suivant l'Article quatre du Titre cinquième.

*Sentence par défaut sur pieces veuës.**Extrait des Registres*

ENtre N . . . &c. Nous avons ordonné que le pieces du demandeur seront mises sur le Bureau, pour estre par Nous veuës, ce fait, & apres avoir veu icelles, avons donné défaut au demandeur à l'encontre du defendeur faute de défendre, & pour le profit d'iceluy ordonnons

Si le defendeur fournit de defences, l'une des parties pourra
trois

trois jours apres la signification d'icelle, pour suivre la cause en l'Audiance sur un simple acte, signé du Procureur, & signifié, suivant l'Article premier du Titre quatorzième.

Sommation de venir plaider.

A La requeste de C.... demandeur, soit signifié à B.... Procureur de D.... Que le.... jour de.... il poursuivra l'Audiance de la cause d'entre les parties sur leurs demandes & defences, à ce qu'il n'en ignore.

Si l'on a chargé un Avocat, il faut le déclarer par la sommation, afin que l'Avocat de la partie adverse & luy se puissent respectivement communiquer leurs sacs.

Les Procureurs doivent comparoir à l'Audiance, sinon sera donné défaut ou congé au comparant, qui sera jugé sur le champ, suivant l'Article quatre du Titre quatorzième.

Defences par l'Article premier du mesme Titre de prendre aucun avenir ny Jugement qui ordonne que l'on en viendra au premier jour, à peine de nullité, & de vingt livres d'amende contre chacun des Procureurs & Greffiers qui les auront pris & expedié.

Sentence par défaut contre le defendeur faute de venir plaider.

Extrait des Registres....

ENtre Z... demandeur aux fins de l'Exploit du ... d'une part, & D... defendeur d'autre; apres que I... Procureur du demandeur a conclud aux fins dudit Exploit, & que B.... Procureur du defendeur n'est comparu; Nous avons donné défaut audit I... audit nom à l'encontre dudit B...

aussi audit nom non comparant, deüement appelé, & pour le profit d'iceluy ordonnons

Si le demandeur ne compare, le defendeur pourra obtenir congé, suivant l'Article quatre du Titre quatorzième.

Sentence de congé contre le demandeur.

Extrait des Registres, ...

ENtre Z..... demandeur aux fins d'Exploit du..... d'une part, & D..... defendeur d'autre..... apres que L.... Procureur dudit D.... a requis congé contre le demandeur non comparant, & pour le profit d'iceluy, conclud à ce que le defendeur fut déchargé de la demande à luy faite, & renvoyé absous de l'assignation avec dépens, & que le demandeur n'est comparu ny Procureur pour luy; Nous avons donné congé au defendeur à l'encontre du demandeur, & pour le profit d'iceluy déchargeons le defendeur de ladite demande, & le renvoyons absous de l'assignation à luy donnée à la requeste du demandeur, lequel Nous condamnons aux despens.

Il faut mettre les Sentences en forme pour les executer; c'est à dire qu'elles doivent estre scellées & intitulées; Sçavoir si c'est une Sentence rendüe en un Presidial, Les Gens tenans le Siege Presidial à A tous ceux qui ces presentes verront; Salut sçavoir faisons, qu'entre Z.... demandeur aux fins de l'Exploit du & ainsi des autres Juges, de la maniere que l'on a coustume de les intituler.

Les defauts & congez pourront estre rabatus par le Juge en la mesme Audiance qu'ils auront esté prononcez, & en ce cas l'on ne delivre aux parties aucunes expéditions de Sentences rendües par defaut ou congé, ny de celles qui en or-

Des congez & defauts, &c. TIT. V. 75
donnent le rapport ou rabat, à peine de nullité, & de vingt livres d'amende contre chacun des Procureurs & Greffiers qui les aurent obtenües & expediées, suivant l'Article cinq du Titre quatorzième.

*DES DEFAUTS ET CONGEZ
aux Requestes de l'Hostel & du Palais.*

SI dans la huitaine apres l'écheance de l'assignation le defendeur ne constituë Procureur, & ne donne ses defences, le demandeur pourra lever son défaut au Greffe, suivant l'Article cinq du Titre troisième.

Defaut faute de comparoir.

Extrait des Registres de

Du jour de

DE faut à T . . . demandeur aux fins de l'Exploit du contre G defendeur & defaillant, faute d'estre comparu à l'assignation qui luy a esté donnée par ledit Exploit, apres que le delay porté par l'Ordonnance est expiré.

Le Greffier met au bas de ce défaut, *Collationné*, & à costé, *délivré le*

Le demandeur ne pourra faire juger le défaut qu'apres un autre delay de huitaine pour ceux qui seront adjournez à huitaine ou quinzaine : Et à l'égard des autres qui seront assignez à plus longs jours, le delay pour faire juger le défaut outre celuy de l'assignation, & de huitaine pour defendre sera encore de la moitié du temps porté par le delay de l'assignation, lesquels delais doivent estre observez en toutes les Cours à l'égard du demandeur & intimé, suivant l'Article cinq du Titre troisième.

*Sentence sur défaut faute de comparoir.**Extrait des Registres . . .*

VEu par la Cour le défaut obtenu aux Presentations d'icelle le . . . *mettre le jour que le défaut est datté*, par C . . . demandeur aux fins de l'Exploit du . . . par M . . . son Procureur, contre G . . . défendeur & defaillant, faute de comparoir: **V**Eu aussi la demande, Lettres, Titres & Exploits, tout considéré: **DIT A ESTE'**, que la Cour a déclaré & declare ledit défaut avoir esté bien & deüement obtenu, & pour le profit a condamné . . .

Si le défendeur au principal fait renvoyer aux Requestes de l'Hostel ou du Palais la demande qui luy est faite, & que le demandeur originaire ne se presente point sur l'assignation qui luy est donnée en vertu du Committimus, la Sentence qui intervient sur le défaut faute de comparoir est ainsi.

*Sentence sur le défaut faute de comparoir.**Extrait des Registres . . .*

VEu par la Cour le défaut obtenu aux Presentations d'icelle le . . . par O . . . défendeur au principal, & demandeur en renvoy suivant l'Exploit du . . . contre M . . . défendeur & defaillant à faute de comparoir: **V**Eu aussi la demande, Lettres, Titres & Exploits, tout considéré; **DIT A ESTE'**, que la Cour a déclaré & declare ledit défaut bien & deüement obtenu, & pour le profit a retenu & retient à elle la connoissance de la cause d'entre les parties, ordonne qu'elles procederont en icelle suivant les derniers erremens, condamne le défendeur aux dépens de l'instance dudit défaut, & de tout ce qui s'en est ensuivy.

La premiere procedure que l'on doit faire sur un renvoy, est d'obtenir une Sentence de retention comme celle cy-dessus; ce qui ne se fait point en une cause évoquée, l'évocation estant une retention de droit.

En consequence de la Sentence de retention obtenüe par défaut, il faut faire assigner le defendeur pour proceder & pour voir taxer les despens adjugez par cette Sentence, & s'il ne compare, l'on obtient un défaut aux Presentations, que l'on fait juger definitivement, comme il est dit cy-dessus.

Si le defendeur constitue Procureur, & qu'il ne donne point ses defences, l'on peut luy faire cette sommation.

Sommation de fournir de defences.

A La requeste de M Procureur de C
Soit sommé & interpellé D Procureur de F
De fournir de defences à la demande qu'il luy a faite par Exploit du autrement proteste d'obtenir défaut contre luy, & de le faire juger, conformément à l'Ordonnance, à ce qu'il n'en ignore.

Si le demandeur en faisant assigner n'a pas donné copie des pieces justificatives de sa demande, le delay de defendre ne se comptera que du jour de la communication actuelle des pieces.

Il faut apres le delay expiré prendre au Greffe le défaut faute de defendre contre le defendeur, qui doit estre dressé comme celuy faute de comparoir, en changeant seulement ces mots, *defendeur & defaillant faute de comparoir*, en ceux cy, *defendeur & defaillant faute de defendre*, lequel défaut se juge de la mesme maniere que le défaut faute de comparoir.

Aux Requestes du Palais il est en la liberté du defendeur en faisant signifier ses defences, de donner un avenir pour

plaider à celle des deux Chambres qu'il souhaite; & si en faisant signifier ses defences il ne donnoit point d'avenir, le demandeur pourroit faire signifier l'avenir, & choisir l'une des deux Chambres, laquelle ne peut estre saisie de l'affaire qu'il n'y ait des defences signifiées.

Le demandeur pourra obtenir défaut faute de plaider contre le defendeur, l'on peut ainsi demander congé contre le demandeur si son Procureur ne vient à l'Audiance.

DES DEFAUTS ET CONGEZ aux Cours de Parlemens, Grand Conseil & Cours des Aydes.

CEux qui seront assignez en premiere instance aux Cours de Parlement, Grand Conseil & Cours des Aydes, sont tenus dans les delais portez par l'Ordonnance apres l'écheance de l'assignation, de mettre Procureur, fournir leurs defences avec copie des pieces justificatives, suivant l'Article second du Titre unzième.

Et si dans le délay apres l'écheance de l'assignation le defendeur ne constitue Procureur, le demandeur pourra lever son défaut au Greffe, suivant l'Article troisième du Titre unze.

Demande pour obtenir un défaut.

DE faut à G... demandeur aux fins de l'Exploit du... comparant par L... son Procureur, contre M... defendeur & defaillant, à faute d'estre comparu à l'assignation à luy donnée par ledit Exploit, écheüe le.... apres que le délay porté par l'Ordonnance est expiré.

Le Procureur du demandeur signe cette demande, & la donne au Greffier, qui delivre les défauts en cette forme.

Defaut faute de comparoir.

Extrait des Registres....

Defaut à G.... demandeur aux fins de l'Exploit du...
comparant par L..... son Procureur, contre M....
defendeur & defaillant, faute d'estre comparu à l'assignation
qui luy a esté donnée par ledit Exploit, écheüe le.... apres
que le délai porté par l'Ordonnance est expiré; Et avant
faire droit sur le profit dudit défaut: LA COUR ordon-
ne que dans huitaine le demandeur produira sa deman-
de & pieces justificatives, conformément à l'Ordonnan-
ce, pour ce fait estre ordonné ce que de raison. Fait....

Le Greffier met, collationné au bas de ce défaut, & à costé,
déliuré le....

Après l'écheance du délai porté par l'Article cinquième du
Titre trois, le demandeur pourra donner le défaut à ju-
ger.

Il faut dresser une demande qui contiendra les conclu-
sions en cette forme.

Demande.

Demande & profit de défaut que met & baille parde-
vant Vous N O S S E I G N E U R S....

G.... demandeur aux fins de l'Exploit du....

Contre T... défendeur & defaillant faute de comparoir;

A ce que par l'Arrest qui interviendra, il plaise à la Cour de-
clarer ledit défaut avoir esté bien & deüement obtenu, &
pour le profit condamner le défendeur à....

Le défaut & la demande avec les pieces justificatives doi-
vent estre produites au Greffe dans un sac, lequel le Greffier
enregistre sur le dépost commun, & apres que la distribution
en a esté faite en la maniere ordinaire, le Procureur du de-

mandeur fait prendre le sac à celui de Messieurs auquel il a esté distribué, lequel signe le défaut, que l'on fait expedier par le Greffier.

Si les conclusions du demandeur sont trouvées justes & bien verifiées, elles luy seront adjudgées avec despens, suivant l'Article cinq du Titre unzième.

Arrest sur défaut faite de comparoir.

Extrait des Registres de

VEu par la Cour le défaut faite de comparoir, obtenu aux Presentations d'icelle le par G comparant par M son Procureur, contre S defendeur & defaillant faute de comparoir, apres que le délai porté par l'Ordonnance est expiré: **V**eu aussi la demande, Lettres, Titres & Exploits, & tout considéré; **L**A **C**OUR a déclaré & declare ledit défaut avoir esté bien & deüement obtenu, & pour le profit a condamné le defendeur à *mettre les conclusions de la demande & adjonster*, condamne le defendeur aux despens dudit défaut, & de tout ce qui s'en est ensuiuy.

Si le defendeur apres avoir mis Procureur ne fournit ses defences dans le mesme délai, & copie des pieces justificatives, si aucunes il a, le demandeur prendra aussi son défaut au Greffe, lequel il fera signifier au Procureur du defendeur, & huitaine apres la signification le donnera à juger, suivant l'Article quatre du Titre unzième.

Si le defendeur constituë Procureur & fournit de defences avant le jugement du défaut, les parties se pourvoiront à l'Audiance, & neantmoins les despens du défaut seront acquis aux demandeurs, aux termes de l'Article six du Titre unze.

L'on observe les mesmes procedures pour obtenir & faire juger les défauts sur les appellations.

Arrest

Arrest par defaut sur une appellation.

LA Cour declare ledit defaut avoir esté bien & deuëment obtenu, & pour le profit a déclaré l'intimé déchu du profit de la Sentence, & l'a condamné aux despens, tant des cause principale que d'appel dudit defaut, & de tout ce qui s'en est ensuiuy.

Si l'appel estoit d'incompetance, ou de déni de renvoy, en prononçant que l'intimé est déchu du profit de la Sentence, comme la demande reste toujours, la Cour renvoye les parties au Juge devant lequel l'appellant a requis le renvoy, en ces termes:

Arrest sur un appel d'incompetance, ou de dény de renvoy.

LA Cour declare le defaut avoir esté bien & deuëment obtenu, & pour le profit a déclaré l'intimé déchu du profit de ladite Sentence, & en consequence a renvoyé & renvoye les parties pardevant le Prevost de pour y proceder sur la demande sur laquelle ladite Sentence est intervenüe, condamne l'appellant aux despens de la cause d'appel dudit defaut, & de tout ce qui s'en est ensuiuy.

Arrest sur defaut contre l'appellant qui a esté anticipé.

LA Cour declare le defaut avoir esté bien & deuëment obtenu, & pour le profit a déclaré l'appellant déchu de son appel, l'amandera, condamne l'appellant aux despens de l'instance dudit defaut, & de tout ce qui s'en est ensuiuy.

Ce mot l'amandera, signifie que l'appellant est condamné en soixante & quinze livres d'amande, que le Receveur des

Amandes se fait payer sur les Extraits des Arrests qui luy sont delivrez par les Greffiers.

La mesme procedure doit estre observée pour faire juger les defauts & congez faute de conclure, dont il est parlé au Titre unzième.

Les appellans & intimez ne peuvent faire juger aucuns defauts & congez qu'ils n'ayent consigné l'amende ordinaire : Sçavoir six livres pour faire juger les appellations aux Presidiaux, & douze livres aux Cours Souveraines, lesquelles sommes sont rendües sans frais, apres que le défaut ou congé est delivré.

Si incidemment à une instance l'une des deux parties principales qui a droit de recours contre une tierce personne, l'ayant fait assigner, a conclud en sommation contre elle, l'on observe les mesmes délais pour comparoir & pour defendre, que ceux cy-dessus, & le mesme ordre pour dresser les defauts, excepté que le profit ne peut pas estre jugé définitivement.

Arrest sur une demande en sommation.

LA Cour a déclaré & declare ledit défaut avoir esté bien & deüiémēt obtenu, & pour le profit a joint ledit défaut à l'instance principale d'entre B... & le demandeur, pour en jugeant icelle y estre fait droit ainsi que de raison, dépens reservez.

Celuy qui a obtenu le défaut le doit faire signifier & le produire au Greffe de la Cour où la demande principale est pendante.

Les Juges ne prennent point d'épices pour le jugement des defauts en quelque cas que ce soit, suivant l'Article cinq du Titre unzième.

Sa Majesté a abrogé par l'Article sept du Titre unzième les réajournemens, les defauts purs & simples, & aux Ordonnances, & la permission de les faire juger, & ne doit estre fait autres procedures que celles portées par l'Ordonnance.



TITRE VI.

Des fins de non proceder.



Les fins de non proceder doivent estre alleguées par le defendeur avant que de former aucune contestation, autrement il ne seroit plus recevable.

Si l'on intente une action petitoire en matiere Beneficiale devant le Juge laïc, le deffendeur peut fournir cette

Exception.

G..... Prestre, Curé de Contre B..... demandeur aux fins de l'Exploit du.....

Dit, qu'il ne peut estre poursuivy pour raison du petitoire de lad. Cure ailleurs que pardevant Monsieur l'Official de & non pas en une Jurisdiction laïque; C'est pourquoy soustient que les parties doivent estre renvoyées devant led. sieur Official pour y proceder suivant la demande contenüe audit Exploit, sinon proteste d'appeller de tout ce qui sera fait comme de Juge incompetent.

Si un Ecclesiastique est poursuivy en action personnelle devant un Juge laïc, il peut aussi alleguer,



Exception.

M... dit, que n'estant justiciable de Monsieur le Prevost de à cause de son privilege Clerical, il n'est obligé de plaider que devant l'Official de son Juge naturel, où il soutient que la cause & les parties doivent estre renvoyées.

Si le laïc est ajourné devant le Juge d'Eglise pour des dixmes non accoustumées, ou d'une autre espece qu'il ne doit, il peut donner cette

Exception.

G... deffendeur contre B... demandeur aux fins de l'Exploit du ... dit, qu'il n'a jamais payé les dixmes pretendües par le demandeur sur la terre de & à l'égard de celles qu'il dit avoir droit de prendre en gerbes sur G... ne les doit pas en cette espece, mais bien en grains, & ainsi les deux chefs de demande de B... estant des actions dont la connoissance appartient au Juge laïc, & non pas à Monsieur l'Official de... le deffendeur soutient que les parties doivent estre renvoyées pardevant Monsieur le Prevost de son Juge naturel, pour y proceder sur les fins de l'Exploit de demande dudit B...

Lors qu'un laïc est ajourné devant le Juge d'Eglise à cause de dixmes infeodées dont il est possesseur, il peut alleguer cette

Exception.

N... dit, que les dixmes dont on luy veut disputer la propriété sont infeodées avant le Concile de Latran; c'est pourquoy il n'est pas obligé de defendre pour raison de ce fait en l'Officialité de... & requiert estre renvoyé de-

vant le Juge ordinaire du lieu de sa demeure.

L'origine de l'inféodation des dixmes est fort incertaine, l'on croit que ce fut Charles Martel qui commença de les inféoder apres sa victoire contre les Sarrazins, & que pour recompenser les Gentils-hommes qu'il avoit menés à la guerre, il leur donna des dixmes Ecclesiastiques; mais il est constant que le Concile de Latran célébré l'an 1180. sous le Pontificat d'Alexandre troisiéme, defendit l'inféodation des dixmes pour l'avenir, tolerant neantmoins celles qui avoient esté inféodées auparavant.

Tous les Titres concernant l'inféodation des dixmes qui precedent le Concile de Latran ayant esté consumez dans l'embrasement de la Chambre des Comptes, il suffit d'un seul aveu & d'une possession de cent ans pour justifier l'inféodation.

Si au prejudice d'une instance à cause du possessoire d'un Benefice, il est fait une action petitoire devant le Juge d'Eglise, le defendeur en cette action peut exciper ainsi;

Exception.

M... dit pardevant Vous Monsieur l'Official de ... qu'il ne peut proceder sur ladite demande, d'autant qu'il y a instance entre les parties pardevant le Prevost de pour raison du possessoire du Benefice de laquelle n'est pas terminée; & ainsi l'action estant prématurée, le defendeur soutient qu'il doit estre deschargé de l'assignation.

Si le defendeur n'est du ressort de la Jurisdiction où il est assigné, il peut se servir de l'exception qui suit.

Exception.

O... Dit, qu'il est justiciable du Bailly de lieu de son domicile, & cōme le demandeur n'a aucun privilege,

il ne peut le distraire de sa Jurisdiction & le traduire pardevant le Prevost de . . . C'est pourquoy en cas que le demandeur persiste aux fins de son Exploit, il soutient que les parties doivent estre renvoyées devant ledit Bailly de . . . son Iuge naturel.

Quand l'action est intentée devant un autre Iuge que celui devant lequel il y a instance pour raison du mesme faict, l'on peut donner

Exception.

T...Dit, que pour raison du mesme faict il est poursuivi à la requeste du demandeur pardevant le Iuge de . . . où il requiert devoir estre renvoyé.

Si l'assignation est donnée en vertu de Committimus, Garde-gardienne, ou autres Lettres, & que le demandeur n'ait pas eü droit de les obtenir, le defendeur peut alleguer cette

Exception.

S....dit, que le demandeur n'a pas droit de plaider Saux Requestes de l'Hostel, n'estant employé dans l'Etat des Officiers Commençaux de la Maison de sa Majesté, ainsi le Committimus en vertu duquel il a fait assigner le demandeur ausdites Requestes, est subrepticement obtenu & fondé sur une qualité que le demandeur n'a jamais eüe, & partant conclud à ce que la cause & les parties soient renvoyées pardevant M.... leur Iuge ordinaire, pour y proceder sur la demande dudit....

Celuy qui est assigné en garantie, & qui a privilege de plaider en une autre Jurisdiction que celle en laquelle il a esté assigné, pourra donner

Exception.

P.... dit, qu'en qualité de . . . il a droit de plaider aux Requestes du Palais, & ainsi requiert que sur la demande en sommation dudit . . . les parties y soient renvoyées, & pour justifier la qualité dudit P . . . sera donné copie des Lettres de Provision de l'Office de... & de l'extrait de l'Estat des Officiers de la Maison du Roy estant au Greffe de la Cour des Aydes, dans lequel ledit P . . . est employé.

On pourra dresser ainsi de toutes manieres d'exceptions sur les fins de non proceder.

Par l'Article trois du Titre sixième, Sa Majesté veut que les renvois, incompetances & declinatoires qui seront requis & proposez sous pretexte de litispendance, connexité ou autrement, soient jugez sommairement à l'Audiance sans appointer les parties, lors mesme qu'il en est delibéré sur le Registre, ny reserver & joindre au principal pour y estre prealablement ou autrement fait droit.

Il est fait defences aux Iuges de retenir les causes, instances ou procez dont la connoissance ne leur appartient, & enjoint à eux de renvoyer les parties pardevant les Iuges qui en doivent connoistre, ou d'ordonner qu'elles se pourvoient, à peine de nullité des Iugemens, & en cas de contravention pourront les Iuges estre intimez & pris à partie, suivant l'Article premier dudit Titre sixième.



*Sentence de renvoy en consequence d'un declinatoire.**Extrait des Registres de ...*

ENtre N.... demandeur aux fins de l'Exploit du ...
 & L.... defendeur d'autre, apres que D.... Procureur
 du demandeur a conclud en sa demande, & que M.... Pro-
 cureur du defendeur a requis que les parties soient ren-
 voyées pardevant le Prevost de.... Juge naturel du defen-
 deur pour y proceder, attendu que le demandeur n'a pas
 privilege pour le distraire de sa Jurisdiction; Nous ayant
 égard au declinatoire du defendeur, avons renvoyé les par-
 ties pardevant le Prevost de.... pour y proceder sur ladite
 demande, circonstances & dépendances suivant les der-
 niers erremens, condamnons le demandeur aux despens de
 l'instance.

*Autre Sentence quand il ya deliberé.**Extrait des Registres....*

ENtre.... Nous avant faire droit sur le renvoy requis par
 le defendeur, ordonnons qu'il en sera par Nous delibe-
 ré sur le Registre, & apres avoir deliberé, avons renvoyé les
 parties pardevant l'Official de.... & condamné le deman-
 deur aux despens.

*Sentence par laquelle le defendeur est debouté du renvoy.**Extrait des Registres....*

ENtre Nous sans avoir égard aux fins declinatoires
 du defendeur, ordonnons qu'il procedera pardevant
 Nous, & defendra à la demande dudit.... & le condamnons
 aux despens de l'incident.

Sa

Sa Majesté ordonne par l'Article trente-deux du Titre quatre de l'Ordonnance de 1669. que si celuy qui n'est point privilegié fait assigner ou renvoyer une cause pardevant les Juges du privilege, il sera condamné par le Jugement ou Arrest qui interviendra sur le declinatoire en soixante & quinze livres d'amende, applicable moitié à Sa Majesté, & moitié à la partie.

Jugement.

Extrait des Registres de . . .

ENtre T . . . demandeur aux fins de l'Exploit du . . . tendant à ce que . . . & defendeur par M . . . son Procureur, d'une part; & S . . . defendeur & demandeur suivant les fins declinatoires par luy fournies le . . . à ce qu'attendu que ledit T . . . n'a justifié d'aucun privilege, pour l'avoir pû traduire en la Cour, il luy plûst renvoyer les parties pardevant le Prevost de . . . Juge naturel dudit S . . . pour proceder sur la demande dudit T . . . suivant les derniers errements, & ledit T . . . condamné en l'amende & aux despens, par N . . . son Procureur d'autre; LA COUR ayant égard aux fins declinatoires dudit S . . . a renvoyé & renvoye les parties pardevant le Prevost de . . . pour y proceder sur la demande dudit T . . . suivant les derniers errements, condamne ledit T . . . en l'amende de soixante & quinze livres, applicable moitié au Roy, & l'autre moitié audit S . . . dont sera delivré executoire suivant l'Ordonnance, & outre condamne ledit T . . . aux despens.

Suivant l'Article trente-deuxième du Titre quatre de l'Ordonnance de 1669. executoire de l'amende sera delivré, quand même elle n'auroit point esté adjudée.

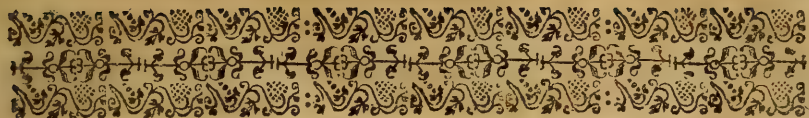
Si le demandeur en renvoy est privilegié, le Jugement qui intervient est ainsi.

Jugement.

LA Cour sans avoir égard aux fins declinatoires de la partie de N. . . a retenu & retient à elle la connoissance du différent des parties, ordonne qu'elles procederont en icelle suivant les derniers errements.

Les procédures que l'on doit faire suivant les Articles deux, quatre, cinq, six, sept & huitième du Titre sixième sont incérées au Titre unzième.





TITRE VII.

Des Délais pour deliberer.



U I V A N T l'Article premier du Titre septième, l'heritier aura trois mois de délai depuis l'ouverture de la succession pour faire inventaire, & quarante jours pour deliberer.

Et s'il estoit poursuivy en qualité d'heritier avant l'expiration de ces délais, il pourra obtenir

*Jugement portant délai de trois mois pour faire inventaire,
& quarante jours pour deliberer.*

Extrait des Registres de . . .

E Ntre Y . . . demandeur aux fins de l'Exploit du . . . par M. . . son Procureur, d'une part, & V. . . assigné en qualité d'heritier de defunt. . . defendeur audit Exploit, & demandeur suivant son exception, par laquelle il auroit requis délai de trois mois, pour faire proceder à l'inventaire des biens demeurez apres le decez dudit defunt, & quarante jours pour deliberer s'il prendra ou non qualité de son heritier par C. . . son Procureur d'autre; Nous ordonnons que le defendeur aura délai de trois mois pour faire inventaire, à compter du jour du decez dudit defunt, & quarante jours pour deliberer.

Si l'inventaire a esté faite avant les trois mois, le délai de
M ij

quarante jours commencera du jour que l'inventaire aura esté parachevé, suivant le mesme Article premier, & la Sentence portant délai fera ainsi.

Sentence portant délai de quarante jours pour deliberer.

Extrait des Registres de

ENtre V. . . . Nous ordonnons que le defendeur aura délai de quarante jours pour deliberer s'il prendra ou non la qualité d'heritier dudit defunt, à compter du jour que l'inventaire a esté parachevé.

Aux termes de l'Article second du Titre septième, le defendeur n'aura aucun délai de deliberer, si avant l'écheance de l'assignation en action nouvelle ou en reprise, il y a plus de quarante jours que l'inventaire a esté fait, soit en sa presence ou de son Procureur, ou luy deuëment appelé; c'est pourquoy la Sentence qui intervient en ce cas, si le defendeur requiert un délai & y persiste, est comme celle qui suit.

Sentence.

Extrait des Registres de

ENtre Nous avons debouté le defendeur du délai par luy requis, & le condamnons aux despens.

Si ces délais de trois mois & de quarante jours n'estoient expirez au jour de l'écheance de l'assignation, le defendeur aura le reste du délai, soit pour proceder à l'inventaire, soit pour faire sa declaration, ainsi qu'il est porté en l'Article trois du Titre septième, & le Jugement fera pareil à celui qui est mis sur l'Article premier de ce Titre.

Et si ces délais estoient expirez, & qu'il n'ait point esté fait

d'inventaire, il ne sera accordé aucun délai au defendeur pour deliberer, conformément à l'Article troisième.

Mais si le defendeur justifie qu'il n'a pû faire faire l'inventaire dans les trois mois, soit à cause qu'il n'a pas eu de connoissance du decez du defunt, ou qu'il y a eu des oppositions, ou contestations, ou autrement, il aura délai pour faire l'inventaire, & quarante jours pour deliberer, suivant l'Article quatre du Titre septième, & à cet effet il peut donner une

Exception.

G.... appelé en qualité d'heritier de....
Contre F.... demandeur.

Dit, qu'il n'a pas pû faire inventaire dans le temps de l'Ordonnance, pour n'avoir pas eu connoissance du decez dudit defunt, & lors qu'il a fait apposer le scellé sur les biens & effets de sa succession, il y a eu plusieurs oppositions, dont il a fait donner copie au demandeur; C'est pourquoy requiert un nouveau délai pour proceder à la confection de l'inventaire & pour deliberer, & en cas de contestation demande despens.

Le délai doit estre réglé en l'Audiance sans appointer la cause, comme il est exprimé au mesme Article quatrième.

Sentence.

Extrait des Registres de

ENtre.... Nous avons donné délai de.... au defendeur pour faire inventaire des biens demeurez apres le decez dudit defunt, & quarante jours pour deliberer.

Après les délais de trois mois, & de quarante jours expirez, le defendeur pourra estre poursuivy en qualité d'heritier.

Pour empêcher cette poursuite , le defendeur doit renoncer à la succession, avant mesme que les delais soient expirez , en cas qu'il n'ait point receu ny rien pris des biens de la succession , & qu'il n'ait fait aucun autre acte d'heritier.

Acte de renonciation.

Extrait des Registres du Greffe de . . .

Du . . . jour de . . .

Aujourd'huy est comparu G . . . lequel a dit & déclaré, qu'il a renoncé & renonce à la succession de defunt . . . son pere, affirmant n'avoir pris ny apprehendé aucune chose d'icelle , dont il a requis acte, à luy octroyé, pour luy servir ainsi que de raison, & a signé, ou, déclaré ne sçavoir écrire ne signer, de ce enquis suivant l'Ordonnance. Fait le jour & an que dessus.

On peut aussi faire l'acte de renonciation pardevant Notaires.

L'acte de renonciation en cette forme ne se fait que quand il s'agit d'une succession en ligne directe, mais lors que le defendeur est assigné en qualité d'heritier collateral, on ne peut pas l'obliger de renoncer, & il suffit d'une declaration simple qu'il ne veut point estre heritier, laquelle pourra estre faite au Greffe, ou pardevant Notaires, ou bien par acte comme celuy-cy.

Declaration.

M . . . defendeur, declare à B . . . qu'il ne veut point estre heritier de defunt P . . . son oncle, & en consequence soutient qu'il doit estre deschargé de la demande à luy faite en cette qualité par ledit B . . . avec despens.

La veuve qui est assignée en qualité de commune, aura les

mesmes délais pour faire inventaire & deliberer, que ceux qui sont accordez à l'heritier & sous les mesmes conditions, suivant l'Article cinq du Titre septième.

Si la veuve renonce à la communauté, l'acte est ainsi.

*Acte de renonciation d'une Veuve à la communauté
de biens de son mary.*

Extrait des Registres du Greffe de....

Du jour de....

Aujourd'huy est comparuë C.... veuve de feu....
laquelle a dit & déclaré qu'elle a renoncé & renonce
par ces presentes à la communauté de biens qui a esté entre
ledit defunt & elle, se tient à ses dot, doüaire & conven-
tions matrimoniales portées par son contract de mariage,
affirmant ne s'estre immiscée, avoir pris ny apprehendé aucu-
ne chose d'icelle communauté, dont elle a requis acte, à elle
octroyé les jour & an que dessus, & a signé.

Si ceux qui sont assignez en qualité d'heritiers, ou les veu-
ves en qualité de communes en biens, veulent accepter la suc-
cession ou communauté, il n'est point necessaire d'autre acte
que celuy de proceder en ces qualitez.





TITRE VIII.

Des Garands.



Il y a des garands formels & des garands simples.

Le garand formel est obligé dans les matieres réelles & hypothécaires de prendre le fait & cause du defendeur originaire.

Et le garand simple est seulement tenu d'intervenir dans les causes personnelles.

PROCEDURES CONCERNANT les délais pour faire assigner les garands.

Les délais donnez par l'Article second du Titre huitième pour faire assigner les garands, sont de huitaine du jour de la signification de l'Exploit de demande originaire, & du temps qui sera necessaire pour appeller le garand selon la distance du lieu de sa demeure, à raison d'un jour pour dix lieues, & autant pour retirer l'Exploit.

Les defendeurs originaires n'auront point d'autre délai d'amener garand en quelque matiere que ce soit, sous pre-texte de minorité, de bien d'Eglise, ou autre cause privilegiée, sauf neantmoins apres le jugement de l'instance principale à poursuivre leurs garands, ainsi qu'il est dit en l'Article sept du Titre huitième.

Il y a une exception à cette regle par l'Article trois du
Titre

Titre huitième, en ce que si le defendeur originaire est assigné en qualité d'heritier, & qu'il ait délai pour deliberer, le délai de garand ne commence que du jour que le délai pour deliberer sera expiré, ce qui s'observe aussi à l'égard de la veuve qui est assignée en qualité de commune.

Les mesmes délais qui auront esté donnez pour le premier garand doivent estre gardez à l'égard du second, & s'il y avoit plusieurs garands interessez en une mesme garantie, il n'y aura qu'un seul délai pour tous, qui sera réglé selon la demeure du garand le plus éloigné, comme il est porté en l'Article quinze du Titre huitième.

Mais si le demandeur originaire soutient qu'il n'y a pas lieu au délai pour faire appeller les garands du defendeur, cet incident se doit juger sommairement à l'Audiance, aux termes de l'Article six du Titre huitième, & à cette fin le demandeur fait faire une

Sommatïon de venir plaider.

A La Requête de P.... Procureur de N.... demandeur, soit sommé & interpellé B... Procureur de G... de comparoir demain en la Chambre & pardevant M... pour plaider sur ce que N.... soutient qu'il n'y a lieu au délai de garand, & sera déclaré que ledit P.... Procureur poursuivra l'Audiance, pour obtenir à ses fins, tant en présence qu'absence, à ce qu'il n'en ignore.

Cette signification ainsi faite, l'incident se juge à l'Audiance contradictoirement, ou par défaut si l'un des Procureurs ne compare.



*Sentence par laquelle le defendeur originaire est debouté
du délai de garand.*

Extrait des Registres de . . .

ENtre . . . Nous faisant droit sur la Requête du demandeur, avons debouté le defendeur du délai par luy requis, & le condamnons aux despens de l'incident.

Après quoy le demandeur peut obtenir & faire juger le défaut faute de defendre en la maniere dont est cy-devant parlé au Titre cinquième.

S'il y a lieu au délai, il sera accordé par cette

*Sentence pour celuy qui est assigné en garantie en qualité
d'heritier, ou pour une veuve en qualité de commune.*

Extrait des Registres de . . .

ENtre . . . Nous avons donné délai de huitaine au defendeur pour faire appeller ses garands, à compter du jour que le délai à luy accordé pour deliberer sera expiré, & condamnons le demandeur aux despens.

Autre Sentence.

Extrait des Registres . . .

ENtre . . . Nous avons accordé délai de huitaine au defendeur, à compter du jour de la demande originaire, pendant lequel temps luy permettons de sommer ses garands si aucuns il a, & condamnons le demandeur aux despens de l'incident.

Les Articles premier & quatrième du Titre huit contiennent de quelle maniere l'Exploit en garantie doit estre fait, qui est semblable à ce qui est prescrit par le Titre second pour les autres ajournemens.

Outre la copie des pieces justificatives de la demande en garantie qui doit estre donnée suivant la regle des autres Exploits, il faut aussi donner copie au garand de l'Exploit de demande originaire, & des pieces concernant cette demande qui ont esté signifiées, comme il est porté au mesme Article quatre du Titre huitième.

PROCEDURES CONTRE LES *garands formels.*

Exploit de demande.

L'An . . . à la requeste de B . . . Marchand à . . . qui a léu son domicile en sa maison scize ruë . . . je S . . . Huissier à . . . demeurant ruë . . . donné assignation à L . . . en parlant à . . . en son domicile, à comparoir d'huy en . . . jours pardevant M . . . pour oïr une sommation & Requeste, qui est, que le defendeur a vendu au demandeur une maison & heritages scis à . . . qu'il a promis garantir de tous troubles par contract du . . . neantmoins le demandeur a esté assigné à la requeste de C . . . pour se voir condamner de luy payer & continuër par chacun an . . . livres de rente que le defendeur luy a constituée sur ladite maison, en passer titre nouvel, & qu'au payement & continuation de ladite rente ladite maison seroit déclarée affectée & hypothéquée, & comme le defendeur est garand formel du demandeur, il conclud à ce qu'il soit tenu le faire mettre hors de cause, & luy apporter acquit & décharge valable dudit C . . . en sorte qu'à l'avenir le demandeur ne puisse estre troublé pour rai-

son de ce, & outre qu'il sera condamné aux despens, tant en demandant, defendant, que de la sommation, dommages & interets soufferts & à souffrir, & luy ay donné copie dudit contract du. . . del'Exploit de demande à luy faite par C. . . & des pieces y mentionnées, ensemble du present Exploit.

Il est dit en l'Article cinq du Titre huitième, que si le delay de l'assignation en garantie n'est échu à mesme temps que celui de la demande originaire, l'on ne doit prendre aucun défaut contre le defendeur originaire, en donnant par luy au demandeur copie de sa demande en garantie, & des pieces justificatives, ce qui doit estre fait par un acte comme celui qui suit.

A La requeste de B. . . Soit signifié & donné copie à C. . . de l'Exploit d'assignation donnée à L. . . à la requeste dudit B. . . pour l'acquitter de la demande dudit C. . . conformément au contract fait entre lesdits B. . . & L. . . duquel sera aussi donné copie audit C. . . à ce qu'il n'en ignore, dont acte.

Les garands formels & simples doivent proceder en la Jurisdiction où la demande originaire sera pendante, encore qu'ils déniént estre garands, si ce n'est que le garand soit privilegié, & qu'il demande le renvoy pardevant le Juge de son privilege; mais s'il paroist par écrit ou par l'évidence du faict que la demande originaire n'a esté formée que pour traduire le garand hors de sa Jurisdiction, Sa Majesté veut que les Juges renvoyent la cause pardevant ceux qui en doivent connoistre, & si les Juges y contreviennent, ils peuvent estre intimez & pris à partie en leurs noms, suivant l'Article huit du Titre huitième.

L'exception du garand privilegié qui demande son renvoy est cy-devant au Titre sixième, page 87.

Si le defendeur originaire veut estre mis hors de cause, il le pourra requerir avant contestation, suivant l'Article neuf du Titre huitième, soit en l'Audiance, ou en la maniere qui suit.

B.....deffendeur & demandeur en sommation; Contre **C**....demandeur originaire, & encore contre **L**... defendeur à lad. sommation; Dit, que ledit **L**... son garand formel, estant comparu, il requiert estre mis hors de cause, & en cas de contestation demande despens.

Ce requisitoire doit estre signifié au demandeur originaire & au garand, lequel pourra prendre le faict & cause pour le garanty, ainsi qu'il est dit dans le mesme Article neuvième, & à cette fin le garand pourra donner

Requête.

A N....

Supplie humblement **L**..... Disant, qu'il a vendu une maison & heritages à **B**.... lequel ayant esté assigné en declaration d'hypotecque à la requête de **C**.... qui pretend estre creancier du Suppliant, ledit **B**.... luy a denoncé cette poursuite, avec sommation de l'acquitter & garantir d'icelle; Ce consideré **N**.... il vous plaise recevoir le Suppliant à prendre le faict & cause de **B**... contre ledit **C**.... & en ce faisant ordonner que ledit **B**... sera mis hors de cause, & vous ferez bien.

Un de Messieurs, ou bien le Greffier, met au bas de cette Requête, *Viennent les parties.*

Cette Requête ayant esté signifiée avec un avenir pour

plaider, le Jugement qui intervient est en la forme qui suit.

Jugement.

Extrait des Registres de . . .

ENtre. . . Nous avons reçu le demandeur à prendre le fait & cause de B . . . à l'encontre de C . . . & en consequence avons mis ledit B . . . hors de cause, à la charge neantmoins que les Sentences qui interviendront seront executées pour le principal, tant contre ledit B . . . que contre ledit demandeur, sauf les despens, dommages & interêts, dont la taxe, liquidation & execution se fera seulement contre le demandeur, suivant l'Ordonnance.

Quoy que le guaranty ait esté mis hors de cause, il y peut assister pour la conservation de ses droits, suivant l'Article dix dudit Titre huitième.

Il ne sera point parlé en ce Titre des défences & repliques qui doivent estre fournies dans les instances de garentie, ny des appointemens en droit & à mettre, lors que les causes ne pourront pas estre jugées à l'Audiance, par la raison que ces procédures sont au Titre unzième.

Suivant l'Article onze du Titre huitième les Jugemens qui interviennent contre les garands sont executoires contre les garantis, sauf pour les despens, dommages & interêts, dont la liquidation & execution ne sera faite que contre les garands, comme il est cy-devant dit, & il suffira de signifier le Jugement aux garantis, soit qu'ils ayent esté mis hors de cause, ou qu'ils y ayent assisté, sans faire autre demande ny procedure.

Si la demande principale & celle en garentie sont en mesme temps en estat d'estre jugées, il y sera fait droit conjointement, suivant l'Article treize du Titre huitième.

Sentence diffinitive, tant sur le principal que sur la garantie.

Extrait des Registres de...

ENtre.... Nous condamnons ledit B.... comme detempteur & propriétaire d'une maison & heritages scis à.... qui a cy-devant appartenu à L.... de payer & continuer par chacun an audit C.... la somme de.... livres de rente à luy constituée par ledit L.... par contract du.... payer.... années d'arrérages échueës le.... passer titre nouvel & reconnoissance de ladite rente, & iceluy délivrer en bonne forme audit C.... dans.... autrement vaudra la presente Sentence titre nouvel, & au payement & continuation de ladite rente, déclarons ladite maison affectée & hypothéquée avec despens; Et faisant droit sur la sommation dudit B.... condamnons ledit L.... de l'acquitter, garantir & indemniser de la susdite condamnation avec despens, tant en demandant, defendant, que de la sommation, dommages & interets soufferts & à souffrir, ce qui sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, & sans prejudice d'icelles.

Mais si l'instance de sommation faite au garand n'estoit pas instruite, & que la demande principale fust en estat, le demandeur originaire pourra faire juger sa demande separément trois jours apres avoir fait signifier l'acte qui suit, conformément à l'Article treize du Titre huitième.

Signification que la demande principale est en estat.

A La requête de C.... soit signifié à B.... & L....
 Quel'instance principale intentée par ledit C.... contre B.... est en estat, leur declarant qu'il fera juger icelle

dans trois jours , suivant l'Ordonnance.

Si l'instance principale avoit esté jointe à celle en garantie, le mesme Jugement de la demande originaire prononcera la disjonction, sauf apres le Jugement du principal à faire droit sur la garantie, ainsi qu'il est dit en l'Article treize du Titre huitième.

Jugement sur le principal , portant disjonction de la demande en garantie.

Extrait des Registres de . . .

ENtre Nous avons disjoint l'instance en sommation faite à la requête dudit B contre L d'avec la demande principale dudit C contre ledit B pour estre jugées séparément, & faisant droit sur ladite demande principale, condamnons ledit B

Lors que l'instance en sommation est instruite, l'on en peut poursuivre le jugement & obtenir

Sentence sur la demande en garantie.

ENtre Nous avons condamné le deffendeur d'acquitter, garantir, & indemniser le demandeur de la condamnation contre luy renduë par nostre Sentence du avec despens, tant de la cause principale du jour de la sommation, que de l'Exploit de demande originaire, & de l'instance en garantie.

Cette maniere de prononcer est conforme à l'Article quatorze du Titre huitième, portant que les garands qui succomberont seront condamnés aux despens de la cause principale du jour de la sommation seulement, & non de ceux faits

faits auparavant , sinon de l'Exploit de demande originaire.

Si le garand est insolvable , & que le defendeur originaire reconnoisse qu'il luy soit plus avantageux de renoncer à l'heritage que de payer la rente , il pourra l'abandonner.

Le deguerpissement doit estre fait s'il est possible avant la contestation pour éviter la perte des arrerages & des despens.

*Acte de deguerpissement ou renonciation à la maison
acquise.*

Extrait des Registres du Greffe de

Du jour de

A Ujourd'huy est comparu B demeurant à lequel a déclaré que pour éviter les poursuites contre luy faites en declaration d'hypotecque par C il a deguerpy, comme par ces presentes il deguerpit , abandonne & renonce en Iustice aux perils & fortunes de L . . . son garand, à une maison & heritages scis à qu'il a acquis dudit L . . . par contract du moyennant la somme de le tout sans prejudice audit B de son recours à l'encontre dudit L pour la restitution du prix porté par ledit contract de vente , frais & loyaux cousts , profits, despens, dommages & interests ; comme aussi sans prejudice audit B des impenses & ameliorations par luy faites en ladite maison & heritages deguerpis, dont & de ce que dessus ledit B a requis acte, à luy octroyé le jour & au que dessus.

Il faut signifier cét acte au demandeur originaire, ce qui doit faire cesser les poursuites.

Si au prejudice du deguerpissement le defendeur est poursuivy, il peut demander à estre deschargé par cette

Requête.

A N . . .

Supplie humblement B Disant, que pour éviter les poursuites contre luy faites par C en declaration d'hypotecque, à cause d'une maison vendue par L . . . au Suppliant, il auroit été obligé d'y renoncer & l'abandonner en Justice, par acte du . . . dont a esté donné copie audit C au prejudice dequoy C continué les poursuites de l'instance qui devoit cesser au moyen du deguerpissement.

Ce considéré, N . . . il vous plaise décharger le Suppliant de l'action hypotecquaire intentée par ledit C . . . avec despens, depuis la signification dudit acte, sauf au Suppliant à se pourvoir contre ledit L pour la restitution du prix de ladite maison, impenses & ameliorations par luy faites en icelle, despens, dommages & interets, & vous ferez bien.

Le Juge met sur cette Requête, *Viennent les parties*, apres quoy il l'a fait faire signifier avec un avenir pour plaider.

La Sentence qui intervient pourra estre rendue ainsi.

*Sentence.**Extrait des Registres de*

ENtre . . . Nous en consequence du deguerpissement & renonciation faite par ledit B à la maison en question, l'avons deschargé de l'action hypotecquaire contre luy intentée par ledit C lequel Nous condamnons aux despens.

Et en consequence du deguerpissement le defendeur originaire peut demander contre son garand la restitution de

ce qu'il luy a payé pour le prix del'heritage deguerpy, avec despens, dommages & interests, ce qui se fait par

Exploit.

L'An. . . pour oüir une Requête, qui est, que le demandeur ayant acquis du defendeur une maison & heritages scis à . . . il a esté poursuivy en declaration d'hypotecque par C . . . lequel pretendant estre creancier de . . . livres de rente à luy constituée par le defendeur, auroit fait condâner le demandeur par Sentence du . . . comme propriétaire de ladite maison & heritages, à luy payer & continuër ladite rente, avec les arrerages écheus, & de luy en passer titre nouvel, ce qui a obligé le demandeur de deguerpir ladite maison, aux risques, perils & fortunes du defendeur son garand formel; A ces causes, . . . conclud à ce que le defendeur soit condamné de luy restituer la somme de . . . qu'il luy a payée pour le prix de ladite maison & heritages, ensemble les impenses & ameliorations par luy faites en icelle, frais & loyaux cousts, profits, dommages & interests, suivant la liquidation qui en sera faite, avec despens.

Si le defendeur ne comparoist, ou s'il ne defend pas apres s'estre présenté, cette demande se juge par default en la maniere déduite au Titre cinquième.

Mais s'il fournit de defences, les parties plaident, & la cause se termine à l'Audiance, ou bien les parties sont appointées à mettre, comme il est exprimé au Titre unzième.



*Jugement définitif contre le garand formel.**Extrait des Registres*

ENtre Nous condamnons le defendeur à payer au demandeur la somme de pour le prix de la maison & heritages en question, ensemble les frais & loyaux cousts, profits, despens, dommages & interests, suivant la liquidation qui en sera faite, avec despens.

Si le vendeur avoit déclaré par le contract l'heritage franc & quitte, & que cette declaration ne fust pas veritable, il pourra estre poursuivy & condamné par corps comme stelionataire & faux vendeur, à rendre ce qu'il aura receu pour le prix de la vente, avec despens, dommages & interests.

POURSUITES CONTRE
le garand simple.

Exploit de sommation.

L'An pour oïr une Requête, qui est, que le demandeur & le defendeur comme heritiers chacun pour moitié de defunt B ont passé titre nouvel & reconnaissance à P . . . le . . . de . . . livres de rente à luy constituée par ledit defunt, par contract du . . . au payement & continuation de laquelle rente ils se sont solidairement obligez, en execution duquel contract le demãdeur a payé sa part des arrerages de ladite rente, à quoy le defendeur est pareillement obligé, neantmoins ledit P . . . a fait faire commandement au demandeur de payer tous les arrerages, à la deduction de ce qu'il avoit receu de luy, à quoy le demandeur

s'est opposé, aux risques, perils & fortunes du defendeur, pour proceder sur laquelle opposition ledit P.... a fait assigner le demandeur, & a conclud à ce qu'il en fust debouté, & ledit contract de constitution executé selon sa forme & teneur; A ces causes, conclud à ce que le defendeur soit condamné de payer & continuer moitié de ladite rente, intervenir en l'instance pour suivie par ledit P.... & acquitter le demandeur de la condamnation que ledit P.... pourroit obtenir contré luy, avec despens, tant en demandant, defendant, que de la sommation, dommages & interets soufferts & à souffrir.

Dans l'instance de sommation en garantie simple, les garands ne peuvent pas prendre le fait & cause, mais seulement intervenir, suivant l'Article douze du Titre huitième.

Requête d'intervention d'un garand simple.

A N....

SUpplie humblement D... Disant, qu'en qualité d'heritier pour moitié de defunt B.... il a passé titre nouvel & reconnoissance de... livres de rente, conjointement avec C.... aussi heritier pour moitié dudit defunt, par contract du.... au profit de P.... auquel il a payé sa part des arrerages échus de ladite rente; Neantmoins ledit P.... poursuit ledit C.... obligé solidairement avec le Suppliant, & suppose que le Suppliant ne luy a rien payé desdits arrerages.

Ce considéré N.... il vous plaise recevoir le Suppliant partie intervenante en l'instance d'entre lesdits P.... & C.... & luy donner acte, de ce que pour moyens d'intervention, écritures & production, il employe le contenu en la pre-

sente Requête, & la quittance dudit P... du & en consequence descharger ledit C..... de la demande qu'il luy a faite, & condamner le P..... en tous les despens, tant en defendant que de la sommation, dommages, & interests, & vous ferez bien.

La procedure pour faire regler les interventions est au Titre unzième.





TITRE IX.

Des exceptions dilatoires, & de l'abrogation des veuës & montrées.



ELUY qui aura plusieurs exceptions dilatoires, doit les proposer par un mesme acte, suivant l'Article premier du Titre neuvième.

Exception pour avoir communication de pieces.

M..... Dit, qu'il ne peut defendre à la demande qui luy est faite par B..... qu'il ne luy ait donné copie des pieces justificatives de sa pretention, sinon & à faute de ce faire, soutient qu'il doit estre deschargé de ladite demande, avec despens.

Exception de l'heritier sous benefice d'inventaire.

N.... Dit, que n'estant heritier de defunt T.... que sous benefice d'inventaire, il ne peut estre poursuivy qu'apres l'inventaire fait des biens de la succession dudit defunt, & jusques à ce toute Audiance doit estre deniée au demandeur, & en cas de contestation requiert despens.

Si l'Exploit d'ajournement n'est pas libellé, le defendeur peut fournir cette

Exception.

N... Dit, que suivant l'Ordonnance, l'Exploit de demande à luy signifié doit estre libellé, ne pouvant pas defendre sans sçavoir dequoy il s'agit, c'est pourquoy soutient que ledit Exploit est nul, & qu'il ne peut estre fait sur iceluy aucunes procédures valables.

Quand le mineur veut agir sans l'autorité de son Tuteur ou Curateur, le defendeur peut se servir de l'exception qui suit.

Exception.

N.... Dit, que le demandeur n'est pas partie capable pour ester en Jugement sans l'autorité de son Curateur, lequel il doit faire intervenir pour la validité de la procédure de l'instance, declarant que jusques à ce, il ne peut defendre à sa demande, & qu'il fera casser ce qui sera fait au prejudice de la presente exception.

Si la femme en puissance de mary a fait quelque demande sans estre autorisée.

Exception.

N.... Dit, que la demanderesse n'est point autorisée de son mary, & n'ayant pas de qualité pour agir, elle n'a pû faire assigner ledit N... ainsi il n'est pas obligé de defendre à sa demande si elle ne se fait autoriser par un acte en bonne forme.

En toutes actions qui concernent les affaires de la femme, le mary n'est point obligé d'agir, & il peut mesme declarer qu'il n'entend l'autoriser, mais il faut qu'apres cette declaration

Des exceptions dilatoires, &c. TIT. IX. 113
ration elle soit autorisée par Iustice pour proceder seule
valablement.

Acte d'autorisation par Iustice.

Extrait des Registres de

Du jour de

A Ujourd'huy est comparu pardevant Nous.... P....
lequel a dit & déclaré, qu'il ne veut & n'entend point
autoriser M.... sa femme, se raporte à Iustice de l'autho-
rifer, & en ordonner ainsi que de raison, de laquelle decla-
ration & refus donnons acte audit P.... & en consequence
disons que ladite M.... est & demeure autorisée & l'au-
thorisons par Iustice à la poursuite de ses droits & actions,
dont & de ce que dessus ledit P.... a requis acte, à luy
octroyé les jour & an que dessus.

Il faut donner copie de cet acte pour faire cesser l'excep-
tion.

Si le mary ne vouloit pas autoriser sa femme, il doit
faire la declaration suivante.

P.... defendeur, contre C.... demandeur; Dit, que la
demande qui luy est faite concerne M.... sa femme, &
comme dans cette cause elle doit discuter personnellement
ses interets, ledit C.... doit se pourvoir contre-elle ainsi
qu'il aviserá bon estre, declarant qu'il ne veut point l'autho-
rifer.

Aprés cette declaration, l'on peut demander que la femme
soit autorisée par Iustice.



*Acte d'autorisation par Iustice.**Extrait des Registres de*

SUr ce qui Nous a esté judiciairement remontré par N... Procureur de E... qu'il a fait assigner P... à cause de M... sa femme, pour se voir condamner à laquelle il a déclaré ne vouloir autoriser, & comme ledit E... a interest de faire une procedure reguliere ; Requeroit qu'il Nous plüst ordonner que ladite M... seroit & demeurerait autorisée à la poursuite de ses droits au refus dudit P son mary ; Nous ordonnons que ladite M... est & demeurera autorisée par Iustice à la poursuite de ses droits & actions au refus dudit P pour proceder sur la demande en question, & soit signifié.

Il en est de mesme du Religieux , lequel estant poursuivy, ou voulant poursuivre, ne peut agir sans l'autorité de son Superieur ; & si le Superieur ne veut l'autoriser , il peut se pourvoir devant le Juge où l'instance est pendante , & demander d'estre autorisé par Iustice au refus de son Superieur.

Quoy que par l'Article premier du Titre neuvième , il soit dit que toutes les exceptions doivent estre proposées par un même acte ; neanmoins si l'on assigne les heritiers ou les veuves en qualité de communes, ils ne sont point obligez de proposer autre exception dilatoire que celle cy-apres , supposé que le délai pour deliberer ne soit pas expiré , suivant l'Article second du Titre neuvième.

*Exception de la veuve ou heritiers quand le délai
pour deliberer n'est pas expiré.*

N.... Dit, qu'il ne doit estre poursuivy en qualité d'heritier dudit defunt, & ne peut defendre à la demande dudit jusques à ce que le délai à luy accordé pour deliberer soit expiré, & partant proteste de nullité de tout ce qui sera fait au prejudice de cette exception.

*ABROGATION DES
veuës & montrées.*

Les exceptions de veuës & montrées ont esté abrogées pour quelque cause que ce soit par l'Article cinq du Titre neuvième.

Et au lieu de ces exceptions & de toutes les procédures qui se faisoient dans les actions réelles pour faire connoistre au defendeur les tenans & aboutissans des choses dont il s'agissoit, il faut seulement observer ce qui est contenu aux Articles trois & quatre du Titre neuvième.

Lors qu'il s'agit d'une demande de censives, ou de la propriété de quelque heritage, rente fonciere, charge réelle ou hypothecque, le demandeur doit declarer par le premier Exploit le lieu où l'heritage est situé, en quoy il consiste, ses nouveaux tenans & aboutissans du costé du Septentrion, Midy, Orient & Occident, & sa nature au temps de l'Exploit : Si c'est terre labourable, prez, bois, vignes, ou d'autre qualité, & en cas que le demandeur n'ait fait cette declaration, le defendeur pourra donner une exception en la forme qui suit.

Exception.

N.... Dit, qu'il ignore pour quel heritage il est assigné, le lieu de sa situation, tenans & aboutissans, n'estans pas exprimez dans l'Exploit de demande, ny si ce sont terres labourables, prez, bois, vignes, ou d'autre qualité, & faute de l'avoir déclaré suivant l'Ordonnance, proteste de nullité de tout ce qui a esté & pourra estre fait.

Le defendeur peut alleguer une pareille exception s'il s'agit d'une terre ou métairie dont le nom & la situation n'ait pas esté déclarée, ou bien si c'est d'une maison de laquelle les tenans & aboutissans n'ayent pas esté designez, suivant l'Article quatre du Titre neuvième.

On peut ainsi se servir des autres exceptions dilatoires sur la regle de celles cy-dessus.





TITRE X.

Des Interrogatoires sur faits.



L est permis aux parties par l'Article premier du Titre dixième de se faire interroger sur faits & articles concernans ce dont il s'agit, seulement pardevant le Juge du lieu où la contestation est pendante.

Les faits & articles pour faire interroger se dressent en la forme qui suit.

Faits pour interroger.

F Aits & Articles sur lesquels T.... entend faire oïir & interroger H....

Premierement, sera enquis s'il n'en pas vray que....
l'on peut ainsi articuler les faits qui peuvent servir à faire auoir la verité à la partie qui doit estre interrogée.

Il faut obtenir une Ordonnance du Juge pour faire assigner la partie pour respondre sur les faits, & n'est point necessaire de Commission du Greffe, encore que la partie demeure hors du lieu où le different est pendant, suivant l'Article second du Titre dixième, cette Ordonnance est ainsi.



Ordonnance.

DE l'Ordonnance de Nous M. & à la requeste de T. soit par le premier Sergent Royal sur ce requis donné assignation à H. en son domicile, à comparoir au premier jour heures de pardevant Nous en nostre Hostel scis ruë pour estre oüy & interrogé sur faits & articles pertinents, desquels luy sera donné copie suivant l'Ordonnance. Fait à le

Le Juge ny le Greffier ne prennent aucune chose pour cette Ordonnance, comme il est dit en l'Article second du Titre dixième.

Suivant l'Article trois de ce Titre dixième l'assignation pour respondre sur les faits & articles doit estre donnée à la personne ou au domicile de la partie, & non à aucun domicile élu, non pas mesme à celui du Procureur.

Il faut donner copie avec l'Exploit del' Ordonnance du Juge, & des faits & articles.

Exploit d'assignation pour répondre sur faits.

L'An & en vertu de l'Ordonnance decernée par M. le jour de & à la requeste de T. qui a élu son domicile je L. Sergent à donné assignation à H. en parlant à sa personne, ou à ... en son domicile, à comparoir demain huit heures du matin pardevant ledit sieur en son Hostel, scis ruë pour respondre sur les faits & articles desquels je luy ay donné & laissé copie avec le present Exploit, ensemble de ladite Ordonnance.

Si la partie ne compare à cette assignation, ou fait refus de respondre, le Juge en dressera un procez verbal sommaire, & sur le procez verbal, les faits seront tenus pour confessez.

& averez en toutes Jurisdiccions & Iustices, mesme aux Cours de Parlement, Grand Conseil & Chambre de Comptes, Cour des Aydes & autres Cours, sans obtenir aucun Arrest ou Jugement, & sans reassignation, le tout aux termes de l'Article quatre du Titre dixième.

Procez verbal.

L'An....le....jour de ... huit heures du matin, par-devant Nous M.... en nostre Hostel, scis ruë est comparu T....lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du... il a fait assigner à ce jour, lieu & heure H.... par Exploit du.... en parlant à.... en son domicile, pour estre oüy & interrogé sur faits & articles pertinens, desquels luy a esté donné copie avec ledit Exploit, que ledit T..... Nous a représenté, ensemble lesdits faits & articles, requérant défaut contre ledit H.... & pour le profit qu'il Nous plüst tenir les faits pour averez suivant l'Ordonnance.

Surquoy Nous Commissaire susdit, avons donné acte audit T.... de sa comparution & requisition, & défaut à l'encontre dudit H.... non comparant, & pour le profit d'iceluy avons lesdits faits & articles tenus pour confessez & averez par ledit H.... pour servir audit T.... ainsi qu'il appartiendra par raison, & soit signifié. Fait par Nous Commissaire susdit les jour & an que dessus.

Quoy que les faits soient tenus pour averez, la partie sera receüe à y respondre si elle se presente avant le jugement du procez pour subir l'interrogatoire, à la charge d'en payer les frais, & d'en donner copie, mesme de rembourser ceux du premier procez verbal sans les pouvoir repeter, & sans que le jugement du procez puisse estre retardé, conformément à l'Article cinq du Titre dixième.

Suivant cét Article l'on peut presenter

Requête.

A N....

Supplie humblement H.... qu'il vous plaise le recevoir à répondre sur les faits & articles à luy signifiés à la requête de T.... aux offres qu'il fait de satisfaire à l'Ordonnance de Sa Majesté, & vous ferez bien.

Le Juge auquel cette Requête sera présentée met son Ordonnance au bas ainsi.

Nous avons reçu le Suppliant à répondre sur les faits & articles à luy signifiés à la requête dudit T... par-devant M... à la charge de payer les frais de son interrogatoire, duquel il sera tenu donner copie aud. T... & de rembourser les despens du procez verbal du... sans les pouvoir repeter, & sans retardation du jugement du procez. Fait ce....

Les articles, six, sept & huit concernent la maniere de proceder à l'interrogatoire, & ce qui y doit estre observé.

Premierement, le Juge apres avoir pris le serment de ce-luy qui veut subir l'interrogatoire, reçoit ses réponses sur chacun fait & article.

La partie doit répondre en personne, & non par Procureur, ny par écrit.

Les Réponses doivent estre precises & pertinentes sur chacun fait, sans user de termes injurieux ny calomnieux.

Le Juge pourra interroger d'office sur aucuns faits, quand mesme il n'en auroit esté donné copie.

Interrogatoire sur faits.

Interrogatoire fait par Nous M... Commissaire en cette partie à H.... sur les faits & articles mis en nos mains, desquels luy a esté donné copie suivant l'Ordonnance à la requête

Des Interrogatoires sur faits. TIT. X. 121
requette de T.... auquel interrogatoire avons procedé
ainsi qu'il ensuit.

*Du jour de huit heures du matin
en nostre Hostel.*

E St comparu ledit H.... duquel avons pris & receu
le serment de respondre verité sur lesdits faits.

Aprés quoy l'avons interrogé sur le premier article des-
dits faits contenant *Il faut transcrire le fait.*

A dit....

Interrogé sur le deuxiême article desdits faits, contenant
s'il n'est pas vray que....

A dit....

Il faut continuer ainsi l'interrogatoire & en faire lec-
ture à la partie, quand il sera achevé, dont l'on pourra
faire mention en cette forme.

Lecture à luy faite du present interrogatoire, a dit, que
ses réponses contiennent verité, y a persisté & a signé,
ou déclaré ne sçavoir escrire ne signer, de ce enquis suivant
l'Ordonnance.

Fait par nous Commissaire susdit, le jour & an que
dessus.

Si la partie est malade, ou qu'elle ait quelque autre
empeschement legitime de comparoir, le Juge se trans-
portera en son domicile pour recevoir son Interroga-
toire, ainsi qu'il est porté en l'Article six du Titre di-
xiesme

Si c'est un Chapitre, Corps ou Communauté que
l'on veut faire interroger, il faudra les assigner ainsi qu'il
ensuit.



Exploit d'Assignation à un Chapitre.

L'An.... en vertu de l'Ordonnance de Monsieur N.... du... & à la requeste de... je L... Sergent à.... demeurant à.... ay donné assignation aux Venerables Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathedrale de... iceux assemblez dans le lieu où se tient le Chapitre de ladite Eglise, en parlant à M.... Prestre, Chanoine & Doyen d'icelle, qui presidoit audit Chapitre, à comparoir demain huit heures du matin, pardevant ledit sieur N.... en son hostel, sis rue.... pour estre ouys & interrogez sur faits & articles pertinents, desquels j'ay baillé & laissé copie audit sieur Doyen avec le present Exploit, & les ay sommez de nommer un Syndic ou Procureur pour répondre en sa personne sur lesdits faits, & à cét effet luy passer un pouvoir special contenant leurs réponses expliquées & affirmées veritables, leur declarant à faute de ce faire que lesdits faits seront tenus pour confessez & averez suivant l'Ordonnance, à ce qu'ils n'en ignorent.

Si c'est un corps d'Officiers que l'on assigne, l'Exploit leur doit estre fait en la Chambre du Conseil, en parlant à celui qui y preside.

Et l'assignation à une Communauté d'Habitans ne peut estre valablement donnée qu'un jour de Feste ou de Dimanche, à la porte de l'Eglise quand ils sortent de la Messe de Parroisse ou de Vespres, ou bien lors qu'ils sont assemblez au son de la cloche.

Les Chapitres, Corps & Communautéz ainsi assignez doivent nommer un Syndic, Procureur ou Officier pour répondre sur les faits & articles qui leur ont esté communiquez; & à cette fin passeront un pouvoir special

Des Interrogatoires sur faits. TIT. X. 123
dans lequel les réponses seront expliquées & affirmées
veritables, autrement les faits seront tenus pour confes-
sez & averez, aux termes de l'Article neuf du Titre
dixième.

En consequence de la procuration faite en la forme
prescrite par ledit Article neuvième, celui qui est nommé
par le Chapitre, Corps ou Communauté, doit subir l'inter-
rogatoire & répondre sur les faits.

*Interrogatoire sur faits à un Chapitre, Corps ou
Communauté en la personne de leur Procureur.*

INterrogatoire fait par nous N.... à la requeste de T....
aux Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise de... en
la personne de M... leur Procureur Syndic, en vertu du
pouvoir special à luy donné par ledit Chapitre, par
acte du.... qu'il nous a representé, & ce sur les faits & ar-
ticles mis en nos mains, desquels leur a esté baillé copie,
auquel interrogatoire avons procedé, ainsi qu'il ensuit.

*Du.... jour de.... huit heures du matin
en nostre Hostel.*

Est comparu ledit M.... Procureur Syndic dudit
Chapitre, lequel après serment par luy fait de dire
verité.

Interrogé sur le premier article desdits faits conte-
nant.... *Il faut transcrire en cet endroit mot à mot le contenu
en l'Article.*

A dit....

*Il faut aussi transcrire la réponse qui sera contenue dans la
Procuration, & continuer le reste de l'interrogatoire comme sur le
precedent Article.*

Suivant le mesme Article neuvième, si le Chapitre,
Corps ou Communauté manquoit de passer un pouvoir

Q ij

special pour respondre , les faits seront tenus pour ayez, sans préjudice neanmoins à la partie de faire interroger ceux qui ont agi par les ordres de la Communauté sur les faits qui les concernent en particulier, pour y avoir par le Juge tel egard que de raison.

Si celuy que l'on veut faire interroger est absent, le Juge pourra commettre un autre pour faire l'interrogatoire sans retardation de l'instruction & jugement de l'instance , suivant l'Article premier du Titre dixième.

Requête pour faire commettre un Juge pour interroger la Partie absente.

A Monsieur le Lieutenant

SUPplie humblement T.... disant que pour faire plus facilement connoistre la justice de la demande qu'il a faite à H.... il est necessaire de le faire interroger sur faits & articles , lequel H.... est absent.

Ce Consideré, Monsieur, il vous plaise permettre au Suppliant de faire interroger ledit H.... pardevant le Prevost de ou tel autre Juge qu'il vous plaira commettre pour proceder audit interrogatoire , & vous ferez bien.

L'Ordonnance sur cette Requête est ainsi.

Vû la presente Requête, Nous avons permis au Suppliant de faire interroger ledit H.... sur faits & articles pertinens concernant ce dont il s'agit seulement, iceux préalablement communiquez suivant l'Ordonnance, pardevant le sieur Lieutenant General de & à cet effet commission rogatoire sera expediee, le tout sans retardation de l'instruction & jugement de l'instance. Fait à

Commission Rogatoire pour interroger.

N Au sieur Lieutenant General de Salut,
Ayans par nostre Ordonnance de ce jourd'huy permis à T de faire ouïr & interroger pardevant vous H sur faits & articles pertinens prealablement communiquez. Nous vous prions de proceder audit interrogatoire, sans retardation de l'instruction & jugement de l'instance d'entre les parties pendante pardevant nous, comme nous ferions pour vous en pareil cas si en estions requis. Fait ce

Les Commissions rogatoires ne s'expedient que lors que le Juge qui est commis n'est pas inferieur.

Si le Juge qui commet est superieur, la Commission ne fera pas rogatoire.

*Commission des Juges superieurs à l'inferieur
pour interroger.*

Extrait des Registres

V Eu la Requete presentee à la Cour par T contenant La Cour a permis au Suppliant de faire ouïr & interroger ledit H sur faits & articles pertinens, concernans ce dont il s'agit seulement, prealablement communiquez suivant l'Ordonnance, pardevant le Lieutenant General de que la Cour a commis à cet effet sans retardation de l'instruction & jugement de l'instance. Fait

Il faut presenter la Commission au Juge qui est commis, faire signifier les faits, & observer la mesme procedure que celle cy-dessus.

Suivant l'Article dix du Titre dixiesme , les interrogatoires se feront aux frais de ceux qui les auront requis , sans qu'ils en puissent demander aucune repetition ni les faire entrer en taxe, quand mesme ils obtiendroient condamnation de dépens.





TITRE XI.

Des Délais & Procédures és Cours de Parlement, Grand Conseil, & Cours des Aydes en premiere ins- tance & causes d'Appel.



Es Articles premier, 3. 4. 5. 6. & 7. du
Titre onzième de l'Ordonnance, con-
cernent les délais des Assignations és
Cours de Parlement, Grand Conseil,
& Cours des Aydes : la maniere d'y ob-
tenir les defauts faite de comparoir &
de défendre aux Assignations ; & la forme de les faire
juger : Et comme le Stile pour en faire les procédures
est contenu aux Titres trois, quatre, & cinquième de ce
Livre, il ne sera point repeté en cét endroit.

P R O C E D U R E S

en premiere Instance.

DAns le délai après l'eschéance de l'Assignation le
défendeur doit mettre Procureur & fournir ses dé-
fenses avec copie des pieces justificatives d'icelles, sui-
vant l'Article second du Titre onzième.

Il faut employer dans les defenses les fins de non re-

cevoir , nullité des Exploits , ou autres exceptions peremptoires si le défendeur en a , pour y estre préalablement fait droit , suivant l'Article cinq du Titre cinquième.

Defenses de celui qui est poursuivy avant l'expiration du délai qui luy a esté donné pour payer.

A.... défendeur,
contre P.... demandeur aux fins de l'Exploit du....

Dit que par l'acte de l'exécution duquel il s'agit, il luy a esté donné.... mois de delay pour payer la somme y mentionnée, ainsi le terme n'estant pas encore expiré le demandeur n'a pas droit de le poursuivre, declarant qu'il proteste de nullité de toute la procédure du demandeur, & en consequence requiert estre déchargé de l'Assignation, avec dépens.

L'on peut aussi proposer des exceptions comme celles contenues au sixième Titre.

Si le défendeur a des garents il les pourra sommer & instruire l'instance de sommation en la maniere exprimée au Titre huitième.

Et si l'on veut faire interroger sa partie sur faits & articles, il faut observer la procédure contenue au Titre dixième.

Defenses lors qu'on a payé la somme demandée.

M.... défendeur,
contre L.... demandeur aux fins de l'Exploit du...

Dit pardevant vous N.... que la prétention du demandeur est injuste, iceluy défendeur luy ayant payé la somme

somme de... pour raison dequoy il le poursuit, suivant la quittance du demandeur du... de laquelle luy sera donné copie avec ces presentes. En consequence dequoy le défendeur soutient qu'il doit estre déchargé de cette demande, avec dépens.

Quand il y a eu compensation.

I.... dit pour defenses que ladite demande est inutilement faite, puisque la somme de... de laquelle ledit I... estoit debiteur, a esté compensée avec pareille somme que le demandeur luy devoit, adjugée par Arrest du... dont luy sera donné copie, & partant conclud à estre déchargé de ladite Assignation, & à ce que le demandeur soit condamné aux dépens.

Contre une demande de chose jugée.

T.... dit qu'il est intervenu Arrest entre les parties le.... qui a jugé la demande qui est faite au défendeur, de laquelle il a esté déchargé, & le demandeur condamné aux dépens, ainsi cette demande ne peut estre faite de nouveau.

Si le défendeur veut deferer le serment decisoire à sa Partie.

O.... dit qu'il a payé la somme dont il s'agit, mais comme il a perdu la quittance que le demandeur luy en a donnée, il se rapporte à son serment decisoire, s'il n'est pas vrai qu'il ne luy est rien deu de la somme qu'il demande, & qu'il en a mesme donné quittance, & faute par luy de faire l'affirmation requise, soutient qu'il doit estre déchargé des fins de sa Requête, avec dépens.

Le demandeur peut fournir de repliques aux defenses

dans les trois jours, à compter de celuy qu'elles luy auront esté signifiées; sans que la procedure en puisse estre retardée, ni le delay prorogé, suivant l'Article second du Titre quatorzième.

Repliques contre la defense de chose jugée.

L... dit pour repliques qu'il a obtenu Requête civile contre l'Arrest dont le défendeur prétend se servir; joint que la demande en question n'est pas celle sur laquelle ledit Arrest est intervenu, comme il sera aisé de justifier en conferant les Exploits de demande qui ont esté faits, & partant persiste en ses conclusions & requiert dépens.

Repliques à l'exception de serment decisoire.

P.... dit pour repliques, que la somme dont il a fait demande luy est legitiment deuë & n'en a jamais donné quittance, & quoy que le demandeur peult se dispenser d'affirmer cette verité, il en a neanmoins fait l'Acte au Greffe pour faire cesser la contestation où le défendeur s'est engagé mal à propos, duquel Acte sera donné copie au Procureur du défendeur.

Acte d'affirmation que la somme demandée est deuë.

Extrait des Registres de....

Du.... Jour de....

Aujourd'huy est comparu au Greffe de la Cour, P.... lequel pour satisfaire au requisitoire de O.... a déclaré & affirmé que la somme de.... mentionnée en l'Exploit de demande fait à sa requête le.... luy est bien

& legitiment deüë, & n'en arien receu ny donné aucune quittance, dont il a requis Acte, à luy accordé le jour & an que dessus.

On peut sur cette regle dresser toutes sortes de défenses & de répliques selon la qualité des actions:

L'usage des dupliques, tripliques, additions premières & secondes, & autres écritures semblables, a esté abrogé par l'Article troisiéme du Titre quatorziéme; & défenses faites à tous Juges d'y avoir égard & de les passer en taxe.

Acte pour plaider après les défenses fournies.

A La requeste de M.... Procureur de B.... soit signifié & déclaré à D.... Procureur de C....

Que sous le bon plaisir de N.... il poursuivra au premier jour.... huit heures du matin l'audience de la cause d'entre les parties en la... Chambre, à ce que ledit... ait à y comparoir & y faire trouver son Avocat si bon luy semble, déclarant ledit M... que L... est Avocat dudit B... dont acte...

Que si la cause n'estoit point appelée ou qu'elle ne püst estre expédiée, elle sera continuée & poursuivie en la prochaine audience sur un pareil acte que celui ci dessus, suivant l'Article six du Titre quatorziéme.

Et conformément à l'Article sept du Titre quatorziéme la cause estant plaidée sera jugée à l'audience si la matiere y est disposée, sinon les parties seront réglées à mettre dans trois jours, ou en droit à escrire & produire dans huitaine, selon la qualité de l'affaire.

Il faut faire signifier les qualitez des parties avant que de lever les Arrests ou Sentences d'Audience.

Qualitez.

ENtre B... demandeur aux fins de la Requête par luy présentée à la Cour le ... tendante à ce que ... d'une part & C... defendeur d'autre : après que M... pour le demandeur & D... pour le defendeur ont esté ouïs : La Cour...

Après que les qualitez ont esté signifiées on les porte au Greffier, lequel expedie

*Appointement en Droit.**Extrait des Registres de...*

ENtre B... demandeur aux fins de la Requête par luy présentée à la Cour le ... tendante à ce que ... d'une part, & C... defendeur d'autre : après que M... pour le demandeur & D... pour le defendeur ont esté ouïs : La Cour sur les demandes & defenses, a appointé & appointe les parties en droit à escrire & produire tout ce que bon leur semblera, bailler contredits & salvations dans le temps del'Ordonnance. Fait ...

L'Appointement en droit à escrire & produire sera de huitaine & emportera aussi reglement à contredire dans pareil delay ; encore qu'il ne soit exprimé dans l'Appointement, suivant l'Article douze du Titre onzième.

Si l'Appointement est rendu par un Juge inferieur il prononce, Nous avons appointé les parties en droit &c. *au lieu de*, La Cour a appointé les parties en droit, ce qui est une regle pour toutes les Sentences & Jugemens ausquels il n'y aura qu'à changer ces mots, *La Cour ordonne*, en ceux de *Nous ordonnons*.

Il ne se donne aucun Appointement au Conseil en droit ou à mettre, si ce n'est à l'Audience à la pluralité des voix,

Des Délais & Procedures, &c. TIT. XI. 133

& les Juges deliberent préalablement si la cause sera appointée ou jugée avant que d'ouvrir leurs opinions sur le fonds. Ce qui s'observe dans toutes les Cours & Jurisdiccions, mesme dans les Justices des Seigneurs, suivant l'Article neuf du Titre onziésme.

Il pourra neanmoins être pris des Appointemens au Greffe en matiere de reddition de compte, liquidation de dommages & interets, & appellations de taxes de dépens, lors qu'il y aura plus de deux croix, ainsi qu'il est ordonné par l'Article dix du Titre onziésme.

Si l'on veut faire reconnoistre ou collationner, ou compulser quelques pieces pour produire, le Stile de la procedure qui doit estre observée pour les reconnoissances, collations & compulsoires de pieces, est au Titre douziésme.

En execution des Appointemens en droit ou à mettre l'on pourra produire, & à cet effet il faut faire dresser

Inventaire de Production.

INventaire des pieces que produit pardevant vous Nos-
SEIGNEURS de... B.... demandeur aux fins de la
Requête par luy présentée à la Cour le...

Contre C... defendeur.

Suivant & pour satisfaire à l'Appointement en droit intervenu en l'instance le ..

A ce qu'il plaise à la Cour ordonner que. *Il faut transcrire les demandes qui ont esté réglées par les Appointemens & conclusions des Requestes jointes.*

Et pour justifier que ... (*Il faut induire ce qui sera equitable des pieces que l'on produit.*

Produit ... pieces.

La premiere, est un Contract...

La seconde, est une Sentence...

Et sont lesdits pieces cottées A...

Item, pour justifier que ... *Et ainsi de toutes les pieces que l'on veut produire.*

Et pour justifier de l'estat & instruction de l'Instance, le demandeur produit ... pieces.

La premiere, est la Requette par luy presentée à la Cour, au bas de laquelle est l'Ordonnance d'icelle du ... portant que le defendeur seroit appellé.

La deuxiesme, est l'assignation donnée au defendeur le ... en vertu de ladite Requette.

La troisieme, sont les defenses fournies par le defendeur le ...

La quatriesme, sont les repliques du demandeur.

La cinquieme, est un Aête signifié au Procureur du defendeur pour venir plaider.

La sixiesme & derniere, est l'Appointement en droit du .. & sont lesdites pieces cottées B ...

Item, produit le present inventaire cotté C ...

Il est fait defenses aux Procureurs par l'Article trente-trois du Titre onzieme, de mettre au Greffe des productions en blanc, ny les inventaires dont les cottes ne soient remplies; & aux Greffiers de les recevoir: & en cas qu'il s'en trouve de cette qualité, le Procureur qui les aura mises & le Greffier qui les aura receuës, seront condamnez chacun en cent cinquante livres d'amende, applicable moitié au Roy & moitié aux reparations de l'Auditoire.

Le procès sera jugé sans qu'il soit besoin de faire aucune poursuite pour remplir l'inventaire, suivant le mesme Article trente-troisieme.

Après que le Procureur aura produit, ainsi qu'il est porté par ledit Article trente troisieme, il doit suivant l'Article huit du Titre quatorzieme, faire signifier l'Aête qui suit.

Acte que la Production a esté mise au Greffe.

A La requeste de M... Procureur de B... soit signifié & déclaré à D... Procureur de C...

Que suivant l'Appointement en droit intervenu en l'instance d'entre les parties le jour de ledit M.... a mis sa production au Greffe de la Cour, à ce que ledit D.... ait à produire de sa part, si bon luy semble, dans le temps porté par ledit Appointement, sinon qu'il en demeurera forclos, suivant l'Ordonnance, dont Acte.

Les delais tant de produire que de contredire se comptent du jour de la signification de cet Acte à celui qui n'a satisfait à l'Appointement, lesquels delais étant expirés, il demeurera forclos aux termes de l'Article huit du Titre quatorziesme, sans donner aucunes Requestes ni prendre à l'Audience ou au Greffe aucun Acte de commandement ou de forclusion, de produire & de contredire, dont l'usage est abrogé par le mesme Article, avec défenses aux Procureurs de s'en servir, ni les employer dans les declarations de despens, ni dans leurs memoires de frais & salaires, à peine de vingt livres d'amende en leur nom.

Après que les parties auront produit, les Procureurs pourront prendre communication de leurs productions par les mains de Messieurs les Rapporteurs sans les retirer sur leurs recepissez, suivant l'Article dix du Titre quatorziesme.

Mais aux termes de l'Article neuf dudit Titre quatorziesme, on ne peut prendre communication de la production de sa partie adverse, si l'on n'a produit ou renoncé de produire par un pareil Acte que celui qui suit.

Aкте de renonciation à produire.

A La requête de C.... soit signifié & déclaré à B.... Qu'il ne veût produire en l'instance d'entre les parties, suivant l'Appointement en droit du... & entant que besoin est ou seroit, declare qu'il y renonce, suivant l'Ordonnance; se reservant de contredire la production dudit B... après qu'il en aura eu communication, dont acte.

Cet Aкте doit estre signé du Procureur & signifié au produisant, suivant l'Article neuf du Titre quatorziesme.

Les Greffiers ne peuvent delivrer aux Huissiers les procès mis au Greffe, ni les donner en communication aux Procureurs ou autres, avant la distribution, à peine de cent livres d'amende, applicable moitié au Roy & moitié à la partie qui en fera plainte, ainsi qu'il est porté en l'Article onze du Titre quatorziesme.

Après avoir pris communication de la production aux termes de l'Article dix du Titre onziesme cy-dessus exprimé, on pourra dresser les contredits ainsi.

Contredits de Production.

Contredits que met pardevant vous Nossseigneurs de... C.... demandeur aux fins de...

Contre la production de B... défendeur.

A ce qu'il plaîse à la Cour par les raisons & moyens qui seront cy-après deduits, sans s'arrester aux pieces produites par B... & aux inductions qu'il en a tirées, adjuger au demandeur ses conclusions, avec dépens.

Sous la cotte A le defendeur produit ... pieces.

La

La premiere desquelles est...

Contre cette piece le demandeur dit... Il faut dire les raisons que l'on a pour détruire l'induction que celui qui l'a produite en veut tirer, & ainsi de toutes les pieces; & ajouter enfin.

Par ces moyens & autres que la Cour suppléera de droit par sa justice, le demandeur conclud comme dessus.

Il faut signifier & donner copie de ces contredits & des salvations si aucunes sont fournies, sinon les contredits & salvations seront rejettez du procès, suivant l'Article douze du Titre quatorziesme.

S'il s'agissoit d'une affaire de peu de consequence il ne sera donné qu'un simple appointement à mettre dans trois jours, suivant l'Article treize du Titre onziesme.

Appointement à mettre...

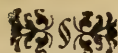
Extrait des Registres de....

ENtre... la Cour a ordonné & ordonne que les parties mettront leurs requestes & pieces pardevers Maître... Conseiller, dans trois jours, pour leur estre fait droit ainsi que de raison.

Les productions sur ces sortes d'appointemens ne se mettent point au Greffe, on les porte chez celui de Messieurs qui est commis.

L'inventaire de production doit estre fait comme celui cy-dessus, page 133.

Il faut produire en execution de cet appointement & le faire signifier; & du jour de la signification le delay de trois jours se compte suivant l'Article huit du titre quatorziesme, dont il est cy-dessus parlé, page 135.



Signification que l'on a produit.

A La requête de M... Procureur de B...
 Soit signifié à D... Procureur de C... qu'il a ce jourd'huy mis sa production és mains de Monsieur...Conseiller, suivant l'Arrest rendu entre les parties le...sommant ledit D...audit nom de produire de sa part si bon luy semble, dans le temps porté par ledit Arrest, autrement il en demeurera forclos, suivant l'Ordonnance, dont acte.

Si durant le cours du procès principal ou en cause d'appel l'on forme des appellations ou demandes incidentes, ou si l'on obtient des lettres de restitution, rescision, ou autres: la partie doit expliquer ses moyens dans les mesmes lettres, ou dans la requête qui contiendra ses appellations ou demandes, suivant l'Article vingt-trois du Titre onzième.

Et aux termes de l'Article vingt-quatre dudit Titre onzième, la requête contiendra aussi employ pour causes d'appel, écritures & productions de la requête & des pieces qui y seront jointes.

DES APPELLATIONS incidentes.

Requête pour estre receu incidemment appellant.

A Nosseigneurs...

Supplie humblement C.... Disant qu'ayant pris communication de l'instance d'entre luy & B.... il a reconnu qu'il produit une Sentence du Prevost de.... par laquelle il est dit.... d'où ledit B.... veut induire

que... ce qui est un moyen fort inutile par la raison (*il faut déduire les moyens contraires.*)

Ce Considéré, NOSSEIGNEURS il vous plaîserecevoir le Suppliant appellant de ladite Sentence du.... le tenir pour bien relevé, luy donner acte de ce que pout causes d'appel, escritures & production il employe le contenu en la presente requeste, les pieces jointes à icelle & ce qu'il a escrit & produit au procès; & en consequence dire qu'il a esté mal jugé, emendant descharger ledit C... de la demande & prétention dudit B.... & le condamner aux despens tant de la cause principale que d'appel: ordonner que ledit B.... sera tenu de fournir de réponses, écrire & produire dans trois jours, & vous ferez bien.

Suivant l'Article vingt-quatre du Titre onziesme, les incidens doivent estre reglez sommairement & sans épices par la chambre où le procès sera pendant sur la simple requeste qui sera présentée à cette fin par l'appellant ou demandeur.

Quelques Procureurs du Parlement de Paris ayans contre la disposition des Articles vingt trois & vingt-quatre du Titre onziesme de l'Ordonnance de 1667. pris des Appointemens sur des requestes incidentes, La Cour rendit Arrest sur la remonstrance de Monsieur le Procureur General le 9. Aoust 1669. portant que tous les incidens des procès & instances portez par lesdits Articles seroient reglez par les Chambres où ils seroient pendans, sur les requestes que l'on mettroit à cette fin entre les mains de Messieurs les Conseillers rapporteurs des procès, défenses aux Procureurs de poursuivre le reglement des requestes à l'audience ni autrement, & aux Greffiers de leur delivrer aucuns Appointemens

Monsieur le Rapporteur du procès met sur la requeste cy-dessus une Ordonnance en cette forme.

Ordonnance sur une appellation incidente.

LE Suppliant est receu appellant, Acte de l'employ;
Ordonné que l'intimé sera tenu de fournir de réponses, escrire & produire de sa part dans trois jours, & joint au procès. Fait

Suivant ledit Article vingt-quatre le delay peut estre plus bref que de trois jours, selon la nature & qualité des incidens qui seront joints au principal.

L'on doit joindre à cette requeste les pieces justificatives de la demande incidente, faire signifier le tout à la partie & luy en donner copie, ainsi qu'il est porté en l'Article vingt-trois dudit Titre onzième.

Dans le mesme delay de trois jours porté par le reglement sommaire, le defendeur ou intimé est tenu de faire donner au Procureur du demandeur ou appellant, copie de l'inventaire de sa production & des pieces qui y sont énoncées, suivant l'Article vingt-cinq du Tit. onzième.

L'on peut répondre aux incidens par Requeste, aussi suivant ledit Article vingt-cinquième.

Requeste contenant réponse à un Appel incident.

A Nosseigneurs . . .

Supplie humblement B Disant qu'au procès d'entre le Suppliant & C pour raison de iceluy C . . . a interjetté appel incidemment d'une Sentence du . . . par sa requeste du . . . & a fait bailler copie au Suppliant de pieces : La premiere desquelles est ce qui ne justifie en aucune maniere la prétention dudit C . . . parce que , *Il faut desdire les raisons que l'on a contre la demande incidente & contre les pieces communiquées.*

Ce Consideré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise donner acte au Suppliant, de ce que pour réponse à la requête dudit C. . . . employée pour causes d'appel, il employe le contenu en la presente, & en consequence mettre ladite appellation au neant : Ordonner que ce ce dont a esté appellé fortira effet, & condamner l'appellant en l'amende & aux dépens de la cause d'appel, & vous ferez bien.

Ordonnance sur une Requête servant de réponse.

Ait Acte, & soit signifié. Fait ce...

DEMANDES INCIDENTES.

A Nosseigneurs.

SUPplie humblement C.... Disant qu'il est poursuivy en la Cour à la requête de B.... pour le payement de la somme de.... contenuë en l'acte fait entre les parties le... & par le mesme acte ledit B... est obligé d'apporter acquit & descharge au Suppliant de... à quoy il n'a satisfait.

Ce Consideré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise ordonner que ledit B... sera tenu d'apporter incessamment audit C... la descharge mentionnée en l'acte fait entre les parties, & que jusques à ce ladite somme demeurera entre ses mains, auxquelles fins le Suppliant se constituë incidemment demandeur, & en cas de contestation que ledit B.... soit condamné aux dépens : requerant acte de ce que pour toutes escritures & production il employe le contenu en la presente requête; & en consequence ordonner que ledit B.... sera tenu de fournir de réponse, escrire & produire dans trois jours, & vous ferez bien.

Ordonnance sur cette Requête.

ACte de l'employ. Sera tenu le defendeur de fournir de defenses, escrire & produire dans trois jours, & joint au Procés. Fait ce....

Il faut faire pareille procedure, & observer les mesmes formalitez que sur la precedente requête.

*DES LETTRES DE RECISION
& autres que l'on peut obtenir
incidemment.*

IL faut expliquer dans les Lettres les moyens de l'impe-
trant, suivant ledit Article vingt-troiesme.

Lettres de Recision.

LOüis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A nos Amez & Feaux ... C.... nous a exposé que par Contract du ... il a eschangé avec B.... une maison & heritages, sis à ... lequel B.... a baillé en contreschange à l'Exposant une maison sise à laquelle l'Exposant ayant fait visiter par Experts, il a reconnu qu'il estoit trompé en cet eschange de plus de moitié du juste prix. A ces causes, vous mandons que s'il vous apert de ce que dessus, les parties comparantes pardevant vous ou deuëment appellées : cassez, annulez, & rescindez ledit Contract d'eschange, & entant que besoin est ou seroit, avons iceluy cassé, annullé, & rescindé, cassons, annullons & rescindons par ces presentes, & remettrez les parties au mesme estat qu'elles estoient auparavant ledit Contract.

Requête afin d'entherinement des Lettres.

A Nosseigneurs....

SUPplie humblement C.... Disant qu'il a obtenu Lettres en Chancellerie le.... pour estre restitué contre l'eschange qu'il a fait avec B.... par contract du...

Ce Consideré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise ordonner que les Lettres seront enterinées, ce faisant remettre les parties en l'estat qu'elles estoient avant ledit Contract d'eschange, & permettre au Suppliant de rentrer en la possession & jouïssance de la maison & heritages à luy appartenans, & d'en disposer comme il avisera: condamner ledit B.... aux dépens, dommages & interests du Suppliant, & luy donner acte, de ce que pour escritures & production il employe &c.

Tous les incidens, soit Demandes, Lettres, ou Appellations des Jugemens & Appointemens qui auront esté produits, doivent estre faits par une mesme requête, laquelle sera réglée en la forme cy-dessus, sinon les autres incidens qui seront formez ensuite par la mesme partie avec les pieces justificatives qui les concerneront seront joints au procès, pour sur les incidens y estre fait droit: ensemble sur les Requestes & pieces qui pourront estre jointes de la part de l'autre partie, diffinitivement ou autrement; & à cette fin les parties sont tenuës se communiquer les pieces dont elles voudront se servir, suivant l'Article vingt-sept du Titre onzième.

DES FAITS NOUVEAUX.

L'Usage d'expedier des Lettres pour articuler faits nouveaux, a esté abrogé par l'Article vingt-six du

Titre onzième , & ordonné que les faits seront posés par une simple Requête.

Requête contenant les Faits nouveaux.

A Nosseigneurs.

Supplie humblement B... Disant qu'il y a procès pendant en la Cour entre luy & C.... où il s'agit de.... (*il faut sommairement deduire le fait.*) & par ce que ledit C.... a soustenu... le Suppliant se trouve obligé de poser en fait que.... (*dire les faits nouveaux*) desquels faits decisifs le Suppliant offre de faire preuve.

Ce Considéré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise donner acte au Suppliant de ce qu'il offre faire preuve des faits cy-dessus articulez, tant par titres que témoins, dans tel temps qu'il plaira à la Cour, & vous ferez bien.

Cette Requête doit estre seulement signifiée & jointe au procès, sauf au demandeur d'y répondre par autre Requête, suivant ledit Article vingt-sixiesme.

DES INTERVENTIONS.

Les Requestes d'intervention tant en premiere instance qu'en cause d'appel en doivent contenir les moyens, suivant l'Article vingt-huit du Titre onzième.

Requête d'intervention.

A Nosseigneurs....

Supplie humblement N.... Disant que par Contract du.... il a vendu à B.... une maison sise à.... moyennant

moyennant la somme de à la charge que le Suppliant pourroit rentrer en la propriété d'icelle dans trois ans, du jour dudit Contract, en rendant ladite somme, frais & loyaux cousts, & quoy que les trois ans ne soient pas expirez, ledit B.... a disposé de ladite maison, l'ayant eschangée avec une autre que C.... luy a baillée, pour raison dequoy il y a instance en la Cour, sur ce que ledit C.... prétendant avoir esté lezé d'outre moitié du juste prix, a obtenu Lettres de rescision contre l'eschange qu'il a fait avec ledit B.... desquelles il poursuit l'enterinement.

Ce Consideré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise recevoir le Suppliant partie intervenante en ladite instance, faisant droit sur son intervention, remettre lesdits B.... & C.... en l'estat qu'ils estoient avant le Contract d'eschange fait entre eux : ordonner que ledit B.... ne pourra disposer de la maison qui luy a esté vendue par le Suppliant qu'après lesdites trois années expirées, & en cas que led. C... soit debouté desdites Lettres, qu'il ne pourra posséder ladite maison qu'aux charges, clauses & conditions portées par le Contract de vente que le Suppliant en a faite audit B.... & donner acte au Suppliant de ce que pour moyens d'intervention il employe le contenu en la presente Requeste, & vous ferez bien.

Le Juge du siege, ou l'un de Messieurs de la Cour où le procès est pendant, ou bien le Greffier, met : *Vient les Parties.*

Il faut donner copie de cette Requeste & des pieces justificatives pour en venir à l'Audience des Sieges & Cours où le procès principal est pendant pour estre plaidée & jugée contradictoirement ou par défaut sur la premiere assignation, mesme és Chambres des Enquestes des Cours de Parlement, à peine de nullité & de cassation des Arrests & Jugemens qui pourroient intervenir, & repeti-

tion de tous dépens, dommages & interets solidairement, tant contre la partie que contre les Procureurs en leur nom, suivant l'Article vingt-huit du Titre onzième.

Après la signification de la Requête, il faut poursuivre l'Audience & faire recevoir & juger l'intervention.

Arrest par lequel l'Intervenant est receu partie.

Extrait des Registres....

ENtre N.... demandeur en Requête, &c.

La Cour a reçu & reçoit le demandeur partie intervenante en l'instance dont est question, & à luy donné acte de l'employ....

Si l'intervenant n'estoit pas bien fondé en sa Requête il doit en estre debouté & condamné aux dépens.

Si l'affaire en laquelle l'on veut intervenir est appointée à mettre ou en droit, il faut ajouter à la Requête d'intervention cy-dessus :

Donner acte au Suppliant de ce que pour moyens d'intervention, escritures & production il employe le contenu en la presente Requête.

L' Arrest qui reçoit partie intervenante, est ainsi.

LA Cour a reçu & reçoit le demandeur, partie intervenante en l'instance dont est question, & à luy donné acte de l'employ, & sera tenu le défendeur de fournir de réponse dans trois jours, & joint à l'instance distribuée à Maître.... Conseiller pour leur estre fait droit.



*DES PRODUCTIONS
nouvelles.*

SI après la production faite l'on veut encore produire quelques pieces, il faut presenter cette

Requête.

A Nosseigneurs....

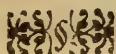
SUPplie humblement B... Disant qu'il a justifié suffisamment que les conclusions par luy prises contre C.... sont equitables, neanmoins pour en faire connoistre davantage la justice, il est obligé de produire une Transaction du & une Sentence renduë entre les parties le....

Ce Consideré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise permettre au Suppliant de produire lescdites pieces par production nouvelle. Ordonner qu'elles seront communiquées à partie, pour y fournir de contredits dans le temps de l'Ordonnance, & en conséquence de ce qui a esté écrit & produit par le Suppliant, luy adjuger ses conclusions, & vous ferez bien.

Monsieur le Rapporteur met au bas de cette Requête.

Ordonnance.

SOit la Requête & pieces communiquées à partie, Pour y bailler contredits dans trois jours, sauf en jugeant ordonner à quels dépens. Fait ce....



*Arrest diffinitif sur productions des Parties.**Extrait des Registres de ...*

ENtre C.... demandeur aux fins de la Requête par luy présentée à la Cour le.... jour de.... d'une part, & B.... défendeur d'autre. Veut par la Cour ladite Requête, tendante à ce que.... (*Il faut mettre en cet endroit les conclusions de la Requête ou les fins de la Commission en vertu de laquelle l'assignation a esté donnée.*) Défenses dudit B.... Appointement en droit intervenu en l'instance le.... Ecritures & productions des parties, Contredits par elles respectivement fournis contre icelles, Salvations desdites parties. (*Il faut aussi inserer les demandes incidentes, requêtes & productions nouvelles qui auront esté jointes,*) & tout considéré, La Cour....

Si l'une des parties ne produit, il faut dater dans le veu l'acte qui luy a esté signifié, que la production de l'autre partie a esté mise au Greffe, lequel acte sert de forclusion, & ainsi le veu sera en cette forme, après ces mots:

Appointement en droit intervenu en l'instance le.... écritures & production dudit.... signification faite à la requête audit.... le.... que sa production avoit esté mise au Greffe, & tout considéré, La Cour....

Si c'est une Sentence ou Jugement d'un Juge inférieur, il faudra dater dans le veu les pieces justificatives de la demande qui servent à faire connoître aux Supérieurs les motifs de la Sentence.

Extrait des Registres de ...

ENtre B.... demandeur aux fins de l'Exploit du.... d'une part, & C.... défendeur d'autre. Veut par nous

ledit Exploit, à ce que ledit défendeur fust condamné Obligation faite par le défendeur au profit du demandeur pardevant Notaires le Transaction faite entre les parties le Défenses fournies par le défendeur contre ladite demande le ... Repliques du demandeur signifiées au Procureur du défendeur le ... Acte aussi à luy signifié pour venir plaider à la requête du demandeur le Appointement en droit intervenu en l'instance le Escritures & productions des parties, Contrédits par elles respectivement fournis contre icelles. *Il faut inserer succinctement les demandes incidentes, requestes, productions nouvelles & pieces qui auront esté jointes.* Et tout considéré, Nous Condamnons

La forme des jugemens & prononciations est au Titre vingt-fixiesme.

DES APPELLATIONS

de desny de renvoy, & d'incompetence.

LEs appellations de desny de renvoy & d'incompetence doivent estre vidées par l'avis de Messieurs les Avocats & Procureurs Generaux, ainsi qu'il est dit en l'Article quatre du Titre fixiesme.

Avant que d'aller à l'Expedient il faut faire signifier les qualitez de l'Appointement, suivant l'Article six du Titre fixiesme.

Qualitez d'Appointement sur un Appel de desny de renvoy & d'incompetence.

ENtre l.... appellant tant comme de Juge incompetent, desny de renvoy, qu'autrement, de la Sentence rendue par le Prevost de d'une part, & R.... intimé

d'autre. Après que M... Avocat de l'appellant, & B... pour l'intimé ont communiqué au Parquet des Gens du Roy, & par leurs avis sont demeurez d'accord de l'Appointement qui ensuit: Appointé est, oüi sur ce le Procureur General du Roy, que la Cour....

Signification des Qualitez.

L'An.... le.... les presentes ont esté signifiées & d'icelles baillé copie à P... Procureur de partie adverse, en parlant à.... en son domicile.

En signifiant les qualitez il faut faire la sommation suivante.

Sommation de comparoir au Parquet.

A La requeste de S... Procureur de I... soit sommé & interpellé P.... Procureur de R.... de comparoir demain.... heures du matin au parquet de Messieurs les Gens du Roy, pour vuider par leur avis la cause d'appel d'entre les parties, luy declarant qu'il y sera procedé tant en presence qu'absence, & que M.... est Avocat dudit I.... dont acte.

Ceux qui succomberont doivent estre condamnez aux dépens, qui ne pourront estre moderez, & les prononciations redigées & signées aussi tost qu'elles auront esté arrestées, le tout conformement à ce qui est ordonné par les Articles quatre & six du Titre fixiesme.

Suivant l'Article cinq dudit Titre fixiesme, la presence du Procureur ne sera point necessaire dans les causes qui se vuideront par Expedient lors que les Avocats seront chargez des pieces.

Appointement arresté au Parquet sur un Appel de desny de renvoy, & d'incompetence.

ENtre I.... appellant, &c. Il faut transcrire les Qualitez qui ont esté signifiées & ajouter le Dispositif en ces termes. Appointé est, ouï sur ce le Procureur General du Roy, que la Cour a mis & met l'Appellation, & ce dont est Appel au neant, emendant a renvoyé les parties pardevant le Bailly de pour y procéder suivant les derniers remens sur la demande de l'appellant, contenuë en son Exploit du condamne l'intimé aux dépens de la cause d'Appel.

Les despens doivent estre taxez par les Procureurs des parties sur un simple memoire sans frais, & sans nouveau voyage, suivant l'Article quatre du Titre sixiesme.

Si l'Appellant perd sa cause, l'Appointement est ainsi.

ENtre I.... appellant, &c. Appointé est, ouy sur ce le Procureur General du Roy, que la Cour a mis & met l'Appellation au neant : Ordonne que ce dont est Appel sortira effet, condamne l'appellant en l'amende de douze livres & aux dépens de la cause d'Appel.

Si l'appellant acquiesce, l'Appointement est ainsi.

Appointement d'acquiescement.

ENtre I... après que l'appellant a acquiescé à ladite Sentence, par Acte du Appointé est, ouy sur ce le Procureur General du Roy, que la Cour a mis & met l'Appellation au neant : Ordonne que ce dont est Appel à quoy l'appellant a acquiescé, sortira effet, condamne

l'appellant en l'amende de douze livres & aux dépens de la cause d'Appel.

DES FOLLES INTIMATIONS & desertions.

SUIVANT l'Article quatre du Titre sixiesme, les folles S'intimations & desertions d'Appel doivent estre vidées par l'avis d'un ancien Avocat, dont les Avocats ou les Procureurs pourront convenir.

Il faut faire signifier les qualitez des parties comme celles cy-dessus, à l'égard des appellations qui se vuident par l'avis de Messieurs les Avocats & Procureurs Generaux. En signifiant les qualitez on pourra faire signifier cette

Sommation de convenir d'un Avocat.

A La Requeste de S.... Procureur de... I.... appellant, soit sommé & interpellé P... Procureur de R.... intimé, de se trouver demain dix heures du matin au pillier des Consultations du Palais, pour convenir d'un ancien Avocat, & par son avis estre les parties réglées sur la folle intimation dudit R.... Autrement proteste de communiquer à Maître L.... ancien Avocat & de faire donner avis tant en presence qu'absence.

En cas que la partie à laquelle cette sommation est faite ne convienne d'un Avocat ou ne communique, il faut luy faire encore deux Sommations pareilles à la precedente, & ensuite communiquer à l'ancien Avocat.

La prononciation doit estre redigée & signée aussi tost qu'elle aura esté arrestée, suivant l'Article six du Titre sixiesme.

Appointement

Appointement arresté par un ancien Avocat sur une folle intimation.

Entre I.... appellant d'une Sentence renduë par le Prevost de.... d'une part, & R.... intimé d'autre, après que S.... Procureur de l'appellant, & P.... pour l'intimé, ont communiqué de la cause à Z.... Avocat convenu par les parties, & par son avis sont demeurez d'accord de l'appointement qui ensuit, Appointé est, ouïy sur ce le Procureur General du Roy, que la Cour a déclaré ledit R... follement intimé, l'a renvoyé & renvoyé de l'intimation avec dépens.

Les dépens seront taxez en la maniere prescrite par l'Article quatre du Titre sixiesme, cy dessus exprimé.

Sur une desertion d' Appel.

Entre I.... appellant d'une Sentence renduë par le Seneschal de... & defendeur d'une part, & R.... demandeur en desertion d'Appel d'autre.... après que, &c.... Appointé est, ouïy sur ce le Procureur General du Roy, que la Cour a déclaré ledit appel desert, ce faisant ordonne que ce dont est appel sortira effet, & condamne l'appellant en l'amende de douze livres & aux dépens....

Autre, lors que la desertion n'est pas acquise.

Entre.... la Cour a converty la demande en desertion, en anticipation; & ordonné que les parties procederont sur l'appel en la maniere ordinaire.

Aux termes de l'Article sept dudit Titre sixième en cas de refus par l'Avocat de l'une des parties, de signer la

prononciation , l'Appointement sera reçu pourveu qu'il soit signé de l'Avocat de l'autre partie & du tiers, sans qu'il soit besoin de sommation ni autre procedure.

Sa Majesté veut par l'Article huit du Titre sixième, que les Appointemens sur les appellations qui auront esté vuidées par l'avis de Messieurs les Avocats & Procureurs Generaux ou par l'avis d'un ancien Avocat, soient prononcez & receus en l'Audience sur la premiere sommation, s'il n'y a cause legitime pour l'empescher.

Sommation de comparoir à l'Audience pour voir recevoir l'Appointement.

A La requeste de S.... Procureur de I.... appellant, Soit sommé & interpellé P.... Procureur de R... intimé; de signer & passer dans huy l'Appointement arresté au parquet de Messieurs les gens du Roy ce jour-d'huy, à luy offert, sinon declare qu'au premier jour du matin en la Grand'Chambre il en poursuivra la reception, à ce qu'il n'en ignore, dont Acte.

L'Avocat ou Procureur du poursuivant pourra demander à l'Audience la reception des Appointemens lesquels s'expedient en la forme cy-dessus, s'il n'y a empeschement.

DES APPELLATIONS verbales.

IL est fait defenses à tous Juges d'évoquer les causes, instances & procès pendans aux sieges inferieurs ou autres juridictions sous pretexte d'appel ou connexité, si ce n'est pour les juger diffinitivement en l'Audience & sur le champ par un seul & même jugement, aux peines portées

par l'Article second du Titre fixiéme, suivant la disposition duquel Article les Arrests, Jugemens ou Sentences pourront estre ainsi.

Arrest diffinitif portant Evocation.

ENtre I... appellant de l'appointement en droit rendu par le Bailly de... d'une part, & R... intimé d'autre: & encore ledit I.... demandeur en requête du... à ce qu'il plust à la Cour evoquer à elle la demande principale d'entre les parties pendante pardevant ledit Bailly de.... pour y estre fait droit, en jugeant ledit appel, d'une autre part, & ledit B.... defendeur d'autre. Après que M.... Avocat de l'appellant, & demandeur, & P.... pour l'intimé, & defendeur, ont esté ouïs: La Cour a mis & met l'appellation & ce dont est appel au neant, emendant & faisant droit sur le principal qu'elle a evoqué & evoque ordonne....

Après que les parties seront comparuës & auront constitué Procureur, sur les Assignations qui auront esté données pour proceder sur les Appellations verbales, celui qui voudra poursuivre le jugement est obligé de consigner l'amende sçavoir de six livres aux Presidiaux, & de douze aux Cours souveraines; & de donner copie à sa partie de la quittance d'amende, & ensuite il pourra poursuivre ces appellations par un avenir qui est ainsi.

Avenir.

A La requête de S.... Procureur de I.... soit signifiée & déclaré à P.... Procureur de R....

Que le... Il faut designer le jour, & si c'est le matin ou de relevée, il poursuivra en la Grand'Chambre l'Audience sur l'appel d'entre les parties, declarant que L.... est son Avocat.

L'on peut à son choix poursuivre les appellations qui se plaident à la Grand'Chambre, soit par un Avenir, ou en faisant mettre la cause au Rôle qui se fait par le Greffier, mais dans la Chambre de la Tournelle Civile l'on ne plaide qu'à tour de Rôle, lequel se fait par Monsieur le Premier President.

Appointement au Conseil.

Extrait des Registres de...

ENtre I.... appellant de la Sentence renduë par le Prevost de... d'une part, & R... intimé d'autre. Après que L... Avocat del'appellant & P... pour l'intimé ont esté ouïs: La Cour a appointé les parties au Conseil, à bail-ler causes d'appel, réponses, escrire & produire dans le temps de l'Ordonnance, pour leur estre fait droit, ainsi que de raison.

L'intimé peut sommer l'appellant de fournir ses causes d'appel par cet Acte.

Sommation de fournir de causes d'appel.

A La requête de P.... Procureur de R.... intimé: soit sommé & interpellé C... Procureur de I... appelant, de satisfaire à l'Arrest d'appointé au Conseil rendu entre les parties le.... & suivant iceluy fournir de causes & moyens d'appel, dans le temps de l'Ordonnance, autrement il en demeurera forclos, dont Acte.

Le delay de fournir de causes d'appel est de huitaine, & commence contre l'appellant du jour de la sommation qui en aura esté faite à son Procureur, & le delay de fournir de réponse est aussi de huitaine, & commence

contre l'intimé du jour de la signification qui aura esté faite à son Procureur des causes d'appel, suivant l'Article vingt-six dudit Titre onzième.

Huitaine après la sommation de fournir de causes d'appel, l'on peut produire au Greffe & faire une sommation à l'appellant de produire, comme celle cy-dessus, page 135.

Sil'appellant fournit les moyens d'appel, l'intimé aura huitaine pour y répondre, & après le delay l'appellant peut produire & sommer l'intimé de produire de sa part.

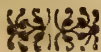
Les délais de produire & de contredire commencent du jour que le Procureur qui aura produit fait signifier que sa production est au Greffe, suivant l'Article huit du Titre quatorzième.

Et le reste de la Procédure est pareil à celle qui se fait en execution de l'Appointement en droit cy-dessus, page 136. 137.

*Arrest diffinitif sur une Instance appointée
au Conseil.*

Extrait des Registres de....

Entre I...appellant de la Sentence renduë par le Prevost de.... d'une part & R.... intimé d'autre. Veü par la Cour ladite Sentence, par laquelle il est ordonné.... Arrest de la Cour du.... par lequel les parties ont esté appointées au Conseil, causes d'appel, réponses, productions des parties, contredits par elles respectivement fournis contre leurs productions, salvations desdites parties, & tout considéré; Dit a esté que la Cour...



DES APPELLATIONS

de Sentences renduës sur Procès par escrit.

Les Sentences sur procès par escrit sont celles intervenuës en consequence d'appointemens en droit, même par forclusion, ou sur des Appointemens à mettre, quand les deux parties ont produit, Article quatorze du Titre onziesme.

Le Dictum de la Sentence & le procès entier doit estre remis au Greffe par Monsieur le Rapporteur trois jours après qu'il aura esté jugé, & ne peut plus le communiquer aux parties ny à leurs Procureurs, à peine de tous dépens, dommages & interets, suivant l'Article quinze du Titre onziesme.

Et aux termes du seiziesme Article du mesme Titre, les Procureurs ne pourront retirer que leur production sans prendre celle des parties adverses, & defenses sont faites aux Greffiers de les donner en communication, ni de les mettre es mains des Messagers, à peine de vingt livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interets, sauf aux parties de prendre des copies collationnées des pieces qui auront esté produites.

Quand les deux parties ont produit, chacune d'elles doit dans la huitaine après l'escheance du délai de l'assignation pour comparoir, mettre sa production au Greffe de la Cour ou du Siege où l'appel ressortit, & faire signifier au Procureur de la Partie adverse l'Acte qui suit, suivant l'Article quatorze du Titre onziesme.



*Acte que la Production principale a esté mise
au Greffe.*

A La requeste de S..... Procureur de I..... appel-
lant.....

Soit signifié & déclaré à P..... Procureur de R.....
intimé, que ledit S..... a mis au Greffe de la Cour sa
production principale, sur laquelle est intervenüe la Sen-
tence dont est appel, à ce que l'intimé ait à faire join-
dre la sienne si bon luy semble, sur les peines de l'Or-
donnance, dont Acte.

Si l'une des parties ne fait mettre ou joindre dans la
huitaine ses productions au Greffe de la Cour, ou Siege
d'appel, & ne les signifie au Procureur de la partie ad-
verse, elle en demeurera forclosé de plein droit, & le
procez sera jugé sur ce qui se trouvera au Greffe sans
faire aucun commandement, sommation ni autre proce-
dure, & s'il a esté tiré quelques inductions des pieces, es-
critures & reconnoissances contenuës dans les produc-
tions du défaillant, elles demeureront pour constantes &
averées contre luy, ainsi qu'il est porté par l'Article dix-
sept du Titre onzième.

L'intimé est tenu dans la mesme huitaine après l'es-
cheance de l'assignation pour comparoir, de mettre au
Greffe la Sentence dont est appel, soit en forme ou par
extrait à son choix: & à faute de ce faire dans le temps,
l'appellant pourra la lever par extrait aux frais de l'in-
timé sans luy faire commandement ni signification prea-
lable, dont sera delivré executoire, suivant l'Article dix-
huit du Titre onzième.



Executoire des frais de l'expédition d'une Sentence.

LOuïs par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Au premier nostre Huissier ... Te mandons à la requeste de I.... appellant d'une Sentence renduë par le Bailly de contraindre par toutes voyes deuës & raisonnables R.... intimé, de payer audit I.... la somme de.... pour l'expédition de ladite Sentence qu'il a levée, faute d'avoir par ledit R.... fourni & mis icelle au Greffe, suivant l'Ordonnance. De ce faire te donnons pouvoir. Donné à....

Aux termes de l'Article dix-neuf du Titre onzième huitaine après que la Sentence & le procez auront esté mis au Greffe le Procureur le plus diligent pourra offrir & faire signifier au Procureur de la partie adverse un

Appointement de conclusion.

LE procès par escrit d'entre I.... appellant d'une Sentence renduë par le Prevost de d'une part, & R... intimé d'autre, est conclu & reçu pour juger si bien ou mal a esté appellé, les dépens respectivement requis par les parties, & l'amende pour le Roy, joint les griefs hors le procez, prétendus moyens de nullité & production nouvelle de l'appellant qu'il pourra bailler dans le temps de l'Ordonnance, auxquels griefs & prétendus moyens de nullité l'intimé pourra répondre, & contre ladite production nouvelle bailler contredits aux dépens de l'appellant sauf à faire collation.

S'il y a des appellations verbales, il faut pour les regler ajouter à l'Appointement cy-dessus.

Joint

Joint l'appellation verbale interjettée par ledit A... de la Sentence renduë par le Prevost de... sur laquelle les parties sont appointées au Conseil à écrire par mesmes griefs & réponses, produire à la huitaine ensuivant, bailler contredits & salvations dans le temps de l'Ordonnance.

Il faut faire la sommation qui suit en offrant l'Appointement.

Sommation.

A La requeste de S... Procureur de J.... appellant, soit sommé & interpellé P.... Procureur de R.... de signer & passer l'Appointement de conclusion à luy presentement offert, declarant qu'il mettra une expedition dudit Appointement entre les mains de M... Greffier, auquel a esté cy-devant donnée la Sentence dont est appel, à ce qu'il ait à signer ledit Appointement, sinon declare qu'il obtiendra défaut, suivant l'Ordonnance.

L'on doit ensuite donner l'Appointement de conclusion à celui des Greffiers és mains duquel la Sentence dont est appel a esté mise.

Si le Procureur de l'intimé ne compare au Greffe, l'appellant peut trois jours apres cete signification faire delivrer un Defaut, suivant ledit Article dix-neuf.

Defaut.

Extrait des Registres de...

D Defaut à J.... appellant d'une Sentence renduë par le Prevost de.... contre R.... intimé & défaillant, faute de conclure sur l'appel de ladite Sentence, après que le delay porté par l'Ordonnance est expiré. Fait...

Après que ce Defaut aura esté delivré, on le peut faire signifier & huitaine franche apres le donner à juger, comme ceux dont il est parlé au Titre cinq.

Arrest sur defaut, faute de conclure.

VEu par la Cour le Defaut obtenu en icelle le ... par J.... appellant d'une Sentence du Prevost de contre R.... intimé & défaillant, faute de conclure sur l'appel de ladite Sentence, la demande en profit dudit Defaut, & tout considéré : Dit a esté, que la Cour a déclaré ledit Defaut avoir esté bien & deuëment obtenu, & pour le profit d'iceluy a déclaré l'intimé déchu du profit de ladite Sentence, & l'a condamné aux dépens dudit Defaut, & de tout ce qui s'en est ensuivy.

Et si l'appellant ne vouloit passer l'Appointement de conclusion, l'intimé peut obtenir un congé trois jours apres la sommation de comparoir au Greffe.

Congé.

Extrait des Registres de

Congé à R... intimé, contre J... appellant d'une Sentence renduë par le Prevost de faute de conclure sur l'appel par luy interjetté de ladite Sentence, après que le delay porté par l'Ordonnance est expiré. Fait

Arrest sur le Congé.

VEu par la Cour le congé obtenu en icelle le .. par R... intimé, contre J... appellant de la Sentence du Prevost de faute de conclure sur l'appel par luy interjetté de ladite Sentence, demande sur le profit du-

dit congé ; & tout considéré, Dit a esté, que la Cour a déclaré ledit Congé bien & deuëment obtenu, & pour le profit d'iceluy declare l'appellant décheu de son appel, l'amendera & l'a condamné aux dépens de la cause d'appel dudit Defaut & de tout ce qui s'en est ensuivi . . .

Mais si les parties passent l'Appointement de conclusion, elles doivent y satisfaire & observer ce qui est porté en l'Article vingt du Titre onzième, touchant les delais de fournir griefs & réponses.

Le delay de fournir griefs contre l'appellant se compte du jour de la sommation qui est faite à son Procureur par Acte signé du Procureur de l'intimé.

Sommation à l'Appellant de fournir Griefs.

A La requête de P . . . Procureur de R . . . intimé.

Soit sommé & interpellé S . . . Procureur de I . . appellant, de satisfaire à l'Arrest de conclusion passé entre les parties le . . . & suivant iceluy fournir Griefs, prétendus moyens de nullité, & faire production nouvelle, si bon luy semble, le tout dans le temps de l'Ordonnance, autrement en demeurera forclos.

Griefs.

Griefs hors le Procez que met pardevant Vous, Nos-
SEIGNEURS de . . . I . . appellant d'une Sentence renduë par le Prevost de . . . contre R . . . intimé.

A ce qu'il plaise à la Cour, dire qu'il a esté mal jugé ; bien appelé, emendant décharger l'appellant de la condamnation portée par ladite Sentence : Ordonner
mettre les Conclusions que l'on a prises en cause principale, &
condamner l'intimé aux dépens tant de la cause princi-

pale que d'appel. Il faut ensuite desdire les Grieffs qui ont esté faits par la Sentence.

Du jour de la signification des Grieffs l'on compte le delay de fournir de réponses par l'intimé.

Réponses à Grieffs.

Réponses a prétendus Grieffs que met pardevant Vous, Nosseigneurs de... R. intimé,

Contre I.... appellant de la Sentence du Prevost de...

A ce qu'il plaife à la Cour, dire qu'il a esté bien jugé, mal & sans Grief appelé, Ordonner que la Sentence dont est appel sera executée, & condamner l'appellant en l'amende & aux dépens, tant de la cause principale que d'appel. *Ensuite il faut répondre aux Grieffs le plus succinctement qu'il sera possible.*

Ces Réponses doivent estre signifiées au Procureur de l'appellant, autrement il est défendu par l'Article vingt-deux du Titre onzième d'y avoir égard.

Il ne faut point faire d'autres procedures que celles cy-dessus, & la forclusion de fournir de Grieffs & de Réponses, sera acquise de plein droit, sçavoir contre l'appellant huitaine après la sommation qui aura esté faite à son Procureur de fournir de Grieffs; & contre l'intimé, huitaine après la signification des Grieffs de l'appellant, suivant l'Article vingt du Titre onzième.

Si la Sentence dont est appel a esté renduë par forclusion, l'appellant peut produire ses pieces par production nouvelle, laquelle l'intimé pourra contredire aux dépens de l'appellant, dont on luy delivrera Executoire, & si la Sentence est infirmée, l'appellant est obligé de payer ce que les contredits ont coulté à l'intimé.

Si l'on a appelé indefniment d'une Sentence qui con-

tient plusieurs Chefs , l'on peut se restreindre par un Acte.

S'il y a des appellations & demandes incidentes à former , ou si l'on veut obtenir des Lettres de rescision & autres, la procédure qui doit estre faite à cette fin est cy-dessus page 138. & suivantes.

*Arrest Diffinitif en forme Executoire , selon le Stile
du Parlement de Paris.*

LOüis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : Au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis. Salut : Commé de la Sentence donnée par nostre Prevost de Paris ou son Lieutenant Civil , entre R. . . . demandeur aux fins de l'Exploit du . . . d'une part, & J. . . . defendeur d'autre , par laquelle le defendeur auroit esté condamné (*Transcrire le Dispositif de la Sentence*) eust esté appellé en nostre Cour de Parlement par ledit I. . . en laquelle le procez auroit esté conclu & receu pour juger si bien ou mal a esté appellé , les dépens respectivement requis par les parties , & l'amende pour Nous, joint les Grieffs hors le procès, prétendus moyens de nullité , & production nouvelle de l'appellant qu'il pourroit bailler dans le temps de l'Ordonnance, ausquels Grieffs & prétendus moyens de nullité l'intimé pourroit répondre, & contre ladite production nouvelle , bailler contredits aux dépens de l'appellant, & sauf à faire collation. Réponse à iceux, production nouvelle de l'appellant, suivant sa requeste du . . . Requeste de l'intimé du . . . employée pour contredits contre ladite production nouvelle. Autre requeste de l'intimé du . . . contenant production nouvelle par luy faite. *S'il y a des appellations verbales, demandes incidentes & requestes, il en faut faire mention.* Tout joint & diligemment examiné , nostredite Cour

par son Jugement & Arrest, a mis l'appellation & ce dont est appel au neant, emendant Ordonné....

Lors que l'on expedie l'Arrest par Extrait, il se commence ainsi.

Comme de la Sentence donnée par nostre Prevost de Paris, &c. *jusques à ces mots.* Tout joint & diligemment examiné: La Cour a mis & met l'appellation, &c. comme cy-dessus:

Les Arrests des Cours que l'on met en forme executoire sont intitulez. Louïs par la grace de Dieu....

Autre Ven d'Arrest par Extrait.

Extrait des Registres de

VEu par la Cour le procez par écrit conclu & receu pour juger en icelle par Arrest du entre J... appellant d'une Sentence renduë par le ... d'une part, & R.... intimé d'autre, les dépens respectivement requis par les parties, & l'amende pour le Roy, joint les Grieffs hors le procez, prétendus moyens de nullité, & production nouvelle de l'appellant qu'il pourroit bailler dans le temps de l'Ordonnance, auxquels Grieffs & prétendus moyens de nullité l'intimé pourroit répondre, & contre ladite production nouvelle bailler contredits aux dépens de l'appellant, & sauf à faire collation. Ladite Sentence dont est appel par laquelle il esté ordonné. *Mettre en cét endroit le Dispositif de la Sentence.* Grieffs de l'appellant signifiez au Procureur de l'intimé le... Réponses de l'intimé ausdits Grieffs signifiez au Procureur de l'appellant le & tout considéré, Dit a esté, Que la Cour....



D E S E V O C A T I O N S

en la Chambre de l'Edit.

SI ceux qui font profession de la Religion Pretenduë Reformée, veulent faire évoquer en la Chambre de l'Edit, les procez pendans entre d'autres parties és Chambres des Parlemens, ils doivent y intervenir dans le mois, pour les causes d'Audience, à compter du jour de la publication du rôle, si elles y ont esté mises, ou de la signification du premier Acte pour venir plaider, & s'il y a Appointement en droit ou au Conseil, du jour de l'Appointement; & si c'est en procez par écrit du jour du premier Arrest de conclusion: autrement ils ne seront plus recevables à évoquer, sauf à intervenir dans les Chambres où les procez seront pendans sans qu'ils puissent en évoquer, suivant l'Article vingt-neuf du Titre onzième.

Le Procureur qui voudra évoquer en la Chambre de l'Edit, doit estre fondé de Procuration speciale, autrement il en sera debouté, suivant l'Article trente-un du Titre onzième.

Requête afin d'Evocation.

A Nosseigneurs de la Chambre de l'Edit.

SUpplie humblement Z.... faisant profession de la Religion Pretenduë Reformée, Disant qu'il a esté assigné à la requête de N... pardevant le Prevost de... & comme le Suppliant à cause de son Privilege n'est point obligé de plaider qu'en la Chambre, il requiert luy estre sur ce pourveu.

Ce Consideré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise évo-

par toy faits Extraits, Vidimus & Collations parties présentes, ou à ce faire deuëment appellées: ce fait estre delivrez à l'Exposant pour s'en servir en ladite instance & par tout ailleurs, & en cas d'opposition, refus, ou delay, jour en Nostredite Cour pour en dire les causes.

L'ancienne pratique de donner les Assignations pour assister aux Compulsoires, Extraits ou Collations de pieces, a esté changée par l'Article premier du Titre douzième de l'Ordonnance, & au lieu de donner ces Assignations aux portes des Eglises ou autres lieux publics, pour delà se transporter ailleurs ainsi qu'il estoit accoustumé, elles doivent estre données à comparoir au domicile d'un Greffier ou Notaire, soit qu'ils aient les pieces en leur possession, ou qu'elles soient entre les mains d'autres personnes.

*Exploit d'Assignation en vertu des Lettres
de Compulsoire.*

L'An en vertu des Lettres de Commission en forme de Compulsoire, données en la Chancellerie du Palais le ... signées Par le Conseil. & scellées, & à la requeste de B. ... je. Huissier ... sousigné, ay donné Assignation à T. en parlant à en son domicile, à comparoir demain, ou autre jour qui sera exprimé, huit heures du matin en l'estude de E. ... Notaire, sise rue ... pour voir proceder à la collation des titres & enseignemens que ledit B. pretend faire compulser pour luy servir d'Originaux en l'instance d'entre les parties; & à cette fin j'ay baillé & laissé copie audit T. ... tant de la Commission que du present Exploit.

L'on peut faire donner les Assignations pour les Compulsoires, Extraits & Collations de pieces aux personnes

ou domiciles des Procureurs, comme pour les autres Procédures, & telles Assignations auront pareil effet que si elles avoient esté données aux domiciles des parties, suivant l'Article quatre du Titre douziesme.

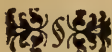
Outre l'Assignation à la partie, il faut encore faire ce

Commandement au Notaire ou Greffier, ou autre personne publique de représenter les Pieces.

L'An, &c. . . . je Huissier à fait commandement à E Notaire, en parlant à en son domicile, de faire recherche en ses minutes d'un Contract passé entre le d'un bail à loyer fait par & ainsi énoncer les pieces dont on a besoin, pour estre lesdites pieces collationnées par moy Huissier susdit, en presence des parties, ou elles deuëment appellées, demain huit heures du matin en l'estude dudit E auquel jour, lieu & heure j'ay assigné ledit E parlant comme dessus, pour représenter lesdites pieces, & luy ay baillé & laissé copie, tant de ladite Commission que du present Exploit.

Si le Notaire ou Greffier faisoient refus, ou ne se trouvoient en leur estude à l'heure assignée, il faut leur donner une autre Assignation devant le Juge, duquel les Lettres de Compulsoire sont emanées, pour se voir condamner de représenter les pieces dont on aura besoin, & obtenir Sentence pour les y contraindre.

L'on ne peut commencer les Procez Verbaux de Compulsoire & de Collation qu'une heure après l'Assignation écheuë, dont il faudra faire mention dans les Procez verbaux, ainsi qu'il est ordonné par l'Article second du Titre douziesme.



Procez Verbal de Compulsoire.

L'An neuf heures du matin, en l'estude de E.... Notaire, sîze rue où je me suis transporté cedit jour huit heures, en consequence del' Assignation par moy donnée le jour d'hier à T.... à la requeste de B.... en vertu d'une Commission en forme de Compulsoire par luy obtenüe en la Chancellerie du Palais le.... pour voir proceder à la Collation des pieces que ledit B.... entend faire compulser pour luy servir en l'instance d'entre les parties pendante pardevant & à cette fin j'aurois fait commandement audit E.... de chercher dans ses minutes & me représenter ce jourd'huy un Contract... *faire mention des pieces que l'on veut avoir.*

A laquelle Assignation est comparu ledit B.... lequel m'a requis de proceder à l'Extrait & Collation des pieces dont il s'agit, l'Assignation estant écheuë il y a une heure.

Est aussi comparu ledit E... Notaire, lequel a dit qu'il est prest de représenter les pieces qui luy sont demandées.

Et attendu que ledit T.... n'est comparu ni autre pour luy, j'aurois procedé à la Collation des pieces représentées par ledit E... en presence & ce requerant ledit B... sçavoir de la minutte d'un Contract de ... commençant par ces mots: Furent presens, &c... & finissant par ces autres mots, L'An, &c... *Il faut ainsi mettre quelques mots du commencement & de la fin de chacun Acte.*

Ce fait lesdits Originaux ont esté rendus audit E.... & les copies d'iceux par moy collationnées delivrées audit B.... pour luy servir ainsi que de raison.

L'Huissier doit mettre l'Acte qui suit, au bas de chacune copie des pieces qu'il a compulsées.

Acte de Collation.

Collationné à l'Original par moy Huissier à demeurant ruë de ... en vertu de la Commission en forme de Compulsoire de la Chancellerie du Palais, en datte du en la presence & ce requerant B.... & en l'absence de T... non comparant deuëment appellé: Ce fait ledit Original rendu à E.... Notaire, ainsi qu'il est porté par mon Procez Verbal de ce jourd'huy. Fait. . .

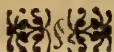
Si la partie qui est assignée comparoist, il en faut faire mention dans le Procez Verbal & y inserer son dire.

Si celuy qui a requis le Compulsoire ne compare ny Procureur pour luy à l'Assignation qu'il a fait donner, il doit payer au comparant pour ses dépens, dommages & interests vingt livres, & les frais de son voyage, s'il en échet, qui seront payez comme frais préjudiciaux, suivant l'Article trois du Titre douziesme.

La partie qui aura comparu peut faire mettre au bas de l'Exploit qui luy a esté donné.

Acte de Comparution.

Aujourd'huy heure de ... est comparu en l'estude de de E.... Notaire, ou au Greffe de ... T.... demeurant à lequel a dit qu'il a esté assigné à la requeste de B... par Exploit du ... pour voir proceder à la Collation des pieces que ledit B.... veut faire compulser, & attendu que depuis ladite heure jusques à celle de ... sonnée, ledit B... n'est comparu, ni personne pour faire le Compulsoire, ledit T... en a requis Acte audit E.... & luy a esté octroyé le present, pour luy servir ainsi que de raison.



DES COLLATIONS DE PIECES

*produites en une Instance, ou de celles dont
l'on ne veut produire que des copies.*

L Es Collations des pieces se feront par le Rapporteur de l'Instance, & s'il n'y avoit point de Rapporteur, ce sera l'un des Juges, commis sur une Requête dressée ainsi.

*Requête pour faire commettre un Juge aux fins de
collationner des Pieces.*

A Nosseigneurs....

Supplie humblement A.... qu'il vous plaise pour procéder à la Collation des pieces dont le Suppliant veut se servir en l'Instance pendante en la Cour, entre luy & B.... commettre tel de N O S S E I G N E U R S les Conseillers d'icelle qu'il vous plaira, & vous ferez justice.

Sur cette Requête l'un de Messieurs met ces mots.

Commis Maistre aux fins de la presente Requête.

Le Juge qui est commis ou le Rapporteur de l'Instance delivre son

*Ordonnance pour faire assigner à voir Collationner
des pieces.*

DE l'Ordonnance de Nous N.... Conseiller du Roy en la Cour de... Commissaire en cette partie, à la requête de A... Il est enjoint au premier des Huissiers de ladite Cour assigner B.... à comparoir au premier jour huit heures du matin, pardevant nous en nostre hostel sis rue...

pour voir par nous proceder à la collation des pieces dont ledit A... entend se servir en l'Instance d'entre les parties. Fait le...

En vertu de cette Ordonnance il faut donner l'Assignation.

Le Procez verbal de Collation de pieces ne doit estre commencé qu'une heure après l'escheance de l'Assignation, ainsi que celui de Compulsoire cy-devant.

Procez verbal de Collation de pieces produites.

L'An, &c... Pardevant Nous N.... Conseiller du Roy en la Cour de... Commissaire en cette partie, en nostre hostel, sis rue.... est comparu A.... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du.... il a fait assigner à ce jour, lieu & heure B.... pour voir proceder à la Collation des pieces dont ledit A.... entend se servir en l'instance d'entre les parties, & nous a représenté l'Exploit d'Assignation qu'il a fait donner audit B... en datte du.... requérant, attendu que ledit B... n'est comparu, ny Procureur pour luy, qu'il Nous pleust donner Defaut contre luy, & pour le profit d'iceluy proceder à la collation desdites pieces, à quoy il conclud.

Sur quoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte audit A.... de sa comparution, dire & requisition cy-dessus & Defaut à l'encontre dudit B... non comparant ny Procureur pour luy, deüiement appelé, & pour le profit d'iceluy ordonnons qu'il sera par Nous presentement procedé à la Collation des pieces dont led. A... se veut servir en l'Instance d'entre les parties.

En execution de laquelle Ordonnance, avons ce requérant ledit A... tiré de la production dudit B... estant pardevant nous, un Contract de... passé entre... le... commen-

gant par ces mots : Furent presens, &c.... & finissant par ces mots. Ce fut fait & passé, &c... Item une Transac-tion *Et ainsi des autres pieces*, auxquelles pieces avons collationné des copies d'icelles de mot à autre, lesquelles copies collationnées de nous ont esté delivrées audit B.... pour luy servir ainsi que de raison. Ce fait les Originaux ont esté par Nous remis en leur ordre dans la production dudit B.... le jour & an que dessus.

Sur chacune copie collationnée, Monsieur le Rapporteur, ou celuy de Messieurs qui est commis, met l'Acte suivant.

Acte de Collation par Defaut.

COLLATIONNÉ à l'Original par Nous N... Conseiller du Roy en la Cour de .. Commissaire en cette partie, ce requérant A... & en l'absence de B... non comparant, ni Procureur pour luy deüement appelé, & par vertu du Defaut de Nous donné à l'encontre de luy. Ce fait ledit Original remis en la production dudit B... ainsi qu'il est porté par nostre Procez verbal de ce jourd'huy. Fait le...

Quand toutes les parties sont presentes à la Collation des pieces, le Procez verbal se dresse ainsi.

*Procez verbal contradictoire sur la Collation de
Pieces représentées.*

L'An... le... jour de .. neuf heures du matin, pardevant Nous N... Conseiller du Roy en la Cour de... Commissaire en cette partie, en nostre hostel, sis rue... est comparu A... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du... il a fait assigner à ce jour huit heures du matin B... pour voir par Nous proceder à la Collation des pieces dont
ledit

ledit A... entend se servir en l'Instance d'entre les parties, lesquelles pieces il nous a représentées à cette fin.

Est aussi comparu ledit B qui a déclaré qu'il se rapporte à Nous d'ordonner ce qu'il Nous plaira sur la Collation requise par ledit A... sans préjudice des Contredits qu'il se réserve de donner en temps & lieu contre lesdites pieces. (*Rediger ainsi ce que la partie assignée voudra dire.*)

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte aux parties de leurs comparutions, dires & requisitions cy-dessus, & ordonné qu'il sera par Nous presentement procédé à la Collation desdites pieces.

En execution de laquelle Ordonnance Nous Conseiller & Commissaire susdit, avons en presence des parties, collationné aux pieces Originales représentées par ledit A... les copies d'icelles de mot à autre, sçavoir d'un Contract, &c... (*Enoncer les pieces comme au precedent Procez verbal.*)

Ce fait, les Originaux & copies de Nous collationnées ont esté rendues audit A... pour luy servir ainsi qu'il appartiendra par raison, sauf audit B... les Contredits qu'il pourra donner contre icelles. Fait le jour & an que dessus.

La collation faite, Monsieur le Commissaire met au bas de chacune copie.

Acte de collation contradictoire.

Collationné à l'Original par Nous N... Conseiller du Roy en la Cour de... Commissaire en cette partie, ce requerant A... en la presence de B... Ce fait, ledit Original rendu audit A... comme il est dit en nostre Procez verbal de ce jourd'huy. Fait le ...

DES RECONNOISSANCES *d'Écritures privées.*

SUIVANT l'Article cinq du Titre douziesme les Reconnoissances & verifications d'écritures privées doivent estre faites parties presentes, ou deuëment appellées pardevant le Rapporteur de l'Instance, ou s'il n'y en a, pardevant l'un des Juges qui sera commis sur une simple Requête; pourveu que la partie contre laquelle on veut se servir des pieces, soit domiciliée ou presente au lieu ou l'affaire est pendante.

*Requête aux fins de faire commettre un Juge pour
proceder à la Reconnoissance d'une Promesse
ou autre Acte privé.*

A Nosseigneurs . . .

SUPPLIE humblement G... Disant que T... luy a fait Spromesse le... de la somme de... écrite & signée de sa main, pour raison du payement de laquelle somme il y a Instance pardevant vous.

Ce Consideré, NOSSEIGNEURS, il vous plaise commettre un de Messieurs les Conseillers de la Cour, pour estre pardevant luy procedé partie presente ou deuement appellée, à la Reconnoissance de ladite promesse, & vous ferez bien.

Au bas de cette Requête Monsieur le President, ou en son absence le plus ancien de Messieurs, met ces mots.

Commis Maistre aux fins de la presente Requête.
Fait

Le Juge qui est ainsi commis, ou bien Monsieur le

Rapporteur de l'Instance , delivre une Ordonnance pareille à celle-cy.

Ordonnance pour faire assigner aux fins de reconnoître une Promesse.

DE l'Ordonnance de Nous N... Conseiller en la Cour de... Commissaire en cette partie, à la requeste de G... soit donné assignation à T... à comparoir demain huit heures du matin, pardevant Nous, en nostre hôtell, sis ruë pour venir reconnoître la Promesse par luy faite audit G.... de la somme de.... en datte du écrite & signée de sa main, laquelle luy sera communiquée en nostre presence, & faute de comparoir, ladite Promesse sera tenuë pour reconnuë, & en outre proceder comme de raison. Fait à... le ...

Exploit en vertu de ladite Ordonnance.

L'An.... en vertu de l'Ordonnance cy-dessus, & à la requeste de G.... je Huissier.... ay donné assignation à T.... en parlant à.... en son domicile, à comparoir demain huit heures du matin, pardevant Mondit sieur.... en son hostel, pour proceder aux fins de ladite Ordonnance, de laquelle avec le present Exploit j'ay baillé & laissé copie audit T....

L'Exploit qui est en cette forme, doit estre mis au bas de l'Ordonnance de Monsieur le Commissaire.

Aux termes de l'Article sept du Titre douziésme, si le defendeur ne compare à l'assignation, sera donné Defaut, & pour le profit, si l'on pretend que l'écriture soit de sa main, elle sera tenuë pour reconnuë.

Le Clerc de Monsieur le Commissaire écrit le Defaut

sur la mesme feüille de la premiere Ordonnance, ensuite de l'Exploit d'assignation.

Defaut portant Reconnoissance d'Ecriture privée.

DEfaut est donné par Nous Conseiller & Commissaire susdit audit G. ... à l'encontre de T. ... non comparant, pour le profit duquel avons ladite promesse du ... tenuë pour reconnuë estre écrite & signée de la main dudit T. ... & soit signifié. Fait le...

Ou bien il pourra dresser un Procez verbal en cette forme.

Procez verbal par Defaut, portant Reconnoissance d'Ecriture privée.

L'An, &c... Pardevant Nous N.... Conseiller du Roy en la Cour de Commissaire en cette partie, en nostre hostel, sis rue ... est comparu G.... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du... il a fait assigner à ce jour, lieu & heure T.... par Exploit du ... contrôllé à ... le... pour reconnoistre la promesse qu'il a faite audit G... de la somme de & après avoir attendu jusques à ... heures sonnées, ledit G.... nous a requis Defaut à l'encontre dudit T... non comparant ni autre pour luy, deuëment appellé, & pour le profit, qu'il nous plaise tenir ladite Promesse pour reconnuë estre écrite & signée de sa main...

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte audit G... de sa comparution, dire & requisi-
tion cy-dessus, & Defaut à l'encontre dudit T.... non comparant, deuëment appellé, & pour le profit d'iceluy avons ladite Promesse de la somme de ... en datte du...

tenuë pour reconnuë estre écrite & signée de sa main, & à l'instant renduë audit G... Fait le jour & an que dessus.

Si le demandeur ne compare à l'assignation, celui qui est assigné, peut apres avoir attendu une heure, requerir Congé, & estre déchargé de l'assignation, dont Monsieur le Commissaire fait écrire le

Procez verbal.

L'An, &c. . . . Pardevant Nous N Conseiller du Roy en la Cour de Commissaire en cette partie, en nostre hostel, sis ruë est comparu T lequel nous a dit qu'il a esté assigné à la requeste de G . . . par l'Exploit du . . . qu'il nous a représenté, pour reconnoître une Promesse par luy pretenduë faite à son profit de la somme de . . . laquelle il est necessaire de luy communiquer avant qu'il puisse dire aucune chose; & apres avoir attendu jusques à . . heures sonnées, Nous a requis Congé à l'encontre dudit G . . . non comparant, & pour le profit, qu'il Nous pleust le décharger de l'assignation.

Surquoy Nous avons donné Acte audit T . . de sa comparution, dire & requisition, & Congé à l'encontre dudit G . . non comparant, pour le profit duquel avons déchargé ledit T . . de l'assignation à luy donnée par ledit Exploit du . . . Fait le jour & an que dessus.

Procez verbal des comparutions des Parties sur une assignation en Reconnoissance d'Ecriture privée.

L'An, &c. . . . Pardevant Nous N Conseiller du Roy en la Cour de Commissaire en cette partie, en nostre hostel sis ruë est comparu G lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du . . . il a fait assigner à ce jour, lieu & heure T . . . pour venir

reconnoistre la Promesse par luy faite audit G.... de la somme de en datte du écrite & signée de sa main, qu'il offre de luy communiquer en nostre presence.

A laquelle assignation est comparu ledit T.... qui a requis que la promesse dont il s'agit luy soit communiquée, suivant l'Ordonnance, pour ce fait dire ce que de raison.

Et à l'instant ledit G.... a en nostre presence mis és mains dudit T.... une promesse de la somme de... qu'il a dit estre écrite & signée dudit T... lequel apres l'avoir examinée a dit qu'elle est veritable & a reconnu qu'il l'a écrite & signée, ce fait a rendu icelle promesse audit G...

De laquelle reconnoissance ledit G.... nous a requis Acte.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte aux parties de leurs comparutions, dires & requisitions cy-dessus, mesme de la Reconnoissance faite par ledit T.... de la promesse dont est question. Fait en nostre hostelle jour & an que dessus.

La communication dont il est parlé au Procez verbal cy-dessus, est suivant l'Article six du Titre douziesme, portant que les pieces & écritures privées dont on poursuivra la reconnoissance ou verification, seront communiquées à la partie en presence du Juge ou Commissaire.

Au Chastelet de Paris les reconnoissances & verifications d'écritures, se font devant Monsieur le Lieutenant Civil, & dans les autres Prevostez, Bailliages & Seneschauvez, pardevant Messieurs les Lieutenans Generaux, Bailiffs, Seneschaux & Prevosts chacun à leur égard, lesquels se commettent sur les Requestes, lors qu'il n'y a point de Rapporteur.



*Requête aux fins de la Reconnoissance d'une Promesse
ou autre Ecriture privée.*

A Monsieur le Lieutenant

SUPplie humblement G. . . . Qu'il vous plaise luy per-
mettre de faire assigner T. . . . en vostre hostel, pour
venir reconnoistre la promesse par luy faite au profit du
Suppliant de la somme de en datte du. . . . & faute de
comparoir qu'elle sera tenuë pour reconnuë estre écrite &
signée de sa main, & vous ferez bien.

Monsieur le Lieutenant met au bas de cette Re-
quête.

Soit donné assignation au premier jour deux heures de
relevée en nostre hostel. Fait ce . . .

En vertu de cette Ordonnance , il faut faire donner
l'assignation par un Exploit en la forme de celuy cy des-
sus page 179.

Si la partie assignée ne compare à l'assignation, le Juge en
dressera Proces verbal, & donnera Defaut pareil à celuy
qui est en la page. 180.

Si la partie que l'on veut faire assigner pour reconnois-
tre l'écriture privée n'estoit pas domiciliée, ni presente au
lieu où l'affaire est pendante, la reconnoissance se fera par-
devant le Juge Royal ordinaire de son domicile & à cette
fin sera assignée à personne ou domicile, sans prendre au-
cune commission, ainsi qu'il est porté en l'Article cinq
du Titre douziesme.



DES VERIFICATIONS d'Écritures.

Les verifications d'écritures doivent estre faites pardevant le Juge où est pendant le procez principal, conformément à ce qui est dit en l'Article cinq du Titre douziesme.

Si l'écriture de laquelle on demande la reconnoissance est d'une personne defunte ou d'une autre main que de celle qui est assignée, le Juge ou Monsieur le Commissaire ordonne mesme par Defaut contre la partie assignée que la verification en sera faite tant par témoins que par comparaïson d'écritures publiques & authentiques, suivant l'Article sept du Titre douziesme.

A l'égard de la preuve testimoniale elle se fait par Enquête, en la maniere exprimée au Titre vingt-deuxiesme.

Et la verification par comparaïson d'écritures se fait en la forme cy-aprés.

Si la partie assignée compare & dénie l'écriture, le Procez verbal se dresse ainsi.

Procez verbal sur la denegation de l'Écriture.

L'An &c.... pardevant Nous N... Conseiller du Roy en la Cour de... Commissaire en cette partie, en nostre hostel, sis rue... est comparu G... qui a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance il a fait assigner à ce jour, lieu & heure T.... pour venir reconnoître, &c....

Est aussi comparu T.... qui a dit que la Promesse qui luy a esté communiquée en nostre presence, n'est point écrite

écrite ny signée de sa main, & que la somme y contenuë ne luy a point esté prestée, ainsi c'est inutilement que G... luy en fait demande.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit, avons donné Aëte aux parties de leurs comparutions, dires & requisitions cy-dessus; & en conséquence de la denegation faite par ledit T... d'avoir écrit & signé ladite Promesse, permettons audit G... de la verifier tant par témoins que par comparaison d'écritures publiques ou authentiques, laquelle comparaison sera faite par Experts dont les parties conviendront dans... jours, sinon il en sera par Nous pris & nommé d'office. A l'effet dequoy ordonnons que ledit T... sera assigné à comparoir au premier jour pardevant Nous huit heures du matin, en nostredit hostel, pour convenir de pieces de comparaison, & nommer Experts pour proceder à ladite verification. Fait le jour & an que dessus.

Assignment en vertu de cette Ordonnance.

L'An... en vertu de l'Ordonnance de Monsieur... estant en fin de son Procès verbal du... & à la Requeste de G... je... Huissier... ay donné assignation à T... en parlant à... à comparoir demain huit heures du matin, en l'hostel dudit sieur Conseiller, pour proceder aux fins de ladite Ordonnance, de laquelle je luy ay baillé & laissé copie, ensemble du present Exploit.

L'assignation cy dessus est aux termes de l'Article huit du Titre douziesme, laquelle estant escheuë le Juge continuëra son Procez verbal par Defaut, si l'une des parties ne compare.



Continuation par Defaut du Procez verbal.

ET le... jour de... huit heures du matin, pardevant Nous Commissaire susdit en nostredit hostel est comparu ledit G... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre susdite Ordonnance il a fait assigner à ce jour, lieu & heure ledit T... par Exploit du... pour proceder aux fins d'icelle, & pour y satisfaire de sa part nous a mis es mains... pieces d'escriptions publiques. La premiere est un Contrat de constitution passé pardevant, &c. *Enoncer sommairement les pieces.* Desquelles pieces il convient pour estre comparées à ladite Promesse, declarant que pour proceder à la comparaison dont il s'agit, il nomme de sa part pour Expert M... & attendu que ledit T... n'est comparu ny Procureur pour luy, il nous auroit requis Defaut à l'encontre de luy, & pour le profit d'iceluy qu'il nous pleust ordonner que la verification de la promesse dont il s'agit seroit faite sur lescdites pieces par ledit M... avec tel autre Expert qu'il nous plairoit nommer d'office pour ledit T....

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte audit G... de sa comparution & requisition cy-dessus, & Defaut à l'encontre dudit T... non comparant ny autre pour luy deuëment appelé, pour le profit duquel ordonnons que les pieces représentées par ledit G.... demeureront pour pieces de comparaison, & que la verification dont il s'agit sera faite sur icelles par ledit M... & par N... que nous nommons d'office pour ledit T... & en consequence lescdits M... & N... seront assignez à comparoir au premier jour huit heures du matin, pardevant nous en nostredit hostel, pour faire le serment de bien & fidellement proceder à ladite verification, & leur rapport aussi pardevant Nous, pour sur iceluy estre

fait droit aux parties, auquel jour, lieu & heure sera pareillement assigné ledit T... pour voir faire ledit serment. Fait le jour & an que dessus.

Cette Ordonnance est suivant l'Article neuf du Titre douzième, portant que si l'une des parties ne compare à l'assignation qui luy sera donnée, ou ne veut nommer des Experts, la verification se fera sur les pieces de comparaison par les Experts nommez par la partie comparante, & par ceux qui seront nommez par le Juge au lieu du defaillant, ou refusant.

Si toutes les parties comparent, & que l'une d'elles refuse de nommer un Expert, le Procez verbal doit estre continué ainsi.

Continuation contradictoire du Procez verbal.

ET le... jour de... huit heures du matin, pardevant Nous Conseiller & Commissaire susd. en nostredit hostel est comparu ledit G... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance susdite il a fait assigner à ce jour, lieu & heure ledit T... pour proceder en execution d'icelle, & nous a representé.... pieces qui sont.... pour servir à la verification de la promesse dudit T... le sommant de convenir desdites pieces, pour pieces de comparaison, & de nommer un Expert, suivant l'Ordonnance, declarant que de sa part il nomme P.... pour Expert aux fins de ladite verification.

Et par ledit T.... comparant a esté dit qu'il convient desdites pieces, pour servir de pieces de comparaison & a refusé de nommer un Expert.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susd. avons donné Acte aux parties de leurs comparutions, dires & requisiions cy-dessus, & ordonné qu'il sera procedé à la verification de lad. promesse sur les pieces mentionnées en nostre

present Procez verbal par ledit P... & par S... que nous nommons d'office pour Expert, attendu le refus dudit T... & en consequence ordonnons que lesdits T... & S... seront assignez... *Comme à l'Ordonnance sur Defaut.*

Si le defendeur ne vouloit convenir des pieces de comparaison, ou s'il formoit inscription de faux contre les pieces qui luy seront représentées, ou bien s'il allegue quelqu'autre moyen, il faut en faire mention dans le Procez verbal & y faire droit s'il y échet.

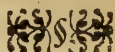
Mais si toutes les parties après estre comparuës conviennent des pieces de comparaison & nomment des Experts, le Procez verbal sera continué en la forme suivante.

Autre continuation du Procez Verbal, lors que les parties conviennent de Pieces de comparaison & nomment des Experts.

ET le... jour de... Pardevant Nous est comparu ledit T... qui a dit qu'il nomme de sa part la personne de B... pour proceder à la verification dont il s'agit sur les pieces de comparaison mises en nos mains.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit, avons donné Acte aux parties de leurs comparutions, dires & requisitions cy dessus, & ordonné que la verification de la dite Promesse sera faite par les Experts nommez par les parties sur les pieces de comparaison dont elles sont convenuës : & à cette fin lesdits Experts seront assignez, &c... *Comme à l'Ordonnance sur Defaut.*

Les assignations que l'on donnera en vertu de cette Ordonnance, ou de l'une des deux precedentes, seront contenues en un Exploit comme celui cy-après.



*Exploit d'assignation aux Experts pour faire serment,
& à la partie pour y estre presente.*

L'An... en vertu de l'Ordonnance de Monsieur... en datte du.... & à la requeste de G... je... Huissier à.... ay donné assignation à P... en parlant à... & à B.... en parlant à.... en leurs domiciles , à comparoir demain huit heures du matin , en l'hostel & pardevant Mond. sieur pour faire le serment de bien fidellement & en leur conscience proceder à la verification des pieces qui leur seront mises és mains , & faire leur Rapport ensuite aussi pardevant Mondit sieur en la maniere accoustumée , auquel jour, lieu & heure , j'ay pareillement assigné T... en parlant à... pour voir faire ledit serment, & leur ay à chacun donné & laissé copie , tant de ladite Ordonnance que du present Exploit.

Au cas que les parties & les Experts comparent à l'assignation cy-dessus, il faut parachever le Procez verbal en la maniere qui suit.

Continuation & fin du Procez verbal.

ET le... jour de... huit heures du matin pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit est comparu ledit G... qui nous a dit qu'en vertu de nostre precedente Ordonnance il a fait assigner à ce jour, lieu & heure lesdits P... & B... Experts pour faire le serment de bien & fidellement proceder à la verification de ladite Promesse, comme aussi a pareillement fait assigner ledit T... pour voir faire le serment ausdits Experts.

Est aussi comparu ledit T... pour satisfaire à nostre Ordonnance, & à l'assignation qui luy a esté donnée en vertu d'icelle.

Sont pareillement comparus lesdits P ... & B ... Experts nommez par les parties, lesquels nous ont dit qu'ils verifient les pieces qui leur seront mises és mains après qu'il nous aura plu recevoir leur serment.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte aux parties de leurs comparutions, & ordonne que ladite promesse & pieces de comparaison mentionnées en nostre present Procez verbal seront mises és mains desd. B ... & P ... pour proceder à la verification d'icelle Promesse, le serment par eux préalablement fait en la maniere accoustumée. Fait le jour & an que dessus.

En execution de laquelle Ordonnance lesdits P ... & B ... ont fait le serment en presence des parties, de bien & fidellement proceder à la verification de ladite Promesse.

Ce fait, ladite Promesse & lesdites pieces de comparaison ont esté paraphées par Nous Conseiller & Commissaire susd. & mises és mains desd. P ... & B ... lesquels après avoir vû & examiné le tout pendant .. heures en nostre presence, Nous ont fait leur Rapport dont la teneur ensuit. *Il faut inserer en cet endroit le Rapport des Experts & le leur faire signer.*

Fait par Nous Conseiller & Commissaire susdit, le jour & an que dessus.

Si la partie assignée pour voir faire le serment ne compare, le Juge donne Defaut ainsi.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte audit G ... de sa comparution & requisition cy-dessus, & Defaut à l'encontre dudit T ... non comparant ny Procureur pour luy deuëment appelé, & pour le profit d'iceluy ordonnons que ladite promesse & pieces de comparaison *Et le reste du precedent Procez verbal.*

Si les pieces dont on veut se servir pour la comparaison estoient entre les mains de personnes publiques qui fissent refus de les apporter, il faudroit les y faire condamner, comme il est dit cy-dessus.



T I T R E X I I I.

De l'abrogation des Enquestes d'Examen à futur, & des Enquestes par Turbes.



'ENQUESTE d'Examen à futur se faisoit autrefois pour empescher que la preuve ne deperist à cause de la vieillesse des Témoins que l'on vouloit faire déposer, ou bien si les Témoins devoient s'absenter pour longtemps.

Et l'Enqueste par Turbe se faisoit lors qu'il estoit question d'interpreter une Coustume ou un Usage.

Ces deux especes d'Enquestes ont esté abrogées par l'Article unique du Titre treiziesme de l'Ordonnance du mois d'Avril 1667. avec défenses aux Juges de les ordonner ni d'y avoir égard, à peine de nullité.





TITRE XIV.

Des Contestations en Cause.

On ne peut mieux expliquer ce que c'est que la contestation en Cause que par l'Article treize du Titre quatorziesme, par lequel sa Majesté veut que la Cause soit tenuë pour contestée par le premier Appointement, ou Jugement qui intervient après les défenses fournies, encore qu'il n'ait pas esté signifié.

Les Appointemens qui font la contestation en Cause sont au Titre onziemesme.





T I T R E X V.

*Des Procédures sur le Possessoire des
Benefices & sur les Regales.*



A possession des Benefices se doit prendre en personne ou, par Procureur, en vertu d'une Procuration speciale.

Acte de prise de possession.

A Ujourd'huy en la presence de M.... Notaire à.... & Témoins sousignez, est comparu au devant de la porte & principale entrée de l'Eglise Parroissiale de.... B.... lequel en consequence des Provisions Apostoliques par luy obtenues, *In forma gratiosa*, de Nostre Saint Pere le Pape, N... données à Rome le.... a pris possession corporelle, réelle, & actuelle en personne, de la Cure de ladite Parroisse, & de tous les droits, fruits & revenus en dependans; en entrant dans l'Eglise, prenant de l'Eau Beniste & aspergeant d'icelle les Parroissiens presens, se prosternant à genoux devant le grand Autel, baisant iceluy, touchant de sa main le Missel, & les Ornaments consacrez au service Divin, sonnant les Cloches, & en gardant toutes les autres solemnitez requises, laquelle possession ainsi prise, ledit M... l'auroit publiquement declarée ausdits Parroissiens à ce presens, à laquelle prise de possession personne ne s'est opposé, dont & de

Bb

ce que dessus ledit B.... a requis Acte, à luy octroyé le present pour luy servir ainsi que de raison, presens....

Si les Provisions sont, *Informa dignum*, il doit estre fait mention dans l'Acte du *Visa* de l'Ordinaire.

L'Impetrant peut aussi estre mis en possession par un Notaire Apostolique, ou par un Prestre, en presence de Témoins.

Après la possession prise, il en faut faire insinuer l'Acte avec la signature de Provision, Lettres de Tonsure & autres titres & capacitez au Greffe des Insinuations Ecclesiastiques du Diocese où sera le Benefice.

S'il y avoit danger ou difficulté d'aller ou envoyer prendre possession du Benefice, il faut presenter la Requête suivante.

Requête.

A Monsieur le Lieutenant..

SUPplie humblement B.... Clerc du Diocese de...
 SPOurveu du Prieuré de... Disant qu'il ne peut à present aller au lieu dudit Benefice, ni envoyer prendre possession d'iceluy à cause de.... Ce Consideré, Monsieur, il vous plaise permettre au Suppliant de prendre possession dudit Prieuré en la presence d'un Notaire Apostolique, ou du premier Notaire Royal sur ce requis, en l'une des Chapelles de l'Eglise de... qu'il avisera, pour conserver son droit, à la charge de reïterer la possession lors que le Suppliant le pourra avec plus de commodité, & vous ferez bien.

Ordonnance sur cette Requête.

VEu les Provisions dudit Prieuré expedées en Cour de Rome en faveur du Suppliant le... Nous avons

permis au Suppliant de prendre possession dudit Prieuré en l'une des Chapelles de l'Eglise de pour la conservation de ses droits seulement, à la charge de la reiterer sur les lieux. Fait ce...

En vertu de cette Ordonnance celui qui a esté pourveu du Benefice peut en prendre possession, & requerir pareil Acte que celui cy-dessus.

Que s'il estoit troublé en la possession du Benefice, il peut faire instance de complainte, laquelle sera poursuivie pardevant le Juge Royal, auquel la connoissance en appartient privativement aux Juges d'Eglise, & à ceux des Seigneurs, encores que les Benefices soient de la fondation des Seigneurs ou de leurs Auteurs, & qu'ils en aient la Presentation ou Collation, ainsi qu'il est dit en l'Article quatre du Titre quinziesme.

Par l'Article quatorziesme du mesme Titre, les Mineurs de vingt-cinq ans qui seront pourvus de Benefices, sont declarez capables d'agir en Justice sans l'autorité d'un Tuteur ou Curateur, tant en ce qui concerne le possessoire que pour les droits, fruits & revenus du Benefice.

Il suffit que celui contre lequel on voudra former complainte ait pris possession, ou se soit qualifié Titulaire du Benefice, ou bien qu'il en ait denié la qualité au demandeur.

Si l'on veut intenter l'action de complainte pour le possessoire des Benefices, les Exploits de demande doivent estre faits, & les assignations données en la forme & dans les délais prescripts pour les autres affaires civiles, ainsi qu'il est dit par l'Article premier du Titre quinziesme.

Le demandeur doit exprimer dans l'Exploit le Titre de sa Provision, & le genre de la vacance sur laquelle il a esté pourveu, & donner au defendeur des copies signées

de luy & du Sergent, de ses Titres & capacitez aux termes de l'Article second du Titre quinziésme.

L'Exploit d'assignation doit estre donné à la personne, ou au domicile du defendeur qui est en possession actuelle du Benefice, sinon au lieu du Benefice, conformément à l'Article trois du Titre quinziésme.

Les Regles cy-dessus estant certaines, voicy la forme d'un

*Exploit de complainte pour le possesseur
d'un Benefice.*

L'An... pour oïr une Requête qui est que le Prieuré de... ayant vaqué par le deceds de... le demandeur auroit obtenu des Provisions Apostoliques dudit Prieuré en forme gratuite de Nostre Saint Pere le Pape N... données à Rome le... en vertu desquelles il auroit pris possession en personne le... & dès ce jour il a eu la jouïssance dudit Prieuré, dont il a esté paisible possesseur jusques au jour de... que le defendeur en auroit aussi pris possession, prétendant en estre pourveu, & sous ce pretexte a perceu les fruits d'iceluy qui appartiennent au demandeur. A ces causes conclud, à ce qu'il soit maintenu & gardé en la jouïssance dudit Prieuré, en ayant esté bien & canoniquement pourveu, que defences seront faites au defendeur de plus troubler le demandeur en la possession dudit Prieuré, & condamné de rendre les fruits par luy perçus, avec dommages & interests, & en cas de contestation le demandeur requiert comme ayant le plus apparent droit & titre, que la recreance luy soit adjugée, & en outre proceder comme de raison.

Les Juges n'ajoutent point de foy aux signatures & expéditions de Cour de Rome, si elles ne sont verifiées par un certificat de deux Banquiers & Expeditionnaire, écrit

sur l'Original des signatures & expéditions, suivant l'Article huit du Titre quinziesme, par la raison que les Actes faits hors le Royaume n'y sont pas reputez authentiques.

Exploit de demande pour rentrer dans un Benefice permuté.

L'An pour oïr une Requeste qui est que le demandeur a resigné au defendeur par permutation le Prieuré de au lieu de la Cure de que le defendeur luy a pareillement resignée, de laquelle le demandeur s'estant voulu mettre en possession en consequence des Provisions qu'il a obtenues sur la resignation du defendeur, S... s'y seroit opposé pretendunt estre le veritable Titulaire de ladite Cure, ce qui est un trouble que le defendeur est obligé de faire cesser avec d'autant plus de justice qu'il jouit paisiblement du Benefice qui luy a esté baillé par le demandeur, lequel conclut à ces causes, que le defendeur soit condamné de faire cesser le trouble dont il s'agit, sinon qu'il sera permis au demandeur de rentrer en ses Titres, droits, possession & jouissance dudit Prieuré comme auparavant la permutation faite entre eux, sans qu'il soit besoin de nouvelle collation, avec dépens, dommages & interets.

Autre contre celuy qui a crée une pension sur les fruits du Benefice permuté, & ne l'a déclaré lors de la permutation.

L'An pour répondre sur ce que le demandeur dit qu'il a resigné pour cause de permutation en faveur du defendeur l'Abbaye de & au lieu d'icelle le defendeur luy a resigné les Prieurez de sans avoir de-

claré qu'ils estoient chargez d'une pension de la somme de . . . pour le payement de laquelle le demandeur est poursuivi à la requeste de . . . au profit de qui le defendeur l'a creée. A ces causes conclud à ce que le defendeur soit condamné à faire descharger l'Abbaye qu'il a baillée au demandeur de ladite pension & luy en fournir Acte en bonne forme; sinon que le demandeur pourra rentrer, &c . . . *Comme au precedent Exploit.*

Les formalitez des Presentations de faux & Congez sur les assignations, sont aux Titres quatre & cinquiesme cy-dessus.

Dans les Delais portez par l'Ordonnance le defendeur en complainte doit fournir ses defenses, dans lesquelles seront aussi expliquez le Titre de sa Provision & le genre de la vacance sur laquelle il a esté pourveu, & de bailler au Procureur du demandeur des copies signées de son Procureur, tant des defenses que de ses titres & capacitez, ainsi qu'il est dit en l'Article six du Titre quinziesme.

Pour l'intelligence de cét Article voicy une espece de

Défenses contre un demandeur en Complainte.

M . . . Docteur en . . . Gradué nommé de . . .
Contre B . . . demandeur aux fins de l'Exploit du . . .

Dit pour defenses que le Benefice dont il s'agit ayant vaqué par le deceds de defunt . . . en un mois de rigueur affecté aux Graduez nommez, le defendeur en cette qualité a requis ledit Benefice dans les six mois, à compter du jour du deceds dudit defunt, en consequence dequoy Monsieur l'Evesque de . . . a conferé & fait expedier les Provisions dudit Benefice au defendeur bien auparavant les Provisions que le demandeur dit avoir obtenues

en Cour de Rome: ainsi Nostre Saint Pere le Pape n'ayant point prévenu l'Ordinaire, le Titre du demandeur n'est pas valable , partant le defendeur doit estre maintenu en la possession & jouïssance dudit Benefice , & le demandeur condamné aux dépens , & à cette fin luy sera baillé copie avec ces presentes de... *Enoncer sommairement les Titres & capacitez desquels l'on donne copie.*

Défenses de celuy qui n'a pris possession que comme Procureur.

S.... Dit pour defenses qu'il ne prétend aucun droit en son nom au Titre de ladite Cure, & que l'Acte par luy fait, (lequel le demandeur a pris pour trouble) n'a esté que comme Procureur de P.. en consequence de laquelle declaration soustient qu'il doit estre déchargé de ladite assignation avec dépens, & pour justifier de ce que dessus, sera baillé copie au Procureur du demandeur de la Procuracy dudit P... & des presentes Defenses.

Si durant le cours de la procedure celuy qui a la possession actuelle du Benefice decede, l'estat & la main-levée des fruits sera donné à l'autre partie sur une simple Requête qui sera faite judiciairement à l'Audience en rapportant l'extrait du Registre Mortuaire, & les pieces justificatives de la litispendance, sans qu'il soit besoin de faire autres procedures, ainsi qu'il est porté en l'Article onze du Titre quinziesme.



*Sentence portant adjudication de l'estat du Benefice,
& main-levée des fruits.*

Extrait des Registres de. . .

SUR la Requête judiciairement faite par D... Procureur de B.... pourveu de la Cure de... à ce que l'estat & main-levée des fruits de ladite Cure luy fust donné, attendu que M... qui en avoit pris possession est decédé pendant l'Instance que ledit B... avoit intentée contre luy pour raison du possessoire de ladite Cure : Lecture faite des pieces justificatives de l'Instance & de l'extrait du Registre Mortuaire de l'Eglise de... contenant que ledit M... a esté enterré le... Nous avons fait main levée audit B... des fruits de ladite Cure, & luy adjugeons l'estat d'icelle, suivant l'Ordonnance.

Celuy qui veut intervenir en une Instance de complainte pour raison du possessoire d'un Benefice, doit expliquer dans sa Requête des moyens d'Intervention & donner copie signée de son Procureur, tant de la Requête, que de ses Titres & capacitez au Procureur de chacune des parties aux termes de l'Article douze du Titre quinziesme.



Requête

*Requête d'Intervention en une Instance de Com-
plainte Beneficiale.*

A Monsieur le Lieutenant....

SUPplie humblement F... Disant que sur la resigna-
tion faite en sa faveur par M... de la Cure de... il a
esté pourveu en Cour de Rome, *In forma dignum*, de
ladite Cure le.... & a obtenu le *Visa* du sieur Evesque
de en consequence dequoy il a pris possession réelle
& actuelle de ladite Cure, pour raison de laquelle il y a
Instance pardevant vous, entre B... & I.... qui se pre-
tendent tous deux Titulaires d'icelle, quoy qu'il n'y ait
que le Suppliant qui en soit valablement pourveu.

Ce Considéré, Monsieur, il vous plaise recevoir le Sup-
pliant partie intervenante en l'Instance d'entre lesd. B....
& I.... luy donner Acte de ce que pour moyens d'in-
tervention il employe le contenu en la presente Requête,
ce faisant le maintenir & garder en la possession & jouis-
sance de ladite Cure, fruits & revenus d'icelle, faire de-
fenses ausdits B.... & I.... de l'y troubler, à peine de
tous dépens, dommages & interets, & vous ferez bien.

La Procedure sur les Interventions est cy-dessus, pa-
ges 144. 145. 146.

Si l'une des parties a resigné son droit purement & sim-
plement, ou en faveur, avant le jugement de la Complain-
te, le Resignataire pourra se faire subroger aux droits du
Resignant & continuer la Procedure sur une Requête
verbale faite judiciairement sans appeller parties, & sans
obtenir Lettres de Subrogation, suivant l'Article seize
dudit Titre quinziesme.

*Sentence de Subrogation sur Requête verbale.**Extrait des Registres de*

SUR la Requête judiciairement faite par D
 Procureur de C . . . à ce qu'en consequence de la re-
 signation que F . . . a faite en sa faveur du droit qu'il a
 en la Cure de . . . Il nous pleust le subroger aux droits dud.
 F . . . Ce faisant ordonner que les Procédures de l'Instance
 d'entre lesdits F . . B . . & I . . pour raison dudit Benefi-
 ce seront continuées avec ledit C . . Nous avons subrogé
 ledit C . . aux droits de F . . & ordonné que les Procédures
 de l'Instance seront continuées avec luy, suivant les der-
 niers errements.

Ce jugement doit estre signifié aux parties de l'Instan-
 ce, puisque suivant l'Article quinze du Titre quinziesme,
 la Procédure peut estre continuée contre le Resignant jus-
 qu'à ce que le Resignataire ait paru.

Les Appointemens à communiquer Titres & à écrire
 par Memoires, ont esté abrogez par l'Article cinq dudit
 Titre quinziesme.

Trois jours après les defenses fournies la cause sera por-
 tée à l'Audience sur un simple Acte signifié à la requête
 du Procureur plus diligent pour estre prononcé sur le
 champ, si faire se peut, sur la pleine maintenuë, sur la re-
 creance ou sur le sequestre, suivant l'Article sept du Titre
 quinziesme. Cét Acte doit estre dressé ainsi.

Acte pour venir à l'Audience.

A La requête de D . . Procureur de C . . deman-
 deur. Soit signifié à L . . Procureur de B . . & à N . .
 Procureur de I . . que demain huit heures du matin, il pour-

suivra l'Audience de la cause d'entre les Parties, à ce que ledit I...audit nom, ait à y comparoir, si bon luy semble, pour plaider.

Les Sentences de Sequestre, Recreance & Maintenuë, ne seront valables ny executoires si elles ne sont données par plusieurs Juges, du moins au nombre de cinq, qui seront denommez dans la Sentence, & si elles sont rendues sur Instance ils en signeront la minute, suivant l'Article dix-sept du Titre quinziesme.

Il n'a rien esté changé pour ce regard à l'usage observé aux Requestes de l'Hostel & du Palais, ainsi qu'il est dit par le mesme Article dix-septième.

Sentence portant que les fruits seront sequestrez.

Extrait des Registres de

ENtre B... demandeur aux fins de l'Exploit du d'une part, & I... défendeur d'autre, &c. Après que M.... Avocat du demandeur, & P.... Avocat du défendeur ont esté ouïs : Nous ordonnons que les fruits du Benefice dont il s'agit, seront sequestrez & à iceux estably Commissaire, dont les parties conviendront dans.... pardevant M.... Conseiller que nous avons commis à cet effet.

Les Procedures qui doivent estre faites en consequence de ce jugement, sont au Titre dix-neufième.

Lors que l'une des parties a le plus apparent droit & qu'il n'y a pas lieu de luy accorder la Maintenuë, on luy adjuge la Recreance, qui est proprement la Provision en matiere beneficiale.

*Sentence de Recreance.**Extrait des Registres de*

ENtre, &c Nous avons adjugé au demandeur la Recreance de ladite Cure, fruits & revenus d'icelle du jour de ses Provisions, à sa caution juratoire de les restituer s'il est dit en fin de cause : Condamnons le défendeur à luy rendre les fruits si aucuns il a perçus, & feront les Fermiers & Redevables contraints à vuidier leurs mains en celles du demandeur, par toutes voyes deuës & raisonnables, ce faisant déchargez comme nous les déchargeons par ces presentes, ce qui sera executé, nonobstant oppositions, ou appellations quelconques, & sans y préjudicier.

*Acte de Soumission en execution de cette Sentence.**Extrait des Registres de . . .*

ESt comparu B . . . lequel en execution de la Sentence de recreance donnée à son profit le. a fait les soumissions de rendre les fruits qu'il percevra en vertu d'icelle, à qui il sera ordonné par justice en fin de cause, élisant domicile en la maison de L

Il faut faire signifier cet Acte au défendeur, & lors la Sentence de Recreance peut estre executée, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans y préjudicier, conformément à l'Article neuf du Titre quinziesme

Les Sentences de Recreances & de Sequestres, seront executées avant qu'il soit procedé sur la pleine maintenue, ainsi qu'il est dit en l'Article dix du Titre quinziesme.

Sentence de Maintenuë.

Extrait des Registres de...

ENtre, &c. Nous avons maintenu & gardé le demandeur en la possession & jouissance de ladite Cure, fruits & revenus d'icelle, & condamné le défendeur aux dépens.

Si la Sentence porte condamnation de restitution de fruits, dépens, dommages & interêts, elle sera exécutée contre le Resignataire mesme, pour les fruits échus; & les dépens faits avant la resignation admise, & neantmoins le Resignant demeurera garent des fruits, dépens, dommages & interêts de son temps, suivant l'Article dix-huit du Titre quinziesme.

Si la cause ne pouvoit estre terminée à l'Audience & qu'elle soit appointée en droit ou à mettre, la Procedure qui doit estre faite en ces cas, est au Titre onziesme.

CONTRE LES DEVOLUTAIRES.

L'Audience doit estre déniée à celui qui a esté pourveu d'un Benefice pour cause de devolut, jusqu'à ce qu'il ait donné bonne & suffisante Caution de la somme de cinq cens livres, & qu'il l'ait fait recevoir en la forme ordinaire, ainsi qu'il est porté en l'Article treize du Titre quinziesme.

Si le Devolutaire vouloit poursuivre l'Audience sans avoir donné Caution, comme dessus, le jugement qui interviendra sera ainsi.

*Sentence portant Delay au Devolutaire pour donner Caution.**Extrait des Registres de*

ENtre Nous ordonnons que dans ledit I fera tenu de donner bonne & suffisante Caution de la somme de cinq cens livres & faire recevoir icelle en la maniere accoustumée.

Faute de donner Caution dans le Delay qui aura esté prescrit, eu égard à la distance du lieu où le Benefice est deservi, & du domicile du Devolutaire, il sera déchu de son droit, & ne pourra estre receu à purger la demeure après l'expiration du Delay, suivant le mesme Article Treiziesme, en consequence duquel intervient cette

Sentence faute de donner Caution.

ENtre Nous à faute d'avoir par ledit I donné bonne & suffisante Caution de la somme de cinq cens livres, suivant nostre Sentence du l'avons déclaré déchu de son droit, & en consequence maintenu, & gardé ledit C en la possession & jouissance de ladite Cure, faisons défenses audit I de le plus troubler, & le condamnons aux dépens.

Mais si le Devolutaire donne Caution, il la doit aussi faire recevoir avant que le Delay mentionné en l'Article treiziesme soit expiré, à l'effet dequoy il faudra observer l'ordre de la Procedure, qui est au Titre vingt-huitiesme pour la reception des Cautions.

D E S R E G A L E S.

LA Grand'Chambre du Parlement de Paris connoist privativement aux autres Chambres du mesme Parlement & à toutes autres Cours & Juges , du petitoire des Benefices qui auront vacqué en Regale, suivant l'Article dix-neuf du Titre quinziesme.

Par l'Article vingtiesme du mesme Titre quinziesme, la demande en Regale doit estre formée & proposée verbalement en l'Audience par une Requête judiciaire sans autre Procedure , sur laquelle Requête il sera ordonné que toutes les parties qui prétendent droit au mesme Benefice seront assignées pour y venir défendre dans les Delais portez par l'Ordonnance.

*Arrest sur la Requête Judiciaire du demandeur
en Regale.*

Extrait des Registres de Parlement.

SUR la Requête judiciairement faire à la Cour en l'Audience de la Grand' Chambre d'icelle , par M Avocat de S qui a dit qu'il a esté pourveu par sa Majesté de l'Abbaye de vacante en Regale par le deceds de de laquelle il a pris possession réelle & actuelle en personne : Neantmoins D se prétend Titulaire de ladite Abbaye , & pour raison de ce , a fait assigner le demandeur pardevant le Prevost de pour estre maintenu en la possession & jouissance d'icelle. A ces causes, requeroit à ce qu'il pleust à la Cour declarer ladite Abbaye avoir vacqué

en Regale : Ce faisant l'adjuger au demandeur. LA COUR a ordonné & ordonne que les parties qui prétendent droit en ladite Abbaye, seront assignées pour venir défendre à ladite demande dans Fait en Parlement le

Il faut faire signifier cét Arrest à toutes les parties qui prétendent droit au Benefice , & leur donner assignation dans les formes prescrites par le Titre second.

S'il y avoit contestation formée pardevant autres Juges pour le possessoire du mesme Benefice entre d'autres parties, du moment que la demande en Regale aura esté signifiée aux Contendans , le differend demeurera evoqué de plein droit en la Grand'Chambre du Parlement de Paris pour estre fait droit avec toutes les parties sur la demande en Regale , ainsi qu'il est porté en l'Article vingt-trois du Titre quinziesme

L'Assignation estant écheuë & les Delais accordez aux défendeurs expirez , la cause sera portée & jugée à l'Audience sur un simple Acte signifié à la requeste du Procureur le plus diligent , sans autres Procédures , suivant l'Article vingt-un du Titre quinziesme.

Acte pour venir plaider sur une Demande en Regale.

A La Requeste de Y Procureur de S pourveu en Regale de l'Abbaye de demandeur.

Soit signifié & déclaré à V Procureur de D pretendant droit à ladite Abbaye.

Que sous le bon plaisir de NOSSEIGNEURS de la Cour , il poursuivra demain huit heures du matin l'Audience

dience en la Grand'Chambre d'icelle , sur la demande en Regale formée par ledit S.... à ce qu'il ait à y comparoir si bon luy semble pour plaider.

Si l'une des parties est en demeure de constituer Procureur dans les Delais ordinaires , ou si après avoir mis Procureur elle ne compare à l'Audience la partie comparante pourra prendre Defaut ou Congé contre le défaillant , & le profit sera jugé sur le champ , aux termes de l'Article vingt-deux du Titre quinziesme.

La cause ayant esté plaidée en l'Audience, s'il se trouve que le Benefice ait vacqué en Regale , il sera adjugé au demandeur , suivant l'Article vingt-quatre du Titre quinziesme.

Arrest portant Adjudication d'un Benefice qui a vacqué en Regale.

Extrait des Registres de Parlement.

ENtre S... pourveu en Regale de l'Abbaye de.... demandeur, &c.

La Cour a déclaré ladite Abbaye de avoir vacqué en Regale , & l'adjudge au demandeur , condamne le défendeur aux dépens. Fait en Parlement le...

Mais si le Benefice n'avoit vacqué en Regale , en ce cas la pleine maintenuë ou la Recreance sera adjugée à l'une des autres parties , aussi suivant le mesme Article vingt-quatre.

Arrest pour le Defendeur.

ENtre La Cour dit le Benefice dont est question n'avoir vacqué en Regale , & en consequence a de-

bouté ledit S. . . . de sa demande, ce faisant a maintenu & gardé le défendeur en la possession & jouissance dudit Benefice, fruits & revenus d'iceluy, condamne le demandeur aux dépens.

Si la Recreance estoit adjudée, ou le Sequestre ordonné, il faut observer la Procédure qui est cy-dessus sur le possessoire des Benefices.





T I T R E X V I.

De la forme de Proceder pardevant les Juge & Consuls des Marchands.



'AUGMENTATION du Commerce dans le Royaume depuis l'établissement de cette Jurisdiction est une preuve sensible de l'avantage que le peuple en reçoit ; les Juges s'y appliquent avec toute l'exactitude imaginable à rendre la justice , & ter-

minent sommairement les affaires les plus difficiles concernant le negoce & le trafic des Marchands, sans recevoir aucunes espices, salaires, ni droits pour quelques Expeditions que ce soit.

Le Roy Charles IX. établit les premiers Juge & Consuls dans la ville de Paris par Edit du mois de Novembre 1563.

Depuis ce temps il en a esté fait d'autres creations dans plusieurs villes du Royaume; en faveur desquelles sa Majesté, qui regne heureusement, par l'Article premier du Tit. douze de son Ordonnance du mois d'Avril 1673. servant de Reglement pour le Commerce, a déclaré cét Edit & tous autres touchant la Jurisdiction Consulaire, enregistrez aux Parlemens, communs pour tous les sieges des Juge & Consuls.

L'ordre de la Procedure qui se fait aux Consuls est réglé par le Titre seize de l'Edit du mois d'Avril 1667.

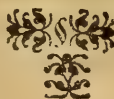
DES ADJOURNEMENTS.

SUIVANT l'Article dix-sept du Titre douzième de l'Edit du mois de Mars 1673. le creancier peut dans les matieres dont la connoissance est attribuée aux Consuls, faire donner l'Assignation à son choix, ou au lieu du domicile du debiteur, ou au lieu auquel la Promesse a esté faite de la marchandise fournie, ou au lieu auquel le payement en doit estre fait.

Les Assignations doivent estre données en la forme prescrite par le Titre second de l'Edit du mois d'Avril 1667.

*Exploit d'Assignation afin de payement du prix des
Marchandises vendues.*

L'An.... à la requeste de F.... Marchand de.... je...
Huissier.... ay donné Assignation à P.... aussi Marchand de.... en parlant à.... en son domicile, à comparoître au premier jour neuf heures du matin, ou deux heures de relevée, Pardevant Messieurs les Juge & Consuls des Marchands établis à... pour se voir condamner & par corps à payer audit F.... la somme de.... pour vente & délivrance qu'il luy a faite de marchandise, le... jour de... comme il paroist par le Livre Journal du demandeur, avec l'interest de ladite somme, qu'il requiert jusques à l'actuel payement, suivant l'Ordonnance; & en outre proceder comme de raison, & afin de dépens.



*Demande pour faire valoir ou payer un Billet
de Change.*

L'An .. à la requeste de A. ... je ... Huissier... ay donné Assignation à B. ... en parlant à ... en son domicile à comparoir, &c. pour se voir condamner à faire valoir au demandeur le Billet de Change du sieur O ... du. ... de la somme de... payable à C... au porteur, que le défendeur a mis és mains du demandeur, & ce attendu le refus fait par ledit O .. de payer ladite somme, ainsi qu'il paroist par le Protest du sinon & à faute de ce faire qu'il sera contraint par corps à rendre & payer au demandeur icelle somme avec les interets, frais & dépens. Offrant en ce faisant de remettre és mains du défendeur ledit Billet de Change, avec ledit Protest.

*Autre Demande en recours de Lettre de Change
faute d'acceptation.*

Pour se voir condamner à payer au demandeur la somme de ... contenuë en une Lettre de Change qu'il luy a fournie pour Francfort, dattée à laquelle Lettre de Change faite d'acceptation & de payement est tournée à Protest, comme il est justifié par Acte datté à Francfort du ... le retour de ladite Lettre montant à pour change & rechange, avec frais de Protest & dépens.

Aux termes de l'Article premier du Titre seize, de l'Ordonnance du mois d'Avril 1667. ceux qui seront assignez doivent comparoir en personne à la premiere Audience, pour estre ouïs par leur bouche.

Et neantmoins suivant l'Article second du mesme Titre, en cas de maladie, absence, ou autre legitime empê-

chement, les parties pourront envoyer un Memoire contenant les moyens de leurs demandes ou défenses, signé de leur main, avec Procuration speciale, dont celuy qui en sera porteur fera apparoir.

Les Causes se vident sur le champ, sans ministration d'Avocats ny de Procureurs.

DES DEFAUTS ET CONGEZ.

Les Juge & Consuls pourront donner Defaut ou Congé, emportant profit, si l'une des parties ne compare à la premiere Assignation, suivant l'Article cinq du Titre seiziesme.

Mais lors que la demande n'est pas disposée à pouvoir estre jugée sur la premiere Assignation, ils peuvent ordonner que ceux qui n'auront point comparu seront reassignez, ainsi qu'il leur est permis par Arrest rendu au Conseil du 24. Decembre 1668. sans tirer à consequence à l'égard des autres Jurisdicions, esquelles l'Article deux du Titre cinquiesme doit estre exactement observé.

Defaut portant que la Partie sera reassignée.

*Extrait des Registres des Juge & Consuls des Marchands
établis par le Roy*

ENtre F... Marchand de.... demandeur d'une part,
& P... aussi Marchand de... défendeur d'autre. Nous après avoir oüy le demandeur, luy avons ce requerant donné Defaut, & par vertu d'iceluy Ordonné qu'iteratif commandement sera fait au défendeur de comparoir pardevant Nous au premier jour : autrement sera procedé ainsi que de raison. Donné à

En vertu de ce Defaut il faut faire réassigner le défendeur, & les Juges veulent qu'ils soient signifiez par leurs Officiers, c'est pourquoy on se sert ordinairement des Huissiers Audienciers de la Jurisdiction Consulaire, qui signifient lesdits Defauts dans les lieux de la residence de leur Jurisdiction, car hors iceux il n'y a point de Defaut, & les Procez sont jugez sur les premieres Assignations.

Si le défendeur ne compare à la réassignation, le demandeur pourra obtenir

Sentence par Defaut contre le Défendeur.

LEs Juge & Consuls des Marchands établis par le Roy à.... A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons que entre F... Marchand de demandeur comparant en personne d'une part, & P.... aussi Marchand à défendeur d'autre; par le demandeur a esté dit qu'il auroit fait assigner ledit défendeur à comparoir pardevant Nous le. . . *Il faut inserer les conclusions de l'Exploit*, lequel défendeur n'estant comparu ni autre pour luy à ladite Assignation, le demandeur Nous auroit requis Defaut, ce que luy aurions octroyé, & Ordonné qu'iteratif commandement seroit fait au défendeur de comparoir au premier jour pardevant Nous, autrement qu'il seroit procedé ainsi que de raison: suivant laquelle Ordonnance iteratif commandement auroit esté fait au défendeur de comparoir pardevant Nous à ce jour, lequel défendeur ne seroit pareillement comparu ni autre pour luy, encore qu'il ait esté deuëment appelé. Nous après avoir oüy le demandeur, veu le Defaut par luy de Nous bien & deuëment obtenu à l'encontre

du défendeur, & par vertu d'iceluy lecture faite (*L'on fait lecture à l'Audience des Pièces justificatives de la demande*) & attendu que ledit F. . . . auroit affirmé sa demande contenir verité : Condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de par provision, en baillant Caution, autrement & à faute de ce faire y sera le défendeur contraint par toutes voyes deuës & raisonnables, mesme par emprisonnement de sa personne, suivant l'Edit; & si condamnons le défendeur aux dépens taxez à . . . Et à l'instant le demandeur a présenté pour sa Caution I. . . . demeurant rue lequel pour ce present en personne avons receu & le recevons Caution du demandeur, après qu'il a fait les soumissions en tel cas requises & accoustumées envers le défendeur, & que le demandeur l'a promis acquitter, garentir & indemniser, ensemble de tous dépens, dommages & interets qu'il pourroit encourir pour raison de l'Instance. Mandons aux Huissiers Audienciers de cette Jurisdiction, ou autres Sergens Royaux sur ce requis, de mettre ces presentes à deuë & entiere execution selon leur forme & teneur; nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles pour lesquelles ne sera differé. En témoin de ce. Nous avons fait mettre nostre scel à ces Presentes. Donné à

Si lors du Jugement de l'Instance l'on ne pouvoit pas presenter la Caution, il faudra la faire recevoir par une Sentence separée.

Par l'Article vingt du Tit. cinquiesme de l'Edit du mois de Mars 1673. les Cautions baillées pour l'evenement des Lettres de Change sont déchargées de plein droit sans qu'il soit besoin d'aucun Jugement, Procédures ou Sommation, s'il n'en est fait aucune demande pendant
trois

trois ans à compter du jour des dernières poursuites.

Si le demandeur ne compare à l'Assignation, le défendeur pourra obtenir

Congé contre le demandeur faute de comparoir.

LEs Juge & Consuls des Marchands établis par le Roy à.... A tous ceux qui ces présentes Lettres verront: Salut. Sçavoir faisons qu'aujourd'huy est comparu P... lequel nous a dit & remontré que par Exploit du... il auroit esté assigné à cedit jour pardevant Nous à la requête de F... de laquelle Assignation il requeroit Congé avec décharge de la demande dudit F... surquoy Nous lecture faite dudit Exploit, & attendu que ledit F... n'a comparu ny autre pour luy, avons audit P.... donné Congé, & par vertu d'iceluy le déchargeons de la demande dudit F.... avec dépens.

Il est dit par l'Article fix du Titre seize que les Defauts & Congez pourront estre rabattus en l'Audience suivante, pourveu que le défaillant ait sommé par Acte celui qui a obtenu le Defaut ou Congé: d'y comparoir, & qu'il ait offert par le mesme Acte de plaider sur le champ.

Sommaton de comparoir à l'Audience pour plaider.

A La requête de F... Marchand demandeur aux fins de l'Exploit du...

Soit sommé & interpellé P... défendeur, de comparoir au premier jour neuf heures du matin ou deux heures de relevée, pardevant Messieurs les Juge & Consuls des Marchands à.... pour voir dire que le Congé par luy obtenu contre le demandeur le... sera rabattu; offrant en ce faisant de plaider sur le champ la cause d'entre les par-

E c

ties, à ce que les conclusions contenuës en son Exploit de demande luy soient adjudgées. Dont Acte.

Sentence par laquelle le Congé est rabattu.

L Es Juge & Consuls, &c Nous avons rabattu le Congé obtenu par le défendeur le ... & au principal faisant droit sur la demande dudit P Ordonnons...

L'on peut faire pareilles Procédures pour faire rabattre les Defauts.

*PROCÉDURES LORS QUE
toutes les Parties comparent.*

A Prés que les parties ont plaidé, s'il estoit nécessaire de voir les pieces les Juge & Consuls peuvent suivant l'Article trois du Titre seiziesme de l'Ordonnance du mois d'Avril 1667. nommer en presence des parties ou de ceux qui seront chargez de leurs Memoires, un des Anciens Consuls ou autre Marchand non suspect, pour les examiner, & sur son rapport donner Sentence, qui sera prononcée en la prochaine Audience.

Et conformément à l'Article quatre dudit Titre seiziesme, si ils jugent qu'il soit nécessaire d'entendre la partie non comparante, ils pourront ordonner qu'elle sera ouïe par sa bouche en luy donnant Delay competent.



*Sentence portant que la Partie non comparante sera
ouïe par sa bouche.*

LEs Juge & Consuls, &c. Nous ayant que faire droit,
Ordonnons que dans ..jours ledit P...viendra en per-
sonne à l'Audience pour estre ouy par sa bouche sur les fins
de la demande dudit F...

Si la partie estoit malade, l'un des Consuls sera commis
pour l'interroger, suivant l'Article quatre dudit Titre
seiziesme par cette

Sentence.

LEs Juge & Consuls, &c. Nous ordonnons que ledit
P.... sera ouy & interrogé par le sieur B... Con-
sul en charge, lequel à cette fin se transportera en la mai-
son dudit P.... pour son Interrogatoire fait & rapporté
estre ordonné ce qu'il appartiendra par raison.

Le Consul qui sera commis, procedera à l'Interroga-
toire de la partie qu'il fera rediger par le Greffier en cette
forme.

Procez verbal d'Interrogatoire.

L'An pardevant Nous N.... Consul à present
en charge, en nostre hostel, sis ruë ... est comparu
F.... lequel nous a dit que par Sentence renduë en la
Jurisdiction Consulaire le entre ledit F.... d'une
part & P... d'autre, il a esté ordonné que ledit P.... se-
roit par Nous ouy & interrogé: à l'effet dequoy nous nous
transporterions en sa maison attendu qu'il est malade;
requerant qu'il nous pleust nous transporter en la maison
dud. P... pour y proceder en execution de lad. Sentence &

a signé. Surquoy nous avons donné Acte audit F... de sa comparution, dire & requisition, & ordonné que nous nous transporterons en la maison dudit P... en execution de ladite Sentence du...

Et à l'instant nous dit N.... nous serions transportez accompagnez de nostre Greffier en une maison sise rue... où estant serions entrez en une chambre du premier étage d'icelle, où nous aurions trouvé ledit P.... gisant au lit malade, auquel ayant fait entendre le sujet de nostre transport, l'aurions interrogé ainsi qu'il ensuit.

Premierement, s'il n'est pas vray que.... *Il faut interroger sur les faits dont il s'agit, qui seront redigez par le Greffier avec les réponses qui seront faites par la partie sur chacun Article de l'Interrogatoire; & ensuite il faut luy en faire lecture dont sera fait mention ainsi.*

Lecture faite audit P.... de son Interrogatoire, a dit que ses réponses contiennent verité, y a persisté & a signé ou a déclaré ne sçavoir écrire ne signer de ce enquis suivant l'Ordonnance, & nous serions retirez. Fait le jour & an que dessus.

La minutte de l'Interrogatoire doit estre signée par le Consul, & demeure au Greffe & les Expéditions en seront délivrées aux parties par le Greffier.

Si ceux que l'on veut faire interroger sont absens, les Consuls accordent Commission Rogatoire adressante au plus prochain Juge Royal du lieu de la demeure de la partie pour faire l'Interrogatoire.

Commission Rogatoire.

LEs Juge & Consuls des Marchands establis à.... au sieur Lieutenant General de.... Salut. Ayans par nostre Sentence renduë entre F.... & P.... le.... ordonné que ledit P.... seroit interrogé sur.... *Il faut in-*

serer le fait, & comme ledit P.... est demeurant en l'estenduë de vostre Jurisdiction; Nous vous prions & requerrons de proceder à son Interrogatoire à la requeste dudit F... sur la verité desdits faits, & de nous renvoyer le Procez verbal qui sera par vous fait en execution de ladite Sentence. Donnè sous nostre scel le....

Si les parties sont contraires en faits & que la preuve en soit recevable par Témoins, il leur sera donné un Delay competant pour faire comparoir respectivement leurs Témoins qui seront ouys sommairement en l'Audience, après que les parties auront proposé verbalement leurs reproches, ou qu'elles auront esté sommées de le faire: ainsi qu'il est dit en l'Article sept dudit Titre seiziesme.

Appointement à faire Preuve respective.

LEs Juge & Consuls, &c... Après que ledit F.... a mis en fait que.... (*il faut inserer en cet endroit le fait dont il s'agit.*) Et que ledit P.... a soustenu que.... avons permis aux parties de faire preuve respective de leurs faits dans.... & à cette fin feront comparoir les Témoins qu'elles voudront faire déposer pour estre sommairement ouys à l'Audience.

Il faut assigner les Témoins en vertu de cette Sentence, & la Partie pour fournir de reproches contr'eux & leur voir faire le serment.

Assignment aux Témoins pour déposer & à la Partie pour fournir de reproches & les voir jurer.

L'An.... en vertu de la Sentence de Messieurs les Juge & Consuls des Marchands établis à... & à la requeste de F... je.... Huissier à... sousigné, ay donné ass.
Ec ij.

gnation à B... & M... à comparoir... prochain, neuf heures du matin ou deux heures de relevée, pardevant mesdits sieurs les Juge & Consuls, pour déposer verité en l'Enqueste sommaire que ledit F... entend estre faite en execution de lad. Sentence. Auquel jour lieu & heure j'ay pareillement assigné P... en parlant à... pour proposer reproches, si aucuns il a contre lesdits Témoins & leur voir faire le serment en la maniere accoustumée.

Dans la copie de l'Exploit qui est donné à la Partie, il ne faut point mettre les noms des Témoins, en sorte qu'il n'en puisse avoir connoissance que lors qu'il sera devant les Juges, de peur qu'il n'oblige les Témoins, par quelque consideration à changer ce qu'ils auroient à dire sur la verité du fait.

Si les Témoins de l'une des Parties ne comparent, elle demeurera forclos de les faire ouyr, si ce n'est que les Juge & Consuls luy donnent un nouveau Délai d'amener Témoins, ce qui est suivant l'Article huit du Titre seiziesme de l'Ordonnance du mois d'Avril 1667.

Sentence portant nouveau délai d'amener Témoins.

L Es Juge & Consuls, &c.... Nous avons prorogé de... jours le Delay de faire preuve accordé audit P.... par nostre Sentence du.... pendant lequel temps il amenera Témoins pour déposer sur les faits par luy soustenus, sinon & à faute de ce faire dans ledit temps & iceluy passé en demeurera forclos.

Au cas d'un nouveau Délai, les Juge & Consuls peuvent ouïr secretement les Témoins en la chambre du Conseil, suivant ce qui est porté en l'Article huit du Titre seiziesme.

Il arrive néanmoins assez souvent que les Juge & Con-

Des Juge & Consuls, &c. TIT. XVI. 223

suls pour le bien des parties, & pour éviter les dépens & la prolongation des Procédures, entendent les Témoins à l'Audience après mesme un nouveau Délai de faire preuve, si ce n'est qu'ils jugent à propos de remettre l'affaire en la Chambre du Conseil.

L'Article neuf du Titre seiziesme de l'Ordonnance de 1667. distingue la forme des dépositions des Témoins ouïs à l'Audience & en la Chambre du Conseil. Si ils sont ouïs à l'Audience, leurs dépositions sont seulement redigées par écrit par le Greffier, & si ils sont ouïs en la Chambre du Conseil, elles seront signées du Témoin s'il sçait ou veut signer, sinon sera fait mention de la cause pour laquelle il n'aura point signé.

Aux termes de l'Article sept dudit Titre seize, après que les Témoins auront esté ouïs, ou faute de les faire comparoître, la cause doit estre jugée en la mesme Audience ou au Conseil sur la lecture des pieces.

Dans les matieres de la competence des Juge & Consuls, ils peuvent juger nonobstant tous Declinatoires, Appels d'incompetence, prises à Partie, Renvoy requis & signifié en vertu de Lettres de Committimus aux Requestes de l'Hostel ou du Palais, le Privilege des Universitez, des Lettres de Garde Gardienne & tous autres : conformément à l'Article treize du Titre douzième de l'Ordonnance du mois de Mars 1673.

Si l'on propose des Declinatoires, les Juge & Consuls doivent en faire mention dans leurs Sentences, suivant l'Article dix du Titre seize de l'Ordonnance de 1667.

Sentence sans avoir égard au Declinatoire.

LEs Juge & Consuls, &c. Parties ouyes, après que P... défendeur a dit que F... n'a pas dû le faire assigner en cette Jurisdiction, le fait dont il s'agit n'estant Consulaire, requerant que les Parties fussent renvoyées pardevant le

sieur Prevost de ... Juge de son domicile, pour y proceder sur la demande dudit F.... Nous sans avoir égard au Declinatoire allegué par ledit P... Tailleur d'habits, & attendu que le differend dont il s'agit est pour vente à luy faite par F.... Marchand Drappier, de six aulnes de drap d'Espagne, avons condamné ledit P... à payer audit F... la somme de...

Il faut ainsi exprimer dans les Sentences dequoy il s'agit, lors que les Juge & Consuls prononcent sans avoir égard au Declinatoire.

Comme s'il estoit question de Billets de Change faits entre Negocians & Marchands, ou dont ils devront la valeur; & entre toutes personnes pour Lettres de Change ou remises d'argent faites de place en place, suivant l'Article second du Titre douziesme de l'Ordonnance du mois de Mars 1673.

Des differends pour ventes faites par des Marchands, Artisans & gens de mestier afin de revendre ou de travailler de leur profession, suivant l'Article quatre dudit Titre douziesme.

Des gages, salaires & pensions des Commissionnaires, Facteurs ou Serviteurs de Marchands pour le fait du trafic seulement, aux termes de l'Article cinq dudit Titre douziesme.

Des differends à cause des assurances, grosses avantures, Promesses, Obligations & Contrac̃ts concernant le commerce de la mer, le fret, & le naulage des Vaisseaux, suivant l'Article sept dudit Titre douziesme.

Du commerce fait pendant les Foires tenuës es lieux de leur établissement, si l'attribution n'en est faite aux Juges conservateurs du privilege des Foires, aux termes de l'Article huit dudit Titre douziesme.

De l'exécution des Lettres de sa Majesté lors qu'elles seront incidentes aux affaires de leur competence, pourveu qu'il ne s'agisse pas de l'estat & qualité des personnes; conformément

Des Juge & Consuls, &c. TIT. XVI. 225
formement à l'Article neuf dudit Titre douziesme, & ainsi
des autres matieres qui sont de la competence des Juge
& Consuls.

*Sentence portant condamnation du contenu en un Billet
de Change.*

L Es Juge & Consuls, &c. Nous après avoir ouy les parties en leurs demandes & défenses, avons condamné & condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de . . . contenuë au Billet de Change du sieur O . . . avec l'interest d'icelle, suivant l'Ordonnance en luy rendant par le demandeur, suivant ses offres, ledit Billet de Change, avec le Protest du refus fait par ledit O . . . de payer ladite somme; sinon & à faute de ce faire, sera le défendeur contraint par toutes voyes deuës & raisonnables, mesme par corps suivant l'Edit, sauf son recours contre qui il avisera bon estre.

Autre Sentence.

L Es Juge & Consuls, &c. . . Nous après avoir ouy les parties en leurs demandes & défenses. Vû la Lettre de Change du . . . & Protest fait d'icelle le . . . avons condamné & condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de . . . contenuë en ladite Lettre avec le change & rechange d'icelle, frais de Protest & du voyage, autrement & à faute de ce faire, sera le défendeur contraint par toutes voyes deuës & raisonnables, même par corps; attendu la qualité de la dette : Comme aussi condamnons le défendeur à payer l'interest de ladite somme principale & du change du jour du Protest & l'interest du rechange, celui des frais de Protest, & du voyage du jour de la demande, suivant l'Ordonnance : & outre le condamnons aux dépens qui seront par Nous taxez.

Cette condamnation d'interests est suivant l'Article sept du Titre sixiesme de l'Edit du mois de Mars 1673.

Si les diligences ne sont faites dans le temps, la Sentence sera ainsi.

Sentence au profit du Defendeur.

LEs Juge & Consuls, &c. Nous à faute par le demandeur d'avoir fait les diligences de la Lettre en question au temps de l'écheance d'icelle; Avons déchargé le défendeur de ladite demande & condamnons le demandeur aux dépens.

S'il s'agissoit d'un Billet même de Change, fait par un particulier non Marchand ou Negotiant, quoy qu'il en eust receu la valeur, tel Billet n'est point de la competence des Juge & Consuls, qui suivant l'Article trois du Titre douziesme de l'Ordonnance du mois de Mars 1673 doivent renvoyer les Parties pardevant le Juge ordinaire; aussi bien que pour les autres affaires qui ne sont de leur competence, & deferer aux Declinatoires, aux Appels d'incompetence, à la prise à Partie & aux Renvois qui leur sont demandez, suivant l'Art. quatorze du Titre douziesme de lad. Ordonnance.

Sentence de Renvoy en consequence du Declinatoire.

LEs Juge & Consuls, &c. Nous faisant droit sur le Declinatoire dudit B.... avons renvoyé les parties par devant le sieur Prevost de... pour y proceder suivant les derniers errements.

L'on ne peut saisir & vendre que des meubles en vertu des Sentences des Juge & Consuls qui portent seulement condamnation par provision; & pour saisir reellement

des maisons, terres, rentes ou offices, il faut obtenir une Sentence diffinitive.

Exploit d'Assignation pour obtenir une Sentence diffinitive.

L'An, &c. Pour voir dire que led. P... sera condamné diffinitivement, & par corps, à payer aud. F.. la somme de... contenue en la sentence de provision contre luy rendue par Messieurs les Juge & Consuls du... avec l'interest de lad. somme, à compter du jour de la demande jusques à l'actuel payement, suivant l'Ordonnance; & en consequence que la Caution que le demandeur a donnée pour l'exécution de lad. Sentence de Provision, sera déchargée & en outre proceder comme de raison; & à fin de dépens.

Sentence de condamnation diffinitive.

Les Juge & Consuls, &c. Nous avons condamné diffinitivement ledit P... à payer au demandeur la somme de... adjudgée par nostre Sentence de Provision du... avec l'interest de ladite somme, à compter du jour de la demande jusques à l'actuel payement, suivant l'Ordonnance; & en consequence avons déchargé la Caution donnée par le demandeur pour l'exécution de ladite Sentence, laquelle sera executée, mesme par corps.

DES O P P O S I T I O N S

à l'exécution des Sentences Consulaires.

Si celuy qui s'oppose n'a pas esté assigné à son domicile; & n'a eu connoissance de l'Exploit.



*Requête.**A Messieurs les Juge & Consuls.*

SUpplie humblement S.... Disant qu'encore qu'il ne doive rien à T.... neantmoins il luy auroit fait signifier une Sentence par vous renduë par défaut du ... par laquelle le Suppliant est condamné à luy payer .. & comme il n'a pas esté assigné à son domicile, & n'a eu connoissance de la prétention dudit T.. que par la signification de ladite Sentence; dont il luy sera bien aisé de se défendre,

Ce Consideré, Messieurs, il vous plaise ordonner que lad. Sentence demeurera nulle, & sera rapportée. Et au principal, attendu qu'il n'est point debiteur dudit T.. le décharger de sa demande avec dépens; & en tant que besoin seroit le recevoir opposant à l'exécution de ladite Sentence, & luy permettre de faire assigner ledit T... au premier jour, pardevant vous pour proceder aux fins de la presente Requête. Cependant défenses de mettre ladite Sentence à exécution, à peine de tous dépens, dommages & interets, & vous ferez bien.

Si celuy auquel la partie assignée a envoyé l'Exploit pour se presenter, n'a pas défendu suivant les memoires & pieces qui luy ont esté données.

*Autre Requête en Opposition.**A Messieurs les Juge & Consuls.*

SUpplie humblement P... Disant qu'ayant esté assigné à la requête de N. ... pour le payement de & n'ayant pû venir en cette ville à cause de quelques autres affaires, il auroit envoyé l'Exploit à D... Marchand de ladite ville, pour se presenter avec un memoire inltruc-

tif contenant les defenses du Suppliant , & un compte fait entre luy & ledit N... par lequel il est redevable envers le Suppliant de... ce qui estoit un moyen assez fort pour empescher les fins de la demande dudit N... néanmoins au lieu de représenter ledit compte, il se seroit servi d'autres moyens qui ont donné lieu à la Sentence contradictoire du par laquelle il a esté ordonné que... ce qui seroit préjudiciable au Suppliant s'il n'y estoit pourveu.

Ce Consideré, Messieurs, il vous plaise, sans vous arrester à ladite Sentence du... qui sera rapportée , & en consequence de la representation du compte fait entre le Suppliant & ledit N... Ordonner... Ce faisant décharger le Suppliant de la demande dudit N... qui sera tenu & par corps de rapporter la grosse de lad. Sentence, & condamné aux dépens, & cependant luy faire defenses d'exécuter ladite Sentence, & vous ferez bien.

Si le defendeur a omis de représenter des quittances ou décharges des sommes demandées ou autres pieces decisives.

Autre Requeste en opposition.

A Messieurs les Juge & Consuls.

SUPplie humblement L.... Disant que sur la demande à luy faite par O.... de la somme de pour marchandises vendues au Suppliant , seroit intervenu Sentence contradictoire le... par laquelle le Suppliant est condamné de payer lad. somme, mais ayant depuis recouvré une Quittance dudit O.... de la somme de . sur celle par luy demandée , & qu'il se souvient mesme qu'il a fait quelques autres payemens mentionnez sur le Livre Journal dud O... à la deduction des sommes par luy prétendues.

Ce Consideré , Messieurs , en consequence de la re-

présentation de lad. Quittance du... il vous plaise permettre au Suppliant de faire assigner l'edit O... pour voir dire que deduction luy sera faite de la somme de contenue en ladite Quittance, mesme de celles qui se trouveront écrites sur le Livre Journal dudit O... lequel il sera tenu de représenter pour vérifier lesdits payemens, offrant de payer ce dont il sera redevable. Cependant faire défenses de mettre ladite Sentence à exécution, & vous ferez bien.

Il faut donner ces Requestes à l'un de Messieurs les Consuls avec les pieces justificatives de l'exposé, & s'il y a lieu de surseoir l'exécution des Sentences, les Ordonnances peuvent estre ainsi.

Ordonnance.

SOit donné assignation au premier jour pardevant Nous, Saux fins de la presente Requeste. Cependant sursis à l'exécution de lad. Sentence pendant trois jours. Fait à... ce...

Si le defendeur est domicilié hors du lieu de la Jurisdiction Consulaire, le Delay sera de huitaine.

Il faut faire signifier cette Requeste, donner Assignation dans le Delay porté par l'Ordonnance, & proceder comme sur les autres demandes.

Si le demandeur est bien fondé, la Sentence qui interviendra sera en cette forme.

Sentence.

LEs Juge & Consuls, &c... Nous avons receu le demandeur opposant à l'exécution de nostre Sentence du... faisant droit sur son opposition, ayant égard aux offres par luy faites, & en conséquence de la représentation du compte fait entre les Parties. Ordonnons que...

Sentence diffinitive.

L Es Juge & Consuls, &c. Nous ayant égard à la Requête du demandeur, avons déclaré nostre Sentence du... & tout ce qui a esté fait en consequence, nul, & faisant droit au principal, condamnons le defendeur à...

Autre Sentence lorsque la Cause n'est pas en estat d'estre jugée.

L Es Juge & Consuls, &c. Nous, avant que faire droit sur la Requête du demandeur, ordonnons que le defendeur representera son Registre pardevant le Sieur... Consul en charge, ou tel autre qu'il plaira à Messieurs de nommer, pour estre par luy procedé au calcul des payemens faits par le demandeur, pour ce fait & rapporté estre ordonné ce qu'il appartiendra, les défenses portées par nostre Ordonnance du... tenant.

*PROCEDURES POUR FAIRE
lever les défenses & surseances à l'execution
des Sentences Consulaires*

S I l'Opposant faisoit seulement signifier les defenses sans donner Assignation, celui qui a obtenu la Sentence les trois ou huit jours passez depuis l'Ordonnance, peut la faire executer, si mieux il n'ayme assigner la Partie pour faire lever les defenses par un Exploit en cette forme.

Assignation.

L An, &c... pour voir dire que les defenses obtenues par le defendeur en la jurisdiction Consulaire le... se-

ront levées & ostées , ce faisant que la Sentence renduë par Messieurs les Juge & Consuls au profit du demandeur le. .. sera executée selon sa forme & teneur.

Sentence sur cette demande.

L Es Juge & Consuls , &c. . . Nous avons levé & osté les défenses obtenuës par le défendeur , & en consequence : Ordonnons que nostre Sentence du. . . sera executée selon sa forme & teneur , condamnons ledit défendeur aux dépens.

Si celluy qui a obtenu des Défenses gaigne sa Cause, le Jugement sera ainsi.

Sentence.

L Es Juge & Consuls, &c Nous ayant égard à la Requête du demandeur , l'avons déchargé de la condamnation portée par nostre Sentence du... laquelle demeurera nulle , & comme telle sera rapportée, à ce faire le défendeur contraint par toutes voyes deuës & raisonnables, même par corps, & si l'avons condamné aux dpens.

*PROCEDURES SUR LA
Contravention à l' Art. XV. du Tit. XII.
de l' Edit du mois de Mars 1673.*

SA Majesté par cet Article a déclaré nulles toutes Ordonnances & Commissions decernées par les Juges Royaux & des Seigneurs pour faire assigner, & les Assignations données en consequence , en revocation de celles données pardevant les Juge & Consuls; & fait défenses à peine de nullité de casser ou surseoir les procedures & les poursuites en execution de leurs Sentences, ni faire défenses de proceder devant lesdits Juges.

Suivant

Suivant le mesme Article quinze, les parties qui auront présenté leurs Requestes afin de cassation, revocation, surseance, ou afin de défenses d'exécuter les Sentences des Juge & Consuls; les Procureurs qui les auront signées, & les Huissiers ou Sergens qui les auront signifiées, doivent estre condamnés chacun en cinquante livres d'amende, moitié au profit de la partie, & moitié au profit des Pauvres.

Exploit d'Assignation.

L'An... à la requeste de F... je... Huissier... ay donné assignation à P... H... D... en parlant à &c. à comparoir, &c pour voir declarer l'amende de cinquante livres portée par l'Edit du mois de Mars 1673. Titre douze Article quinziesme, encouruë contre chacun des défendeurs, pour par eux, contre la disposition de ladite Ordonnance, sçavoir ledit P... Marchand, s'estre pourveu en la Prevosté de... en revocation de l'Assignation à luy donnée à la requeste du demandeur, pardevant Mesdits sieurs les Juge & Consuls; ledit H... Procureur avoir signé la Requeste afin de revocation & occupé sur l'Assignation donnée pour icelle, & ledit D... Huissier donné ladite Assignation en revocation; & en conséquence qu'il sera delivré Executoire au demandeur de ladite amende, pour estre les défendeurs contraints par corps solidairement au paiement d'icelle, à quoy le demandeur conclud & aux dépens.

Sentence par Défaut sur cette Demande.

Les Juge & Consuls des Marchands établis par le Roy à.... A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Sçavoir faisons, que sur le differend meu & pendant pardevant Nous, entre F.... demandeur, comparant par.... d'une - part, & P.... Marchand
Gg

à... H... Procureur, & D... Huissier, défendeurs, d'autre. Par le demandeur a esté dit qu'il auroit fait assigner les défendeurs à comparoir ce jourd'huy pardevant Nous, pour voir déclarer l'amende, &c. *Il faut insérer la demande contenuë en l'Exploit.* Lesquels P... H... & D... ne sont comparus ny autre pour eux deuëment appelez. Nous, après avoir ouy le demandeur, luy avons ce requérant, donné Defaut & par vertu d'iceluy, lecture faite de l'Exploit de... Huissier du... contrôllé à... le... de la copie la Requête présentée par ledit P... au Prevost de... signée de H... Procureur: de l'Exploit d'Assignation donnée au demandeur en revocation de celle donnée à sa requête pardevant Nous audit P... Avons contre chacun des defudits l'amende de cinquante livres déclarée & icelle déclarons encouruë; de laquelle sera delivré Executoire à l'encontre d'eux pour estre contraints solidairement & par corps au payement de ladite amende, suivant l'Ordonnance, & les condamnons aux dépens.

*PROCEDURES POUR FAIRE
examiner & regler les differends des
Parties par Arbitres.*

LOrs que la discussion des affaires est difficile, & que les Parties ont des prétentions respectives & des comptes à faire pour raison de société ou autrement, elles peuvent demander des Arbitres pour les regler, ce qui se fait en la forme qui suit.

*Demande pour faire examiner & regler les differends
des Parties par Arbitres.*

L'An le à la requête de D Marchand Libraire & Imprimeur à soit assigné E aussi

Marchand Libraire audit à comparoir Lundy prochain deux heures de relevée, pardevant Messieurs les Juge & Consuls de pour convenir à l'amiable d'Arbitres pour regler les comptes & differends d'entre les Parties au sujet des Marchandises qu'elles se sont fournies & livrées respectivement, compter devant lesdits Arbitres des Impressions que led. D... a faites pour led. E... & voir & examiner les sommes que ledit E... a payées audit D... qui ont esté par luy écrites sur le Registre dudit E... lequel il sera condamné de représenter & par corps, & faute par ledit E... de nommer un Arbitre de sa part, qu'il en sera nommé un d'office par lesdits sieurs Juge & Consuls, pour avec ce'uy qui sera nommé par led. D... proceder aux fins cy-dessus, & en consequence que ledit E... sera condamné de payer la somme dont il se trouvera redevable, les interets d'icelle & les dépens.

Si le défendeur est défaillant, ou si estant comparu il ne veut nommer un Arbitre, Messieurs les Juge & Consuls en nomment un d'office pour examiner les prétentions des Parties, conjointement avec ce'uy qui est nommé par le demandeur, & en ce cas, la Sentence qui intervient est comme cy-aprés.

Sentence portant nomination d'Arbitres.

LEs Juge & Consuls des Marchands, &c. Nous après que ledit D... a nommé pour Arbitre le sieur B... & que ledit E... a refusé d'en nommer de sa part, avons ordonné qu'ils se retireroient pardevers les sieurs B... nommé par ledit D... & C... que nous avons nommé d'office, au refus dudit E... d'en nommer, lesquels sieurs B... & C... les entendront en leurs demandes & défenses, examineront leurs Registres, arresteront leurs comptes, & decideront tous leurs differends, si faire se peut,

sinon ils dresseront leur Avis , lequel ils enverront en nostre Greffe , clos & cacheté , pour iceluy veu , estre fait droit aux Parties , ainsi qu'il appartiendra. Fait à

Avis en consequence de la Sentence cy-dessus.

A Messieurs les Juge & Consuls des Marchands établis par sa Majesté à

VEu par nous B.... & C.... la Sentence qu'il vous a plu rendre, Messieurs, le.... entre D... Marchand Libraire & Imprimeur, demandeur, & E.... aussi Marchand Libraire, défendeur, par laquelle vous les avez renvoyez pardevant nous pour regler le prix des Marchandises qu'ils se sont fournies respectivement, compter aussi des impressions que ledit D.... a faites pour ledit E.... & des payemens sur icelles, suivant laquelle nous avons par plusieurs fois entendu lesdites Parties en leurs demandes & défenses, tant en presence l'une de l'autre que separément; veu & examiné les Registres & memoires qu'ils nous ont mis entre les mains, lesquels nous avons trouvez en assez bon ordre, suivant la maniere dont ils les tiennent ordinairement; & après avoir le tout veu & calculé, avons remarqué par le compte des Marchandises qu'ils se sont fournies l'un à l'autre, que ledit D... en a receu dudit E... pour la somme de douze cens vingt livres, & qu'il luy en a fourny pour mil deux livres: au moien dequoy a eét égard, il est deu audit E.... par ledit D.... la somme de deux cens dix huit livres, ainsi qu'ils en sont demeurez d'accord; mais à l'égard des impressions faites par ledit D.... pour ledit E.... du Livre intitulé... ils n'ont pû en convenir, led. D. ayant soustenu qu'ils estoient convenus de la somme de vingt livres pour

chacune feüille d'impression dudit Livre qui est un prix que nous croyons estre fort modique, quoy que led E .. soutienne au contraire en avoir fait prix à dix huit livres la feüille, ce qui nous a obligé d'arrester le compte desdites impressions sur le pied de vingt livres pour chacune feüille, & avons trouvé ledit Livre contenir la quantité de trois cens douze feüilles, revenant à la somme de six mille deux cens quarante livres, sur laquelle appert par le Registre dudit E... qu'il a payé en diverses fois la somme de cinq mille cinquante livres audit D.... auquel il est deu de reste pour lesdites impressions la somme de onze cens quatre vingt dix livres, sur laquelle il convient desduire celle de deux cens dix-huit livres dont ledit D.... estoit debiteur audit E.... pour le restant des Marchandises que lesdites parties s'estoient fournies l'une à l'autre C'est pourquoy toutes déductions faites, Nous sommes d'avis, MESSIEURS, que ledit E. est debiteur audit D... de la somme de neuf cens soixante douze livres, au payement de laquelle nous estimons qu'il doit estre condamné, le serment préalablement pris dudit D... qu'il n'est point convenu de faire lesdites impressions à raison de dix huit livres la feüille. Sauf à vous, MESSIEURS, pour ce que dessus & pour le surplus d'en ordonner comme il vous plaira, suivant vostre justice ordinaire, à laquelle nous soumettons nostre present Avis, que nous avons redigé par écrit, après avoir le tout veu & examiné en nos consciences. Fait à...

Cette Formule d'avis d'Arbitres peut servir d'idée pour en dresser de quelque Marchandise que ce soit, les feüilles d'impression de Livres estant changées en teintures de pièces d'étoffes au regard des Marchands Drappiers, en aulnes de Brocards, Ferrendines ou autres à l'égard des Marchands Merciers, & ainsi des autres; Il faut qu'ils soient escripts sur du papier timbré, signez des Arbitres,

clos & cachetez de leurs cachets; & après qu'ils sont cachetez mettre la suscription ainfi.

A V I S , pour servir en l'Instance pendante pardevant Messieurs les Juge & Consuls de.... Entre D.... Marchand Libraire & Imprimeur, demandeur, & E... aussi Marchand Libraire, défendeur.

Il faut ensuite que les Arbitres mettent leur Avis au Greffe de la Jurisdiction Consulaire.

Lorsque l'Avis aura esté porté au Greffe, le demandeur fera assigner sa Partie pour en voir ordonner l'ouverture & l'enterinement.

Demande à ce que l'Avis des Arbitres soit enteriné.

L'An, &c. pour voir dire que l'Avis des sieurs B. & C... Marchands Libraires & Imprimeurs à... Arbitres nommez pour examiner les differens d'entre les Parties. sera ouvert, leu & enteriné; ce faisant ledit défendeur condamné, & par corps, à luy payer les sommes dont il luy est redevable, suivant ledit Avis, avec les interets du jour de sa demande, & aux dépens.

Sentence sur l'Avis des Arbitres.

Les Juge & Consuls, &c. Lecture faite dudit Avis, Nous après que ledit demandeur a affirmé n'estre demeuré d'accord de dix-huit livres par feuille, & au contraire qu'il luy est legitiment deu vingt livres par chacune, ainsi qu'il en estoit convenu avec le défendeur, avons l'Avis desdits sieurs B.... & C.... enteriné; & conformement à iceluy avons ledit défendeur condamné, & par corps, à payer au demandeur la somme de neuf cens soixante douze livres, avec les interets, à compter du jour de la demande jusques à l'actuel payement, suivant l'Ordonnance, & aux dépens.

D E S D E S P E N S.

Lors que les dépens adjugez par les Sentences ne sont pas liquidez, il faut les faire taxer en la forme qui suit.

Declaration de Dépens.

Declaration de Dépens que met & baille pardevant vous, Messieurs les Juge & Consuls des Marchands à... F... demandeur.

Contre P... défendeur, esquels par Sentence du... ledit P... a esté condamné envers ledit F...

Premierement, pour l'Exploit d'Assignation donnée audit P... & pour le Contrôlle...

Pour la Presentation...

Pour la Sentence du... portant adjudication de dépens, & pour le scel d'icelle, Copie, signification & Contrôlle...

Pour la presente Declaration, Copie, signification & Contrôlle.

Pour l'Executoire desdits dépens & scel d'iceluy.

Pour le premier commandement qui sera fait en vertu de lad. Sentence, & Executoire, & Contrôlle dudit commandement.

Signification de la Declaration de Dépens.

L'An... à la requeste de F... je D... Huissier à... ay signifié & baillé copie à P... en parlant à... en son domicile, de la Declaration de Dépens adjugez audit F... par Sentence du... ensemble copie de ladite Sentence, & luy ay donné Assignation à comparoir demain deux heures de relevée, pardevant Messieurs les Juge & Consuls pour voir taxer lesdits dépens.

Executoire de Dépens.

L Es Juge & Consuls des Marchands establis par le Roy à Aux Huissiers Audienciers de cette Jurisdiction, autres Huissiers, Sergens à cheval, ou Sergens Royaux, premier sur ce requis; Salut. Nous à la requeste de F. . . . vous mandons & commettons par ces presentes, faire commandement de Par le Roy & Nous à P de payer audit F. . . . la somme de à laquelle les dépens adjugez audit F. . . . par nostre Sentence du ont esté par Nous ce jourd'huy taxez & liquidez, ce requerant ledit F. . . . en présence dudit P & à son refus le contraignez au paiement de ladite somme par toutes voyes deuës & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles pour lesquelles ne sera différé. Donné à sous nostre scel. . . .

Si le défendeur ne compare, au lieu de ces mots, *en présence dudit P* il faut mettre, & par vertu du Defaut de Nous donné alencontre dudit P non comparant quoy que deuëment appelé.



TITRE XVII.

Des Matieres Sommaires.

Es Matieres Sommaires contenuës aux Articles premier, trois, quatre & cinq du Titre dix-septiesme, sont,

Les causes pures personnelles qui n'excederont la somme ou valeur de quatre cens livres, pendantes aux Parlemens, Grand Conseil, Cour des Aydes, & autres Cours, Requestes de l'Hostel & du Palais.

Il y a exception à cette Regle par l'Article second du mesme Titre, des demandes excedantes la somme ou valeur de deux cens livres qui auront esté appointées es juridictions inferieures & portées par appel aux Cours Souveraines, lesquelles y seront jugées comme Procez par écrit.

A l'égard des Bailliages & Seneschauffées & en toutes les juridictions Royales & aux justices des Seigneurs; mesme aux Officialitez les causes pures personnelles qui n'excederont la somme ou valeur de deux cens livres, sont aussi reputées Sommaires.

Et en toutes les Cours, juridictions & justices les choses concernant la police à quelque somme ou valeur qu'elles puissent monter.

Les achapts, ventes, délivrances & payemens pour provisions & fournitures de maisons en grain, farine,

pain , vin , viande , foin , bois & autres denrées.

Les sommes deuës pour ventes faites és Ports, Estapes, Foires, & Marchez.

Loyers de Maisons, Fermes & adions pour les occuper ou exploiter, ou aux fins d'en vuider tant de la part des Propriétaires, que des Locataires ou Fermiers.

Non-jouïssances & diminutions de loyers.

Fermages & reparations, soit qu'il y ait bail ou non.

Les impenses utiles & necessaires.

Les meliorations, deteriorations, labours, & semences.

Les prises des chevaux & bestiaux en delit, les saisies qui en seront faites, leur nourriture, dépenses ou loüage.

Les gages des Serviteurs, peines d'Ouvriers, journées de Gens de travail, Parties d'Apotiquaires & Chirurgiens, vacations de Medecins, frais & salaires des Procureurs, Huissiers, Sergens, & autres droits d'Officiers, Appointemens & Recompenses, sont aussi reputées Matieres Sommaires, pourveu que ce qui sera demandé n'excede la somme ou valeur de mille livres.

Les appositions & levées de scellez.

Les confectïons & clostures d'Inventaires.

Les oppositions formées à la levée des scellez, aux Inventaires & clostures en ce qui concerne la Procedure seulement.

Les oppositions faites aux saisies, executions & ventes de meubles.

Les preferences & privileges sur le prix en provenant, pourveu qu'il n'y ait que trois opposans, & que leurs pretentions n'excedent la somme de mille livres sans y comprendre les cas de contribution au marc la livre.

Les demandes afin d'élargissement & provision des personnes emprisonnées.

Celles afin de main-levée des effets mobiliars saisis ou executez.

Des Matieres Sommaires. TIT. XVII. 243

Les establissemens ou descharges de Gardiens, Commissaires, Depositaires ou Sequestres.

Les Reintegrandes.

Les Provisions requises pour nourritures & alimens.

Et tout ce qui requiert celerité & où il peut y avoir du peril en la demeure, est pareillement reputé Matiere Sommaire, pourveu qu'il n'excede la somme ou valeur de mille livres.

*DES APPPOSITIONS
& levées de Scelé.*

L'On peut faire apposer scellé sur les meubles de la succession d'un défunt pour feureté de ce qui est dû.

Requête pour avoir permission de faire Sceller.

A Monsieur....

Supplie humblement D.... Disant qu'il est creancier de la succession de défunt B.... de la somme de... par obligation du.... & de peur que les biens & effets de ladite succession ne soient divertis au préjudice du Suppliant, il requiert qu'il luy soit pourveu.

Ce Considéré, Monsieur, il vous plaise permettre au Suppliant de faire proceder par voye de saisie & scelé sur tous les biens meubles de la succession dudit defunt, & vous ferez bien.

L'Ordonnance sur cette Requête doit estre ainsi.

Permis de faire saisir & sceller, & à cette fin commis M.... Fait le...

Le Commititur pour sceller ne se donne que dans les juridictions superieures & en celles où il y a des Com-

missaires en Titre qui ont la fonction ordinaire d'apposer leur scellé dans les maisons des particuliers , comme au Chastelet de Paris : dans les autres justices, cette fonction appartient à Messieurs les Lieutenans Generaux , Prevosts & Baillifs.

Les Juges peuvent sceller , ou permettre de sceller après le deceds, sur le Requisitoire de la Veuve ou Heritiers, Creanciers ou autres parties interessées.

Si la Veuve ou Heritiers avoient fait faire Inventaire des biens du défunt, le Juge ne peut sceller à la requeste des Creanciers , lesquels n'ont que l'action pour faire declarer leurs Titres executoires contre la Veuve & Heritiers.

Procez verbal d'apposition de Scellé.

L'An.... le.... jour de.... Pardevant Nous.... est comparu D.... lequel nous a dit qu'il est Creancier de la succession de défunt B.... par Obligation du & comme les effets de cette succession pourroient estre divertis, il nous auroit requis qu'il nous pleust nous transporter en la maison où ledit défunt est decedé pour sceller du cachet de nos armes sur les biens & effets du défunt à la conservation de ses droits , & a signé.

Surquoy Nous ordonnons que nos scellez seront apposez sur les biens & effets de la succession dudit défunt pour la conservation des droits dudit D.... & à cette fin nous nous transporterons incessamment en la maison où ledit défunt est decedé.

Et ledit jour, Nous estant transportez en la maison où est decedé ledit défunt sise rue.... avons procedé à l'apposition de nos scellez sur les choses trouvées fermées à clef, à nous indiquées appartenir à la succession dudit défunt.

Premierement , Nous avons apposé le cachet de nos armes & scellé sur les trous & entrées de clef & sur les deux bouts d'une bande de papier appliquée à l'ouverture d'un cabinet & sur les trous & entrées de clef de . . . tiroirs; sçavoir deux au haut & un au bas , comme aussi sur les bouts d'une bande de papier appliquée à l'ouverture & sur quatre morceaux de cire appliquez au droit des pentures, ice-luy cabinet estant en la salle , (*specifier ainsi exactement les choses sur lesquelles le scellé a esté apposé.*)

Après laquelle apposition de nosdits scellez , Nous avons procedé à la description des meubles en evidence trouvez en ladite maison.

Premierement , dix pieces de tapisserie de Flandre , en laquelle est representé l'histoire de...

Item un liçt , &c. . . . *Et ainsi des autres meubles qui se trouvent en evidence.*

Ce fait Nous avons tous nosdits scellez & meubles trouvez en ladite maison laissez en la garde de P... lequel s'en est volontairement chargé , & promis iceux représenter toutefois & quantes , comme depositaire de biens & de justice , particulièrement nosdits scellez sains & entiers , & a signé.

S'il y a des oppositions au scellé il en faut faire mention dans le Procez verbal.

Opposition au Scellé.

ET ledit jour , est comparu pardevant Nous, M... qui a dit qu'il s'oppose à la levée de nosdits scellez , pour seureté des sommes de deniers à luy deuës par la succession dudit defunt , tant en principal, interrests que dépens , & pour autres causes & moyens qu'il déduira en temps & lieu , élisant domicile en la maison de C....

L'on ne peut faire lever le scellé que les Interressez & Opposans ne soient appelez ; & à cette fin il faut presenter au Juge, de l'Ordonnance duquel le scelé a esté apposé,

*Requete.**A Monsieur le Lieutenant...*

Supplie humblement D.... Qu'il vous plaise proceder à la levée du scelé apposé à sa requête sur les biens & effets de la succession de B.... les Interressez presens, ou deuëment appelez, & en cas d'absence, en la presence de Monsieur le Procureur du Roy, pour estre fait Inventaire & description de ce qui se trouvera sous iceluy, & vous ferez bien.

Ordonnance sur cette Requete.

Nous ordonnons que ledit scellé sera levé, icy luy préalablement reconnu, les Interressez presens, ou deuëment appelez : & en cas d'absence en presence du Procureur du Roy. Fait ce....

En vertu de la permission que l'on aura obtenuë sur cette Requete, il faut faire assigner les Interressez pour voir proceder à la levée du scellé.

Assignation aux Opposans pour voir lever le Scelé.

L'An.... je Huissier.... ay donné Assignation à... tous Opposans à la levée du scelé apposé sur les biens de défunt B.... à comparoir demain deux heures de relevée, en la maison où est decedé ledit défunt, sive rue.... pour voir proceder à la reconnoissance & levée dudit

Des Matieres Sommaires. TIT. XVII. 247

scelé, & ensuite à l'Inventaire, description & prise des meubles qui se trouveront sous iceluy, & leur ay déclaré qu'il y sera procédé tant en présence qu'absence.

Le Juge ou Commissaire se transporte en la maison où il a apposé les scelles, & procede à levée d'iceux apres les avoir reconnus sains & entiers, dont il dresse son Procez verbal, & ensuite fait faire Inventaire de ce qui se trouve sous les scelles.

Inventaire.

L'An.... le.... jour de.... heure de.... à la requeste de D.... veuve de défunt B.... & pour la conservation de ses droits, a esté par Nous... fait Inventaire & description de tous les biens, meubles, deniers comptans, titres & enseignemens demeurez après le deceds dudit défunt, estans en une maison sise rue.... mis en evidence par ladite D... après serment par elle fait pardevant Nous, de monstrier & enseigner tous lesdits biens pour estre inventoriés, apres que le scellé apposé sur lesdits biens par.... a esté reconnu, levé & osté, suivant le Procez verbal de ce jourd'huy, & ce en la presence de... Opposans audit scellé & de... *mettre les noms des parties interessees*, lesdits meubles prisez & estimez par S... ainsi qu'il ensuit.

Premierement, en la salle basse de ladite maison s'est trouvé dix pieces de tapisserie de Flandre, representant l'histoire de.... prisees ensemble à la somme de...

Item, douze Fauteuils.... *Inventorier ainsi les meubles, & faire mention de la prisee.*



Ensuivent les Titres.

P Remierement, un Contract. ...

Item, une Obligat on de la somme de.... *Et ainsi inventorier les titres & papiers.*

Lesquels meubles & titres ont esté baillez en garde à.... qui s'en est chargé & a promis représenter iceux quand il sera ordonné par Justice, le tout à la conservation de à qui il appartiendra.

Cloſture d'Inventaire.

E T le.... jour de.... pardevant Nous.... est comparuë la dite D.... après serment par elle fait de dire verité a déclaré qu'elle n'a point de connoissance d'autres meubles ni effets de la succession & communauté d'entr'elle & le dit défunt, que ceux contenus au present Inventaire, de laquelle declaration luy avons donné Acte, & en consequence ledit Inventaire tenu pour clos.

Si la veuve & heritiers sont en bonne intelligence, ils peuvent faire faire Inventaire des biens du défunt, comme celuy cy-dessus, sans qu'il soit besoin d'apposer scelé.

DES DATIIONS DE TUTELLES.

S'Il y a des Mineurs, il faut leur faire creer un Tuteur & subrogé Tuteur, & à cette fin assigner les Parens pour donner leur avis, avant s'il est possible que de faire Inventaire.



Assignation

*Assignation aux Parens des Mineurs pour donner
leur avis sur l'élection d'un Tuteur & Subrogé
Tuteur aux Mineurs.*

L'An... je Huissier... ay donné assignation à .. en parlant à ... à comparoir d'huy en ... pardevant Monsieur le Prevost de ... ou son Lieutenant , pour donner leur avis sur l'élection d'un Tuteur & d'un subrogé Tuteur aux Enfans Mineurs de défunt B...

Il faut au moins sept Parens ou Amis , tant du costé paternel que du maternel pour donner avis, sur lequel intervient

*Acte d'élection de Tuteur & Subrogé Tuteur
aux Mineurs.*

L'An... le... jour de... pardevant Nous est comparu G .. le quel nous a dit qu'il a fait assigner D .. P... H .. I.. O... N... S. ... &c. tous Parens tant paternels que maternels de ... Enfans mineurs de défunts ... par Exploit du ... pour donner leur avis sur l'élection d'un Tuteur & d'un Subrogé Tuteur ausd. mineurs, lesquels D .. P... H .. I.. O... N... S... Parens sont comparus, & par vertu du Defaut de Nous donné à l'encontre des autres non comparans ni Procureurs pour eux, avons ausdits comparans fait faire le serment de nous donner bon & fidele avis sur le contenu cy-dessus, & après serment par eux fait, ont dit, Sçavoir ledit P... qu'il se rapporte aux autres Parens & à Justice d'en ordonner, ledit D... a dit qu'il élit pour Tuteur ausdits Mineurs M... leur oncle paternel, & pour Subrogé Tuteur O.... (*& ainsi mettre l'avis des Parens.*)

Surquoy Nous avons ordonné que ledit M.... demeurera Tuteur, & O.... Subrogé Tuteur desdits Mineurs, lesquels pour ce presens ont volontairement accepté lesdites charges, chacun à leur égard, promis faire leur devoir en icelles, & fait le serment.

Si les Parens sont d'avis que les Mineurs ne soient heritiers que sous benefice d'inventaire, le Juge ajoûte.

Et outre ordonnons que ledit M.... audit nom pourra obtenir Lettres pour se dire & porter par lesdits Mineurs heritiers par benefice d'inventaire desdits défunts leurs pere & mere, & en poursuivre l'enterinement, suivant l'avis des Parens, que nous avons homologué & homologuons....

Lettres de Benefice d'Inventaire.

LOuis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A nostre Bailly de... ou son Lieutenant General & autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra; Salut. M... au nom & comme Tuteur de... Enfans mineurs de défunt... nous a exposé que les Parens desdits Mineurs ont esté d'avis qu'ils se portassent heritiers sous benefice d'inventaire dudit défunt, craignans que la succession ne leur fust onereuse, requerans nos Lettres à ce necessaires. A CES CAUSES: avons permis & permettons audit M... audit nom, de prendre la succession dudit défunt par benefice d'inventaire, sans que lesdits Mineurs soient tenus d'aucunes debtes d'icelle, sinon jusques à la concurrence du contenu en l'Inventaire, dont ledit M... audit nom donnera caution, à la charge d'accomplir le Testament dudit défunt, & si aucuns se veulent porter heritiers simples dudit défunt, ils y seront receus. Vous mandons que vous ayez à recevoir ladite Caution, fassiez jouir ledit M.... audit nom des biens de ladite suc-

Des Matieres Sommaires. TIT. XVII. 251
cession, & empeschiez qu'il n'y soit troublé. Donné....

Si les Tuteurs refusoient d'accepter la charge , il faut leur donner Affignation pour y estre condamnez.

Affignation au Tuteur élu pour se voir condamner d'accepter la charge.

L'An.... pour voir dire qu'en consequence de la nomination faite de sa personne pour Tuteur des Enfans mineurs de défunt B.... par Acte d'assemblée du... il sera tenu d'accepter ladite charge, & pour le deu d'icelle faire les diligences necessaires, dont il demeurera responsable envers lesdits Mineurs , & de toutes pertes , dépens , & dommages.

DES GARDIENS TUTEURS, suivant la Coustume de Paris.

Les Gardiens peuvent estre Tuteurs , supposé qu'ils ayent pris la Garde avant que d'accepter la Tutelle.

L'Acte d'acceptation de la Garde-noble, se fait comme celui cy-aprés, suivant la Coustume de Paris.

*Acte de Garde noble , suivant la Coustume
de Paris.*

Extrait des Registres de...

Du ... jour de ...

Aujourd'huy est comparu en jugement devant
Nous... B... Escuyer, lequel a demandé & accepté la
Ii ij

Garde noble de I... & L... Enfans mineurs dudit A... & de défunte... jadis sa femme, en consequence de laquelle demande & acception, Ordonnons que ledit B.... aura l'administration des biens desdits Enfans, & jouïra du revenu d'iceux, tant meubles, qu'immeubles, rentes & heritages, à la charge de payer & acquitter les debtes & arrerages de rentes que doivent lesdits Mineurs, les nourrir & entretenir selon leur estat & qualité, & entretenir les heritages de toutes reparations viageres, pour enfin de ladite garde les rendre en bon estat, quoy faisant seront les fruits siens. Dont & de ce que dessus ledit B.... a requis Acte, à luy octroyé pour luy valoir ainsi que de raison...

Acte de Garde Bourgeoise suivant la Coustume de Paris.

A Ujourd'hui est comparu en jugement devant Nous.. M... veuve de défunt E... laquelle a demandé & accepté la garde bourgeoise de... Enfans mineurs dudit défunt & d'elle, en consequence de laquelle demande & acception, & de ce qu'elle a présenté pour Caution P... Bourgeois de Paris, lequel a déclaré qu'il se constitue Caution pour ladite veuve de ladite Garde bourgeoise, & a fait les soumissions accoustumées, Nous ordonnons, &c... *Comme à la Garde noble.*

D E S C U R A T E L L E S.

L Es Majeurs de quatorze ans & au dessus jusqu'à vingt-cinq ans, qui sont capables de gouverner leur bien, peuvent se faire emanciper, & à cette fin obtenir

Lettres d'Emancipation ou de Benefice d'âge.

LOüis, &c.... C.... nous a exposé qu'ayant atteint l'âge de il est capable d'administrer le bien qui luy est échu par le deceds de ses pere & mere; & comme il ne peut en avoir le manient sans avoir nos Lettres d'émancipation & de benefice d'âge à ce necessaires: Il nous a supplié de luy accorder icelles A CES CAUSES, vous mandons que la plus grande partie des Parens tant paternels que maternels de l'exposant, comparans par-devant vous, que nous voulons y estre appelez par le premier Huissier ou Sergent sur ce requis, s'il vous apert que l'Exposant soit capable de regir & administrer son bien, vous luy en donniez la jouissance & administration comme nous la luy avons donnée par ces presentes, & le fassiez jouir & user des biens qui luy sont écheus par le deceds de ses pere & mere, & de ceux qui luy pourront appartenir, tout ainsi que s'il avoit atteint l'âge de majorité, dont nous l'avons dispensé & dispensons par ces Presentes : à la charge qu'il ne pourra vendre ni aliener ses immeubles qu'il ne soit majeur. De ce faire vous donnons pouvoir...

Aprés que ces Lettres sont obtenuës, il faut faire assigner les Parens pour donner leur avis sur l'enterinement & élire un Curateur au Mineur.

Assignment aux Parens pour donner leur avis sur l'Emancipation.

L'An, &c pour donner leur avis sur l'enterinement des Lettres d'émancipation obtenuës par ledit C.... & en consequence luy estre pourveu d'un Curateur jusques à ce qu'il ait atteint l'âge de majorité.

Si les Parens sont d'avis que le Mineur soit émancipé, il intervient

Sentence d'enterinement des Lettres d'Emancipation.

Nous avons enteriné lesdites Lettres pour jouir par l'impetrant de l'effet & contenu d'icelles, selon leur forme & teneur, à la charge qu'il ne pourra vendre ni aliéner ses immeubles tant qu'il sera mineur, & cependant ordonnons que D demeurera Curateur aux causes & actions dudit C auquel D avons donné Acte de ce qu'il a volontairement accepté ladite charge, suivant l'avis des Parens que nous avons omologué & omologuons...

Si le Curateur ne vouloit pas accepter la charge, il le faut faire assigner pour s'y voir condamner, comme il est cy-devant dit, à l'égard du Tuteur qui refuse la tutelle.

Mais si les Parens ne sont pas d'avis de l'émancipation, le Pupille doit estre debouté de ses Lettres.

Et si après avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans, il est débauché, ou s'il a l'esprit foible ou aliéné, les Parens le peuvent faire interdire en connoissance de cause, après que le Juge l'aura interrogé.

Sentence portant interdiction de contracter.

Veu l'Intertogatoire, &c . . Nous ordonnons que ledit C demeurera interdit de contracter, vendre, aliéner ni hypothequer ses biens: Faisons défenses à toutes personnes de passer avec luy aucuns Actes de quelque nature & qualité qu'ils soient, à peine de nullité & de tous dépens, dommages & interests, & sera la presente

Des Matieres Sommaires. TIT. XVII. 255

Sentence leuë & publiée en la Communauté des Notaires de ... Enjoint ausdits Notaires d'insérer le nom & surnom dudit C... dans la Table publique des Interdits.

*AUTRES MATIERES
Sommaires.*

Demandes aux fins de vuider d'une Maison.

L'An.... pour ouïr une Requête qui est, qu'il a fait Bail au défendeur d'une Maison sise à.... pour en jouir pendant.... années, dont il y en a.... d'expirées, & comme le demandeur veut l'occuper il a fait donner Congé au défendeur pour le jour de.... qu'il n'a pas voulu accepter. A CES CAUSES, conclud à ce que ledit Congé soit déclaré bon & valable, & en consequence que le Bail de ladite Maison demeurera nul & resolu pour le temps qui en reste à expirer, ce faisant que le défendeur sera condamné de sortir d'icelle Maison audit jour... payer les loyers écheus, sans préjudice de ceux qui écherront, faire faire les reparations locatives, & rendre place nette, sinon & à faute de ce faire, que les meubles qui occuperont les lieux audit jour seront mis sur les carreaux.

*Demande en preference sur le prix des meubles
vendus.*

L'An... Pour voir dire qu'en consequence du privilege du demandeur il sera payé de la somme de.... à luy deuë par M.... sur le prix provenu de la vente des meubles dudit M.... & ce par preference ausdits N... & O.... & qu'à vuider ses mains en celles du demandeur,

le depositaire des deniers de ladite vente sera contraint par corps sur & tant moins jusques à la concurrence de ce qui luy est deu.

*Demande d'élargissement d'une Personne
emprisonnée.*

L'An.... pour ouïr une Requête qui est qu'au préjudice de l'Ordonnance de sa Majesté, le demandeur a esté emprisonné à pour une dette purement civile, contenuë en une Obligation du A CES CAUSES, conclud à ce que son emprisonnement soit déclaré injurieux, que l'escrouë de sa personne sera rayé & biffé, ce faisant qu'il sera élargi & mis hors desdites prisons, à ce faire le Geolier & Gardiens d'icelles contraints par corps, ce faisant déchargez, & que le défendeur sera condamné en ses dépens dommages & interests.

Pour avoir main-levée d'une saisie de meubles.

L'An.... pour voir dire que le demandeur sera receu opposant à la saisie & execution faite de ses meubles à la requête du défendeur, par Exploit du que main-levée luy en sera faite avec dépens, dommages & interests, & qu'à la representation desdits meubles le Gardien sera contraint comme depositaire de biens de Justice, ce faisant deschargé...

On peut faire ainsi les autres demandes en Matieres Sommaires.

Aux Parlemens, Grand Conseil, Cour des Aydes, Requestes del'Hostel & du Palais, les actions Sommaires & Provisoires se font par Requête, sur laquelle l'un de Messieurs ou le Greffier mettent, *Viennent les Parties*, lors qu'il

Des Matieres Sommaires. TIT. XVII 257

qu'il y a Procureur en cause, & quand il n'y en a point il'on met, *Soit Partie appelée.*

En toutes les Cours Souveraines & en toutes les autres Jurisdiccions & Justices, les Matieres Sommaires doivent estre jugées en l'Audience incontinent après les Delais écheus sur un simple Acte pour venir plaider, sans autre Procédure, suivant l'Article sept du Titre dix-septiesme de l'Ordonnance.

Acte pour venir plaider.

A La requeste de O... soit sommé & interpellé P... de comparoir demain en l'Audience & pardevant M... pour plaider la cause d'entre les Parties, dont Acte.

Il est permis aux Parties par l'Article six dudit Titre dix-septiesme, de plaider en toutes Matieres Sommaires, sans assistance d'Avocats ni de Procureurs, si ce n'est aux Parlemens, Grand Conseil, Cours des Aydes & autres Cours, Requestes de l'Hostel & du Palais, & aux sieges Presidiaux.

*SENTENCES EN MATIERES
Sommaires.*

Sur l'opposition à la levée d'un Scellé.

Extrait des Registres de . . .

ENtre O.... demandeur aux fins de l'Exploit du....
*Il faut mettre les Conclusions de l'Exploit, d'une part, & P...
défendeur d'autre, Parties ouïes, Nous avons debouté le
demandeur de son opposition, & ordonné que ledit Scellé*

sera reconnu, levé & osté par... qui a apposé iceluy, pour estre fait Inventaire & description de tout ce qui se trouvera sous ledit Scellé, à la conservation de qui il appartiendra, condamnons le defendeur aux depens,

Sentence de main-levée du Scellé.

Extrait des Registres de....

ENtre, &c... Nous avons fait & faisons main-levée au demandeur du Scellé apposé sur ses meubles & effets, ordonnons qu'il sera brisé, & en ce faisant le Gardien d'iceluy bien & valablement deschargé, condamnons le defendeur aux depens, dommages & interets du demandeur.

*Sentence portant condamnation de vuider
d'une Maison.*

Extrait des Registres de...

ENtre, &c... Nous avons déclaré ledit Congé bon & valable pour le jour de... prochain, ce faisant le Bail de ladite maison demeurera nul & resolu pour le temps qui en reste à expirer, & en conséquence condamnons le defendeur d'en sortir audit jour, faire faire les reparations locatives & rendre place nette, sinon & à faute de ce faire, Ordonnons que les meubles qui se trouveront occuper les lieux, seront mis sur le carreau.

Sentence sur une demande en préférence.

Extrait des Registres de...

ENtre, &c... Nous ordonnons que par préférence auxdits O.... & P.... le demandeur sera payé de la

somme de à luy deuë sur le prix provenu de la vente des meubles de M... à ce faire le Dépositaire des deniers de la vente contraint par corps, ce faisant déchargé.

Sentence pour l'élargissement d'un Prisonnier.

Extrait des Registres de...

ENtre, &c... Nous avons déclaré & declaron l'emprisonnement du demandeur injurieux & deraisonnable: Ordonnons que l'écrouë de sa personne sera rayé & biffé, & qu'il sera élargi & mis hors desdites prisons, à ce faire le Geolier & Gardes d'icelles contraints par corps, quoy faisant ils en demeureront bien & valablement déchargez.

Sentence portant main-levée d'une Saisie de meubles.

Extrait des Registres de...

ENtre, &c. Nous avons reçu le demandeur opposant à la saisie & execution faite de ses meubles, & faisant droit sur son opposition luy donnons main-levée des choses saisies à la representation desquelles le Gardien sera contraint par corps, comme Depositaire de biens de Justice; ce faisant deschargé, condamnons le défendeur aux dommages & interets du demandeur & aux dépens de l'Instance.

Suivant l'Article treize dudit Titre dix-septiesme les jugemens diffinitifs donnez en Matiere Sommaire sont executoires par provision en donnant caution, nonobstant oppositions ou appellations, & sans y prejudicier, sçavoir.

Des Justices des Duchez & Pairies & autres qui ressortissent sans moyen aux Parlemens, lorsque la condamnation n'est que de quarante livres.

Des autres Justices, mesme des Duchez & Pairies qui ne ressortissent nuëment aux Cours de Parlement de vingt-cinq livres.

Des Prevostez & Chastellenies Royales & autres sieges inferieurs, Maistrises particulieres des Eauës & Forests, sieges particuliers d'Amirautez, Elections & Greniers à Sel de soixante livres.

Des Baillages & Seneschaussées, sieges des Grands Maistres des Eauës & Forests, Connestablies & sieges Generaux d'Amirautez, de cent livres.

Des Requestes de l'Hostel & du Palais, de trois cens livres & au dessous.

Le tout encor qu'il n'y ait Contracts, Obligations, ni Promesses reconnuës ou condamnations precedentes.

Et aux termes de l'Article quatorze du Titre dix-septième, les Sentences de provision aussi données en Matieres Sommaires qui n'excederont la somme de mille liv. seront executées nonobstant & sans préjudice de l'appel, en donnant caution encore qu'il n'y ait Contract, Obligation, Promesse reconnuë ou condamnation precedente.

Que s'il y avoit Contracts, Obligations, Promesses reconnuës ou condamnations précédentes par Sentences dont il n'y ait point d'appel ou qu'elles soient executoires nonobstant l'appel, l'Article quinze du Titre dix-septième porte que les Sentences de provision seront executées à quelques sommes qu'elles puissent monter en donnant caution.

S'il s'agit de fait de Police les Jugemens diffinitifs ou par provision à quelques sommes qu'ils puissent monter s'executent nonobstant oppositions ou appellations & sans y préjudicier en donnant caution, suivant l'Article douze du Titre dix-septième.

Si les Instances sur la provision & sur la diffinitive sont en mesme temps en estar, les Juges y peuvent prononcer par un mesme Jugement & ordonner qu'en cas d'appel le

Jugement sera executé par provision en donnant bonne & suffisante caution , lors qu'il eschet de juger par provision, l'usage de donner en ce cas séparément la Sentence de provision & la definitive ayant esté abrogé par l'Article dix-sept & dernier du Titre dix-septième.

*Sentence de condamnation , tant par Provision
que diffinitivement.*

Extrait des Registres de...

ENtre, &c... Nous condamnons le défendeur diffinitivement à payer au demandeur la somme de.... pour les causes contenuës audit Exploit avec dépens, & en cas d'appel sera nostre present jugement executé par maniere de provision, nonobstant oppositions ou appellations & sans y préjudicier, en donnant par le demandeur bonne & suffisante Caution qui sera receue pardevant...

Le Stile pour proceder à la reception des Cautions est au Titre vingt-huitième.

Les Articles huit & neuvième du Titre dix-sept reglent la forme de faire preuve par Témoins lorsque les Parties sont contraires en faits dans les Matieres Sommaires. Sçavoir par le huitième que les Témoins seront ouïs en la prochaine Audience en presence des Parties si elles comparant, sinon en l'absence des défaillans , & à l'égard des Cours Souveraines, des Requestes del'Hostel & du Palais, & des Presidiaux, les Témoins seront ouïs au Greffe par un de Messieurs les Conseillers, le tout sommairement sans frais, & sans que le delay puisse estre prorogé : & par le neuvième Article que les reproches seront proposez à l'Audience avant que les Témoins soient entendus si la Partie est presente, & en cas d'absence qu'il sera passé outre a leur audition & fait mention sur le plumitif, ou par le

Procez verbal si c'est au Greffe, des reproches qui auront esté donnez contre eux & de la déposition qu'ils auront faite.

Si le Juge ordonne que les Pieces soient mises sur le Bureau pour y estre délibéré, suivant l'Article dix du Titre dix-septième, il les y faut laisser sans Inventaire de production, écritures, ny memoires pour estre le jugement prononcé au premier jour, à l'Audience sans épices ny vacations, à peine de restitution du quadruple contre celuy qui aura presidé.

Par l'Article seize du Titre dix-septième, il est fait défenses aux Cours Souveraines, & à tous autres Juges de donner des défenses ou surseances en aucuns des cas exprimez aud. Titre, sa Majesté voulant que nonobstant les Jugemens ou Arrests contraires, & sans qu'il soit besoin d'en demander main-levée les Sentences soient executées, & que les Parties qui auront présenté des Requestes à fin de défenses ou de surseance, les Procureurs qui les auront signées, ou qui en auront fait demande à l'audience ou autrement, & les Huissiers qui auront donné les assignations soient condamnez chacun en cent livres d'amende.





TITRE XVIII.

Des Complaintes & Reintegrantes.



ELUY qui est troublé en la possession & jouissance d'un heritage ou droit réel ou universalité de meubles qu'il possédoit publiquement sans violence à autre titre que de fermier ou possesseur preciaire, peut dans l'année du trouble former complainte en cas de saisine & nouvelleté contre celuy qui luy a fait le trouble, suivant l'Article premier du Titre dix-huictiesme.

Exploit de demande en Complainte.

L'An... Pour ouyr une Requeste qui est que le demandeur est legitime possesseur d'une maison & heritages sis à... dont il jouissoit sans trouble depuis plus de.... années consecutives, neantmoins le défendeur l'a troublé depuis an & jour; & sur ce qu'il dit estre propriétaire de ladite maison & heritages en a receu les loyers & perceu les fruits au préjudice du demandeur, lequel conclud à ce qu'il soit maintenu & gardé en la possession & jouissance de ladite maison & heritages, que défenses seront faites au défendeur de le troubler ni inquieter à l'avenir, même qu'il sera condamné à rendre & restituer au demandeur lesdits loyers & fruits, suivant la prisée qui en sera faite par Experts & gens à ce connoissans dont les parties conviendront.

Si le possesseur a esté depossédé par violence ou voye de fait, il peut demander la reintegrande par action civile & ordinaire, ou extraordinairement par action criminelle, & s'il a choisi l'une de ces deux actions il ne peut plus se servir de l'autre, si le Juge en prononçant sur l'extraordinaire ne luy a réservé l'action civile, ainsi qu'il est porté en l'Article second du Titre dix-huitiesme.

Il semble qu'il eust esté nécessaire de mettre en cét endroit le Stile des Procédures de l'action criminelle dont il est fait mention au second Article du Titre dix-huitiesme de l'Ordonnance de 1667. mais commel'on ne s'est proposé pour regle de ce Stile universel que l'Ordonnance de 1667 & que celle du mois d'Aoust 1670. pour l'instruction des affaires criminelles est assez estendue, on a creu pour éviter même la confusion, qu'il estoit mieux d'en composer un Ouvrage particulier qui sera aussi nécessaire que celui-cy.

Sentence sur l'extraordinaire, portant reserve de l'action Civile.

Extrait des Registres de...

ENtre.... Nous avons déchargé le défendeur de la poursuite extraordinaire contre luy faite à la requeste du demandeur, sauf à luy de se pourvoir par action civile pour raison du fait dont il s'agit & condamnons le demandeur aux dépens.

L'action civile pour estre reintegrée pourra s'intenter par cét Exploit.

Exploit

Exploit en Reintegrande.

L'An.... pour oïr une Requête , qui est que le défendeur ayant depossédé par violence le demandeur d'une maison & heritages , dont il jouïssoit paisiblement , auroit pris & enlevé les grains & fruits desdits heritages : A ces causes conclud à ce qu'il soit reintegré en la possession & jouïssance de ladite maison & heritages , grains & fruits d'iceux , & le défendeur condamné en ses dépens , dommages & interêts.

Il faut observer les delais , & communiquer les pieces comme aux autres instances.

Défenses par lesquelles la possession du demandeur est déniée.

B..... défendeur.

Contre D.... demandeur aux fins de l'exploit du....

Dit pour défenses contre la demande , que D.... n'a jamais esté en possession de la maison & heritages mentionnées en son Exploit , & ainsi sa demande en complainte est inutilement faite , de laquelle le défendeur doit estre déchargé , & le demandeur condamné aux dépens.

Autres défenses par lesquelles le trouble est dénié.

B.... dit que la demande qui luy a esté faite , est un trouble , puisqu'il est constant que depuis plus de.... années il est en possession paisible de la maison & heritages desquelles D.... dit estre possesseur , & la jouïssance que le défendeur en a eüe , a esté si publique , que le demandeur mesme l'a veu & sçeu pendant les dernières années , c'est

pourquoy le défendeur se constitué incidemment demandeur à ce qu'il soit maintenu en la possession des heritages, dont il s'agit; ce faisant déchargé de la demande & conclusions dudit D.... avec dépens.

Si le défendeur en complainte dénie la possession du demandeur, ou de l'avoir troublé, ou qu'il articule possession contraire, le Juge doit appointer les parties à informer suivant l'Article trois du Titre dix-huitiesme.

L'appointement à informer, l'enqueste & les procédures, pour y parvenir, sont au Titre vingt-deuxième.

Il peut intervenir dans les instances de Complainte & Reintegrande, deux jugemens, le premier est le Sequestre, & le second la Recreance, dont il est parlé sur le Possessoire des benefices au Titre quinziesme.

Par l'Article six du Titre dix-huitième Sa Majesté veut que ceux, qui succomberont dans les instances de Reintegrande & de Complainte soient condamnés en l'amande selon l'exigence du cas.

Sentence de Maintenuë.

ENtre.... nous avons maintenu & gardé le demandeur en la possession & jouissance de ladite maison & heritages, & en consequence condamnons le Défendeur de restituer les fruits par luy perceus, & en livres d'amande, & aux dépens.

Sentence de Reintegrande.

ENtre.... Nous condamnons le défendeur de reintegrer & restablir le demandeur en la possession desdits heritages, luy restituer les fruits d'iceux avec dommages & interets, & outre le condamnons en livres d'amande, & aux dépens de l'instance.

Suivant l'Article sept du Titre dix-huitième, les jugemens rendus par les Juges Royaux sur les demandes en Complainte & Reintegrande seront executés par provision en donnant caution.

La procedure pour faire recevoir les cautions, est au Titre vingt-huitième.

L'action petitoire ne pourra estre intentée par celuy contre lequel la Complainte, ou Reintegrande sera jugée, qu'après la cessation du trouble, & le demandeur restably avec restitution de fruits, & qu'il soit payé des dépens, dommages & interêts, s'il luy en a esté adjudgé, que s'il est en demeure de faire taxer les dépens, & liquider les fruits dans le temps ordonné, l'autre partie pourra poursuivre le petitoire en donnant caution de payer le tout après la taxe & liquidation conformément à l'Article quatre du Titre dix-huitième.

Et aux termes de l'Article cinq du mesme Titre, les demandes en Complainte ou Reintegrande, ne pourront estre jointes au petitoire, ny le petitoire poursuivy, que le possessoire n'ait esté terminé, & la condamnation executée, & défenses sont faites par ledit Article d'obtenir Lettres pour cumuler le petitoire avec le possessoire.





TITRE XIX.

*Des Sequestres , & des Commissaires
& Gardiens des fruits & choses
mobiliaires.*



ES Juges peuvent d'Office ordonner le Sequestre , s'ils estiment qu'il y ait necessité de le faire , ainsi qu'il est dit par l'Article second du Titre dix neuvième.

Les demandes qui seront faites par les parties afin de Sequestre doivent estre formées par Requeste suivant l'Article premier du mesme Titre.

Requeste pour faire sequestrer des choses contentieuses.

A Nosseigneurs de

Supplie humblement P. disant que sur les contestations d'entre le Suppliant & D. ... pour raison du possessoire de ... les parties ont esté appointées en droit à écrire & produire , & comme ledit D. ... jouïst des choses dont il s'agit , il a formé plusieurs incidens , pour empescher le jugement de l'instance.

Ce considéré Nosseigneurs il vous plaise ordonner que les heritages & fruits en question seront sequestrez , & à iceux établi Commissaires , dont les parties conviendront en attendant le jugement de l'instance , & vous ferez bien.

Aptés que l'on aura fait mettre, *viennent les parties* sur cette Requête, & qu'elle aura esté signifiée au Procureur du défendeur, elle sera portée à l'audiance par un simple acte contenant le jour, pour venir plaider aussi suivant ledit Article premier.

Sommation de venir plaider.

A La Requête de V.... Procureur de P.... soit sommé & interpellé Y.... Procureur de D.... de comparoir demain huit heures du matin à l'Audiance, & pardevant Nosseigneurs de ... pour plaider sur la Requête présentée par ledit P.... afin de sequestre des choses, dont il s'agist entre les parties dont Acte.

Par la Sentence de Sequestre le Commissaire, devant lequel les parties doivent proceder, sera nommé, & y sera prescrit le temps pour comparoir, ainsi qu'il est dit en l'Article troisième.

Sentence portant que les choses en contestation seront sequestrées.

Extrait des Registres.

ENtre Nous ayant égard à ladite Requête, ordonnons que les heritages & fruits, dont est question seront sequestrez, & à iceux estably Commissaire, dont les parties conviendront pardevant M.... Conseiller que nous avons commis, & à cette fin les parties comparoistront en l'Hostel dudit Commissaire dans sinon en sera par luy nommé d'office, ce qui sera executé par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans y prejudicier.

En cas d'appel de la Sentence de Sequestre , elle sera executée par provision nonobstant , & sans prejudice de l'appel suivant l'Article dix-neuf du Titre dix-neuvième.

*Ordonnance du Commissaire , pour assigner les parties
aux fins de nommer un Sequestre.*

DEL'Ordonnance de Nous M... Conseiller du Roy en sa Cour de... Commissaire en cette partie à la Requeste de P... soit donné assignation à D... à comparoir demain huit heures du matin pardevant Nous en nostre hostel sciz ruë pour nommer un Sequestre en execution de la Sentence renduë entre les parties le autrement sera par nous fait droit. Donné à

Si l'une des parties ne compare à l'assignation, ou si estant comparuë, elle ne veut nommer un Sequestre , le Juge en nommera d'office un suffisant & solvable resident ou proche du lieu, où sont scituées les choses qui doivent estre sequestrées, suivant l'Article quatre dudit Titre dix-neuvième.

Le Juge ne pourra nommer pour Sequestre aucun de ses parens & alliez jusques au degré des cousins germains inclusivement, à peine de nullité, cent livres d'amende, & de répondre en son nom des dommages & interets des parties, en cas que le Sequestre soit insolvable, conformément à l'Article cinquième.

*Procez verbal contenant nomination d'office
d'un Sequestre.*

L'An pardevant Nous M.... Conseiller du Roy en sa Cour de Commissaire en cette partie en nostre Hostel sciz rue est comparu P lequel nous a

dit que par sentence renduë entre luy, & D... il a esté ordonné que les heritages & fruits, dont est question, seroient sequestrez, & à iceux establi Commissaire, dont les parties conviendroient pardevant nous, sinon qu'il en seroit par nous nommé d'Office, requerant qu'il nous plust ordonner que D... seroit assigné à comparoir pardevant nous, pour nommer un Sequestre en execution de ladite Sentence.

Sur quoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte audit P... de sa comparution & requisition cy-dessus, & ordonné que D... sera assigné à comparoir demain huit heures du matin pardevant nous, en nostredit hostel, pour nommer un Sequestre en execution de la Sentence renduë entre les parties, autrement sera par nous fait droit.

Et le... pardevant nous Commissaire susdit est comparu ledit P... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre susdite ordonnance, il a fait assigner à ce jour, lieu, & heure D... pour proceder aux fins d'icelle, contre lequel non comparant il nous a requis défaut, & pour le profit d'iceluy qu'il nous plust nommer d'office un Sequestre en execution de ladite Sentence.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte audit P... de sa comparution & requisition & défaut à l'encontre de D... non comparant deuement appelé, & pour le profit d'iceluy avons nommé d'office la personne de F... pour Sequestre aux heritages, & fruits, dont est question entre les parties pour les regir par ledit F... tant que sa commission durera, à la charge de rendre compte d'icelle, à qui il sera ordonné par Justice, & en consequence ordonnons que ledit F... sera assigné à comparoir demain deux heures de relevée pardevant nous en nostredit hostel, pour faire le serment de bien & fidelle-

ment exercer ladite commission. Fait le jour & an que dessus.

Le Juge doit ainsi nommer un Sequestre, sans proroger l'assignation, si ce n'est qu'en connoissance de cause, il ne donne un delay de huitaine au plus, lequel ne pourra estre prorogé suivant ledit Article quatrième.

Procez verbal portant delay en connoissance de cause.

L'An. ... &c... *comme celui cy-dessus.*

A laquelle assignation est comparu D. ... lequel nous a dit qu'il ne peut presentement nommer un Sequestre, n'en connoissant point qui puisse faire ladite commission, requerant qu'il nous plust luy donner delay de ... jours, pour en trouver un qui soit solvable.

Et par ledit P. ... a esté repliqué qu'encore que l'assignation ne puisse estre prorogée suivant l'Ordonnance, neanmoins il se raporte à nous d'ordonner ce qu'il nous plaira sur le requisitoire de D. ...

Sur quoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions, dires, & requisitions cy-dessus, & continué l'assignation au ... jour de ... auquel jour les parties seront tenuës de comparoir, pour proceder aux fins de nostre susdite Ordonnance, sinon sera par nous fait droit. Fait le jour & an que dessus.

Continuation du procez verbal.

ET le ... jour de ... pardevant nous Commissaire susdit en nostredit hostel est comparu ledit P. ... lequel nous a dit qu'il nomme de sa part pour Sequestre la
personne

personne de L.... sommant ledit D.... d'en convenir.

Et par ledit D.... a esté dit qu'il convient dudit L.... pour Sequestre.

Surquoy nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions, & de la convention & nomination par eux faite pour Sequestre de la personne de L... & en consequence ordonnons qu'il sera assigné, &c. *comme à l'Ordonnance par défaut.*

Si les parties ne convenoient d'un Sequestre, le Juge en doit nommer d'office, comme cy-dessus.

Si le Sequestre, qui a esté nommé, ne compare à l'assignation pour faire le serment, il y peut estre contraint par amende & par saisie de ses biens, suivant l'Article six du Titre dix neuvième.

Continuation du proces verbal par défaut contre le Sequestre.

ET le jour de pardevant nous Conseiller & Commissaire susdit est comparu ledit P.... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du.... il a fait assigner à ce jour, lieu & heure L.... nommé par les parties pour Sequestre, lequel n'estant point comparu, il requiert contre luy défaut, & pour le profit d'iceluy, qu'il nous plust le condamner en telle amende qu'il nous plairoit, & ordonner qu'il seroit reassigné à comparoir pardevant nous, pour faire le serment aux fins de nostredite Ordonnance, & qu'à ce faire il y seroit contraint par saisie de ses biens, à quoy il conclut.

Surquoy nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte audit P... de sa comparution & requisition, & défaut à l'encontre dudit L... non comparant deuëment

appelé, & pour le profit d'iceluy le condamnons en ... livres d'amende, & ordonné qu'il sera reassigné à comparoir demain huit heures du matin pardevant nous en nostredit hostel, pour faire le serment aux fins de nostre precedente Ordonnance, à ce faire contraint par saisie de ses biens. Fait le jour & an que dessus.

Sile Sequestre compare l'acte de sa prestation de serment est ainsi.

Serment du Sequestre.

ET le ... jour de pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit est comparu L.... Commissaire ettabli à la Regie de... en execution de la Sentence du.... lequel a fait le serment de bien & fidelement exercer la dite Commission, & rendre compte d'icelle, quand il sera par Justice ordonné, dont il nous a requis acte à luy oëstroyé le jour & an que dessus.

Après que le Sequestre aura fait le serment, il doit estre mis en possession des choses commises à sa garde par un Huissier ou Sergent, en vertu de l'Ordonnance du Juge, à la Requeste de la partie peursuivante, ainsi qu'il est dit en l'Article sept du Titre dix-neuvième.

Les choses sequestrées doivent estre spécialement declarées par le procez verbal du Sergent, suivant ce qui est dit en l'Article huit.

Procez verbal , par lequel le Sequestre est mis en possession des choses contentieuses.

L'An... En vertu de l'Ordonnance de Monsieur...
Conseiller, & à la Requête de P.... je Huissier
me serois transporté en & au dedans d'une maison, ce con-
sistant en.... tenant d'une part à d'autre à ... par der-
riere à & pardevant sur ladite rue, où estant j'aurois
mis en possession réelle & actuelle d'icelle maison L....
Sequestre nommé par ladite Ordonnance à ce present, au-
quel j'ay enjoint de faire son devoir en ladite commission,
ce qu'il a promis & a signé, ou déclaré ne sçavoir écrire ne
signer de ce interpellé, suivant l'Ordonnance.

Suivant ce qui est dit en l'Article huit le procez verbal doit
estre signé du Sequestre, s'il sçait & veut signer, sinon sera
interpellé de le faire, dont il doit estre fait mention dans le
procez verbal, à peine de nullité, de cinquante livres d'a-
mende au profit de celui qui poursuit l'establissement du
Sequestre, & de tous dépens, dommages & interests.

Le Sergent qui fait le procez verbal doit se faire assister
de deux témoins, qui sçachent signer, lesquels declareront
leur nom, surnom, qualité, domicile & vacation, suivant
l'Article neuf du Titre dix-neuvième.

Le Sequestre ainsi estably doit faire proceder au Bail ju-
diciaire des choses qui consistent en jouissance, en cas qu'il
n'y ait point de Bail conventionnel, ou qu'il ait esté fait en
fraude, ou à vil prix, ainsi qu'il est dit en l'Article dixième
du Titre dix-neuvième.

Si l'affaire est en une Cour Souveraine, ou aux Requestes
de l'Hostel, ou du Palais, Monsieur le President commet
l'un de Messieurs, pour proceder au Bail judiciaire sur une
Requête qui doit estre en la forme suivante.

*Requête de Committitur.**A Nosseigneurs de*

Supplie humblement L.... Commissaire estably au régime & gouvernement d'une maison & heritages, scis à.... sequestrez en execution d'une Sentence rendue entre.... Qu'il vous plaise pour proceder au Bail judiciaire desdites maison & heritages commettre tel de Messieurs qu'il vous plaira.

Monseigneur le President com̃met sur cette Requête l'un de Messieurs les Conseillers en la forme qui suit.

Com̃mis M... aux fins de la presente Requête, fait ce ...
Il faut ensuite demander à Monsieur le Commissaire

Ordonnance aux fins de proceder au Bail judiciaire.

DE l'Ordonnance de Nous... à la Requête de L.... Commissaire estably au régime & gouvernement d'une maison & heritages sequestrez par Sentence (ou Arrest) du... Il est enjoint au premier des Huissiers de la Cour d'assigner P.... & D.... à comparoir le.... jour de.... dix heures du matin, au Parquet de.... levée de la Cour, pour voir par nous proceder au Bail judiciaire à loyer desdites choses sequestrees, sinon, & à faute d'y comparoir, sera procedé tant en absence, qu'en presence, fait ce....

Pour parvenir au Bail judiciaire, le Sequestre doit faire proclamer aux Profnes des Parroisses, apposer Affiches aux portes des Eglises, & aux lieux accoustumez.

AFFICHES.

De par le Roy, & Nosseigneurs de

ON fait à ſçavoir à tous qu'il appartiendra qu'à la Re-
queſte de L.... Commiſſaire eſtably par Juſtice au
regime & gouvernement d'une maiſon & heritages ſeque-
ſtrez en execution de la Sentence renduë par Noſſeigneurs
de entre P.... & D.... le ... Il ſera le jour de ...
dix heures du matin, levée de la Cour, pardevant Mon-
ſieur... Conſeiller en icelle Commiſſaire à ce député, procé-
dé au Bail judiciaire à loyer deſdites choſes ſequeſtrées au plus
offrant & dernier encheriſſeur pour un, deux ou trois ans,
ſi tant la Commiſſion dure ; à la charge par l'adjudicataire
de payer les Droits Seigneuriaux, rembourſer les Labours &
Semences, & amandemens ſi aucuns ſont deus ; le tout ſans
diminution du prix du Bail, faire faire toutes reparations
locatives, & les Terres labourables, Vignes, Bois, & Prez
par Solles & Saiſons, Marmarée, Coupes, & Tontures,
& rendre le tout en bon eſtat en fin du Bail ; donner bonne
& ſuffiſante caution & Certificateur ſolvable, & domicilié
à ... pour le prix d'iceluy & clauses fuſdites dans la huitaine
après la declaration faite à ſon profit, autrement, & à faute
de ce faire dans ledit temps qu'il ſera procédé à nouvelle ad-
judication dudit Bail à ſa folle enche-
& iceluy prix payer, ſçavoir la premiere année à pareil jour qu'il ſera ordonné
par l'adjudication dudit Bail, & enſuite continuer de ſix
mois en ſix mois, en la maiſon dudit L.... ſcize rue
ſinon & à faute que feront les Fermiers judiciaires, leurs
Cautions, & Certificateurs de payer dans trois jours, après
le premier commandement qui leur ſera fait, le prix eſcheu
de leur Bail en deniers ou quittances valables, demeureront
les Fermiers, Cautions & Certificateurs ſolidairement tenus

des frais qu'il conviendra faire contre eux, ou l'un d'eux pour le recouvrement des loyers, declarant que toutes personnes seront receuës à encherir, sauf aux Fermiers Conventionnels desdits biens d'intervenir, si bon leur semble, en la procedure du Bail judiciaire, & de requerir la conversion de leurs Baux Conventionnels en Judiciaires, desquels ils donneront copie audit L.... sinon n'y seront plus receus après l'adjudication, de laquelle Maison & Heritages sequestres, la teneur ensuit

Une Maison scize à consistant en

Item Arpens de terre scis à &c.

Les parties doivent estre appellées au Bail Judiciaire, ainsi qu'il est dit en l'article dix; & à cette fin il leur faut faire donner cette

Assignment, pour estre presentes au Bail.

L'An... à la Requeste de L.... Commissaire estably par Justice aux choses sequestrées en execution de la Sentence de Nosseigneurs de.... en datte du & de l'Ordonnance de Monsieur Conseiller du donnée en consequence, je Huissier.... ay signifié & déclaré à P... & D.... en parlant à.... que ledit L.... a fait aposer Affiches es lieux accoustumez contenant que le... jour de... dix heures du matin au Parquet de.... il seroit procedé au Bail Judiciaire à loyer desdites choses sequestrées pardevant mondit Sieur, levée de la Cour, au plus offrant & dernier encherisseur, aux charges & conditions mentionnées en ladite affiche, à ce qu'ils n'en ignorent, & ayent à y comparoir, & faire trouver encherisseurs, si bon leur semble.

Suivant ce qui est dit en l'Article dix-huit du Titre dix-neuvième, les parties ne peuvent prendre directement, ny indirectement le Bail des choses sequestrées, ny la partie

faisie se rendre adjudicataire des fruits à peine de nullité du Bail, ou de la vente, cinquante livres d'amende contre la partie faisie, & pareille amende contre luy qui luy prestera son nom, le tout applicable au saisissant.

Bail judiciaire des choses sequestrées.

L'An... dix heures du matin levée de la Cour, pardevant Nous M... Conseiller du Roy en icelle, est comparu L... Commissaire establi aux choses sequestrées par Sentence du... renduë entre P... & D... lequel nous a dit que pour le deub de sa charge, il a fait apposer Affiches és lieux accoustumés, contenant que, (*Il faut inserer ce que contient l'Affiche.*) & a fait assigner à ce jour, lieu & heure lesdits P.... & D.... pour estre presents audit Bail, & y faire trouver encherisseurs, si bon leur sembloit, contre lesquels P.... & D.... non comparans, ny autre pour eux. Ledit L.... nous a requis défauts, & pour le profit attendu que c'est la premiere assignation, il nous plust remettre l'adjudication dudit Bail, à tel jour qu'il nous plairoit ordonner.

Sur quoy nous avons donné acte audit L.... de sa comparution, dire & requisition cy-dessus, & défaut à l'encontre desdits P.... & D.... non comparans deuenement appelez, & pour le profit remis & continué l'adjudication dudit Bail au Samedy mesme lieu & heure que dessus, auquel jour les défaillans seront reassignez, pour y voir proceder aux fins susdites & en outre comme de raison, & soit signifié.

Si les parties comparent, & qu'il y ait des encherisseurs, il en faut faire mention, mais l'adjudication ne doit estre faite, qu'il n'y ait trois remises au moins.

Quand il n'y a personne pour encherir.

A Laquelle assignation est comparu ledit P. . . . lequel nous a dit que comme il ne s'est trouvé personne pour encherir ledit Bail, & que c'est la premiere publication d'iceluy, il ne peut estre avantageusement fait pour les parties interessées. C'est pourquoy il nous auroit supplié d'en remettre l'adjudication à tel jour qu'il nous plairoit offrant, d'y faire trouver Encherisseurs.

Est aussi comparu D. . . . qui a dit que ladite remise luy estant avantageuse, il ne la veut empescher.

Sur quoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte aux parties de leurs comparutions, dires, & requisitions cy-dessus & remis ledit Bail au jour de & cependant ordonnons que nouvelles Affiches seront mises aux lieux & endroits accoustumez.

Continuation du Procez verbal.

ET le jour de pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit au Parquet de levée de l'Audience, est comparu ledit L. . . . lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du il a fait apposer nouvelles Affiches es lieux & endroits accoustumez, contenant qu'à ce jour & heure il seroit par Nous procedé audit Bail, comme aussi a fait signifier ausdits P. . . . & D. . . . la remise dudit Bail à ce jour, lieu & heure; & attendu qu'ils ne sont comparus, ny autre pour eux, ledit L. . . . nous a requis défaut à l'encontre desdits P. . . . & D. . . . & pour le profit qu'il nous plust proceder au Bail des choses dont il s'agit.

Surquoy nous avons donné acte audit L. . . . de sa comparution, dire, & requisition, & défaut à l'encontre desdits

aits P.... & D.... non comparans deuement appelez, & pour le profit remis & continué l'adjudication dudit Bail au mesme lieu & heure que dessus, auquel jour lefdits defaillans seront reassignez, pour y estre presens, sinon & à faute de comparoir, y sera procedé tant en presence qu'absence. Fait le jour & an que dessus.

Et le jour de pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit au Parquet de... levée de l'Audience, est comparu ledit L.... audit nom lequel nous a dit, qu'en vertu de nostre Ordonnance du il a fait apposer nouvelles Affiches es lieux & endroits accoustumez contenant qu'à ce jour & heure il seroit par Nous procedé audit Bail, mesme fait signifier ausdits P.... & D.... la remise à ce jour de l'adjudication desdites choses sequestrées.

Est aussi comparu ledit P.... qui a requis qu'il nous plust proceder audit Bail, & à cette fin le faire publier en la maniere accoustumée.

Ce que ledit D.... aussi comparant a consenty, dont il nous requiert Acte.

Si les parties ne comparent, il en faut faire mention, comme cy-dessus.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte aux parties de leurs comparutions & requisitions cy-dessus, & ordonné qu'il sera par Nous presentement procedé au Bail à loyer desdites choses sequestrées au plus offrant & dernier encherisseur, aux charges, clauses & conditions portées par ladite Affiche.

Ce fait avons fait lire publiquement ladite Affiche, & fait proclamer à haute voix par H.... Huissier, le Bail des choses y mentionnées au plus offrant & dernier encherisseur, & après plusieurs publications le loyer desdites

choses sequestrées , auroit esté mis à prix par M.... à la somme de par F.... à par T.... à par ledit M.... à laquelle enchere nous aurions fait publier diverses fois par ledit H.... & attendu que personne ne s'est présenté , pour encherir ledit loyer à plus haut prix , ledit M.... nous auroit requis luy adjuger le Bail desdites Maisons & Heritages purement & simplement , & a signé.

Sur quoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons audit M.... comme plus offrant & dernier enchérisseur adjugé & adjugeons purement & simplement le Bail à loyer judiciairement fait des maisons & terres mentionnées en ladite Affiche , circonstances & dépendances , pour en jouir par l'Adjudicataire du jour de pour un , deux ou trois ans , si tant la commission dudit L.... dure , moyennant la somme de de loyer par chacun an , ladite somme payable es mains dudit L.... en sa maison scize rue sçavoir la premiere année à pareil jour & après continuer de six mois en six mois , jusques en fin dudit Bail ; nonobstant toutes Saisies & Arrests faits & à faire qui demeureront en ses mains , luy donnant copie d'icelles oppositions ou appellations quelconques , ensemble les frais dudit Bail , que nous avons arrestez à luy en délivrer autant en bonne & deuë forme , entretenir tous les lieux , sçavoir les bastimens de toutes menuës reparations locatives & necessaires , & les Terres labourables , Vignes , Bois , & Prez par Solles & Saisons , Marmarée , Coupes , & Tontures dans les temps , & outre de bailler Caution & Certificateur solvables , & domicilier à & aux autres charges , clauses & conditions plus amplement exprimées en l'Affiche cy-devant transcrite.

Et à l'instant de l'Adjudication dudit Bail , ledit M.... a déclaré que c'est pour & au profit de N.... demeurant rue dont il nous a requis Acte , & a signé. Mandons au premier Huissier ou Sergent Royal mettre ces presentes à

execution, de ce faire luy donnons pouvoir. Fait & adjudgé par Nous Conseiller & Commissaire susdit le jour & an que dessus.

Les frais du Bail judiciaire doivent estre arrestez lors de l'adjudication, sans que le Sequestre les puisse faire taxer separément, à peine de perte desdits frais & de vingt livres d'amende, suivant l'Article onze du Titre dix-neuvième.

Aux sieges des Baillages, Prevostez, & autres Justices subalternes; les Baux judiciaires tant des choses sequestrées que des choses saisies se font par les Juges à l'Audiance.

S'il estoit necessaire de faire des reparations & autres im-penses aux lieux sequestrez, elles ne peuvent estre faites que par autorité de Justice, les parties deuëment appellées; autrement elles tomberont en pure perte à ceux qui les auront fait faire suivant l'Article douze du même Titre dix-neuvième.

*Requete aux fins d'avoir permission de faire faire
les reparations.*

A Nosseigneurs de....

Supplie humblement L.... disant qu'il a esté estably Sequestre au regime d'une maison scize à... par Sentence du en laquelle maison il y a plusieurs reparations à faire pour la rendre habitable.

Ce consideré Nosseigneurs il vous plaise permettre au suppliant de faire faire les reparations necessaires en ladite maison, & à cet effet, ordonner que les lieux seront veus & visitez par experts, dont les parties conviendront.

Le Sequestre doit obtenir Sentence, portant que les
N n ij

lieux seront veus & vifitez par experts, dont les parties conviendront, & faire la procedure, qui est au Titre vingt unième, concernant les visitations, & rapports d'experts.

Après le rapport des experts, il faut faire faire un Bail au rabais des ouvrages, & impenses necessaires en la mesme forme que les Baux judiciaires, excepté que l'adjudication du Bail au rabais, se fait au moins offrant.

Il est fait défenses aux Sequestres par l'Article douzième de se rendre Adjudicataires des reparations, a peine de les perdre, vingt livres d'amende, & de tous dépens, dommages, & interets.

Celuy qui empeschera par violence l'establissement ou administration du Sequestre, ou la levée des fruits, perdra le droit sur les fruits qu'il aura enlevés, sera condamné en trois cens livres d'amende envers le Roy, & l'autre partie mise en possession des choses contentieuses, sans prejudice des procedures extraordinaires, qui seront faites par Messieurs les Procureurs Generaux, ou Procureurs de Sa Majesté sur les lieux, contre ceux qui auront usé de violence conformément à ce qui est porté par l'Article seize.

A l'instant que les contestations des parties auront esté jugées difinitivement, les Sequestres demeureront déchargés de plein droit, en rendant compte de leur commission, sans obtenir aucun jugement de décharge, ainsi qu'il est dit en l'Article vingtième.

Le Sequestre sera pareillement déchargé, si celuy à la Requeste duquel il a esté estably, ne fait juger les differens & oppositions dans trois ans, du jour de l'establissement, si ce n'est que le Sequestre fut continué par le Juge en connoissance de cause suivant l'Article vingt-un du Titre dix-neuvième.



TITRE XX.

Des faits qui gisent en preuve vocale ou literale.



Il'on a des demandes à faire à quelque Titre que ce soit, que l'on ne puisse entièrement justifier par écrit, elles doivent estre toutes formées par un mesme Exploit, après lequel suivant l'Article six du Titre vingtième, les autres demandes dont il n'y aura point de preuve, ne seront pas receuës.

La preuve par témoins se reçoit pour les choses qui n'excedent cent livres, & pour tout ce qui excède cette somme ou valeur de cent livres, mesme pour dépôts volontaires, il en doit estre passé des Actes pardevant Notaires, ou sous signature privée, contre lesquels Actes, & contre le contenu en iceux, ny sur ce qui seroit allegué avoir esté dit avant, lors, ou depuis qu'ils ont esté faits, il ne se reçoit aucune preuve par témoins, quoy qu'il ne fust question que d'une somme ou valeur moindre de cent livres, ainsi qu'il est dit en l'Article second du Titre vingtième.

Il n'a esté rien innové à ce qui s'observe à cet égard par les Juge & Consuls des Marchands, ainsi qu'il est dit par le mesme Article.

Suivant l'Article troisième la preuve par témoins est reçue pour dépôt nécessaire, & en cas d'incendie, ruine, tumulte, ou naufrage, & en cas d'accidens impreyeus, où l'on ne pourroit avoir fait des Actes.

La preuve par témoins se reçoit pareillement, lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, Article trois du Titre vingtième.

Et aux termes de l'Article quatrième, lorsqu'il s'agit d'un dépôt fait en logeant dans une Hostellerie es mains de l'Hoste ou de l'Hostesse la preuve par témoins en sera aussi reçue, & pourra estre ordonnée par le Juge, suivant la qualité des personnes, & les circonstances du fait.

Si en une instance il est fait plusieurs demandes, dont il n'y ait point de preuve, ou commencement de preuve par écrit, & que jointes ensemble, elles soient au dessus de cent livres, l'on ne pourra estre reçu à les verifier par témoins, encore que les sommes soient diverses, & de causes différentes, & en differens temps, excepté si les droits viennent par succession, donation, ou autrement de personnes différentes, comme il est expliqué en l'Article cinq du Titre vingtième.

Par la disposition de l'Article premier du Titre vingtième, les faits qui gisent en preuve, doivent estre succinctement articulez, ce que l'on pourra faire avec facilité, en observant l'ordre de ceux qui suivent.

Faits d'un Dépôt nécessaire.

F Aits articulez par A.....demandeur.
Contre B..... défendeur.

Sçavoir que le jour de les parties s'embarquerent au port de dans le vaisseau du Capitaine pour passer ensemble en

Que le demandeur avoit une Cassette, laquelle il ouvrit estant dans le Vaisseau, en presence du défendeur, & luy fit voir Lettres de Change payables au Porteur Diamans d'un prix considerable, & remit le tout dans la Cassette, dont il a la Clef.

Que le jour de la tempeste ayant écarté le Vaisseau de l'Escadre de il fut attaqué par Cependant le défendeur ayant fait mettre l'Esquif en mer, pour y descendre, le demandeur le pria d'emporter sa Cassette, pendant qu'il soustiendrait l'attaque, ce que le défendeur fit, & promit au demandeur de mettre sa Cassette en sécurité, & de la luy rendre.

Que ledit Vaisseau n'ayant pu soutenir l'attaque à cause du mauvais estat où il estoit, fut coulé à fonds, & le demandeur s'estant heureusement sauvé du naufrage, auroit demandé sa Cassette au défendeur, lequel auroit dit l'avoir portée à & qu'il donneroit ordre qu'elle luy fut rendue, n'y pouvant aller luy-mesme pour quelques affaires qu'il feignit avoir.

Que le défendeur n'y ayant point satisfait, le demandeur l'a fait assigner pour se voir condamner à luy rendre la Cassette qu'il luy a déposée de bonne foy.

Desquels faits le demandeur offre de faire preuve par témoins, en cas que le défendeur soustienne au contraire.

Suivant le même Article premier du Titre vingtième les Réponses doivent estre Sommaires, aussi bien que les Faits, sans alleguer aucune raison de droit; Sa Majesté ayant même interdit toutes repliques & additions, & fait défenses d'y avoir égard, & de les mettre en taxe, ny les comprendre dans les Memoires des frais & salaires des Procureurs, le tout à peine de repetition du quadruple.

Réponse sommaire aux Faits.

B.... défendeur dit pour réponses aux Faits articulez par A.... demandeur.

Qu'il demeure d'accord de s'estre embarqué avec le défendeur dans le Vaisseau de.... qu'il se souvient d'avoir veu une Cassette que le demandeur disoit luy appartenir, l'a bien veu ouvrir quelquefois, sans sçavoir ce qui y estoit.

Que le Vaisseau ayant esté attaqué comme dit le demandeur, le Capitaine donna ordre au défendeur de faire mettre l'Esquipage en mer, & d'aller à.... mais n'a point emporté la Cassette qui luy est demandée.

Qu'après le naufrage du Vaisseau, le demandeur estant venu voir le défendeur à.... il luy raconta l'accident qui luy estoit arrivé, & en luy parlant de la perte de son équipage, disoit qu'il n'y avoit rien, dont il eust plus de déplaisir que d'avoir perdu sa Cassette.

Que le défendeur ne l'ayant jamais eue en dépost, ny promis de la rendre, le demandeur est mal fondé en son action.

Si le Juge ordonne que les parties feront preuve, la procédure pour y parvenir est contenue au Titre vingt-deuxième.

A l'égard des faits qui gisent en preuve litterale comme de la Genealogie & Noblesse, de la propriété d'un immeuble, du petitoire d'un Benefice, &c.... ils doivent estre dressés en la forme de ceux de la preuve vocale, dont il est cy-dessus parlé, & pour le faire mieux connoistre, il a esté mis en cet endroit.

Faits de Genealogie, & Noblesse.

Faits de Genealogie & Noblesse articulez par T.... demandeur.

Contre P.... défendeur.

En premier lieu que G.... qui avoit épousé Damoiselle F.... estoit en possession du Titre de Noblesse, & prenoit la qualité d'Escuyer ou Chevalier dans tous les Actes qu'il faisoit.

Que dudit G.... & de ladite F.... est issu D.... qui prenoit pareillement la qualité d'Escuyer, vivoit noblement, & avoit épousé Damoiselle R....

Que dudit D.... & de ladite R.... est issu I.... lequel a toujours vécu noblement, avoit la qualité d'Escuyer, & épousa Damoiselle H....

Que dudit I.... & de ladite H.... est issu A.... qui avoit aussi la qualité d'Escuyer, & épousa Damoiselle M....

Que desdits A.... & M.... est issu ledit T.... demandeur, lequel est en possession de la qualité d'Escuyer, & n'a point fait d'Acte qui y déroge non plus que ses ancestres, &c....

Les preuves de l'âge, du mariage, & du temps du décès se reçoivent par des Registres en bonne forme, qui font foy & preuve en Justice suivant l'Article sept du Titre vingtième.

La forme de ces Registres est prescrite par les Articles huit, neuf, dix, & onze du Titre vingtième.

Les Articles quinze, seize & dix-septième dudit Titre concernent les Registres des Tonsures, des Ordres mineurs & sacrez, Vestures, Novitiats, & Professions de vœux & la forme; dont les Actes seront delivrez.

Ceux qui auront besoin des Actes de Baptêmes, Mariages, Sepultures, Tonsures, Ordres, Vestures, Novitiats, ou Profession peuvent faire compulser tous les Registres, entre les mains des Depositaires, lesquels sont tenus de les représenter pour en estre pris des Extraits, & pourront y estre contraints, nonobstant tous Privileges & Usages contraires, à peine de Saisie du temporel & de privation de leurs Droits, Exemptions & Privileges, ainsi qu'il est dit en l'Article dix-huitième.

La procedure pour compulser, est contenuë au Titre douzième.

Ce qui doit estre payé aux Curez & Vicaires pour l'expédition des Extraits & Certificats, a esté réglé par l'Article douze dudit Titre vingtième, sçavoir dix sols pour chacun desdits Extraits, & Certificats es Villes esquelles il y a Parlement, Evêché, ou Siege Presidial, & cinq sols es autres lieux, sans qu'ils puissent exiger ou recevoir plus grande somme, sous quelque pretexte que ce soit, à peine d'exécution.

*Requête pour obtenir permission de saisir, le temporel
des Ecclesiastiques.**A Monsieur le Lieutenant*

Supplie humblement L.... disant qu'ayant besoin de l'Acte du Baptême de B.... fait en la Parroisse de.... il auroit obtenu commission en forme de compulsoire le.... en vertu de laquelle il auroit fait faire commandement à M.... Curé de ladite Parroisse, de représenter le Registre des Baptêmes faits en ladite Eglise, en l'année pour estre pris Extrait de celuy dudit B.... ce que ledit M.... auroit refusé, ainsi qu'il paroist par le procez verbal de R.... Sergent Royal du....

Ce Consideré, Monsieur, il vous plaise permettre au Suppliant de saisir les fruits & revenu temporel de ladite Cure, & d'y establir Commissaire jusques à ce qu'il ait représenté ledit Registre suivant l'Ordonnance, & vous ferez bien.

Ordonnance sur cette Requête.

VEu le procez verbal de R.... Sergent Royal du.... Nous ordonnons qu'iteratif commandement sera fait audit M.... de représenter le Registre des Baptêmes faits en ladite Parroisse, en l'année.... pour estre pris Extrait de celuy dudit B.... sinon & à faute de ce faire, sans qu'il soit besoin d'autre que la presente Ordonnance, permettons au Suppliant de faire saisir les fruits, & revenu temporel de ladite Cure, & d'y establir Commissaire aux fins de la presente Requête. Fait à.... le....

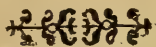
S'il n'y avoit pas de preuve par les procez verbaux du Ser-

gent, que les Depositaires des Registres eussent refusé de les représenter. Le Juge qui ne doit rien ordonner qu'en connoissance de cause, mettra sur la Requête *soit donné assignation*, sur laquelle il faut obtenir Sentence, comme sur les Matieres Sommaires.

En vertu de la Sentence ou de l'Ordonnance du Juge, l'on peut saisir en la maniere exprimée au Titre trente-troisième.

Si les Grosses des Registres des Baptêmes, Mariages & Sepultures ont esté mises aux Greffes des Juges Royaux, conformément à l'Article onze du Titre vingtième. Il sera au choix des parties d'y lever les Extraits, dont ils auront besoin, signez & expediez par le Greffier, ou de les compulser és mains des Curez ou Vicaires, pour lesquels Extraits sera payé de mesme qu'aux Curez, sçavoir dix sols és Villes esquelles il y a Parlement, Evêché, ou Siege Presidial, & cinq sols és autres lieux, suivant l'Article douze du mesme Titre.

Si les Registres sont perdus, ou qu'il n'y en ait jamais eu, la preuve en sera reçeuë tant par Titres que Témoins & en l'un & en l'autre cas les Baptêmes, Mariages & Sepultures pourront estre justifiez tant par les Registres, ou papiers domestiques des peres & meres decedez que par témoins, sauf à la partie de verifier le contraire, mesme à Messieurs les Procureurs Generaux & Procureurs de Sa Majesté sur les lieux, quand il s'agira des capacitez des Beneficiers, Receptions, Sermens & Installations aux Charges & Offices, suivant l'Article quatorze du Titre vingtième.





TITRE XXI.

Des Descentes sur les lieux , Taxes des Officiers qui iront en Com- mission , Nomination , & Rap- ports d'Experts.



Orsque dans les Procez pendans és Côturs Souveraines , Requestes de l'Hostel & du Palais il a esté jugé que descente sera faite, Monsieur le Rapporteur ne sera point commis pour faire la descente ordonnée à son rapport, mais Monsieur le President commet un de Messieurs , qui a assisté au jugement , ou à leur refus un autre de la mesme Chambre, ce qui s'observe aussi pour les descentes ordonnées en l'Audiance , conformément à l'Article second du Titre vingt-unième.

Et par l'Article trois du mesme Titre , à l'égard des Baillages, Seneschauflées , Presidiaux , & autres Sieges , l'Ordre du tableau doit estre gardé à commencer par le Lieutenant General, & autres principaux Officiers, & les Conseillers qui auront assisté à l'Audiance , ou au rapport de l'instance.

Par l'Arrest ou jugement qui ordonnera la descente ; celuy de Messieurs qui sera commis pour la faire , doit estre nommé suivant l'Article quatre du Titre vingt-unième.

*Arrest portant que descente sera faite par l'un
de Messieurs.*

Extrait des Registres de....

ENtre..... la Cour avant faire droit , a ordonné & ordonne qu'il sera procedé à.... par M.... Conseiller en icelle que ladite Cour a commis à cet effet , lequel se transportera sur les lieux , & ce qui sera ordonné par ledit Commissaire executé, nonobstant oppositions ou appellations, recusations, prises à parties & autres empeschemens, & sans y prejudicier.

Aux termes de l'Article cinquième dudit Titre , Monsieur le Commissaire ne pourra faire la descente , si l'une des parties ne le requiert , laquelle doit consigner les frais ordinaires.

Requete aux fins de proceder à la descente.

A Monsieur Conseiller en la Cour.

SUpplie humblement O.... qu'il vous plaise en execution de l'Arrest de la Cour du ... vous transporter à.... & donner jour certain aux parties pour s'y trouver.

Cette Requete avec l'Arrest ou jugement qui ordonne la descente , seront donnez à Monsieur le Commissaire, lequel designera un jour & lieu certain pour s'y trouver , suivant l'Article fix du Titre vingt-unième.

Ordonnance du Commissaire.

DE l'Ordonnance de Nous M.... Conseiller du Roy en la Cour de.... Commissaire en cette partie , à la

Requête de O.... soit donné assignation à P.... à comparoir demain huit heures du matin pardevant Nous en nostre Hostel seïs ruë... pour voir par Nous donner aux parties un jour certain pour proceder en execution de l'Arrest de la Cour du... Fait en nostredit Hostel, le....

Suivant l'Article fixiéme, l'on doit signifier à la partie, ou à son Procureur Copie de l'Arrest qui ordonne la descente & de la requisition faite à Monsieur le Commissaire de se transporter sur les lieux.

S'il n'y a que la partie requérante, qui compare à l'assignation, Monsieur le Commissaire donnera défaut au bas de la signification de l'Ordonnance cy-dessus.

Défaut.

Défaut est donné par Nous Conseiller & Commissaire susdit audit O.... ce requérant à l'encontre dudit P.... non comparant deuëment appelé, pour le profit duquel avons ordonné que le... jour de... prochain en la ville de... où nous nous transporterons, il sera par Nous procédé en execution de l'Arrest de la Cour du.... & seront tenus lesdits O... & P... de comparoir audit jour & lieu pardevant Nous en nostre Hostel en ladite ville, sinon sera passé outre tant en presence qu'absence, & soit signifié. Fait à.... en nostre Hostel, le....

Si toutes les parties comparent devant Monsieur le Commissaire, au lieu de donner défaut, il dresse un

Procez verbal.

L'An.... le.... jour de.... Pardevant Nous M.... Conseiller du Roy en sa Cour de... Commissaire en

cette partie en nostre Hostel sciz ruë est comparu O.... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du il a fait assigner à ce jour lieu & heure P.... pour voir par nous donner jour & lieu certain aux parties, pour proceder en execution de l'Arrest de la Cour du

Est aussi comparu P.... pour satisfaire à l'assignation, quiluy a esté donnée en vertu de nostre Ordonnance.

Surquoy Nous Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions & ordonné que le jour de...
tenime à l'Ordonnance sur défaut cy-dessus.

Monseigneur le Commissaire doit partir dans le mois à compter du jour de la requisition, qui luy en a esté faite, sans que le temps du voyage puisse estre prorogé, autrement fera subrogé un autre des Messieurs en sa place, suivant ledit Article sixième, ce qui se pourra obtenir sur une simple Requête.

Arrest de Subrogation pour la Descente.

Extrait des Registres de

VEu par la Cour la Requête présentée par O.... à ce que pour l'execution de l'Arrest de la Cour du il luy plust subroger au lieu de M.... Conseiller Commis par ledit Arrest, tel autre des Conseillers d'icelle qu'il luy plairoit, attendu qu'il y a plus d'un mois que le Suppliant l'auroit requis de se transporter sur les lieux, & qu'il n'a pas encore eu la commodité de partir, oüy le Rapport de Maître Conseiller: Et tout considéré, la Cour ayant égard à ladite Requête à subrogé au lieu dudit M.... N.... aussi Conseiller en icelle pour l'execution de l'Arrest de la Cour du

Il faudra faire signifier cet Arrest, requérir Monsieur le
Commissaire,

Commissaire qui a esté subrogé , de se transporter sur les lieux ; & prendre son Ordonnance pour donner un jour , & lieu certain pour s'y trouver, comme il est dit cy-dessus.

S'il y avoit cause de recusation contre le Commissaire , on les pourra proposer trois jours avant son départ , pourveu que le jour du départ ait esté signifié huit jours auparavant, autrement le Commissaire pourra passer outre, & ce qui sera par luy fait & ordonné, executé , nonobstant oppositions ou appellations , prises à partie & recusation mesme pour causes depuis survenuës , sauf à y estre fait droit après son retour, ce qui est aux termes de l'Article sept du Titre vingt-unième.

Signification du jour que Monsieur le Commissaire doit partir.

A La Requête de O... soit signifié & déclaré à P.... que pour l'exécution de l'Arrest rendu entre les parties le Monsieur Conseiller en la Cour Commissaire à ce député, partira de cette ville le jour de....

Messieurs les Commissaires doivent suivant l'Article dix-neuf du Titre vingt-unième, faire mention sur les minutes & grosses de leurs procez verbaux des jours qui auront esté employez pour se transporter sur les lieux, & de ceux de leur sejour, & retour, & de ce qui aura esté assigné par chacune des parties, & reçu des taxes faites pour la grosse du procez verbal, & de ceux qui auront assisté à la commission.

Procez verbal de Descente.

L'An le jour de pardevant Nous ... Conseiller du Roy en sa Cour de Commissaire à ce député en nostre Hostel scis ruë Est comparu O lequel nous a dit que par Arrest de la Cour du il a esté ordonné qu'il seroit par Nous procedé à & à cet effet que nous nous transporterions sur les lieux , en consequence duquel Arrest ledit O nous auroit présenté Requête à ce qu'il nous plust nous y transporter , & à cette fin auroit consigné la somme de és mains de nostre Greffier , suivant le certificat qu'il nous a représenté , & enfin seroit intervenu nostre Ordonnance , le portant que les parties comparoistroient pardevant Nous en la ville de le requerant suivant icelle , qu'il nous plust de départir.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte audit O ... de sa comparution , dire & requisition cy-dessus , & ordonné que pour l'exécution dudit Arrest , nous nous transporterons à & à cette fin que nous partirons de cette ville le jour de fait le jour & an que dessus.

Et le jour de huit heures du matin , Nous Conseiller & Commissaire susdit étant party de la ville de accompagné de nostre Greffier , serions allé coucher en la ville de d'où nous partismes le jour dudit mois , pour aller coucher au bourg de duquel lieu nous fûmes le dudit mois coucher au village de & le jour de étant partis dudit village de nous arrivâmes le mesme jour en la ville de & descendîmes en la maison , où pend pour Enseigne scize ruë

Et le jour de pardevant Nous Conseiller &

Commissaire en nostredit Hostel est comparu ledit O.... lequel nous a dit *Continuer le proces verbal de tout ce qui se fait sur les lieux, en execution de l'Arrest ou Jugement, & le finir ainsi.*

Et le jour de.... après l'entiere execution dudit Arrest, Nous Conseiller & Commissaire susdit serions party de la ville de.... pour nous rendre en celle de.... nostre demeure ordinaire, en laquelle nous sommes arrivé le.... jour de.... heure de.... fait par Nous Conseiller & Commissaire susdit, les jour & an que dessus.

Si un Juge est employé en même temps en commissions differentes hors le lieu de son domicile, il ne pourra se faire payer qu'une fois de la taxe qui luy appartiendra pour chacun jour par égale portion par les parties interessées suivant l'Article seizième.

Et par l'Article dix-septième, si la longueur du voyage est augmentée à l'occasion d'une autre commission, les journées seront payées par les parties interessées, à proportion du temps employé, à cause de l'augmentation du voyage.

Si Monsieur le Commissaire estant sur les lieux est requis à l'occasion de sa presence, d'exécuter une autre commission, il ne sera payé par les parties interessées à la nouvelle commission, que pour le temps qu'il y vaquera, & les parties interessées à la premiere commission payeront les journées employées pour aller sur les lieux, où la premiere descente devoit estre faite, & pour leur retour conformément à l'Article dix-huitième.

Et en cas que Monsieur le Commissaire soit trouvé sur les lieux, il ne doit prendre aucune vacation pour son voyage ny retour, & s'il est à une journée de distance, il pourra prendre la taxe d'un jour pour le voyage, & autant

pour le retour, outre le séjour, ainsi qu'il est dit en l'Article vintième.

L'Article vingt-deuxième porte que les Officiers, qui feront des Descentes ou autres commissions hors la ville, & banlieue de l'establissement de leur Siege, ne prendront par chacun jour que les sommes qui seront ordonnées par une Declaration particuliere de Sa Majesté.

Chacune partie doit avancer les vacations de son Procureur, sauf à repeter, si elle obtient condamnation, en fin de cause, & celui qui voudra avoir un Avocat ou autre personne pour conseil, outre l'assistance de son Procureur, payera ses vacations sans repetition, que si le poursuivant se trouve obligé d'avancer les vacations pour l'autre partie, exécutoire luy en sera delivré sur le champ, conformément à l'Article vingt-un du Titre vingt-unième.

Executoire pour Remboursement de vacations avancées.

L Ouis, &c. ... A la Requeste de O.... mandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, contraindre par toutes voyes deuës & raisonnables P.... de payer audit O.... la somme de qu'il a avancée pour la part, dont ledit P.... est tenu des vacations faites en execution de l'Arrest du de ce faire luy donnons pouvoir.

*DES NOMINATIONS ET
Rapports d'Experts.*

PAr la disposition de l'Article huit du Titre vingt-unième les jugemens qui ordonneront que les lieux & ouvrages seront veus, visitez, toisez, ou estimez par Experts, feront mention expresse des faits sur lesquels les rapports doivent estre faits, du Juge qui sera commis pour proceder à la nomination des Experts, recevoir leur serment & rapport, comme aussi du delay dans lequel les parties doivent comparoir pardevant le Commissaire.

Jugement aux termes dudit Article.

Extrait des Registres de

ENtre . . . après que B . . . Procureur du demandeur a soustenu que les veuës, dont il s'agit, ne sont reduites suivant la coustume des lieux, & que E . . . Procureur du défendeur a persisté au contraire, Nous ordonnons que les lieux en question seront veus & visitez par Experts, dont les parties conviendront, dans jours, pardevant M . . . Conseiller que nous avons commis à cet effet, sinon en sera par luy nommé d'Office, lesquels Experts feront le serment & leur rapport pardevant ledit Commissaire sur les faits soustenus par les parties, pour ledit rapport veu, estre ordonné ce que de raison.

En vertu de ce jugement, Monsieur le Commissaire delivre son

Ordonnance aux fins d'assigner pour nommer , & convenir d'Experts

DE l'Ordonnance de Nous M.... Conseiller du Roy en sa Cour de Commissaire en cette partie , à la Requête de C.... soit donné assignation à D.... à comparoir demain deux heures de relevée pardevant Nous en nostre Hostel scis rue :... pour nommer & convenir d'Experts aux fins de la visitation ordonnée par Sentence du sinon qu'il en sera par Nous nommé d'office , fait en nostre Hostel le

Cette Ordonnance ayant esté signifiée, si au jour de l'assignation l'une des parties ne compare, Monsieur le Commissaire peut nommer d'office un Expert pour la partie défaillante, suivant l'Article neuf ; & aux termes de l'article dixième, il ordonnera par le procez verbal de nomination d'Experts, le jour & l'heure qu'ils doivent comparoir devant luy & faire le serment.

Les Juges & les parties pourront nommer pour Experts des Bourgeois, & en cas qu'un Artisan soit intéressé en son nom contre un Bourgeois, ne pourra estre pris pour tiers qu'un Bourgeois, conformément à l'Article onze du Titre vingt unième.

Procez verbal par défaut contenant Nomination d'Experts.

L'An le jour de pardevant Nous Conseiller du Roy en la Cour de ... & Commissaire à ce député, en nostre Hostel scis rue... est comparu C.... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du ... il a fait assigner à ce jour & heure D.... pour nommer & convenir

d'Experts aux fins de la vifitation ordonnée par Sentence du declarant ledit C.... qu'il nomme de fa part pour Expert T.... Maiftre Maçon, pour faire ladite vifitation, nous auroit requis défaut à l'encontre dudit D.... non comparant ny procureur pour luy, & pour le profit d'iceluy qu'il nous pluft nommer d'office un Expert pour ledit D....

Surquoy Nous Conseiller & Commiffaire fufdit avons donné aëte audit C... de fa comparution, & de la nomination par luy faite dudit T... pour Expert, & défaut à l'encontre dudit D... non comparant ny autre pour luy, & pour le profit d'iceluy ordonnons que ladite vifitation fera faite par ledit T.... & par X.... auffi Maiftre Maçon que nous nommons d'office pour ledit D.... lesquels feront assignez à comparoir demain huit heures du matin pardevant Nous en noftredit Hoftel, pour faire le ferment de bien & fidellement proceder à ladite vifitation, & faire leur raport enfuite fur les faits mentionnez en ladite Sentence du laquelle leur fera mife és mains, auquel jour, lieu & heure fera auffi assigné ledit D.... pour voir faire ledit ferment. Fait à...

Si toutes les parties comparent, & que l'une d'icelles refuse de nommer ou convenir d'Experts, au lieu du défaut cy-deffus, Monsieur le Commiffaire fait un

Procez verbal contradictoire.

L'An le jour de pardevant Nous M.... Conseiller du Roy en fa Cour de Commiffaire en cette partie, en noftre Hoftel fcs ruë eft comparu C.... lequel nous a dit qu'en vertu de noftre Ordonnance du il a fait assigner à ce jour, lieu & heure D.... pour

nommer un Expert aux fins de la visitation ordonnée par Sentence du ou convenir de la personne de T Maître Maçon, que ledit C nomme de sa part.

Est aussi comparu ledit D qui a dit qu'il ne veut point nommer d'Expert, ny convenir de celui nommé par ledit C

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions, & pour le refus fait par ledit D de nommer un Expert, ou d'en convenir, ordonnons, &c. *comme l'Ordonnance sur défaut.*

Si toutes les parties refusent de nommer des Experts, Monsieur le Commissaire en nommera d'Office, suivant ce qui est dit en l'Article neuf du Titre vingt-unième.

Ordonnance.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions, & en consequence du refus par elles respectivement fait de nommer des Experts, avons nommé d'Office, pour visiter les lieux, dont il s'agit F & P Maîtres Maçons, lesquels seront assignez à comparoir, & *le reste du contenu en l'Ordonnance par défaut.*

En cas que les parties nomment des Experts, le Commissaire ordonnera que les Experts nommez feront la visitation.

Ordonnance.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions, dires, & requisitions cy-dessus, & ordonné que la visitation desdits lieux sera faite par lesdits T & S Maîtres Maçons
Experts

Experts nommez par lesdites parties, lesquels seront assignez, &c. *comme à la precedente Ordonnance.*

Si les Experts sont recusez, & la recusation jugée valable, il en sera nommé d'autres en la place de ceux qui auront esté recusez ainsi qu'il est dit en l'Article neuvième.

Après que les Experts auront esté nommez par les parties ou d'Office par Monsieur le Commissaire, en la maniere cy-dessus expliquée, il faut faire donner

Assignment aux Experts pour faire le serment, & à la partie pour le voir faire.

L'An....le....jour de....en vertu de l'Ordonnance de Monsieur....en date du...& à la Requête de C.... je Huissier à....ay donné assignation à T....& I... Maîtres Maçons en parlant à....en leurs domiciles, à comparoir d'huy en....jours en l'Hostel, & pardevant mondit sieur scis rue....pour faire le serment de bien & fidellement proceder à la visitation des lieux, dont il s'agit, & faire leur rapport ensuite pardevant mondit sieur. Comme aussi j'ay assigné D...en parlant à....en son domicile à comparoir audit jour, lieu & heure, pour voir faire ledit serment.

Suivant ce qui est porté en l'Article dix, les Experts doivent comparoir à la premiere assignation, qui leur sera donnée pardevant Monsieur le Commissaire pour faire le serment, & en mesme temps sera mis entre leurs mains, l'Arrest ou Jugement qui ordonne la visite.

Les Experts estant comparus, Monsieur le Commissaire procede ainsi qu'il ensuit.

Continuation du procez verbal.

ET le.... jour de pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit en nostredit Hostel est comparu ledit C... lequel a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du ... il a fait assigner lesdits T... & I... pour faire le serment de bien & fidellement proceder à la visitation ordonnée par ladite Sentence du... & a aussi fait assigner D.... pour leur voir faire ledit serment, requerant attendu leur presence, qu'il nous plust recevoir iceluy, & a signé.

A laquelle assignation est comparu ledit D.... aux fins de nostredite Ordonnance.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions & requisi-tions, & ordonné que ladite Sentence du.... sera mise és mains desdits Experts, pour proceder à ladite visitation, le serment par eux fait en la maniere accoustumée.

Ce fait Nous Conseiller & Commissaire susdit avons en presence des parties pris & reçu le serment desdits T... & I... Experts, de bien & fidelement proceder à la visitation ordonnée estre faite par la Sentence du.... laquelle ensuite leur a esté mise és mains. Fait le jour & an que dessus.

Les Experts doivent vaquer incessamment à la visita-tion, après que l'Arrest ou Jugement qui l'ordonne, leur a esté mis és mains, ainsi qu'il est dit en l'Article dixième.

Après que les Experts ont fait la visitation, ils doivent délivrer à Monsieur le Commissaire leur rapport en Mi-nute, pour estre attaché à son procez verbal, & transcrit dans la grosse en mesme cahier, conformément à l'Article douze, suivant lequel le procez verbal est continué ainsi.

Continuation du procez verbal.

ET le.... jour de.... pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit en nostredit Hostel, sont comparus lestdits T.... & I.... Experts, lesquels nous ont dit qu'en execution de ladite Sentence du.... ils auroient procedé à la visitation ordonnée par icelle, & dressé leur rapport sur les faits y mentionnez, qu'ils nous ont delivré, & dont la teneur ensuit. *Il faut transcrire le rapport en cet endroit de la grosse du procez verbal.*

Siles Experts sont contraires en leurs rapports, le Juge nommera d'office un tiers qui sera assisté des autres en la visite, suivant l'Article treiziesme. En ce cas Monsieur le Commissaire, après avoir veu les rapports, & fait rediger ce que les parties voudront dire sur son procez verbal, rend son Ordonnance ainsi

Ordonnance lorsque les Experts sont contraires en leurs Rapports.

SUrquoy nous avons donné acte aux parties de leurs dires & requisitions, & attendu que lestdits T.... & I.... Experts sont contraires en leurs rapports; ordonnons que nouvelle visitation sera faite des lieux dont il s'agit par H.... que nous nommons d'office, qui sera assisté desdits T.... & I.... lequel H.... sera assigné à comparoir au premier jour huit heures du matin, pardevant Nous en nostredit hostel, pour faire le serment, &c.

Il faut donner assignation à l'Expert nommé d'office, pour faire le serment, & à la partie pour le voir faire, comme cy-dessus, & assigner aussi les deux autres Experts, pour assister à la visite.

Qq ij

Si tous les Experts conviennent, ils donneront un seul avis, & par un mesme rapport, sinon donneront chacun leur avis suivant ledit Article treizième.

Lorsque la nouvelle vísitation est faite, les Experts doivent delivrer leurs rapports à Monsieur le Commissaire, pour estre transcrits dans son procez verbal comme le premier cy-dessus.

Dans les matieres où il n'échet qu'un simple rapport d'Experts, les Juges, ny mesme Messieurs des Cours Souveraines ne font point de descente sur les lieux, s'ils n'en font requis par écrit par l'une ou l'autre des parties, ainsi qu'il est dit en l'Article premier du Titre vingt-unième.

Requête au Juge pour faire descente en matiere où il n'échet qu'un rapport d'Experts.

A Monsieur le Lieutenant

Supplie humblement C.... qu'il vous plaise vous transporter en une maison scize rue pour estre present à la vísitation qui sera faite des lieux, dont il s'agit en execution de la Sentence renduë, entre le Suppliant d'une part & D.... d'autre, & vous ferez bien.

Ordonnance sur cette Requête.

Nous ordonnons que ladite vísitation sera faite en nostre presence, à l'effet de quoy nous nous transporterons sur les lieux en question, le.... jour de.... Fait le....

Le Juge se transportera sur les lieux au jour & heure que les parties & les Experts sont assignez, & fera faire la vísitation en sa presence, dont il dressera procez verbal comme celuy cy-dessus.

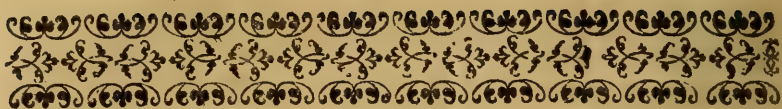
Par l'Article quinziesme il est défendu à Messieurs les Commissaires, & aux Experts de recevoir aucuns presens des parties, ny de souffrir qu'ils les défrayent & payent leur dépense directement ou indirectement, à peine de concussion, & de trois cens livres d'amande applicable aux pauvres des lieux.

Les vacations des Experts doivent estre taxées par Monsieur le Commissaire suivant ledit Article quinziesme.

L'usage de faire recevoir en justice les procez verbaux de Descentes, & rapports des Experts a esté abrogé par l'Article quatorze du Titre vingt-uniesme, & permis aux parties de les produire, ou les contester, si bon leur semble.

Et par l'Article vingt-trois, & dernier dudit Titre vingt-uniesme, la partie plus diligente pourra faire donner au Procureur de l'autre partie copie des procez verbaux & rapports d'Experts, & trois jours après poursuivre l'audiance sur un simple acte, & en cas que le principal different soit appointé, il faudra produire ces procez verbaux & rapports.





TITRE XXII.

Des Enquestes.



Uivant l'Article premier du Titre vingt-deuxième le mesme jugement qui ordonnera de faire Enqueste , contiendra les faits des parties, dont elles informeront respectivement, si bon leur semble, sans autres entendits & réponses, jugement ny commission.

Jugement portant qu'il sera fait Enqueste.

Extrait des Registres de

ENtre C.... demandeur aux fins de.... d'une part, & G.... défendeur d'autre, parties ouïes. Après que F.... Procureur du demandeur a soustenu & mis en fait que ... *Il faut inserer les faits.* Et par D.... Procureur du défendeur, au contraire nous ordonnons que les parties feront respectivement preuve de leurs faits dans... pardevant.... ce qui sera executé nonobstant oppositions ou appellations, recusations, & prises à partie, & sans y prejudicier, pour ce fait rapporté & joint à l'instance estre ordonné ce que de raison.

Si l'Enqueste est faite au mesme lieu où le jugement a

esté rendu, ou dans la distance de dix lieues, elle sera commencée dans la huitaine du jour de la signification du jugement faite à la partie ou à son Procureur, & parachevée dans la huitaine suivante. Si y avoit plus grande distance, le delay doit estre augmenté d'un jour pour dix lieues, & si l'affaire le requiert, le Juge pourra donner une autre huitaine pour la confection de l'Enqueste, sans que le delay puisse estre prorogé, le tout nonobstant oppositions, appellations, recusations, & prises à partie, ainsi qu'il est dit en l'Article second du Titre vingt-deuxième.

Sentence de prorogation de delay pour faire Enqueste.

Extrait des Registres de....

ENtre C.... demandeur en requeste du à ce qu'il nous plust luy proroger de huitaine le delay de porté par la Sentence contradictoire du pour faire la preuve ordonnée par ladite Sentence, & en cas de contestation, condamner le défendeur aux dépens d'une part. Et G.... défendeur d'autre, après que F.... Procureur du demandeur, & D.... pour le défendeur ont esté ouïs, nous avons prorogé de huitaine le delay de faire l'Enqueste ordonnée par nostre Sentence du ...

Si l'Enqueste n'estoit faite & parachevée dans les delays cy-dessus, le défendeur pourra poursuivre l'audience sur un simple acte sans forclusion de faire Enqueste dont l'usage est abrogé par l'Article quatrième.

Les témoins doivent estre assignez à personne ou domicile pour déposer, & la partie au domicile de son Procureur, pour les voir jurer par Ordonnance du Juge, sans commission du Greffe, ainsi qu'il est porté par les Articles cinq & septième dudit Titre vingt-deux.

Ordonnance pour assigner les témoins pour déposer, & la partie pour les voir jurer.

DE l'Ordonnance de Nous N.... Conseiller du Roy en sa Cour de Commissaire en cette partie, à la Requeste de C.... soit donné assignation aux témoins qu'il voudra faire oïr, à comparoir demain deux heures de relevée pardevant Nous en nostre Hostel, sciz ruë.... pour déposer verité en l'Enqueste qui sera par Nous faite en execution de la Sentence du Auquel jour, lieu & heure sera pareillement assigné D.... pour voir produire, & jurer lesdits témoins. Fait à le

Le jour & l'heure pour comparoir seront marquez dans les Exploits d'assignations qui seront données aux témoins, & aux parties, ainsi qu'il est porté en l'Article sixième.

Assignation aux témoins pour déposer, & à la partie pour leur voir faire le serment.

L'An.... en vertu de l'Ordonnance de Monsieur en date du & à la Requeste de C.... je Huissier à ay donné assignation à I.... N.... A.... & M.... en parlant à en leurs domiciles, à comparoir demain huit heures du matin pardevant mondit Sieur en son Hostel sciz ruë pour déposer verité en l'Enqueste qui sera par luy faite, à la Requeste dudit C.... auquel jour, lieu & heure j'ay pareillement assigné G.... en parlant à au domicile de D.... son Procureur, pour voir produire & jurer lesdits témoins.

Suivant l'Article vingt-deux du Titre vingt-deux le
procez

procez verbal d'Enqueste doit estre sommaire , & ne contenir que le jour & l'heure des assignations données aux témoins pour déposer , & aux parties pour voir jurer iceux , le jour & l'heure des assignations écheuës , leur comparution ou défaut , la prestation de serment des témoins , si c'est en la presence ou absence des parties , le jour de chacune deposition , le nom , surnom , âge , qualité , & demeure des témoins , les requisitions des parties , & les actes qui en seront accordez.

Procez verbal d'Enqueste.

L'An...le...jour de...pardevant Nous...Conseiller du Roy en sa Cour de Commissaire en cette partie , en nostre Hostel scis rue est comparu C.... lequel nous a dit qu'en l'instance pendante pardevant ... entre luy & G , il est intervenu Sentence contradictoire le par laquelle il a esté ordonné que les parties feront respectivement preuve de leurs faits dans pardevant Nous , & ledit delay prorogé de huitaine par autre Sentence du en consequence dequoy ledit a requis , qu'il nous plust luy delivrer nostre Ordonnance pour faire assigner les témoins , qu'il entend faire déposer pardevant Nous en execution desdites Sentences , & d'y faire pareillement assigner ledit G pour voir produire & jurer lesdits témoins.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte audit C de sa comparution & requisition cy-dessus , & ordonné que les témoins que ledit C voudra faire ouïr en execution de ladite Sentence du seront assignez à comparoir demain huit heures du matin pardevant Nous en nostredit hostel , pour déposer verité en l'Enqueste qui sera par Nous faite , auquel jour , lieu & heure sera aussi assigné ledit C pour voir jurer lesdits témoins. Fait le jour & an que dessus.

Il est dit en l'Article sixième , que si les témoins , & les parties ne comparent , il sera différé d'une autre heure , après laquelle les témoins presens feront le serment , & feront oüis , si les parties ne consentent la remise à un autre jour.

Continuation du proces verbal , quand les parties consentent la remise.

ET le ... jour de huit heures du matin pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit en nostredit Hostel , est comparu ledit C.... qui a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du il a fait assigner à ce jour & heure , I... M.... A N.... en parlant à en leurs domiciles , pour déposer verité en l'Enqueste , comme aussi a fait assigner audit jour & heure ledit G.... au domicile de D.... son Procureur , pour voir jurer lesdits témoins , le tout par Exploit du estant au bas de nostredite Ordonnance ; & attendu que lesdits témoins sont comparus , il auroit requis qu'il nous plust recevoir leur serment en presence dudit G.... & ensuite proceder à ladite Enqueste.

Est aussi comparu ledit G.... lequel auroit requis qu'il nous plust remettre l'assignation au ... jour de auquel il offre de comparoir.

Et par ledit C.... a esté dit qu'il consent la remise audit jour , pour estre procedé à ladite Enqueste.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Aête aux parties de leurs comparutions & requisiions ; & en consequence de leur consentement avons remis l'assignation au jour de pour estre par Nous procedé à ladite Enqueste , auquel jour lesdits témoins , & ledit G.... seront tenus de comparoir pardevant Nous en nostredit Hostel aux fins cy-dessus.

Soit que la partie compare ou non à la première assignation, ou à la seconde, si les parties en ont consenty la remise, Monsieur le Commissaire prendra le serment des témoins presens, & procedera à l'Enqueste, nonobstant, & sans prejudice des oppositions ou appellations, mesme comme de Juge incompetant, recusations ou prises à partie, sauf à en proposer les moyens, & fournir de reproches après l'Enqueste, suivant l'Article neuvième.

Continuation du procez, lorsqu'il y a recusations, ou prises à partie.

A Laquelle assignation est comparu ledit G. . . . qui a dit qu'il empêche formellement, que le serment desdits pretendus témoins soit par Nous reçu, & qu'il soit procedé à ladite Enqueste pour les causes de recusation mentionnées en la Requête qu'il nous a presentement mise es mains, & en cas qu'il soit par Nous passé outre, proteste de nous prendre à partie.

Et par ledit C. . . . a esté dit que la recusation alleguée par ledit G. . . . ne peut pas empêcher qu'il ne soit par Nous procedé à la confection de l'Enqueste, sauf à luy d'en proposer les moyens après icelle suivant l'Ordonnance.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné Acte aux parties de leurs comparutions & requisiions cy-dessus, & ordonné qu'il sera par nous procedé à la confection de l'Enqueste, dont il s'agit, nonobstant oppositions, ou appellations, recusations, prises à partie, & sans y prejudicier.

Aux termes de l'Article dix, si le Juge fait l'Enqueste dans le lieu de sa residence, & qu'il soit recusé, ou pris à partie, il doit surseoir jusques à ce que les recusations & prises à partie ayent esté jugées.

*Autre Ordonnance quand il y a recusations, ou prises
à partie suivant l'Article dixième.*

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions, & en consequence de la recusation proposée par ledit G.... avons sursis la confection de l'Enqueste, jusques à ce que ladite recusation ait esté jugée. Fait le jour & an que dessus.

Suivant l'Article huitième, les témoins doivent comparoir à l'heure de l'assignation, ou au plus tard à l'heure suivante, à peine de dix livres au payement de laquelle ils seront contraints par saisie & vente de leurs biens, & non par emprisonnement, si ce n'est qu'il fust ordonné par le Juge, en cas de manifeste desobeissance; & les ordonnances des Juges seront executées contre les témoins, nonobstant oppositions ou appellations, mesme celles des Commissaires, Enquesteurs & examinateurs, pour la peine de dix livres seulement, encore qu'ils n'ayent aucune jurisdiction, sans tirer à consequence en autre chose.

*Continuation du procez verbal, lorsque les témoins
ne comparent.*

ET le jour de ... huit heures du matin pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit en nostredit Hostel est comparu ledit C.... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du il a fait assigner à ce jour, lieu & heure I.... N.... A.... & M.... en leurs domiciles pour deposer verité en l'Enqueste, dont il s'agit; & a aussi fait assigner ledit G.... au domicile de D.... son Procureur; le tout par Exploit du estant au bas de nostre

Ordonnance ; & attendu que lesdits témoins ne sont comparus , & qu'il est neuf heures sonnées , ledit C ... auroit requis contre eux défaut , & pour le profit d'iceluy , qu'ils fussent condamnés chacun en la somme de dix livres , & reassignez , ensemble ledit G aux fins de nostre susdite Ordonnance.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions , & défaut à l'encontre desdits I ... M ... A ... & N ... & pour le profit d'iceluy les condamnons chacun en la somme de dix livres au payement de laquelle ils seront contraints par saisie & vente de leurs biens , nonobstant oppositions ou appellations quelconques suivant l'Ordonnance ; ordonnons que lesdits témoins seront reassignez à comparoir demain huit heures du matin pardevant Nous en nostredit Hostel , pour prester leur serment & déposer verité en ladite Enquête auquel jour , lieu & heure , ledit G fera reassigné pour les voir produire & jurer.

Si la partie fait défaut , & que les témoins comparent , le Juge doit prendre le serment des témoins , & proceder à la confection de l'Enquête suivant l'Article neuvième.

*Continuation & fin du procez verbal par défaut
contre la partie.*

ET le ... jour de ... pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit en nostredit Hostel est comparu ledit C ... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du ... il a fait assigner à ce jour , lieu & heure I ... N ... A ... & M en leurs domiciles , pour déposer verité en ladite Enquête , & a aussi fait assigner à ce mesme jour & heure ledit G ... au domicile de D son Procureur , par Exploit du ... qu'il nous a représenté , contre le-

quel G... non comparant, il nous a requis défaut, & pour le profit d'iceluy, attendu la presence desdits témoins, & qu'il est neuf heures sonnées, qu'il nous plust recevoir leur serment, & proceder à l'Enqueste des faits contenus en ladite Sentence du...

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte audit C.... de sa comparution & requisition cy-dessus, & défaut à l'encontre dudit G.... non comparant, ny Procureur pour luy deuëment appelé, & par vertu d'iceluy, attendu la presence desdits I.... N.... A.... & M.... ordonnons qu'il sera par Nous presentement procédé à l'Enqueste, dont il s'agit, sur les faits contenus en ladite Sentence du le serment par eux prealablement fait en la maniere accoustumée.

En exécution de laquelle Ordonnance Nous Conseiller & Commissaire susdit avons en l'absence dudit G.... & par vertu du défaut de Nous donné à l'encontre de luy, pris & reçu le serment de I.... Marchand de demeurant à rue Parroisse saint âgé de & de mesme des autres témoins. Et apres le serment par eux separément fait de dire verité, avons procédé à leur audition aussi separément sur les faits mentionnez en ladite Sentence du ... & fait rediger leurs depositions en un cahier separé de nostre present procez verbal. Fait les jour & an que dessus.

Il est fait défenses aux parties par l'Article vingt-unième de faire oïr en matiere civile plus de dix témoins sur un mesme fait, & aux Juges ou Commissaires d'en entendre, autrement la partie ne sera remboursée des frais avancez, pour les faire oïr, encore que tous les dépens luy soient adjugez. En fin de cause.

Les Parens & Alliez des parties jusques aux enfans des cousins issus de germain inclusivement ne peuvent estre

témoins en matiere civile , pour deposter en leur faveur , ou contre eux ; & en cas qu'ils déposent , leurs depositions seront rejettées , ainsi qu'il est dit en l'Article onzième.

Le Juge ou Commissaire à faire l'Enqueste en quelque juridiction que ce soit mesme aux Cours Souveraines , doit recevoir le serment & la deposition des témoins , sans que le Greffier ny autre puisse les recevoir ny rediger par écrit hors sa presence , aux termes de l'Article treizième.

Suivant l'Article quatorzième , au commencement de la deposition doit estre fait mention du nom , surnom , âge , qualité , & demeure du témoin du serment par luy presté , s'il est serviteur ou domestique , parent ou allié de l'un ou l'autre des parties , & en quel degré.

Les Juges ou Commissaires feront rediger tout ce que le témoin voudra dire touchant le fait , dont il s'agit entre les parties , sans rien retrancher des circonstances conformément à l'Article dix-septième.

Et seront les témoins ouïs separément , sans qu'il y ait aucune personne que le Juge ou Commissaire à faire l'Enqueste , & celui qui écrira la deposition , comme il est dit en l'Article quinziesme.

Et si le témoin veut augmenter , diminuer , ou changer quelque chose à sa deposition , il sera écrit par apostils , & par renvois en la marge , qui seront signez par le Juge & le témoin , s'il sçait signer , & ne doit estre adjousté foy aux interlignes ny mesme aux renvois , qui ne seront point signez , & si le témoin ne sçait signer , en sera fait mention sur la minute , & sur la grosse conformément à l'Article dix-huitième.

Après que la deposition du témoin aura esté redigée par écrit , il luy en sera fait lecture , & ensuite sera interpellé de declarer si ce qu'il a dit , contient verité , & s'il y persiste , il signera sa deposition , & en cas qu'il ne sçeuft ou ne pust signer , il le declarera , dont il sera fait mention sur la minute.

& sur la grosse , ainsi qu'il est exprimé par l'Article seizième.

Le Juge doit demander au témoin , s'il requiert taxe , & si elle est requise , il la fera , eu égard à la qualité du voyage & séjour du témoin , ce qui est aux termes de l'Article dix-neuvième.

La fonction des Adjoints , même de ceux en titre d'office , pour la confection des Enquestes , a esté abrogée par l'Article douzième , sans rien changer es cas portez par l'Edit de Nantes.

Ces regles ainsi observées , l'Enqueste se fera en la manière qui ensuit.

Enqueste.

ENqueste faite par Nous Conseiller du Roy en sa Cour de Commissaire en cette partie à la Requête de C contre G en execution de la Sentence contradictoirement renduë entre les parties le à laquelle Enqueste avons procedé ainsi qu'il ensuit.

Du jour de

M Procureur à demeurant à âgé de ans ou environ , lequel après serment par luy fait de dire verité , & qu'il a déclaré n'estre parent , allié , serviteur ny domestique de l'une ny de l'autre partie : *Et si au contraire , il faut l'exprimer.* Et nous a representé l'Exploit d'assignation à luy donnée , pour deposer à la Requête dudit C en datte du

Depose sur les faits mentionnez en ladite Sentence du dont luy avons fait faire lecture. *Il faut rediger ce que le témoin voudra dire , & ensuite luy faire lecture de sa deposition , dont il sera fait mention en ces termes.*

Lecture à luy faite de sa deposition , a dit icelle contenir verité , y a persisté , & a signé ou déclaré ne sçavoir écrire ne signer de ce enquis , suivant l'Ordonnance.

Il faut observer ce mesme ordre à l'égard des autres depositions , & ensuite ajoûter.

Fait par Nous Conseiller & Commissaire susdit les jour & an que dessus.

Ceux qui auront esté pris pour Greffiers en des commissions particulieres , & qui n'ont point de dépost , doivent remettre la minute des Enquestes & Procez verbaux és Greffes des juridictions où le differend est pendant , trois mois après la commission achevée , à peine de deux cens livres d'amende , applicable moitié au Roy & moitié à la partie qui en aura fait plainte , sauf aux Greffiers ou autres qui auront écrit les minutes après les avoir remis au Greffe , de prendre executoire de leur salaire contre la partie , à la Requête de qui l'Enqueste aura esté faite , suivant l'Article vingt-cinquième.

Sa Majesté a abrogé par l'Article vingt-sixième l'usage d'envoyer les Enquestes dans un sac clos & scellé , & a pareillement abrogé toutes publications , receptions d'Enquestes , & tous jugemens , apointemens , sentences , & arrests portans que la partie donnera moyens de nullité & de reproches.

Les Greffiers ou autres qui auront écrit l'Enqueste , & le procez verbal ne peuvent prendre autres salaires , vacations ny journées , que l'expédition de la grosse selon le nombre des Rôles , au cas que l'Enqueste ait esté faite au lieu de leur demeure ; & si elle a esté faite ailleurs , ils auront le choix de prendre leurs journées , qui seront taxées aux deux tiers de celles du Juge ou Commissaire , & ne pourront prendre leurs journées , & leurs grosses suivant l'Article vingt-troisième.

Les Expéditions des procez verbaux d'Enquestes seront delivrées aux parties , à la Requête desquelles elles auront esté faites , & non aux autres parties , & en cas qu'elles

ayent esté faites d'office, il les faudra seulement délivrer à Messieurs les Procureurs Generaux, ou à Messieurs les Procureurs de Sa Majesté sur les lieux, ou aux Procureurs Fiscaux des Justices des Seigneurs, à la Requête desquels elles auront esté faites, conformément à l'Article vingt-quatrième.

Celuy à la Requête de qui l'Enqueste aura esté faite donnera copie du procez verbal, pour fournir par la partie dans la huitaine des moyens de reproches, si bon luy semble, & sera procedé au jugement du differend, sans aucun commandement ny sommation, suiivant l'Article vingt-septième.

La partie qui aura fait faire une Enqueste ne pourra demander à l'autre partie copie du procez verbal de son Enqueste, ny le lever qu'il n'ait fait signifier le procez verbal de l'Enqueste faite à sa Requête; ny demander copie de l'autre Enqueste; ny la lever, qu'il n'ait donné copie de la sienne; ce qui est aux termes de l'Article trente-troisième.

Et par l'Article trente-quatrième, celuy auquel aura esté donné copie tant du procez verbal que de l'Enqueste faite contre luy, ne pourra en cause principale ou d'apel, faire ouïr à sa Requête, ny reprocher aucuns témoins ouïs en l'Enqueste de sa partie.

Si celuy qui a fait faire l'Enqueste estoit refusant ou negligeoit de faire signifier le procez verbal & d'en donner copie, l'autre partie pourra, suiivant l'Article vingt-huitième, le sommer d'y satisfaire dans trois jours par l'Acte qui suit.

*Sommation de fournir copie du procez verbal
d'Enqueste.*

A La Requeste de G.... Soit sommé & interpellé C... de faire signifier & donner copie audit G... du procez verbal d'Enqueste fait à la Requeste dudit C... par Monsieur Conseiller, le ... Sinon & à faute d'y satisfaire dans trois jours, proteste de lever ledit procez verbal, & d'obtenir executoire pour la grosse d'iceluy, à l'encontre dudit C.... suivant l'Ordonnance.

Après que les trois jours mentionnez audit Article vingthuitième seront expirez, la partie contre laquelle l'Enqueste a esté faite, pourra lever le procez verbal, en representant au Greffier la sommation cy-dessus, & luy payant les salaires de la grosse du procez verbal, dont sera delivré executoire contre celuy qui devoit en donner copie.

*Executoire pour frais de la grosse d'un procez verbal
d'Enqueste.*

L Ouis, &c. ... Mandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, à la Requeste de G.... contraindre par toutes voyes deuës & raisonnables C.... de payer & rembourser audit G... la somme de qu'il a payée pour la grosse du procez verbal d'Enqueste, faite à la Requeste dudit C.... le faute par luy d'en avoir donné copie audit G.... suivant l'Ordonnance, & en consequence de la sommation du de ce faire luy donnons pouvoir. Fait à

Les reproches ayant esté fournis contre les témoins ,
Sf ij

ou le delay d'en fournir estant passé, l'on peut porter la cause à l'Audiance, sans faire aucun acte ou procedure pour la reception d'Enqueste, & les moyens de nullité ne seront plus fournis par écrit, mais pourront estre proposez en l'Audiance, ou par contredits, si c'est en procez par écrit, suivant l'Article troisiéme.

Celuy qui auraourny de reproches, ou qui y aura renoncé pourra demander copie de l'Enqueste, laquelle luy doit estre delivrée par la partie, & en cas de refus, l'Enqueste sera rejetée, & sans y avoir égard passé outre au jugement du procez, suivant l'Article vingt-neuviéme.

Si la partie qui a fait faire l'Enqueste, refuse d'en donner copie & du procez verbal, l'autre partie aura un delay de huitaine pour lever le procez verbal, & pareil delay, pour lever l'Enqueste; & si elle a esté faite hors le lieu où le differend est pendant, elle pourra obtenir un autre delay, selon la distance du lieu, tant pour le voyage que pour le retour de celuy qui sera envoyé pour la lever, à raison d'un jour pour dix lieuës, ainsi qu'il est dit en l'Article trenteuniéme.

Et pour obtenir les delais mentionnez en l'Article cy-dessus, il faut faire signifier un acte pour venir plaider, sur lequel intervient cette

Sentence.

Extrait des Registres de

ENtre Nous avons accordé audit G delay de jours, pour lever ledit procez verbal, & pareil delay pour lever l'Enqueste, dont il s'agit.

Les delais de huitaine, dont il est parlé cy-dessus, ne sont que pour les Cours, & pour les Presidiaux, Bailliages, &

Senechaussées , & à l'égard des autres Jurisdicions royales des Justices des Seigneurs , mesme des Duchez & Pairies & des Juges Ecclesiastiques , les delais seront seulement de trois jours , comme il est exprimé en l'Article trente-deuxième.

La partie contre laquelle l'Enqueste aura esté faite , pourra suivant l'Article trente , la lever , en faisant apparoir de la signification des moyens de reproches , ou de l'acte portant renonciation d'en fournir , dont il sera laissé copie au Greffier , à la charge par luy d'avancer les droits & salaires du Greffier , dont luy sera delivré executoire contre la partie , qui aura fait faire l'Enqueste , & seront compris dans l'executoire les frais du voyage , pour faire lever les expéditions , ou pour le salaire des Messagers.

Executoire de frais d'Enqueste.

Louis , &c. . . au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis , te mandons à la Requeste de G . . . contraindre par toutes voyes deuës & raisonnables C . . . de luy rembourser la somme de . . . tant pour la grosse , & vacations de l'Enqueste faite à la Requeste dudit C . . . que pour le voyage du messager envoyé pour lever icelle , de ce faire te donnons pouv oir . . .

Les Enquestes doivent estre portées à l'Audiance , pour y estre jugées sur un simple acte , supposé que la permission de les faire , ait esté donnée à l'Audiance , & que les parties n'ayent esté apointées à écrire ; ce sont les termes de l'Article trente-cinquième.

Il faut exactement observer en la confection des Enquestes les formalitez contenues au Titre vingt-deuxième , à peine de nullité , ainsi qu'il est dit en l'Article vingtième de ce Titre.

Si l'Enquete est declarée nulle par la faute du Juge ou Commissaire, il en sera fait une nouvelle à ses dépens, dans laquelle la partie pourra faire oïr de nouveau les mesmes témoins, ainsi qu'il est porté en l'Article trente-sixième.





TITRE XXIII.

Des Reproches des Témoins.



Es reproches doivent estre circonftanciez, & pertinens, & non en termes vagues & generaux, autrement feront rejetez fuyvant l'Article premier du Titre vingt-troifiéme.

Reproches contre les Témoins.

G...défendeur. Dit pour reproches contre les témoins
ouïs en l'Enqueſte faite à la Requeſte de C... le...
Que M.... premier témoin a eſté condamné aux Gale-
res par Sentence du.... confirmée par Arreſt du....

Que I.... deuxiéme témoin a eſté banni pour trois ans
de la ville & banlieuë de.... par Sentence du.... pour
avoir depoſé faux en une Enqueſte faite pardevant le....

Que ledit C.... a baillé la ſomme de.... à N.... troi-
ſiéme témoin pour depoſer en ladite Enqueſte.

Et à l'égard de A.... quatriéme témoin, qu'il eſt cou-
ſin germain dudit C.... & n'a pu eſtre témoin aux termes
de l'Ordonnance.

C'eſt pourquoy les depoſitions deſdits témoins doivent
eſtre rejettées, & en cas de conteſtation ſouſtient que leſdits
faits de reproches ſont pertinens & admiſſibles, requerans
qu'il luy ſoit permis d'en informer.

S'il est avancé dans les reproches que les témoins ont esté emprisonnez, mis en decret, condamnez ou repris de Justice, les faits de reproches seront reputez calomnieux, s'ils ne sont justifiez avant le jugement du procez par des écrouës, d'emprisonnement, decrets, condamnations & autres Actes, suivant l'Article second dudit Titre.

Par l'Article six du Titre vingt-troisième, il est fait défenses aux Procureurs de fournir aucuns reproches contre les témoins, si les reproches ne sont signez de la partie, ou s'ils ne font apparoir d'un pouvoir special pour les proposer.

Celuy à la Requête duquel l'Enquête a esté faite, peut fournir de réponses aux reproches, lesquels il doit faire signifier aux termes de l'Article troisième.

Réponses aux faits de reproches.

C...demandeur. Dit pour réponses aux faits de reproches proposez par G.... contre les témoins ouïs en l'Enquête faite à la Requête dudit C....

Premierement que M.... ayant esté condamné aux Galeres, a obtenu lettres de rappel, qui ont esté enterinées, & ledit.... restably par Arrest du....

Que I... ayant interjetté appel de la sentence de bannissement du.... ladite sentence a esté infirmée par Arrest du.... & sa partie condamnée à luy faire reparation d'honneur.

Qu'il n'a point donné d'argent à N.... pour deposer & dénie ce fait calomnieux.

Que A.... dernier témoin n'est point parent dudit C... du moins au degré de l'Ordonnance, & partant soustient, &c. ...

Les Réponses aux reproches doivent estre signifiées, autrement il est défendu aux Juges par ledit Article trois d'y avoir

avoir égard , le tout sans retardation du jugement.

Et suivant l'Article quatre les Juges ne peuvent apointer les parties à informer sur les faits de reproches , qu'en voyant le procez , & en cas que les moyens de reproches soient declarez pertinens & admissibles.

Si les reproches sont suffisamment justifiez les depositions des témoins reprochez ne seront leuës lors du jugement du procez, ainsi qu'il est dit en l'Article cinquième dudit Titre vingt-trois.





TITRE XXIV.

Des Recusations des Juges.



Es Juges peuvent estre refusez en matiere civile, s'ils sont parens ou alliez de l'une des parties jusques aux enfans des cousins issus de germain, qui font le quatrième degré, & doivent s'en abstenir, si toutes les parties ne consentent par écrit qu'ils demeurent Juges, suivant l'Article premier du Titre vingt-quatrième.

Acte de consentement, que le Juge demeure Juge nonobstant la parenté.

A La Requeste de D.... soit signifié à T....
Qu'il consent que Monsieur Conseiller demeure Juge du differend des parties, quoy qu'il soit parent dudit T.... au degré de l'Ordonnance, dont Acte.

En matiere criminelle suivant l'Article second, si le Juge est parent ou allié de l'accusateur ou de l'accusé, il pourra estre recusé jusqu'au cinquième degré inclusivement, & s'il porte le nom & armes, & qu'il soit de la famille de l'accusateur ou de l'accusé, il doit s'abstenir en quelque degré de parenté, ou alliance qu'il puisse estre, quand la parenté ou alliance luy sera connue, ou justifiée par l'une des parties, & en l'un ny en l'autre cas, il ne peut demeurer Ju-

ge , nonobstant le consentement de toutes les parties, mesme de Messieurs les Procureurs Generaux , ou de Messieurs les Procureurs de Sa Majesté , & des Procureurs Fiscaux des Seigneurs.

Ce qui est ordonné en matiere civile & criminelle par les articles premier & second de ce titre aura lieu, encore que le Juge soit parent ou allié commun des parties , ainsi qu'il est dit en l'Article troisiéme.

Et suivant l'Article quatriéme, la recusation a aussi lieu à l'égard des parens & alliez de la femme, si elle est vivante, ou si le Juge ou la partie en ont des enfans vivans , & en cas que la femme soit decedée , & qu'il n'y eut enfans, le beau-pere, le gendre ny les beaufreres ne peuvent estre Juges.

Si le Juge a un differend sur pareille question que celle qui est à juger il pourra estre recusé, en cas qu'il y en ait preuve par écrit , autrement le Juge en fera creu à sa declaration , sans que celuy qui proposera la recusation puisse estre reçu à la preuve par témoins , ny demander delay pour rapporter la preuve par écrit , suivant l'Article cinquiéme.

Et conformément à l'Article fixiéme , le Juge pourra estre recusé s'il a donné conseil , & s'il a eu connoissance du different comme Juge ou comme Arbitre. S'il a sollicité ou recommandé , ou s'il a ouvert son avis hors la visitation & jugement , en tous lesquels cas il sera cru à sa declaration , s'il n'y a preuve par écrit.

S'il a procez en son nom dans une Chambre, en laquelle l'une des parties soit juge , ainsi qu'il est dit en l'Article septiéme.

S'il a menacé la partie verbalement ou par écrit depuis l'instance ou dans les six mois precedens , la recusation proposée , ou s'il y a eu inimitié capitale, aux termes de l'Article huitiéme.

Le Juge peut estre aussi recusé , ainsi qu'il est dit en l'Ar-

ticle neuvième, si luy ou ses enfans, son pere, ses freres, oncles, neveux, ou alliez en pareil degré ont obtenu quelque benefice des Prelats, Collateurs, & Patrons Ecclesiastiques ou Laïques, qui soient parties ou interessez en l'affaire, pourveu que les collations ou nominations ayent esté volontaires & non necessaires.

Et conformément à l'Article dixième, s'il est Protecteur ou Syndic de quelque ordre & nommé dans les qualitez, s'il est Abbé, Chanoine, Prieur, Beneficier, ou du corps d'un Chapitre, College ou Communauté, Tuteur honoraire ou oneraire, Subrogé Tuteur, ou Curateur, heritier presomptif ou donataire, maistre ou domestique de l'une des parties. Il n'en pourra demeurer Juge.

Sa Majesté a déclaré par l'Article douzième, qu'elle n'entendoit exclure les autres moyens de fait ou de droit pour lesquels un Juge pouvoit estre valablement recusé.

Les Juges des Seigneurs peuvent connoistre de tout ce qui concerne les Domaines, Droits & revenus ordinaires ou casuels tant en fief que roture de la terre, mesme des baux, sous-baux & jouissances, circonstances & dépendances, soit que l'affaire fust poursuivie sous le nom du Seigneur ou du Procureur Fiscal, mais lorsqu'il s'agit d'autres actions, où le Seigneur est partie ou intéressé, les Juges doivent s'en abstenir, & n'en peuvent connoistre aux termes de l'Article onzième.

Les Officiers des Cours Souveraines, Bailliages, Seneschaussées, & autres Sieges, & Jurisdiccions, mesme ceux des Seigneurs peuvent solliciter és maisons des Juges pour les procez qu'ils ont en la jurisdiction dont ils sont Officiers, ou pour leurs enfans, pere, mere, oncles, tantes, neveux ou niepces, & les mineurs desquels ils ont la tutelle ou curatelle, mais il leur est fait défenses de les solliciter dans les lieux de la seance, de l'entrée desquels ils doivent s'abstenir pendant la visitation & jugement du procez, suivant l'Article treizième.

Aux termes de l'Article quatorzième, s'il estoit besoin qu'ils fussent ouïs par leur bouche, ils ne peuvent sous ce pretexte, ou pour quelque autre que ce soit, après avoir esté ouïs, demeurer en la Chambre & lieu de l'Auditoire, dans lequel le procez sera examiné & deliberé, mais doivent en sortir.

Ne peuvent solliciter pour aucunes autres personnes sur les peines portées par le mesme Article quatorzième.

Ne peuvent estre recusez que trois jours avant leur départ, pourveu que le jour du départ ait esté signifié huit jours auparavant, encore que ce soit pour cause depuis survenue, & sera passé outre nonobstant les recusations, prises à partie, oppositions ou appellations, & sans y prejudicier, suivant l'Article vingt-deux du Titre vingt-quatre conforme à l'Article sept du Titre vingt-unième, sauf après la descente ou confection d'Enqueste à proposer & juger les causes de recusation.

Le Juge qui sçait causes de recusation valables en sa personne est tenu, sans attendre qu'elles soient proposées, d'en faire sa declaration, qui sera communiquée aux parties suivant l'Article dix-septième.

Declaration du Juge.

M.... declare à D.... & T.... qu'il ne peut demeurer Juge du procez d'entre eux, attendu qu'il est coulin issu de germain dudit D.... *ou pour autre cause*, à ce que les parties ayent à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront.

Suivant l'Article dix-huitième, le Juge ne peut se départir du rapport & jugement des procez, qu'après avoir déclaré en la Chambre les causes pour lesquelles il ne peut demeurer Juge, & que sur sa declaration il n'ait esté ordonné qu'il s'abstiendra.

Ordonnance portant que le Juge s'abstiendra en consequence de sa declaration.

Extrait des Registres de

Du jour de

A Ujourd'huy en la Chambre du Conseil de cette Cour M.... Conseiller en icelle, ayant déclaré qu'il ne pouvoit faire son rapport, ny assister au jugement du procez d'entre T.... & D.... à cause de.... *mettre les causes du déport.* Ordonnons que ledit Maistre s'abstiendra du rapport & jugement dudit procez.

Les parties qui sçauront causes de recufation contre aucuns des Juges, doivent les proposer aussi-tost qu'elles en aurent connoissance suivant l'Article dix-neuvième.

Declaration des causes, pour lesquelles l'on recuse le Juge.

A La Requête de D... soit signifié & déclaré à T.... que M... Conseiller ne peut estre Juge du differend des parties; ayant procez en son nom en la justice de.... sur pareille question, ainsi qu'il est justifié par exploit fait à la Requête dudit M.... *ou autre piece*, dont sera donné copie audit T.... & à luy déclaré que ledit D.... se pourvoira suivant l'Ordonnance.

Après la declaration du Juge ou de l'une des parties, ce luy qui veut recuser, doit le faire dans la huitaine du jour que la declaration aura esté signifiée, après lequel temps il n'y sera plus reçu suivant l'Article vingtième.

Et néanmoins si la partie est absente, & que son Procureur demande un delay pour l'avertir, & en recevoir procuration expresse, il luy sera accordé suivant la distance des lieux conformément audit Article vingtième.

Jugement portant delay d'avertir la partie pour recuser.

Extrait des Registres de....

ENtre &c.... Nous ayant égard au requisitoire dudit B.... luy avons accordé delay de jours, pour avertir ledit D.... sa partie, d'envoyer procuration spéciale pour proposer moyens de recusation, si bon luy semble contre M....

Le delay accordé pour avertir la partie ne sera point prorogé pour quelque cause que ce soit, ainsi qu'il est porté par ledit Article vingtième.

Les Recusations seront proposées par Requête, qui contiendra les moyens suivant l'Article vingt-troisième.

Requête de recusation.

A Nosseigneurs de....

SUpplie humblement D.... disant que le procez d'entre luy & T.... ayant esté distribué à Monsieur.... Conseiller; le Suppliant auroit appris que ledit sieur est beaufrere dudit T.... *Il faut ainsi proposer les causes de recusation.* Ce qui oblige le suppliant de le recuser. Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaise declarer lesdites causes de recusation pertinentes & admissibles; ce faisant ordonner que ledit sieur Conseiller s'abstiendra du rapport & jugement dudit procez, & vous ferez bien.

Cette Requête doit estre signée de la partie, ou d'un Procureur fondé de procuration speciale, qui y sera attachée, & en cas d'absence de la partie, le Procureur peut signer la Requête sans pouvoir special, pour requerir que le Juge ait à s'abstenir, en cas que luy ou sa partie ayent reconnu quelques causes de recusation suivant ledit Article vingt-troisième.

La Requête contenant les causes de recusation doit estre communiquée au Juge recusé, lequel est tenu de declarer si les faits sont veritables ou non, après quoy sera procedé au jugement des recusations, & ne peut y assister ny estre present en la Chambre aux termes de l'Article vingt-quatrième.

Celuy qui voudra recuser, le pourra faire en tout estat de cause, si le Juge ou la partie n'ont point fait les declarations, dont il est cy-dessus parlé, en affirmant, suivant l'Article vingt-unième que les causes de recusation sont venues depuis peu à sa connoissance.

Les recusations devant ou après la preuve seront jugées au nombre de cinq au moins, s'il y a six Juges, ou plus grand nombre compris le recusé, & s'il y en a moins de six, ou si le Juge recusé est seul, elles seront jugées au nombre de trois, & fera le nombre des Juges suppléé, s'il est besoin par Avocats du Siege, s'il y en a; sinon par les Praticiens suivant l'ordre du tableau, ainsi qu'il est dit en l'Article vingt-cinquième.

Suivant l'Article vingt sixième les jugemens & sentences qui interviendront sur les causes de recusation au nombre de cinq & de trois Juges seront executées nonobstant oppositions ou appellations, & sans y prejudicier, mais s'il s'agit de quelque descende, information, ou enqueste, le Juge recusé ne pourra passer outre nonobstant l'appel, & y doit estre procedé par autre des Juges ou Praticiens du
Siege

Des Recusations, &c. TIT. XXIV. 337

Siege non suspect aux parties selon l'ordre du tableau, jusques à ce qu'autrement il en ait esté ordonné sur l'appel du jugement de la recusation, si ce n'est que l'intimé declare vouloir attendre que l'appel soit jugé.

Les Presidiaux peuvent juger sans appel au nombre de cinq, les recusations és matieres dont ils connoissent en dernier ressort, aux termes de l'Article vingt-huitième.

Jugement qui declare les causes de recusation valables.

Extrait des Registres de

ENtre &c... Nous avons declaré les causes de recusation proposées par ledit D bonnes & valables, & en consequence ordonnons que M Conseiller s'abstiendra de la connoissance & jugement du different des parties, auquel il ne pourra assister pour quelque cause que ce soit.

Cette sentence est conforme à l'Article quinziesme portant que si la recusation est jugée valable, le Juge recusé ne pourra sous quelque pretexte que ce soit assister en la Chambre ou Auditoire pendant le rapport du procez, & si c'est à l'Audiance il doit se retirer, à peine de suspension pour trois mois, sauf après la prononciation de reprendre sa place.

Ce qui a aussi lieu suivant l'Article seiziesme, à l'égard de celui qui presidera à l'Audiance, & en cas d'apointement l'instance sera distribuée par celui des autres Presidens ou Juges, à qui la distribution appartiendra.

L'Article vingt-neuiesme regle les amendes, en quoy doit estre condamné celui dont les recusations sont declarées inadmissibles, ou qui en aura esté debouté, faute de preuve.

Sçavoir deux cens livres aux Cours de Parlemens, Grand Conseil & autres Cours Souveraines.

Cent livres aux Requestes de l'Hôtel, & du Palais.

Cinquante livres aux Presidiaux, Bailliages, & Seneschauflées.

Trente-cinq livres aux Chastellenies, Prevostez, Vicomtez royales, Elections, Greniers à sel, & aux Justices des Seigneurs tant des Duchez, Pairies qu'autres ressortissans nuëment aux Cours Souveraines.

Et vingt-cinq livres aux autres Justices des Seigneurs.

Jugement qui declare les causes de recusation inadmissibles.

Extrait des Registres de . . .

ENtre &c . . . Nous avons declaré lescdites causes de recusation impertinentes & inadmissibles, & en consequence ordonné que nonobstant, & sans y avoir égard, il sera passé outre au jugement du procez d'entre les parties, au rapport de M. . . Conseiller, & condamnons le demandeur en . . . livres d'amende, & aux dépens de l'incident.

Jugement faute de faire preuve des causes de recusation.

Extrait des Registres de . . .

ENtre &c. . . Nous à faute d'avoir par le demandeur fait preuve des causes de recusation par luy proposées, l'en avons debouté purement & simplement, & ordonné . . .

Les amendes sont applicables moitié au Roy, ou aux Seigneurs dans leur Justice, & l'autre moitié à la partie, & ne peuvent estre remises ny moderées, suivant ledit Article vingt-neuvième.

Le Juge recusé peut demander reparation des faits contre luy proposez que Sa Majesté veut luy estre adjudée selon sa qualité, & la nature des faits, & en ce cas il ne peut demeurer Juge aux termes de l'Article trentième.

Suivant l'Article vingt-sept du Titre vingt-quatrième les appellations des jugemens intervenus sur causes de recusation doivent estre vidées sommairement sans espices & sans frais, & neanmoins si pendant l'appel desdits jugemens il intervient Sentence au principal, soit diffinitive, ou interlocutoire, & qu'il en soit aussi appelé, ces deux appellations seront jointes & jugées conjointement.





TITRE XXV.

Des Prises à partie.



L est enjoint aux Juges par l'Article premier du Titre vingt-cinquième, de proceder incessamment au jugement des causes, instances & procez, qui seront en estat de juger, à peine de répondre en leur nom des dépens, dommages & interests des parties.

Suivant l'Article deuxiême, en cas que les Juges, dont il y a appel, refusent ou negligent de juger, les parties peuvent leur en faire faire des sommations.

Sommation au Juge dont il y a appel, de juger une instance ou procez en estat.

A La Requeste de P... Soit sommé, prié & requis M... Conseiller du Roy Prevost de... de juger incessamment l'instance d'entre ledit P.... & T.... laquelle est en estat d'estre jugée, sinon & à faute de ce faire, ledit P.... proteste d'en appeller comme de deny de Justice, & de rendre ledit sieur Prevost responsable de ses dépens, dommages & interests, & à cette fin qu'il le fera intimer en son nom, à ce qu'il n'en ignore.

Sa Majesté commande par ledit Article second à tous Huissiers ou Sergens qui en seront requis de faire les sommations necessaires aux Juges, à peine d'interdiction de leur charge.

Ces sommations se feront au domicile des Juges, ou au Greffe de leur Jurisdiction, en parlant au Greffier ou aux Commis des Greffes, ainsi qu'il est dit en l'Article troisième.

Après que la partie aura fait faire deux sommations comme celle-cy dessus de huitaine en huitaine, aux Juges ressortissans nuëment és Cours souveraines, & de trois jours en trois jours à ceux des autres Sieges, elle pourra appeller comme de deny de Justice, & faire intimer en son nom le Rapporteur, s'il y en a, sinon celui qui doit presider, lesquels doivent estre condamnez en leurs noms, aux dépens, dommages & interets des parties, s'ils sont déclarez bien intimes, suivant l'Article quatrième.

Le Juge ne peut juger le different, pour lequel il aura esté intimé, à peine de nullité, & de tous dépens, dommages, & interets des parties, qu'en deux cas; l'un, s'il a esté follement intimé; & l'autre, si toutes les parties consentent qu'il demeure Juge, & doit estre procedé au jugement par autre des Juges ou Praticiens du Siege non suspects selon l'ordre du tableau, si l'autre partie ne veut attendre que l'intimation soit jugée suivant l'Article cinq du Titre vingt-cinquième.





TITRE XXVI.

De la forme de proceder aux jugemens , & des prononciations.



I les instances ou procez sont en estat , le jugement n'en doit estre differé par la mort des parties , ny de leurs Procureurs , ainsi qu'il est dit en l'Article premier du Titre vingt-fixième.

Les Sentences ou Arrests rendus sur productions des parties portant condamnation d'arrérages , ou interests , en doivent contenir la liquidation ou le calcul suivant l'Article six du Titre vingt-fixième.

La maniere de conter par parisisis ou tournois a esté abrogée , & dans les jugemens de condamnation , conventions & autres actes , les sommes doivent estre exprimées par livres , sols & deniers , & en cas qu'il s'en trouve où le parisisis soit employé , la somme ne sera pas augmentée , sans néanmoins rien innover pour le passé suivant l'Article dix-huit du Titre vingt-septième.

Les parties principales ou intervenantes qui succomberont mesme aux renvoys declinatoires , evocations & reglemens de Juges doivent estre condamnées aux dépens indefiniment , nonobstant la proximité ou autres qualitez des parties , suivant l'Article premier du Titre trente-unième.

A l'égard des incidens qui seront jugez definitivement pendant le cours du procez, les dépens doivent estre pareillement adjugez conformément à l'Article trois dudit Titre trente-unième.

Les arbitres doivent condamner indefiniment aux dépens celui qui succombera, si le compromis ne porte clause expresse de les remettre, moderer ou liquider, ainsi qu'il est exprimé en l'Article second dudit Titre trente-unième.

Mais suivant l'Article trente-trois dudit Titre trente-un les Juges subalternes tant royaux que des Seigneurs particuliers doivent liquider les dépens en toutes leurs Sentences, soit en l'Audiance, ou en procez par écrit, eu égard aux frais legitiment faits sans declaration de dépens; à peine contre les contrevenans de vingt livres d'amende, & de restitution des Droits qui auront esté perceus, dont sera delivré executoire aux parties, qui les auront deboursez.

En quelques juridictions que ce soit, avant que de lever l'Arrest, Jugement ou Sentence contradictoire d'Audiance, il faut faire signifier les qualitez des parties en la forme cy-dessus page 132. & prendre garde exactement qu'il n'y soit omis aucunes demandes, afin que la prononciation, qui est relative aux qualitez, soit reguliere.

Aux Parlemens, grand Conseil, & Cours des Aydes, les qualitez d'Arrests par défaut rendus à l'Audiance se signifient aussi, & non pas des Sentences des Requestes de l'Hôtel, & du Palais, & autres juridictions, si elles ne sont contradictoires.

La forme des qualitez, & les veus des Sentences, Jugemens & Arrests tant en cause principale que d'appel, rendus à l'Audiance, ou sur procez par écrit, sont au Titre onzième, pages 132. 148. 149. 157. 165. 166.

P R O N O N C I A T I O N S
*aux Prevostez, Chastellenies, Bailliages,
 Seneschaussées, & autres Jurisdictions
 ordinaires.*

*Sentence de condamnation du reste du contenu en une
 obligation.*

NOus condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de livres restant du contenu en l'obligation, dont il s'agit avec l'intérêt de ladite somme dudit jour jusques à l'actuel payement suivant l'Ordonnance avec dépens à taxer.

Condamnation de restituer une somme transportée.

NOus faisant droit sur l'instance avons condamné le défendeur à rendre & restituer au demandeur la somme de qu'il luy a transportée avec l'intérêt de ladite somme à compter du jour dudit transport suivant l'Ordonnance; & outre condamnons le défendeur aux dépens de l'instance.

Permission de rentrer en la possession d'un immeuble.

NOus à faute par le défendeur d'avoir satisfait à l'Acte du avons remis les parties, en l'estat qu'elles étoient avant iceluy, ce faisant permettons au demandeur de rentrer en la possession & jouissance de ladite maison dont il pourra disposer comme à luy appartenant, condamnons le défendeur de restituer les loyers d'icelle sur le pied des
 derniers

Des Prononciations, &c. TIT. XXVI. 345
derniers baux qui en ont esté faits avec dépens à taxer.

Sentence de delivrance d'un legs particulier.

NOus faisant droit sur l'instance , condamnons le défendeur à faire delivrance au demandeur de la somme de livres à luy leguée par défunt O.... avec l'intérest du jour de la demande qui en a esté faite suivant l'Ordonnance, & aux dépens.

Autre portant delivrance d'un legs universel, suivant la coustume de Paris.

NOus condamnons le défendeur à faire delivrance au demandeur des biens, meubles, acquests, conquests, immeubles, & du quint des propres à luy. leguez; & à cette fin le défendeur sera tenu communiquer au demandeur dans jours l'inventaire des biens demeurez après le decez dudit defunt pour estre ensuite procedé au partage des biens propres pardevant & condamnons le défendeur aux dépens....

Sentence portant que des sommes payées pour interests, seront imputées sur le principal.

NOus ordonnons que la somme de contenuë en six quittances du demandeur par luy reçeuë pour interests de celle de adjudée par nostre Sentence du fera deduite sur ladite somme principale, & diminueront les interests d'icelle, des jours, & à proportion que les payemens mentionnez esdites quittances ont esté faits.

Sentence portant que les deniers arrestez seront baillez au saisissant.

NOus ordonnons. que les deniers saisis & arrestez à la requeste du demandeur és mains de D.... qu'il a reconnus devoir au defendeur , seront baillez au demandeur sur & tant moins , ou jusques à la concurrence de son deub , tant en principal , interests , que dépens ; à ce faire D.... contrainc , ce faisant déchargé , & condamnons le defendeur aux dépens.

Sentence qui declare executoire une obligation , ou Sentence contre la veuve & heritiers d'un defunt.

NOus avons ladite obligation du déclarée executoire sur la defendereffe esdits noms , comme elle estoit sur ledit defunt au jour de son decez , ce faisant ordonnons que la défendereffe sera contrainte au payement de la somme de y contenuë , par les mesmes voyes que ledit defunt estoit obligé , avec l'interest suivant l'Ordonnance , & la condamnons aux dépens de l'instance.

Adjudication d'un retrait lignager suivant la Coustume de Paris.

NOus en consequence des offres faites par le demandeur , de rembourser le defendeur du prix principal de l'acquisition de la maison & lieux dont il s'agit , en argent à découvert , bourse , deniers , & loyaux cousts , & à parfaire suivant la Coustume ; avons au demandeur adjugé le retrait de ladite maison & lieux , & en consequence condamnons le defendeur luy delaisser icelle maison par retrait lignager en luy remboursant par le demandeur le prix de

Des Prononciations, &c. TIT. XXVI. 347

l'acquisition par luy faite , frais & loyaux cousts , vingt-quatre heures après que le défendeur aura mis son contract au Greffe , & affirmé que le prix porté par iceluy est véritable.

D'un retrait conventionnel que l'on appelle remeré.

NOus avons les offres faites par le demandeur déclarées bonnes & valables , en conséquence luy permettons de consigner au Greffe la somme de Ce faisant condamnons le défendeur de délaisser au demandeur ladite maison & heritages , conformément à la clause resolutive apposée au contract fait entr'eux.

Enterinement de Lettres de repit.

NOus avons entheriné lesdites lettres , & en conséquence accordé delay au demandeur de . . . ans pour payer les défendeurs , & cependant leur faisons defenses d'attenter à sa personne , & biens , & de ses cautions , & coobligez , condamnons les défendeurs aux dépens.

Sentence par laquelle le demandeur est reçu à faire cession de biens.

NOus avons donné acte au demandeur de l'abandonnement qu'il fait ausdits . . . de tous ses biens tant meubles qu'immeubles presens & à venir , & en conséquence l'avons reçu au bénéfice de cession , à la charge suivant ses offres de garder les formes portées par l'Ordonnance.

*Sentence portant delivrance d'un don mutuel suivant
la Coustume de Paris.*

NOus avons fait delivrance à la demanderesse dudit don mutuel, ce faisant ordonnons que les biens meubles & immeubles mentionnez en l'inventaire fait des biens de la Communauté d'entre ledit defunt, & elle, luy seront baillez pour en jouir sa vie durant, suivant la Coustume, à la caution de Z.... présenté par la demanderesse, lequel nous avons reçu, en faisant sa soumission au Greffe, & condamnons le défendeur aux dépens.

*Sentence au profit d'une veuve, en conséquence de sa
renonciation à la Communauté.*

NOus avons le contract de mariage dudit defunt & de la demanderesse déclaré executoire sur le defendeur audit nom, comme il estoit sur ledit defunt, ce faisant le condamnons de rendre à la demanderesse la somme de qu'elle a apporté en faveur de mariage avec ledit defunt, ensemble payer le profit & interest de ladite somme, & conformément audit contract, luy permettons de prendre des meubles de la Communauté tels qu'elle voudra choisir pour la prisée qui en a esté faite jusques à la concurrence de la somme de pour le preciput à elle accordé par ledit contract, comme aussi luy avons fait delivrance de livres de rente pour son doüaire prefix, à elle constitué par ledit defunt, à compter du jour de son decez, & condamnons le defendeur à payer les arrerages qui en sont échus, & continuer ceux qui écheront cy-après.

Condamnation de contribuer au bastiment d'un mur mitoyen.

NOus condamnons le defendeur à contribuer pour moitié aux frais du bastiment du mur dont il s'agit, sinon & à faute de ce faire après la premiere sommation qui luy sera faite en vertu de la presente sentence, permettons au demandeur de le faire rebastir à ses frais, & en ce faisant, ledit mur & la terre sur laquelle il est assis, luy appartiendront incommutablement.

Sentence qui reçoit à rembourser la moitié du mur.

NOus avons reçu le demandeur à rentrer en la propriété de la moitié dudit mur, & fonds d'iceluy en remboursant suivant ses offres au defendeur la moitié de la juste valeur d'iceluy suivant l'estimation qui en sera faite par Experts, & gens à ce connoissans, dont les parties conviendront pardevant Maistre Conseiller, sinon il en sera par luy nommé d'office.

Sentence portant que les ouvertures faites sans titre, seront bouchées.

NOus condamnons le defendeur à faire boucher les veuës & ouvertures en question dans jours sinon permettons au demandeur de les faire boucher de l'épaisseur du mur, & de restablir les lieux aux frais du defendeur.

Sur une demande en declaration d'hypoteque.

NOus condamnons le defendeur comme detempteur & propriétaire de à payer & continuer par chacun an au demandeur ladite rente de livres , en payer années d'arrerages deus & escheus , passer titre nouvel & reconnoissance d'icelle au demandeur , ordonnons qu'au payement & continuation de ladite rente ladite maison demeurera affectée , & hypothequée , si mieux n'aime le defendeur la déguerpir pour estre saisie & vendue par decret au plus offrant & dernier encherisseur en la maniere accoustumée.

Si le demandeur est creancier en vertu de Sentence , ou obligation.

NOus avons declaré ladite maison affectée & hypothequée au payement de la somme de contenue en ladite obligation , & en consequence ordonnons qu'elle sera saisie , créée , & vendue par decret , & autorité de Justice pour les deniers en provenans estre delivrez au demandeur , sur & tant moins , ou jusques à concurrence de ladite somme & interest d'icelle.

Sur une action petitoire.

NOus condamnons le defendeur de se desister de l'occupation de ladite maison & heritages , en laisser la libre jouissance au demandeur , & luy rendre les fruits suivant la liquidation qui en sera faite pardevant M.... Conseiller avec dépens.

*Sentence portant que partage sera fait des biens
communs.*

NOus ordonnons que partage & division sera faite entre les parties des biens de la succession de pour leur en estre à chacun baillé leur portion contingente; à cette fin les defendeurs seront tenus dans jours de mettre és mains de M. que nous avons commis à cet effet les titres , papiers & enseignemens concernans ladite succession pour estre sur iceux dressé les lots & partage desdits biens , & à cette fin les maisons & heritages de ladite succession seront prisez & estimez par Experts , & gens à ce connoissans , dont les parties conviendront pardevant ledit Commissaire , sinon en sera par luy nommé d'office.

*Sentence portant qu'un immeuble , qui ne se peut par-
tager , sera vendu par licitation.*

NOus attendu que ladite maison ne se peut commodément diviser , ordonnons qu'elle sera vendue par licitation , pardevant nous au plus offrant & dernier enchérisseur pour estre le prix de la vente baillé aux parties , & afin que ladite vente soit publique , affiches seront mises és lieux & endroits necessaires & accoustumez à la diligence dudit

*Sentence de main-levée au Vassal , en consequence de
l'aveu qu'il a baillé au Seigneur.*

NOus en consequence de l'aveu & denombrement que le demandeur a baillé au defendeur , avons fait main-levée au demandeur de la saisie feodale sur luy faite

à la Requête du defendeur, lequel nous condamnons de resti uer les fruits par luy perceus avec dépens, sauf à luy à blâmer l'aveu, défenses au contraire.

Main levée d'une saisie feodale, faite par le Seigneur d'en declarer les causes.

NOus à faute d'avoir par le defendeur déclaré pour quelle cause, droits & profits il a fait saisir le fief du demandeur, luy avons fait & faisons main-levée de la saisie avec dépens, dommages & interets.

Sentence portant que le Vassal représentera les titres de son acquisition au Seigneur, & payera les droits.

NOus ordonnons que dans... le defendeur sera tenu d'exhiber au demandeur les titres en vertu desquels il possède ladite maison & heritages, payera les droits de lots & ventes, saisines & amandes, passer titre nouvel & reconnoissance desdits droits, & le delivrer en bonne forme au demandeur, & condamnons le defendeur aux dépens.

Condamnation de droits de dixmes.

NOus condamnons le defendeur à payer au demandeur les droits de dixmes de fruits, grains, agneaux, & autres choses sujettes audit droit avec dépens, faisons défenses au demandeur d'enlever les gerbes & autres choses sujettes au droit de dixmes, ny de les mettre en dixeaux, à heure indué, & sans avertir le demandeur, ou celuy qui sera par luy preposé, à peine de confiscation à son profit, & de... livres d'amande, & en cas de contravention, permettons au demandeur de faire saisir les fruits.

Lorsque

Lorsque les Prevosts , Baillifs & Seneschaux jugent des appellations soit verbales ou par écrit , ils ne peuvent mettre l'appellation au neant comme les Cours Souveraines , mais doivent prononcer par bien ou mal jugé.

*FORME DE PRONONCER
aux Officialitez.*

Sur une action personnelle contre un Ecclesiastique.

NOus condamnons le defendeur à payer au demandeur la somme de . . . contenuë en sa promesse du . . . & aux dépens de l'instance.

Sentence qui declare des promesses de mariage nulles.

NOus avons déclaré ladite promesse de mariage nulle, & remis les parties en l'estat qu'elles estoient avant icelle; & pour estre fait droit au demandeur sur les dommages & interets par luy pretendus, avons renvoyé les parties pardevant le Prevost de . . . condamnons la defendresse aux dépens.

Sur une opposition à la publication de bans.

NOus avons debouté la demanderesse de son opposition , & ordonné que nonobstant icelle, il sera passé outre à la publication des bans , & solemnisation du mariage , dont il s'agit suivant les constitutions canoniques. Faisons défenses à la demanderesse de l'empêcher , à peine de . . . livres d'amande applicable au profit des pauvres de . . . & la condamnons aux dépens.

P R O N O N C I A T I O N S des Juges Presidiaux.

Toutes les sentences , jugemens provisoires , interlocutoires & definitifs , au premier & second chef de l'Edit des Presidiaux en matiere civile & criminelle , doivent estre intitulez. Les Gens tenans le Siege Presidial , & scellez du sceau des Chancelleries Presidiales , comme les executeurs de dépens , qui en sont emanez.

Jugement au premier chef de l'Edit portant condamnation de deux cens cinquante livres en principal.

LEs Gens tenans le Siege Presidial à.... A tous ceux qui ces presentes verront , salut sçavoir faisons qu'en l'instance d'entre , &c. Nous par jugement dernier condamnons le defendeur à payer au demandeur ladite somme de deux cens cinquante livres , avec l'interest de ladite somme jusques à l'actuel payement , suivant l'Ordonnance , & aux dépens de l'instance , ce qui sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

Autre jugement en dernier ressort , portant condamnation de dix livres de rente.

NOus par jugement dernier , condamnons le defendeur audit nom à payer & continuer au demandeur dix livres de rente par chacun an , passer titre nouvel & reconnoissance de ladite rente , & le delivrer en bonne forme au demandeur , & outre condamnons le defendeur aux dépens , & sera nostre presente sentence executée , sans avoir égard à l'appel.

Si la chose dont il s'agit au Presidial, est de plus de dix livres de rente, & de deux cens cinquante livres en principal, & n'excede vingt livres de rente, & cinq cens livres en principal, les Juges Presidiaux au nombre de sept prononcent ainsi.

Jugement Presidial au second chef de l'Edit.

NOus par jugement presidial condamnons le defendeur à payer au demandeur la somme de . . . ce qui sera executé en cas d'appel par provision, en baillant par le demandeur caution ou foy constituant.

A l'égard des jugemens qui interviennent aux Requestes de l'Hostel, à l'ordinaire, ou aux Requestes du Palais, tant en consequence des renvoys, que des assignations qui y sont données, en vertu de committimus, les prononciations sont pareilles à celles qui se font par les Juges ordinaires en matieres personnelles, possessoires, & mixtes.

*FORME D E P R O N O N C E R
aux Requestes de l'Hostel au Souverain.*

*Arrest de retention en consequence d'un Arrest de renvoy
du Conseil.*

*Extrait des Registres des Requestes ordinaires de l'Hostel
du Roy.*

ENtre &c. . . demandeur aux fins de la commission, &c. . . les Maistres des Requestes ordinaires de l'Hostel du Roy, Juges souverains en cette partie, ont re-
Y y ij

tenu & retiennent la connoissance du differend d'entre les parties, & ordonné qu'elles viendront proceder en la Cour, suivant les derniers erremens. Fait à Paris esdites Requestes de l'Hostel, le....

*Arrest portant confiscation des exemplaires contrefaits
au prejudice d'un privilege d'imprimer.*

L Es Maistres des Requestes ordinaires de l'Hostel du Roy, Juges Souverains en cette partie : A tous ceux qui ces presentes verront, salut, sçavoir faisons qu'en l'instance d'entre &c. lesdits Maistres des Requestes ont déclaré les peines portées par lesdites Lettres encourues à l'encontre du defendeur, & en consequence ordonnent qu'il sera contraint au payement de l'amande de y contenuë, sçavoir un tiers au Denonciateur, un tiers à l'Hospital de & l'autre tiers au demandeur, déclarent lesdits Exemplaires contrefaits, acquis & confisquez au profit du demandeur, & condamnent le défendeur en ses dommages & interets, suivant la liquidation qui en sera faite pardevant le sieur & aux dépens de l'instance.

*Arrest portant condamnation de frais & salaires
d'un Avocat au Conseil.*

E Ntre &c. les Maistres des Requestes ordinaires de l'Hostel du Roy, Juges Souverains en cette partie, ont condamné le defendeur à payer au demandeur les frais, salaires, vacations, & deniers par luy deboursez es instances, où il a occupé pour le défendeur au Conseil du Roy, suivant la taxe & liquidation qui en sera faite, & aux dépens de l'instance, qui seront taxez par une mesme declaration.

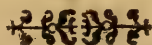
*FORME DE PRONONCER
en la Justice du Tresor.*

Sentence contre un donataire de biens confisquezz.

L Es Tresoriers de France & Conseillers du Roy en la Justice de son Tresor: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut, sçavoir faisons que l'instance d'en-tre &c. Nous avons permis au demandeur de faire saisir, & vendre les biens de ladite succession confisquezz, pour les deniers en provenans luy estre baillez sur & tant moins, ou jusques à la concurrence de son deub, si mieux n'aime le defendeur donataire de ladite succession payer au demandeur la somme à luy deuë par ledit defunt en principal, interests & dépens.

*Sentence par laquelle l'heritier d'un Estranger naturalisé
est maintenu à l'exclusion du Donataire des biens
du defunt.*

N Ous ordonnons que le demandeur jouïra de la succession dudit defunt comme à luy appartenant, & en consequence luy faisons main-levée des saisies faites des biens, meubles, & immeubles d'icelle, à la Requête du Procureur du Roy en ce Siege, avec defenses au demandeur de faire aucunes poursuites pour raison de ce.



P R O N O N C I A T I O N S
en la Justice des grands Maistres des
Eaux & des Forests.

Sentence portant qu'une Garenne sera ruinée.

L Es grands Maistres Enquesteurs , & generaux Re-formateurs des Eaux & Forests de France au Siege de la table de marbre à A tous ceux qui ces presentes Lettres verront , salut , sçavoir faisons qu'en l'instance d'entre , &c. ... Nous ordonnons que la Garenne establie par le defendeur sera ruinée , permettons au demandeur d'en faire combler les terriers , & condamnons le defendeur

Pour laisser recroistre des-bois en futaye.

N Ous ordonnons que le defendeur sera tenu laisser recroistre en futaye la quantité de. ... arpens de bois , faisant partie des. ... arpens mentionnez en l'Aëte du & à cet effet lesdits arpens de reserve seront pris & choisis dans le meilleur fond , & bornez par Experts , dont les parties conviendront.

P R O N O N C I A T I O N S
des Lieutenans de l'Amirauté.

Sentence par laquelle un vaisseau est déclaré de bonne prise.

N Ous avons déclaré le Navire en question de bonne prise , & en consequence ordonnons que ledit

vaisseau & marchandises de son chargement seront vendues, & le prix en provenant baillé, sçavoir la . . . partie à . . . & le surplus à . . . deduction faite sur le tout des frais de la vente, & de ceux pour y parvenir.

Sentence de main-levée d'un vaisseau.

Nous ordonnons que relaschement & delivrance sera faite au demandeur dudit vaisseau agrez, aparaux, ustancilles & marchandises ; à ce faire les gardiens contrains par corps, ce faisant déchargez, & condamnons le defendeur aux dommages & interets du demandeur, & aux dépens de l'instance.

*FORME DE PRONONCER
aux Eslections.*

Sur une opposition en surtaux.

Les Presidens, Lieutenans, & Esleus Conseillers du Roy, sur le fait des Aydes & Tailles en l'Eslection de . . . A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut, sçavoir faisons qu'en l'instance d'entre, &c . . . Nous faisant droit sur l'opposition du demandeur, avons reduit & moderé la taxe & imposition faite de sa personne aux rôles des Tailles de ladite Parroisse en la presente année, à la somme de . . . & ordonné que le surplus sera imposé sur lesdits habitans à la premiere assiette, qui se fera en ladite Parroisse par les collecteurs en charge, en leur mettant es mains l'original de la presente sentence avant la confession des rôles, à peine d'en répondre en leurs privez noms, & condamnons les habitans aux dépens, qui seront pareillement imposez sur eux.

*Contre les Collecteurs , faute d'avoir imposé
une somme.*

NOus à faute d'avoir par les defendeurs imposé sur les habitans de ladite Parroisse la somme de portée par nostre sentence du condamnons lesdits defendeurs solidaiement en leurs noms à payer audit demandeur ladite somme de avec dépens , surseoira neanmoins l'exécution de la presente sentence de pendant lequel temps les défendeurs pourront si bon leur semble faire ladite imposition.

*Reglement du lieu où un contribuable imposé en deux
Parroisses , doit payer.*

NOus ordonnons que le demandeur demeurera contribuable aux Tailles de la Parroisse de M.... & en consequence sera rayé des rôlles de celle de L... faisons defenses aux Collecteurs de ladite Parroisse de L... de le comprendre à l'avenir esdits rôlles , tant qu'il ne sera habitant d'icelle , & n'y fera valoir aucune chose par ses mains , & à la charge de payer les sommes auxquelles il sera imposé en ladite Parroisse de M....

*P R O N O N C I A T I O N S
d' Arrests aux Parlemens.*

LEs prononciations d'Arrests en premiere instance sont sur mesmes matieres que celles dont il est cy-devant parlé à l'égard des Juges ordinaires.

P R O N O N C I A T I O N S
en cause d'appel.

Arrest confirmatif d'une Sentence.

LA Cour a mis & met l'appellation au neant ; ordonne que la Sentence, dont est appel, sortira effet, l'amendera, condamne l'appellant aux dépens de la cause d'appel.

Arrest lorsque la Sentence est infirmée.

LA Cour a mis & met l'appellation, & ce dont a esté appellé au neant, emendant a ordonné & ordonne....

Arrest par lequel l'appellant est déclaré non recevable.

LA Cour a déclaré l'appellant non recevable en son appel, & l'a condamné en l'amande, & aux dépens. . .

Sur un appel comme d'abus, quand il a esté mal jugé.

LA Cour dit qu'il a esté mal, nullement & abusivement jugé, emendant ordonne

Ces formes de prononcer sur les appellations, sont pareilles en toutes les Cours Souveraines.

P R O N O N C I A T I O N S

au grand Conseil.

Reglement des Juges pour un Privilegié.

Extrait des Registres du grand Conseil.

ENtre &c. .le Conseil a renvoyé les parties pardevant le Prevost de conservateur des privileges de l'Université de pour y proceder entre elles sur leurs procez & differens , circonstances & dépendances , suivant les derniers erremens , condamne le defendeur aux dépens.

*Sur le refus d'expedier les provisions , en consequence de
Nomination , Presentation , ou Brevet du Roy ,
aux Benefices dont le grand Conseil est Juge.*

Extrait des Registres du grand Conseil.

VEu au Conseil la Requête , &c..... le Conseil a ordonné que le refus de nostre saint Pere le Pape vaudra titre au suppliant , & en consequence ordonne que les provisions dudit Prieuré de luy seront expédiées & délivrées par A.... que le Conseil a commis à cet effet , à la charge par le suppliant d'en obtenir de nouvelles , après l'empeschement levé.

C'est l'Ordinaire , ou le Chancelier de l'Université de Paris , que le Conseil commet pour expedier les provisions.

Si celuy qui est commis, refuse des provisions, en consequence de cet Arrest, il en faut obtenir un autre, pour l'y faire contraindre par saisie de son temporel.

*P R O N O N C I A T I O N S
aux Cours des Aydes.*

*Arrest en consequence des Privileges & Exemptions
de droits accordez par le Roy.*

Extrait des Registres de la Cour des Aydes.

ENtre &c... la Cour a ordonné & ordonne conformément ausdites Lettres, que les demandeurs jouiront des Privileges & Exemptions à eux accordées par icelles, & en consequence a fait défenses ausdits... ses Procureurs & commis de contraindre les demandeurs au payement des droits de... à peine de tous dépens, dommages & interets, & condamne le defendeur aux dépens.

*Pour un Gentil-homme qui a représenté ses Titres
de Noblesse.*

LA Cour faisant droit sur l'instance, a déclaré le defendeur noble & issu de noble race, ordonne que luy & sa posterité née & à naistre en loyal mariage, jouiront des Privileges & Exemptions attribuées aux autres nobles du Royaume, tant qu'ils vivront noblement, & ne feront actes dérogeans à noblesse, & en consequence a déchargé le defendeur de l'assignation à luy donnée en la Cour, & condamné les demandeurs aux dépens:

Contre un usurpateur des qualitez de la Noblesse.

LA Cour a fait défenses audit D.... de plus prendre à l'avenir les qualitez de Chevalier, ny d'Escuyer, & autres titres de Noblesse, ordonne qu'elles seront rayées, & biffées en tous les actes où elles se trouveront employées le timbre apposé à ses armes, rompu & brisé; & pour avoir induëment pris lescdites qualitez, l'a condamné en deux mille livres d'amande, suivant l'Edit du Roy, & aux dépens de l'instance, enjoint aux Asséeurs & Collecteurs des Tailles de sa Parroisse, de l'imposer en leurs rôles, selon ses biens & facultez, & aux Officiers de l'Eslection des lieux, d'y tenir la main, à peine d'en respondre en leurs privez noms, & sera le present Arrest leu, publié au Prosne de la Parroisse du defendeur, & enregistré au Greffe de ladite Eslection, à la diligence du Substitut du Procureur General en icelle.

Enregistrement de Lettres de Noblesse, ou autres.

LA Cour a ordonné & ordonne lescdites Lettres estre enregistrées au Greffe de ladite Cour, pour jouir par l'impetrant de l'effet & contenu d'icelles, selon leur forme & teneur.

P R O N O N C I A T I O N S
de la Cour des Monnoyes.

Extrait des Registres de la Cour des Monnoyes.

ENtre &c.... La Cour avant faire droit sur la Requête du demandeur a ordonné & ordonne que la vail-

felle d'or & d'argent , dont il s'agit , fera déposée au Greffe de la Cour , pour estre essayée à la touche , & si besoin est à l'eau forte par les Essayeur & Contreessayeur de la Cour , en presence de Maître Conseiller en icelle , dont sera par luy dressé procez verbal pour ce fait estre ordonné ce que de raison.

Les Sentences , Jugemens & Arrests rendus sur instances ou procez par écrit , doivent estre dattez de la main du Rapporteur , ensuite du dictum ou dispositif du jour qu'ils auront esté arrestez , avant que de les mettre au Greffe , ainsi qu'il est dit par l'Article huit du Titre vingt-fixième : Et à l'égard de ceux rendus à l'Audiance , celui qui aura presidé , doit à l'issüe de l'Audiance , ou dans le mesme jour , signer le plunitif , & parapher chacune Sentence , Jugement , ou Arrest conformément à l'Article cinq dudit Titre vingt-fixième.

La taxe des Espices & Vaccations doit estre écrite par celui qui aura presidé au bas des minuttes des Arrests , Jugemens & Sentences , dont les Greffiers feront mention sur les grosses & expéditions qu'ils delivreront , comme aussi de tous les droits de Greffe & de l'expédition , suivant l'Article quatre de l'Edit du mois de Mars , mil six cens soixante & treize , portant Reglement pour les Espices & Vaccations.

L'on ne doit payer aucuns droits aux Greffiers , pour recevoir les Epices , & où il y a des Receveurs des Espices & Vaccations establis en titre d'Office , ils peuvent se retirer pardevers Sa Majesté , qui veut pourvoir à leur remboursement , suivant l'Article cinq de l'Edit du mois de Mars , mil six cens soixante & treize.

Les Greffiers ne peuvent refuser aux parties la communication des Arrests , Jugemens , & Sentences , qui auront esté mises au Greffe , encore que les Espices & Vacca-

tions n'ayent esté payées sur les peines portées par l'Article six de l'Edit du mois de Mars, mil six cens soixante-treize.

Les formalitez des Prononciations, des Arrests & Jugemens, & des significations que l'on estoit obligé de faire pour raison de ce ont esté abrogées par l'Article sept du Titre vingt-six, de l'Ordonnance du mois d'Avril, mil six cent soixante-sept.

DES REPRISES D'INSTANCES.

S Il'une des parties decede, avant que la cause, instance ou procez soit en estat, les procedures & jugemens intervenus depuis le decez sont nuls, s'il n'y a reprise suivant l'Article second dudit Titre vingt-sixième.

Mais les poursuites qui se feront jusques au jour de la signification du decez sont valables. C'est pourquoy le Procureur qui sçaura le decez, doit le faire signifier suivant l'Article troisième dudit Titre.

Acte de signification du decez de la partie.

A La Requête de Y Procureur.
Soit signifié à X Procureur de C Que M pour lequel il y a cy-devant occupé en l'instance contre C est decédé à ce que ledit C ait à faire assigner en reprise les heritiers dudit M declarant qu'il proteste de nullité de toutes les poursuites qui pourroient estre faites au prejudice du present acte.

Si celuy à qui cette signification est faite, soustient que la partie n'est decedée, il peut continuer sa procedure; mais si le decez se trouve veritable, tout ce qui aura esté fait depuis la signification sera nul, ainsi qu'il est dit en l'Article quatre dudit Titre vingt-six.

Si les heritiers veulent poursuivre , ils doivent faire signifier l'Acte qui suit , avant que de faire aucunes procédures.

Acte de reprise d'une instance ou procez.

Extrait des Registres de . . .

Du . . . jour de . . .

Est comparu au Greffe de ladite Cour N . . . heritier de defunt M . . . assisté de Y . . . son Procureur , lequel a déclaré qu'il reprend au lieu dudit defunt , l'instance pendante en icelle : entre luy d'une part , & C . . . defendeur d'autre , offrant de proceder en ladite instance , suivant les derniers erremens , dont ledit Y . . . a requis Acte à luy oütroyé , les jour & an que dessus.

L'on peut aussi faire les Actes de reprises d'instances , & procez pardevant Notaires.

Si les heritiers ne font point cette diligence , on leur peut faire donner

Assignment pour reprendre l'instance.

L'An . . . pour oüir une Requête , qui est que M . . . seroit decédé pendant l'instance d'entre luy & le demandeur , lequel conclud à ce que les defendeurs comme ses heritiers soient tenus de reprendre ladite instance , & proceder en icelle suivant les derniers erremens. Ce faisant que les conclusions du demandeur luy seront adjugées avec dépens , & luy ay baillé & laissé copie tant du precedent exploit que des procédures , & derniers erremens de l'instance dont il s'agit.

Si c'est au Parlement ou en quelqu'autre Cour Souveraine, il faudra presenter Requête à la Cour, pour avoir permission de faire assigner ou obtenir commission en Chancellerie.

Il faut observer les formalitez des ajournemens, delais, presentations de faux & congez exprimées aux titres deux, trois, quatre & cinq, les delais pour deliberer du Titre septième, & la forme de proceder du Titre onzième.

Sentence par laquelle l'instance est tenuë pour reprise.

Extrait des Registres de

ENtre &c.... Nous avons l'instance dont il s'agit, tenuë pour reprise avec lefdits esdits noms, & ordonné que les parties procederont en icelle suivant les derniers errements.

D E S C O N S T I T U T I O N S *de nouveau Procureur.*

QUand l'un des Procureurs est decedé, ou s'il ne peut plus postuler, soit parcequ'il a resigné ou autrement, il ne faut plus faire de procedures, lesquelles seroient nulles mesme les Jugemens, s'il n'y a constitution de nouveau Procureur, suivant l'Article second dudit Titre vingt-sixième.

Si la partie ne constitué un Procureur, il faut la faire assigner à cette fin.

Afsignation

Assignation pour constituer nouveau Procureur.

L'An..., pour constituer nouveau Procureur, au lieu de défunt B... en l'instance pendante entre les parties pardevant... & en outre proceder comme de raison.

Si c'est en Cour Souveraine, il faudra presenter Requête, ou obtenir commission pour faire assigner.

Si le defendeur ne compare, il faut obtenir défaut, ainsi qu'il est dit au Titre cinq, & s'il constitué un Procureur, les parties procedent suivant les derniers errements.





TITRE XXVII.

De l'Execution des jugemens.



Ous Arrests pourront estre executez dans l'estenduë du Royaume, en vertu d'un pareatis du grand sceau, sans qu'il soit besoin de demander aucune permission aux Cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux, & autres Juges, dans le ressort desquels on les voudra faire executer, ainsi qu'il est dit en l'Article six du Titre vingt-septième.

Pareatis du grand Sceau.

L Oüis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre; Au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, te mandons à la Requête de D.... mettre à deuë & entiere execution par tout nostre Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de nostre obeïssance, l'Arrest rendu en nostre Cour de le jour de cy attaché sous le contrescel de nostre Chancellerie, à l'encontre de C.... y nommé, & faire pour raison de ce tous Exploits & Actes necessaires; de ce faire te donnons pouvoir, sans demander aucune permission nonobstant clameur de Haro, Charte-Normande prise à partie, & autres Lettres à ce contraires; Car tel est nostre plaisir. Donné à le jour de l'an de Grace & de nostre Regne, le

De l'Exec. des jugemens TIT. XXVII. 371

Il est néanmoins permis par ledit Article six aux parties & executeurs des Arrests hors l'estenduë des Parlemens & Cours , où ils auront esté rendus de prendre un pareatis en la Chancellerie du Parlement , où ils doivent estre executez , que les Gardes des Sceaux sont tenus de sceller à peine d'interdiction , sans entrer en connoissance de cause.

Les parties peuvent mesme suivant ledit Article six , prendre une permission du Juge des lieux au bas d'une Requête , sans estre tenus en ce cas de prendre pareatis au grand Sceau , ny aux petites Chancelleries.

Requête pour avoir permission d'exécuter un Arrest hors le ressort de la Jurisdiction , où il a esté rendu.

A Monsieur le Lieutenant . . .

Supplie humblement D . . . qu'il vous plaise luy permettre de faire executer l'Arrest de la Cour de . . . qu'il a obtenu contre C . . . le . . . jour de . . . en l'estenduë & ressort de vostre Jurisdiction par le premier Huissier ou Sergent sur ce requis , & vous ferez bien.

Le Juge auquel cette Requête est présentée , y met son Ordonnance ainsi.

Permission d'exécuter l'Arrest.

Nous avons permis au Suppliant de faire executer ledit Arrest en l'estenduë & ressort de nostre Jurisdiction , elisant domicile. Fait à . . .

Les Arrests ou Sentences ne peuvent estre signifiez à la partie , qu'après avoir esté signifiez à son Procureur , en cas qu'il en ait constitué suivant l'Article second du Titre vingt-sept.

A a a ij

Signification d'un Arrest au Procureur.

L'An à la Requête de D Je Huissier soussigné signifié, & baillé copie à V Procureur de C en parlant à en son domicile de l'Arrest de Nosseigneurs de contre luy obtenu par ledit C à ce qu'il n'en ignore.

Les Arrests ou Jugemens passez en force de chose jugée portant condamnation de delaisser la possession d'un heritage seront executez dans quinzaine, après la signification faite à personne ou domicile, à peine de deux cens livres d'amende, moitié envers le Roy, & moitié envers la partie aux termes de l'Article premier du Titre vingt-septième. Nonobstant les oppositions des tierces personnes, & sans prejudicier à leurs droits, ainsi qu'il est dit en l'Article onzième.

Sommation de satisfaire à l' Arrest.

L'An à la Requête de D qui a esleu son domicile à Je Huissier à ay sommé & interpellé C en parlant à en son domicile de satisfaire à l'Arrest rendu entre les parties par Nosseigneurs de le & suivant iceluy laisser audit D la possession & jouissance d'une maison & heritages scis à sinon & à faute de ce faire dans quinzaine, luy ay déclaré que ledit D se pourvoira pour faire declarer l'amende de deux cens livres encourue, mesme d'obtenir condamnation par corps à l'encontre dudit C faute d'obeir audit Arrest, & luy ay baillé & laissé copie d'iceluy avec le present Exploit.

Si les parties condamnées n'obeïssent à l'Arrest ou Jugement quinzaine après la premiere sommation , ils pourront estre condamnez par corps à delaisser la possession de l'heritage , & en tous les dépens , dommages & interests de ceux , au profit desquels l'Arrest ou Jugement aura esté rendu , suivant l'Article trois du Titre vingt-septième.

Si l'heritage , de la possession duquel il s'agit , est esloigné de plus de dix lieues du domicile de la partie , il doit estre adjousté audit delay de quinzaine , un jour pour dix lieues aux termes de l'Article quatrième.

Celuy qui aura esté condamné de quitter l'heritage , en luy remboursant quelques sommes , especes , impenses , ou meliorations , ne pourra estre contraint de quitter l'heritage , qu'après avoir esté remboursé , & à cet effet doit faire liquider son remboursement dans un seul delay , qui luy sera donné par l'Arrest ou Jugement ; sinon la partie au profit de qui la condamnation est rendue , doit estre mise en possession de l'heritage , en donnant caution de rembourser après la liquidation faite , conformément à l'Article neuf du Titre vingt-septième.

La procedure pour faire les liquidations , est contenue au Titre trentième.

Et celle pour la reception des cautions au Titre vingt-huitième.

Les Sentences & Jugemens , qui ont force de chose jugée , sont ceux rendus en dernier ressort , dont il n'y a appel , ou dont l'appel n'est recevable , soit que les parties y aient acquiescé formellement , ou qu'elles n'en aient interjeté appel dans le temps de l'ordonnance , ou bien que l'appel ait esté déclaré peri , ainsi qu'il est dit en l'Article cinq du Titre vingt-septième.

Si la Sentence a esté signifiée à la partie condamnée avec les solemnitez requises pour les ajournemens , & qu'après

trois ans écoulez depuis la signification , il ait esté sommé avec les mesmes solemnitez , d'en interjetter appel , celui qui est condamné , n'est plus recevable d'en appeller , six mois après la sommation , & la Sentence aura force de chose jugée , même à l'égard des Eglises , Hospitaux , Colleges , Universitez , & Maladeries , excepté que le premier delay sera de six ans au lieu de trois , donné aux autres particuliers , suivant l'Article douze dudit Titre vingt-sept.

Par l'Article treize du même Titre , si le titulaire d'un benefice a esté condamné , & qu'il decede pendant lesdites six années , son successeur paisible aura une année entiere , & ce qui restera des six années pour appeller ; après lequel temps la Sentence luy doit estre signifiée avec sommation d'en interjetter appel , & dans les six mois , à compter du jour d'icelle , il peut en appeller , quoyque pareille sommation ait esté faite à son predecesseur , & qu'il soit decédé dans les six mois.

Ces delais s'observent contre les presens & absens , excepté à l'égard des absens hors le Royaume pour le service & par les ordres de Sa Majesté , suivant l'Article quatorze du Titre vingt-septième.

Si la partie condamnée decede pendant les trois ans de delay , ses Heritiers ou Legataires universels majeurs auront outre le temps qui en restera une année entiere , après laquelle il faut leur faire signifier la Sentence avec sommation d'en interjetter appel , quoyque pareille sommation eust esté faite au defunt , & dans les six mois , à compter du jour de la nouvelle sommation , ils pourront interjetter appel , sans qu'ils y puissent estre reçeus après ce terme , & la Sentence passera contre eux en force de chose jugée , ce qui a lieu à l'égard des Donataires , Legataires , particuliers & tiers detenteurs aux termes de l'Article quinze du Titre vingt-septième.

De l'Exec. des jugemens. TIT. XXVII. 375

A l'égard des Mineurs, la fin de non recevoir n'aura lieu contre eux, & les delais ne commenceront à courir que du jour qu'ils auront vingt-cinq ans accomplis aux termes de l'Article seizième.

Sommation à celuy qui est condamné par Sentence d'en interjetter appel, suivant les Articles douze, treize, & quinze dudit Titre vingt-septième.

L'An à la Requête de D.... Je Huissier.... sommé & interpellé C.... en parlant à en son domicile, d'interjetter appel, si bon luy semble, de la Sentence contre luy rendue au profit de D.... par Monsieur le Prevost de en date du sinon & à faute de ce faire dans six mois, à compter de ce jourd'huy, luy ay déclaré que ledit temps passé il n'y fera plus reçu suivant l'Ordonnance, & à ce qu'il n'en ignore luy ay baillé & laissé copie tant de ladite Sentence que du présent Exploit....

Si l'on ne fait cette sommation, les Sentences ne peuvent avoir force de chose jugée qu'après dix ans à compter du jour de la signification qui en sera faite, & après vingt ans à l'égard des Domaines de l'Eglise, Hospitaux, Colleges, Universitez, & Maladeries, à compter aussi du jour de la signification des Sentences. Ces delais de dix & vingt ans courront tant entre presens qu'absens, ainsi qu'il est exprimé en l'Article dix-sept du Titre vingt-septième.

Les immeubles, peuvent estre saisis en vertu de condamnations par provision, mais ne peuvent estre vendus qu'après le jugement définitif conformément à l'Article huit du Titre vingt-septième.

Et afin que les Arrests & Jugemens soient executez avec facilité. Sa Majesté veut par l'Article sept dudit Titre

vingt-septième, que le procez soit extraordinairement fait & parfait à ceux qui par violence ou voye de fait, en auront empêché l'exécution, qu'ils soient condamnez solidairement aux dommages & inerests de la partie, & en deux cens livres d'amende, moitié au Roy, & moitié pour la partie, & qu'ils répondent des condamnations portées par les Arrests & Jugemens.





TITRE XXVIII.

Des Receptions de Caution.



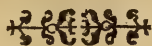
Ar le jugement qui ordonnera de bailler caution , sera fait mention du Juge , devant lequel les parties se pourvoiront pour faire recevoir la caution , suivant l'Article premier du Titre vingt-huitième.

Jugement de condamnation par provision , en baillant caution.

Extrait des Registres de . . .

ENtre &c. . . Nous condamnons le defendeur à payer au demandeur la somme de . . . par provision , en baillant par luy bonne & suffisante caution qui sera reçue pardevant N. . . .

La caution doit estre présentée par acte signifié à la partie ou au Procureur , ainsi qu'il est dit en l'Article deuxième dudit Titre vingt-huit.



Acte de presentation de caution.

A La Requête de B demandeur.
 Soit signifié à C que pour l'exécution de la
 Sentence de provision renduë entre les parties, ledit B....
 presente pour sa caution M. ... dont acte.

Si la caution n'est point contestée, elle doit faire la sou-
 mission au Greffe suivant ledit Article second, en la forme
 cy-après.

Et si le defendeur la veut contester, il pourra faire signi-
 fier une

Exception.

C defendeur.
 Contre B.... demandeur.

Dit qu'il ne peut accorder ny contester la caution pre-
 sentée par ledit B.... qu'il n'ait fait declaration des biens
 qui luy appartiennent, & communiqué les Titres & Pieces
 justificatives de la propriété d'iceux, pour connoistre si
 ladite caution est solvable.

L'on doit declarer le bien de la caution, & communi-
 quer les titres de la propriété d'iceux sur le recepissé du
 Procureur, ainsi que Sa Majesté veut par l'Article troi-
 sième.

Il faut ensuite faire assigner la partie devant le Commis-
 saire, pour voir recevoir la caution, & à cette fin obtenir
 son

Ordonnance.

DE l'Ordonnance de Nous N.... Conseiller du Roy en la Cour de.... Commissaire en cette partie : A la Requeste de B.... soit donné assignation à C.... à comparoir demain huit heures du matin pardevant Nous en nostre Hostel scis ruë.... pour voir dire que M.... présenté pour caution par ledit B.... fera reçu. Fait à....

Il doit estre procedé à la reception, ou rejet des cautions sur la premiere assignation devant le Commissaire, & défenses sont faites aux Juges de donner aucuns appointemens à mettre en droit ou de contrariété sur leur solvabilité ou insolvabilité suivant ledit Article troisiéme.

Procez verbal de reception de caution.

L'An Pardevant Nous Conseiller du Roy en la Cour de.... Commissaire en cette partie en nostre Hostel scis ruë.... est comparu B.... lequel nous a dit qu'ayant obtenu Sentence le par laquelle C.... est condamné de luy payer la somme de.... par provision en baillant caution, ledit B.... auroit en execution de ladite Sentence présenté M.... pour caution, & déclaré les biens qui luy appartiennent, mesme communiqué les pieces justificatives de la propriété d'iceux, requerant qu'il nous plust ordonner que ledit C.... seroit assigné à comparoir au premier jour pardevant Nous pour voir dire que ledit M.... seroit reçu pour caution.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte audit B.... de sa comparution, & requisition cy-dessus, & ordonné que C.... sera assigné à comparoir demain deux heures de relevée pardevant Nous en nostre

dit Hostel, pour voir dire que ledit M.... présenté pour caution par ledit B.... sera reçu.

Et le.... pardevant Nous Commissaire susdit est comparu ledit B.... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du.... il a fait assigner à ce jour, lieu & heure C.... pour voir dire que la personne de M.... présenté pour caution par ledit B.... sera reçu.

A laquelle assignation est comparu ledit C.... qui a dit que les titres qui luy ont esté communiquez, ne justifient pas que ledit M.... soit Propriétaire de....

Et par ledit B.... a esté dit que....

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs comparutions & requisitions cy-dessus, & y faisant droit avons reçu caution M.... présenté par ledit B.... pour l'exécution de la Sentence renduë entre les parties, le.... & en consequence ordonnons que ledit M.... fera sa soumission de caution au Greffe, & sera nostre presente Ordonnance executée, nonobstant oppositions ou appellations, & sans y prejudicier, & soit signifié. Fait le jour & an que dessus.

Après que la caution est receue, il en faut faire signifier l'Acte à la partie ou au Procureur, suivant l'Article quatrième & ensuite la caution fait au Greffe

Acte de soumission.

Extrait des Registres de....

Du.... jour de....

Est comparu M.... lequel a dit qu'il se constitue caution judiciaire de B.... envers C.... pour l'exécution de la Sentence de provision rendue au profit dudit B.... le.... & a fait les soumissions, elisant domicile en sa maison scize rue... Fait le jour & an que dessus.



TITRE XXIX.

De la Reddition des Comptes.



Es Tuteurs , Protuteurs , Curateurs , Fermiers judiciaires , Sequestres , Gardiens & autres , qui ont administré le bien d'autrui , en doivent rendre compte aussi-tost que leur gestion est finie , conformément à l'Article premier du Titre vingt-neuvième.

Et peuvent estre poursuivis à cet effet pardevant le Juge qui les aura commis , & s'ils n'ont pas esté nommez par l'Autorité de Justice, ils seront assignez pardevant le Juge de leur domicile suivant l'Article second.

Exploit d'assignation au Tuteur pour rendre compte.

L'An à la Requête de C.... émancipé d'âge , procedant sous l'autorité de P.... son curateur aux cautes & actions , qui a esleu son domicile Je ... Huissier à ... ay donné assignation à B... en parlant à ... en son domicile à comparoir &c. ... pour oïr une Requête qui est que ledit B.... ayant esté esleu Tuteur audit C.... il auroit eu l'administration de sa personne & biens, pendant sa minorité , & comme le demandeur est à present émancipé, il conclud à ce que le défendeur soit condamné de luy rendre compte de la tuition qu'il a eue de sa personne & biens, payer le reliquat qui se trouvera estre deub au de-

mandeur par la fin & closture dudit compte avec l'intérêt jusques à l'actuel payement suivant l'Ordonnance, & en outre proceder comme de raison & à fin de dépens.

Ajournement au Sequestre pour rendre compte de sa commission.

L'An pour ouïr une Requête qui est que le demandeur ayant eu procez contre L pour raison de la terre & Seigneurie de ses appartenances & dépendances ladite terre auroit esté sequestrée, & le defendeur étably au regime & gouvernement d'icelle pendant la contestation, laquelle est à present terminée, & ladite terre adjugée au demandeur par Sentence du à ces causes il conclut à ce que le defendeur soit condamné de rendre compte de sa commission, & payer le reliquat, quoy faisant il sera déchargé purement & simplement d'icelle, & en cas de contestation qu'il soit condamné aux dépens de l'instance.

Ajournement pour rendre compte d'une Société.

L'An Pour ouïr une Requête qui est qu'en conséquence de la Société d'entre les parties, pour raison de le demandeur a fait plusieurs avances tant pour luy, que pour le defendeur, quoyque le defendeur ait fait toujours la recepte & le recouvrement des dettes actives de la société, & partant le demandeur conclut à ce que le defendeur soit condamné de rendre compte de ladite Société, pour estre le gain d'icelle partagé entre eux, après que le demandeur aura esté remboursé de ses avances, & en cas de perte, que le defendeur sera tenu d'en porter sa part, & la payer au demandeur avec l'intérêt qu'il requiert suivant l'Ordonnance.

De la Redd. des comptes. TIT. XXIX. 383

Faute de comparoir par le defendeur à cette assignation, sera donné défaut contre luy, & pour le profit condamné de rendre compte suivant l'Article trois du Titre vingt-neuvième.

Si le defendeur compare, & qu'au jour qui luy aura esté signifié par un simple acte de venir plaider, aucun Avocat ou Procureur ne se presente à l'audiance pour defendre, il sera aussi condamné sur le champ sans autre delay ny procedure, aux termes dudit Article troisième.

La procedure pour obtenir les défauts aux cas de cet Article, est contenuë au Titre cinquième.

Si la cause est plaidée, & qu'elle ne puisse estre jugée diffinitivement en l'Audiance, les parties seront appointées à mettre dans trois jours, ainsi qu'il est porté en l'Article quatrième du Titre vingt-neuf.

L'appointement à mettre dans trois jours, & ce qui doit estre fait en consequence, est au Titre onze page 137.

Le jugement portant condamnation de rendre compte, commettra celuy qui en doit recevoir la presentation & affirmation, suivant l'Article cinq du Titre vingt-neuvième.

Jugement portant condamnation de rendre compte.

Extrait des Registres de....

ENtre &c... Nous avons condamné le defendeur de rendre compte de la tuition & administration qu'il a eue de la personne & biens du demandeur, & ordonné que dans... le defendeur presentera ledit compte, & affirmera iceluy veritable pardevant Maistre... Conseiller, que nous avons commis à cet effet.

Si ce jugement est rendu sur un appointement à mettre.

ou sur un procez par écrit, celui à qui la distribution appartient, commettra un des Conseillers, autre que le Rapporteur pour recevoir la presentation & affirmation du compte, suivant ledit Article cinquième.

Les lettres d'Estat qui pourroient estre obtenues par ceux qui sont obligez & condamnés de rendre compte, ont esté déclarées subreptices par l'Article dix-neuf du Titre vingt-neuvième, & défenses sont faites aux Juges d'y avoir égard, s'il n'y a clause derogatoire audit Article, & s'il n'est fait mention dans les Lettres de l'instance de compte; & en cas que la Clause ne soit inserée dans les Lettres, l'instance de compte pourra estre poursuivie & jugée.

Si les defendeurs ne presentent, & n'affirment leur compte en personne, ou par Procureur fondé de procuration speciale dans le delay qui leur a esté prescrit par le jugement de condamnation cy-dessus, ils y seront contraints par saisie & vente de leurs biens, mesme par emprisonnement de leurs personnes, si la matiere y est disposée, & s'il est ainsi ordonné par le Juge, suivant l'Article huitième du Titre vingt-neuf.

Jugement portant que le defendeur sera contraint de rendre compte.

Extrait des Registres de

ENtre &c... Nous à faute d'avoir par le defendeur satisfait à nostre Sentence du.... & suivant icelle présenté le compte dont il s'agit, & affirmé iceluy veritable dans le delay porté par ladite Sentence, ordonnons que le defendeur y sera contraint par saisie & vente de ses biens, mesme par emprisonnement de sa personne....

Ainsi aux termes dudit Article huitième, le defendeur doit dans le delay presenter & affirmer son compte, & pour en avoir acte, obtenir du Commissaire

Ordonnance

Ordonnance pour faire assigner le demandeur aux fins de voir presenter & affirmer le compte.

DE l'Ordonnance de Nous M.... Conseiller du Roy en la Cour de.... Commissaire en cette partie, à la Requête de B.... soit donné assignation à C.... à comparoir demain huit heures du matin pardevant Nous en nostre Hostel scis ruë.... pour voir presenter & affirmer veritable par ledit B.... le compte, qu'il a esté condamné rendre par Sentence du.... dont luy sera donné acte, & en outre proceder comme de raison. Fait....

Celuy qui doit oüir le compte sera assigné en vertu de l'Ordonnance, en consequence de quoy le Commissaire fait

Procez verbal de la presentation & affirmation du compte.

L'An.... le.... jour de.... pardevant Nous M.... Conseiller du Roy en la Cour de.... Commissaire en cette partie en nostre Hostel scis ruë.... est comparu B... lequel nous a dit qu'en vertu de nostre Ordonnance du.... il a fait assigner à ce jour, lieu & heure C.... pour voir presenter & affirmer veritable le compte que ledit B.... a esté condamné rendre par sentence du.... de la tuition, gouvernement & administration qu'il a eüe de la personne & biens dudit C....

A laquelle assignation est comparu ledit C.... pour proceder aux fins de nostre Ordonnance.

Et à l'instant ledit B.... a présenté ledit compte de la tuition qu'il a eüe de la personne & biens dudit C.... requerant qu'il nous plust luy en donner acte, & recevoir son affirmation que ledit compte est veritable.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons

Ccc

donné acte aux parties de leurs comparutions même audit B.... de la présentation dudit compte & de l'affirmation par luy presentement faite que ledit compte est veritable. Fait le jour & an que dessus.

Après la présentation & affirmation faite, il faut mettre au haut du compte l'Acte qui suit :

Presenté & affirmé le present compte veritable par ledit B.... en personne, le & a signé.

Ou si c'est un Procureur qui fait la présentation & affirmation du compte, l'Acte doit estre ainsi.

Presenté & affirmé le present compte veritable par T... au nom & comme Procureur fondé de procuration speciale de B.... le

Suivant l'Article six du Titre vingt-neuvième, la preface du compte ne doit pas excéder six rôles, autrement le surplus ne passera en taxe.

Aux termes dudit Article sixième il ne doit estre transcrit dans les comptes autres pieces que la commission du rendant, l'acte de tutelle, & l'extrait de la Sentence ou Arrest qui condamne à rendre compte.

Et conformément à l'Article dix-sept du Titre vingt-neuvième, les comptes doivent estre écrits en grand papier à raison de vingt-deux lignes chacune page, & quinze syllabes pour ligne, à peine de radiation dans la taxe, des rôles où il y aura de la contravention.

Compte de Tutelle.

Compte que rend B.... defendeur à C.... demandeur de la ruition & gouvernement qu'il a eue de la pertonne & biens dudit C....

Preface.

IL est necessaire de sçavoir, qu'après le decez de D.... pere de l'oyant, ses parens tant paternels que maternels s'estant assemblez pardevant.... Juge de.... pour proceder à l'eslection d'un Tuteur à l'oyant, le rendant auroit esté nommé par acte, dont la teneur ensuit. A tous ceux, &c.... *Il faut transcrire en cet endroit l'Acte de Tutelle.* En execution duquel acte, le rendant a fait toutes les diligences possibles pour l'utilité & conservation du bien de l'oyant, jusques au jour.... de.... que l'oyant s'estant fait émanciper, auroit demandé par Exploit du.... que B.... fust tenu luy rendre compte, & sur cette demande est intervenu Sentence, le.... qui condamne ledit B.... de rendre le present compte.

Premier Chapitre de recepte, à cause de la vente des meubles demeurez après le decez de défunt D....

FAit ledit rendant recepte de la somme de.... de la vente des meubles qui se sont trouvez après le decez dudit défunt, comme apert par le procez verbal de vente, qui en a esté fait par.... Sergent le.... cy....

Item fait ledit rendant recepte de la somme de.... pour le prix de....

*Deuxième chapitre de recepte , à cause des loyers des
maisons & arrerages de rente.*

Fait ledit rendant recepte de la somme de pour
les loyers de

Item fait recepte à la charge de reprise de la somme
de pour années d'arrerages de

*Pour l'ordre du compte le rendant doit faire recepte de tout
ce qu'il a deub recevoir.*

*Premier chapitre de dépense , à cause des frais funeraires
dudit défunt D....*

Fait ledit rendant dépense de la somme de
pour suivant son memoire & quittance du

De la somme de par luy payée à Juré Crieur,
suivant le memoire de frais dudit & sa quittance du ...

De la somme de par luy payée à marchand
Cirier pour le luminaire qui a servi au Convoy & Enterre-
ment dudit défunt D.... suivant la quittance dudit
cy rapportée.....

*Deuxième chapitre de dépense , à cause des frais faits
pendant la maladie dudit défunt.*

IL faut mettre par ordre ce qui a esté payé aux Medecins,
Chirurgiens, & Apothiquaires, & faire mention de leurs
quittances.

*Troisième chapitre de dépense , à cause de la pension ,
& entretenement de l'oyant.*

F Ait ledit rendant dépense de la somme de par luy payée à pour années de la pension de l'oyant , suivant l'avis de ses parens du comme apert par quittance dudit en datte du de la somme de ...

*Chapitre de reprise , à cause des deniers comptez & non
reçeus.*

F Ait ledit rendant reprise de la somme de contenue au second Article du deuxième chapitre de recepte pour

Et ainsi des autres Articles.

Le rendant ne peut employer dans la dépense du compte les frais de la Sentence ou de l'Arrest , par lesquels il est condamné de le rendre , si ce n'est qu'il ait consenty avant la condamnation ; mais il peut employer pour toute dépense commune, le voyage s'il en échet , les assignations pour voir presenter & affirmer le compte , la vacation du Procureur qui a mis les pieces du compte par ordre, la vacation du Commissaire, pour recevoir la presentation & affirmation & des Procureurs, s'ils y ont assisté ensemble, les grosses & copies du compte , le tout suivant l'Article dix-huit du Titre vingt-neuvième.

Chapitre de dépense commune du present compte.

F Ait ledit rendant dépense de la somme de par luy payée à son Procureur , pour avoir mis par ordre les pieces pour dresser le present compte.

Pour la grosse dudit compte , à raison de cinq sols chacun rôle-cy.

Pour les assignations données à l'oyant à la Requête du rendant à comparoir en l'Hostel de Monsieur le Commissaire, pour voir presenter & affirmer ledit compte.

Pour la vacation dudit sieur Commissaire, qui a reçu la presentation & affirmation du compte.

Pour celle du Procureur du rendant.

Pour la vacation du Procureur de l'oyant.

Pour la grosse du procez verbal, contenant acte de la presentation dudit compte, & affirmation du rendant.

Pour la copie dudit compte & signification au Procureur de l'oyant.

Le rendant doit inserer en fin de compte, à quoy monte la recepte, la dépense & la reprise distinctement l'une de l'autre, suivant l'Article sept du Titre vingt-neuvième, ainsi:

Calcul.

Somme de la recepte du present compte contenuë en chapitres

La dépense contenuë en chapitres reviennent à ...

La reprise se monte à ...

Et la dépense commune du present compte à

Partant la recepte est plus forte que la dépense & reprise de la somme de

En cas que la recepte se trouve plus forte que la dépense & la reprise, l'oyant peut prendre executoire de l'excédant, qui luy sera delivré sur l'extrait du dernier Article du compte, sans prejudice des débats, & soustennemens au contraire aussi suivant ledit Article septième.

L'usage de faire aucuns procez verbaux d'examen de compte, a esté abrogé par l'Article quatorze du Titre

De la Redd. des comptes. TIT. XXIX. 391

vingt-neuvième, en tous les Sieges & pardevant tous Juges, Commissaires, Examineurs, & autres de quelque qualité qu'ils soient sans exception, même es Cours Souveraines.

Et par l'Article quinze du même Titre, il est fait défenses de s'assembler en la maison du Juge ou Commissaire pour mettre par forme d'apostils, à costé des Articles du compte, les consentemens, débats, & soustennemens des parties.

Sa Majesté a déclaré par cet Article qu'elle n'entendoit déroger à l'usage observé par les Commissaires du Chastellet de Paris, chez lesquels les parties s'assemblent, pour mettre leurs consentemens, débats & soustennemens, à costé des Articles du compte.

Après que le rendant aura présenté & affirmé son compte, ainsi qu'il est dit cy-dessus, il en doit donner copie & communiquer au Procureur de l'oyant sur son recepissé les pièces justificatives de la recepte, dépense, & reprise pour les examiner pendant quinze jours, après lesquels il sera tenu de les rendre, à peine de prison, de soixante livres d'amande & du séjour, dépens, dommages & interêts des parties, suivant l'Article neuf du Titre vingt-neuvième.

Requête aux fins d'obtenir contrainte contre un Procureur, pour rendre les pièces justificatives du compte.

A Nosseigneurs de....

Supplie humblement B disant qu'ayant donné à Y Procureur de C copie du compte présenté & affirmé véritable par le suppliant, il luy auroit ensuite communiqué sous son recepissé les pièces justificatives dudit compte, & comme il ne les a point rendues, quoique le delay porté par l'Ordonnance, soit expiré, le suppliant requiert qu'il y soit pourveu.

Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaife ordonner que ledit Y . . . sera contraint par corps de rendre lefdites pieces, & cependant qu'exécutoire sera delivré au suppliant à l'encontre de luy de la somme de . . . par chacun jour, au payement de laquelle il sera contraint par toutes voyes deuës & raisonnables, & faute par luy d'avoir rendu lefdites pieces dans le delay porté par l'Ordonnance, declarer l'amende de soixante livres encouruë, & le condamner en son nom, aux dommages & interets du suppliant suivant la liquidation qui en sera faite, & aux dépens, & vous ferez bien.

Sa Majesté veut par ledit Article neuvième que les peines y mentionnées ne puissent estre reputées comminatoires, remises ny moderées sous quelque pretexte que ce soit.

Neanmoins suivant l'Article dix du Titre vingt-neuvième, le Juge peut en connoissance de cause, & pour considerations importantes, proroger le delay d'une autre quinzaine pour une fois seulement.

Requête aux fins de prorogation du delay.

A Nosseigneurs de . . .

Supplie humblement Y . . . Procureur de C . . . disant qu'ayant pris communication du compte présenté par B . . . il n'a pu l'examiner pendant le delay de quinze jours porté par l'Ordonnance, attendu l'indisposition du suppliant, *ou* le grand nombre des pieces justificatives du compte qu'il est obligé de voir pour fournir de débats, *ou* autres considerations qu'il faut exprimer.

Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaife proroger ledit delay d'une autre quinzaine, & vous ferez bien.

Il faut faire mettre sur cette Requête, viennent les parties,

ties , & la faire signifier avec un avenir pour plaider.

Si le Juge connoît que le delay puisse estre prorogé , la Sentence sera ainfi.

Sentence portant prorogation de delay.

Extrait des Registres de....

ENtre &c.... nous avons prorogé de quinzaine le delay donné audit Y.... pour examiner le compte en question , & ledit temps passé ordonnons , qu'il sera tenu de rendre ledit compte & pieces , à peine de prison , soixante livres d'amende , & frais du séjour , dépens , domages & interêts des parties.

S'il y a plusieurs oyans , qui ayent même interest , ils doivent nommer un même Procureur , & faute d'en convenir , il est permis à chacune des parties , d'en mettre un à ses frais , & en ce cas il ne sera donné qu'une seule copie du compte & une communication des pieces au plus ancien Procureur , suivant l'Article onze du Titre vingt-neuvième.

Mais si les oyans ont des interêts differens , le rendant doit faire signifier à chacun de leurs Procureurs une copie du compte , & leur communiquer les pieces justificatives , ainsi qu'il est dit en l'Article douze du Titre vingt-neuvième.

Et en cas qu'il intervienne des creanciers , pour oïr le compte , ils n'auront tous ensemble qu'une seule communication tant du compte que des pieces justificatives par les mains du plus ancien des Procureurs , qu'ils auront constitué , ainsi qu'il est aussi dit par le même Article douzième.

Suivant l'Article treizième après le delay de la communication expiré , l'on peut prendre au Greffe

*Apoinement à fournir de débats , & soustennemens ,
écrire & produire.*

Extrait des Registres de...

ENtre, &c. après que S.... pour le rendant a dit avoir communiqué le compte en question au Procureur de l'oyant, & que le delay de quinzaine depuis la communication est expiré, & que Y.... pour l'oyant a esté ouï. Nous ordonnons que dans huitaine l'oyant fournira de consentemens, ou débats, & le rendant ses soustennemens huitaine après, écriront & produiront les parties dans une autre huitaine, & contrediront leurs productions dans la huitaine suivante.

Après que cet apoinement aura esté expédié en la forme cy-dessus, il le faut faire signifier à la partie, & en consequence l'oyant doit fournir

Debats de compte.

DEbats de compte que met pardevant Vous Noffeigneurs de.... C.... oyant.

Contre B.... rendant ledit compte.

Dit que la peface du compte doit estre reduite à six rôlles, sans approuver le recit, le surplus rayé....

Sur le premier chapitre de recepte.

LE premier article dudit chapitre doit estre augmenté de la somme de.... à cause que....

La recepte contenuë au deuxiême Article doit estre aussi augmentée....

Le rendant a obmis de faire recepte de la somme de
par luy reçeuë de

Sur le deuxième chapitre de recepte.

LE rendant doit faire recepte purement & simplement de la somme contenuë au premier Article dudit chapitre, & en ce cas consent que l'Article soit passé....

Sur le premier chapitre de dépense.

EMpesche que le contenu au premier Article, soit aloüé à cause....

Le deuxième Article doit estre rayé....

A l'égard du troisième Article, le rendant a esté remboursé de la somme par luy employée, dont il a baillé quittance le & partant l'Article doit estre rayé.

Sur le chapitre de reprise.

LA reprise doit estre rayée, le rendant ayant reçu ou pu recevoir la somme de que s'il n'en a pas esté payé, c'est faute d'avoir fait les diligences nécessaires contre les debiteurs....

Soustennemens.

SOustennemens que met pardevers vous Noffseigneurs de B.... rendant compte.

Contre les debats fournis par C.... oyant.

Dit à l'égard du premier Article du premier chapitre de recepte, que le debat est inutilement formé, attendu ainsi l'Article doit estre passé en l'état qu'il est.

Quant au second article dudit chapitre de recepte, il ne

D d d ij

doit estre augmenté par la raison que le rendant n'a receu plus grande somme, les maisons dont il s'agit n'ayant esté loüées que

Il en est de mesme du troisiéme Article. ...

Pour l'Article unique, dont le deuxiéme chapitre de recepte est composé, il doit estre passé, n'estant que pour l'ordre du compte, & il est certain que la somme que le rendant employe, n'a point esté payée, à cause de l'insolvabilité des debiteurs, cette verité est justifiée par les diligences que le rendant rapporte sur l'Article de reprise de ladite somme.

Et à l'égard du premier Article du premier chapitre de dépense, il doit estre aloüé, le rendant ayant payé la somme y contenuë en consequence d'un avis de parens de l'oyant, que le rendant a communiqué, & qui doit faire cesser le debat

Il est dit par l'Article seize du Titre vingt-neuviéme, que si les oyans ne fournissent leurs consentemens ou debars dans la huitaine portée par le reglement, le rendant peut après qu'elle sera passée produire au Greffe son compte avec les pieces justificatives, pour estre distribué, sans que pour mettre l'instance en estat, il soit besoin que de l'acte qui suit :

Sommaton de satisfaire au reglement.

A La requeste de B rendant compte
 Soit sommé & interpellé Y Procureur de
 C ... oyant. De satisfaire au reglement intervenu entre les
 parties le ... dont acte

En consequence de cette sommaton, il sera passé outre au jugement de l'instance, suivant ce qui est porté par ledit Article seiziéme.

Si les oyans ont fourny leurs débats , ils pourront en même temps donner leurs productions suivant ledit Article seizième ; pour mettre l'instance en estat , il faudra faire une simple sommation au rendant , pareille à celle cy-dessus.

La forme dont les inventaires de production & contredits doivent estre faits , est au Titre onzième , pages 135. & 136.

Le jugement qui interviendra sur l'instance de compte , contiendra le calcul de la recepte & dépense , & formera le reliquat precis , s'il y en a , conformément à l'Article vingt du Titre vingt-neuvième.

Jugement sur l'instance de compte.

Extrait des Registres de

ENtre C demandeur aux fins de l'Exploit du d'une part , & B defendeur d'autre , veu par nous ledit Exploit à ce que le defendeur fust condamné de rendre compte de la tuition & gouvernement qu'il a eue de la personne & biens du demandeur , nostre Sentence du par laquelle le defendeur a esté condamné de rendre ledit compte. Procez verbal du Conseiller Commissaire à ce député du ... contenant acte de la presentation dudit compte faite par le defendeur en personne , & son affirmation , que ledit compte est veritable ; veu aussi ledit compte , reglement intervenu contre les parties , le à fournir de débats par le demandeur , & soustennemens par le defendeur , écrire , produire , bailler contredits & salvations par lesdites parties. Sommation faite à .. de satisfaire audit reglement , débats fournis par le defendeur contre la recepte , dépense , & reprise , dont ledit compte est composé , soustennemens du defendeur contre lesdits débats , écritures & productions.

des parties , contredits par elles respectivement fournis ;
oùi le rapport de Maistre. . . . Conseiller , & tout considéré.

Nous ordonnons que le premier Article du premier chapitre de recepte , sera augmenté de la somme de le second article sera passé en affirmant par le défendeur que & à l'égard du premier article du premier chapitre de dépense , demeurera aloüé pour la somme de le surplus rayé , & faisant droit sur le debat , formé à l'article unique du chapitre de reprise , disons que ledit article sera tiré à neant , & par le calcul dudit compte fait devant Nous , la recepte contenuë en chapitres se monte à & la dépense mentionnée en chapitres , revient à partant la recepte excède la dépense de & en consequence condamnons le defendeur à payer au demandeur ladite somme de avec l'intérest d'icelle à compter du jour de jusques à l'actuel payement , suivant l'Ordonnance , & aux dépens de l'instance.

Il faut ensuite clore le compte conformément à la sentence.

Ceux qui ont administré le bien d'autrui , sont toujours reputés comptables , quoyque le compte soit clos jusqu'à ce qu'ils ayent payé le reliquat , s'il en est deu , & remis les pieces justificatives , ainsi qu'il est dit en l'Article premier dudit Titre vingt-neuvième.

Il ne sera point procédé à la revision des comptes , mais s'il y a des erreurs , omissions de recepte ou faux emplois , les parties pourront en former leur demande , ou interjetter appel de la closture , & plaider leurs griefs à l'audiance , suivant l'Article vingt-un du Titre vingt-neuvième.

Les majeurs peuvent compter à l'amiable , encore que celui qui doit rendre compte ait esté commis par Ordonnance de Justice , suivant l'Article vingt-deux dudit Titre vingt-neuvième.

De la Redd. des comptes. TIT. XXIX. 399

S'il ne se presente aucun Procureur à l'assignation donnée pour oüir le compte aux absens hors le Royaume, & que l'absence soit notoirement longue, le rendant après l'affirmation peut lever un défaut au Greffe, & le donner à juger, & pour le profit les articles seront aloüez, en cas qu'ils soient justifiez, & si par le calcul le rendant se trouve debiteur, il demeurera depositaire du reliquat, sans payer d'interests, en donnant caution; & si le rendant est Tuteur, il sera déchargé de donner caution, conformément à l'Article vingt-trois du Titre vingt-neuvième.





TITRE XXX.

De la Liquidation des fruits.



Eluy qui aura esté condamné de restituer des fruits, doit delivrer en especes ceux de la derniere année de jouissance, & à l'égard de ceux des années precedentes, la liquidation en sera faite suivant l'Article premier du Titre trentième.

En execution de la Sentence ou Arrest portant condamnation de restituer les fruits, il faut faire assigner celui qui est condamné pardevant le Juge ou Commissaire, pour les voir liquider, & à cette fin obtenir

Ordonnance.

DE l'Ordonnance de Nous N.... Conseiller du Roy en la Cour de Commissaire en cette partie, à la Requeste de C.... soit donné assignation à D.... à comparoir demain huit heures du matin pardevant Nous en nostre hostel scis rue pour voir par nous proceder à la liquidation des fruits adjugez audit C.... par Sentence renduë entre les parties, le & à cette fin représenter par ledit D.... les comptes, papiers de recepte, & baux à ferme des heritages en question, & donner par declaration les frais de labour, semences, & recoltes de ce qu'il a fait

De la Liquid. des fruits. TIT. XXX. 401

fait valoir par ses mains, ensemble de la quantité des fruits qui en sont provenus, & en outre proceder comme de raison. Fait à

La partie condamnée à restituer des fruits, ou ses heritiers, doivent à la premiere assignation qui leur sera donnée, représenter devant le Juge ou Commissaire les pieces dont il est fait mention en l'Ordonnance cy-dessus, suivant l'Article second du Titre trentième.

Procez verbal de Liquidation de fruits.

L'An Pardevant Nous N Conseiller du Roy en la Cour de Commissaire en cette partie, en nostre Hostel scis ruë est comparu C lequel nous a dit que par Sentence du D a esté condamné de luy restituer les fruits par luy perceus des heritages scis à suivant la liquidation qui en sera faite pardevant nous; en execution de laquelle Sentence ledit C requeroit qu'il nous plust ordonner que ledit D seroit assigné à comparoir pardevant Nous, pour voir proceder à ladite liquidation, & à cette fin représenter les comptes, papiers de recepte, & baux à ferme desdits heritages, & bailler declaration des frais de labour, semences & recolte, de ce qu'il a fait valoir par ses mains, ensemble de la quantité des fruits qui en sont provenus, pour après la deduction faite des fruits estre le surplus payé audit C à quoy il conclud.

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte audit C de sa comparution, & ordonné qu'aux fins cy-dessus ledit D sera assigné à comparoir demain deux heures de relevée pardevant Nous en nostredit Hostel.

Et le pardevant Nous Conseiller & Commissaire susdit, en nostredit Hostel est comparu ledit C qui a dit

Ecc

qu'en vertu de nostre Ordonnance du.... il a fait assigner D.... à comparoir à ce jour, lieu & heure, pour proceder aux fins d'icelle.

Est aussi comparu D.... lequel en execution de ladite Ordonnance a representé pieces, sçavoir un Bail à ferme par luy fait d'une maison & heritages scis à moyennant un registre de la recepte de contenant.... feuillets, & une declaration des frais de labour, semences & recolte des terres que ledit D.... a fait valoir par ses mains. *Il faut ainsi faire mention des pieces, qui seront représentées.* De laquelle representation il nous a requis acte, consentant qu'il soit par nous procedé sur lesdites pieces à la liquidation dont ils'agit.

Ledit C.... a repliqué après avoir veu la declaration desdits frais de labour, semences & recolte que cette declaration n'est veritable, &c....

Persisté au contraire par D....

Surquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit avons donné acte aux parties de leurs dires, & contestations, mesme audit D... de la representation desdites pieces; & avant que proceder à la liquidation dont il s'agit, ordonnons que dans... pour tout delay, les parties feront preuve respectivement pardevant Nous, tant par écrit que par témoins, de la quantité des fruits perçus par D.... & dans le mesme delay les labours, semences & frais de recolte seront estimez par Experts, dont les parties conviendront aussi pardevant Nous, sinon en fera par Nous nommé d'office.

Ce reglement est conforme à ce qui est dit en l'Article troisiéme.

Si les parties veulent faire preuve par témoins le Titre vingt-deux contient la procedure des Enquestes.

Et pour l'estimation qui doit estre faite par les Experts, la procedure est au Titre vingt-uniéme.

La valeur des fruits se justifie par les Extraits des Registres des gros fruits du Greffe plus prochain, suivant ledit Article troisième.

Ce qui est confirmé par l'Article huitième, qui veut que la preuve de la valeur des fruits, dont on fait rapport en justice, tant en execution d'Arrests & Sentences, qu'en toutes matieres, où il est question d'aprecier, soit faite par les Extraits des estimations, & non autrement.

Eu égard aux quatre saisons & prix commun de chaque année, si ce n'est qu'il en ait esté autrement ordonné par le Juge, ou convenu entre les parties, ainsi qu'il est dit en l'Article premier dudit Titre trentième.

Le Greffier ou Commis ne doit recevoir plus de cinq sols de l'expedition de l'Extrait du rapport des quatre saisons de l'année, suivant l'Article neuf du Titre trentième.

Les rapports de la valeur & estimation commune des fruits, doivent estre faits en toutes les villes où il y aura marché, en la forme prescrite par les Articles six & sept du Titre trentième.

Après les Enquestes, rapports, & preuve faite, le Juge ou Commissaire procede à la liquidation, ainsi qu'il ensuit.

Ordonnance de liquidation.

SUrquoy Nous Conseiller & Commissaire susdit, avons donné acte aux parties de leurs comparutions, & contestations cy-dessus, & y faisant droit, ordonnons qu'il sera par Nous presentement procedé à la liquidation des fruits, dont il s'agit, & y procedant en presence des parties, avons trouvé que le prix des Baux à ferme faits par D pendant années, se monte à

Pour de bled provenu des terres que D a fait valoir par ses mains; sçavoir en l'année ... la quantité de ... à raison de en l'année la quantité de le tout

suivant la valeur & estimation commune des fruits desdites années, la somme de . . .

Toutes lesquelles sommes reviennent ensemble à . . . Surquoy deduction faite de la somme de . . . pour les frais de labour, semences & recolte faite par D . . . suivant l'estimation des Experts nommez par les parties, les fruits en question se sont trouvez monter à . . .

Si la quantité ou valeur des fruits ne se trouve excéder le contenu en la declaration fournie par le défendeur, le demandeur en liquidation, qui aura insisté, sera condamné en tous les dépens du défendeur, qui seront taxez par le mesme jugement, aux termes de l'Article quatre du Titre trentième.

Et si la liquidation excède ce que le défendeur a déclaré, il sera condamné aux dépens du demandeur, qui seront pareillement taxez suivant l'Article cinquième dudit Titre.





TITRE XXXI.

Des Dépens.



Prés le procez jugé , & les sacs remis au Greffe, le Procureur qui voudra retirer les productions de ses parties , doit faire la sommation qui suit aux autres Procureurs, conformément à l'Article quatre du Titre trente-unième.

Sommation de comparoir au Greffe , pour retirer les sacs.

A La Requeste de Y Procureur de S Soit sommé & interpellé V Procureur de X & C Procureur de T De comparoir demain onze heures du matin au Greffe de ... pour retirer les sacs du procez d'entre les parties , jugé au rapport de Monsieur ... Conseiller par Arrest ou Sentence du autrement , & à faute d'y comparoir, declare qu'il retirera les siens , suivant l'Ordonnance.

En faisant voir cette sommation au Greffier , il doit délivrer la production , après l'avoir verifiée , à celui à la requête duquel elle aura esté faite , à peine en cas de refus, ou de demeure , de trois livres par chacun jour, dont la par-

Ecc iij

tie pourra obtenir executoire , suivant ledit Article quatrième.

Avant que de dresser la declaration des dépens , il faudra voir au Greffe le tableau ou Registre contenant les droits qui peuvent legitiment entrer en taxe , lequel sera dressé à la diligence de Messieurs les Procureurs generaux , & Procureurs du Roy sur les lieux , en execution de l'Article treize du Titre trente-unième.

Le premier Article de la declaration ne passera que pour un seul , ainsi qu'il est dit en l'Article vingtième.

Les Procureurs doivent comprendre tous les droits d'une seule piece en un mesme Article de la declaration , tant pour l'avoir dressée , que pour l'expedition , copie , signification , & autres droits qui la concernent , aux peines portées par l'Article sept du Titre trente-unième.

Ne peuvent employer dans la declaration qu'un droit de conseil pour toutes les demandes tant principales qu'incidentes , & un autre droit de conseil , en cas qu'il soit fait quelque demande soit principale ou incidente par les parties contre lesquelles ils auront occupé , aux peines mentionnées en l'Article huitième.

Aucun autre droit de consultation n'entrera en taxe , encore que la consultation soit rapportée & signée des Avocats , suivant l'Article neuvième.

Les contredits & écritures seront rejetées des dépens ; si elles n'ont esté faites & signées par un Avocat de la qualité de ceux dont il est parlé en l'Article dixième , lequel mettra le reçu des droits au bas des écritures.

S'il y a eu des écritures & avertissemens , les preambules d'inventaires faits par les Procureurs , n'entreront en taxe , ny les rôles d'écritures , où il a esté transcrit des pieces entieres ou choses inutiles , ce qui est defendu aux Avocats & Procureurs , mesme aux Procureurs de refaire les écritures , ny en augmenter les rôles après le procez jugé , aux peines portées par l'Article onzième.

Les Procureurs ont pour droit de revision des écritures, le dixième de ce qui entre en taxe pour les Avocats, & défenses aux Procureurs d'employer dans leurs memoires de frais qu'ils donneront aux parties, autres plus grands droits que ceux qui entrent en taxe, à peine de repetition contre eux, & de trois cens livres d'amende, suivant ce qui est contenu en l'Article douzième.

Les voyages & sejours doivent avoir esté veritablement faits & deu estre faits, pour entrer en taxe suivant l'Article quatorze. Celuy qui en demande la taxe, doit faire un acte au Greffe de la Jurisdiction où le procez est pendant, pareil à celuy qui suit :

Acte d'affirmation de voyage & sejour.

Extrait des Registres du Greffe de

Du jour de

A Ujourd'huy est comparu S.... lequel a dit & affirmé qu'il est venu exprés en cette ville de... pour poursuivre le jugement de l'instance pendante en la Cour entre luy & X... & a déclaré qu'il y sejournera jusqu'à ce qu'il ait obtenu Sentence ou Arrest définitif, protestant de repeter les frais de son voyage & sejour à l'encontre dudit X.... dont il a requis acte à luy octroyé les jour & an que dessus.

Cet acte doit estre s'il se peut signifié le mesme jour qu'il a esté fait, parce que suivant ledit Article quatorzième, le sejour ne peut estre compté que du jour de la signification qui en aura esté faite.

Declaration de dépens.

DEclaration de dépens dont requiert la taxe pardevant vous N.... S.... demandeur.

Contre X.... défendeur.

Esquels ledit X.... a esté condamné envers le demandeur par Arrest ou Sentence du....

Premièrement pour la consultation, avant que de faire la demande.

Pour le Sergent qui auroit donné l'assignation avec copie des pieces mentionnées en l'Exploit, & ainsi des autres Articles.

Il faut donner copie au Procureur du défendeur, en taxe de l'Arrest, Jugement ou Sentence, portant adjudication de dépens, ensemble de la declaration des dépens, suivant l'Article cinq du Titre trente-unième.

Les pieces justificatives des Articles doivent estre ensuite communiquées au défendeur par les mains, & au domicile du Procureur du demandeur, sans déplacer; & en cas que le défendeur soit absent, il aura delay suivant la distance du lieu de sa demeure, à raison d'un jour pour dix lieuës, pour prendre la communication suivant ledit Article cinquième.

Huitaine après la communication le défendeur peut ainsi qu'il est dit par ledit Article cinquième faire signifier ses

Offres.

A La Requête de V.... Procureur de X.... soit offert en Loüis d'or pistoles d'Espagne, & monnoye a découvert à Y.... Procureur de S.... la somme de....
à la-

à laquelle se trouvent monter les dépens adjugez audit S... par Arrest du.... & mentionnez en la declaration communiquée audit V.... de la part dudit Y.... & à faute par luy d'accepter lescdites offres, proteste de n'estre tenu des frais qui pourroient estre faits au prejudice d'icelles.

Si les offres sont acceptées par le demandeur, sa réponse peut estre ainsi.

Acceptation des offres.

A La Requeste de Y.... Procureur de S.... soit signifié & déclaré à V.... Procureur de X..... qu'il accepte les offres faites par ledit Y.... audit nom, par acte du.... & faute par ledit C.... de payer presentement la somme de.... par luy offerte ledit Y.... audit nom, declare qu'il levera incessamment executoire de ladite somme aux frais du defendeur à ce qu'il n'en ignore.

L'on peut aussi accepter les offres, dans l'instant qu'elles sont faites, & par le mesme procez verbal d'offres.

Au moyen de l'acceptation des offres, le demandeur en peut obtenir executoire contre le defendeur aux termes dudit Article cinquième.

Si le demandeur fait proceder à la taxe après les offres, & que par le calcul non compris les frais de la taxe, les dépens n'excedent les offres, lescdits frais de la taxe ne doivent estre compris dans l'executoire, conformément à l'Article sixième.

Si le defendeur ne fait point d'offres, après que la declaration de dépens luy aura esté signifiée, ou que le demandeur ne les accepte, le Procureur du demandeur en taxe pourra mettre es mains du Procureur tiers, la declaration de dépens & pieces justificatives d'icelle, & à cet

effet Sa Majesté veut que dans les Cours & Justices, où il n'y a point de Procureurs tiers en titre d'office, il en soit nommé par la Communauté des Procureurs pour taxer les dépens, excepté dans les Sieges, où il y a des Commissaires Examineurs, suivant l'Article quinziesme.

Et conformément à l'Article seiziesme, le Procureur tiers doit cotter de sa main au bas de la declaration, le jour qu'elle luy aura esté baillée avec les pieces justificatives des Articles.

Après que la declaration de dépens & pieces justificatives d'icelle auront esté mises és mains du Procureur tiers il faut suivant l'Article dix-sept, faire signifier au Procureur du defendeur cette

Sommation de prendre communication de la declaration des dépens.

A La Requeste de Y Procureur de S Soit signifié à V Procureur de X que la declaration de dépens adjugez audit S par Arrest du & les pieces justificatives d'icelle ont esté ce jourd huy mises entre les mains de M Procureur tiers, & en conséquence fera ledit X audit nom sommé d'en prendre communication sans déplacer

Trois jours francs après cette sommation, il en faut faire une seconde aux termes de l'Article dix-huitiesme.

Sommation au Procureur du defendeur de comparoir chez le tiers pour voir arrester les dépens.

A La Requeste de Y Procureur de S Soit sommé & interpellé V Procureur de X de se trouver demain deux heures de relevée, ou autre

heure, en l'estude de M Procureur tiers demeurant rue pour voir arrester les dépens contenus en la declaration qui luy a esté signifiée , mettre ses apostils , & signer icelle , autrement il y sera procedé tant en presence qu'absence.

Si le Procureur du defendeur en taxe compare , le Procureur tiers arresterá les dépens en sa presence, ainsi qu'il est dit en l'Article dix-neuviéme.

Défenses sont faites au Procureur du defendeur de prendre le droit d'assistance , s'il n'a écrit de sa main les diminutions sur la declaration , aux peines mentionnées en l'Article vingt-deuxiéme.

Il est ordonné par l'Article vingt-troisiéme , que s'il y a plusieurs Procureurs des defendeurs en taxe condámez par mesme jugement , ils ne prendront assistance que pour les articles qui les concerneront.

Il est permis aux parties qui auront un interest commun à la taxe d'y assister par le plus ancien Procureur , comme lorsqu'il s'agit de frais ordinaires & extraordinaires de criées, reddition de compte de tuteurs , &c. & neanmoins suivant ledit Article, les autres Procureurs y peuvent estre presens , sans prendre aucun droit d'assistance , & sans la pouvoir employer dans leurs memoires de frais , si ce n'est qu'ils ayent pouvoir par écrit pour y assister , aux termes dudit Article.

Les declarations de dépens qui contiendront deux cens articles & au dessous , doivent estre arrestées par le Procureur tiers huitaine après qu'il en aura esté chargé , & dans la quinzaine celles qui seront composées d'un plus grand nombre d'articles, suivant ce qui est dit en l'Article vingt-un.

Aux termes de l'Article vingt-cinq , le Procureur tiers sera tenu de mettre taxe avec son paraphe sur chacune piece qui entrera en taxe.

Après que la declaration aura esté arrestée par le Procureur tiers, il faut faire signifier un troisiéme acte au Procureur du defendeur aux termes de l'Article vingt-quatrième.

Somimation de signer les dépens.

A La Requete de Y Procureur de S
Soit signifié à V Procureur de X

Que les dépens adjugez audit D contenus en la declaration d'iceux, ont esté arrestez par Q Procureur tiers, & en consequence ledit X fera sommé & interpellé de signer ladite declaration de dépens, sinon & à faute de ce faire declare qu'il en fera faire le calcul, & signer iceluy par Monsieur le Commissaire par défaut contre ledit X à ce qu'il n'en ignore, dont acte.

Si le Procureur du defendeur refuse de signer la declaration, Monsieur le Commissaire peut signer le calcul en la forme prescrite par l'Article vingt-quatrième.

Acte du Calcul, & arresté de dépens au bas de la declaration.

L Es presens dépens ont esté par Nous N Conseiller du Roy en sa Cour de Commissaire en cette partie, arrestez suivant le calcul qui a esté fait d'iceux en la presence de Y Procureur de S demandeur, & en l'absence de V Procureur de X en consequence de la somimation à luy faite de signer lesdits dépens, le portant refus à la somme de sauf erreur de calcul, de laquelle somme executoire sera delivré audit S à l'encontre dudit X Fait à

Il n'est deub aucun droit à Messieurs les Commissaires pour signer les declarations, mais seulement à leurs Clercs le droit de calcul, lorsqu'ils l'auront fait & écrit de leur main, suivant ce qui est dit en l'Article vingt-six du Titre trente-unième.

Après le calcul signé en la forme cy-dessus, l'on peut faire expedier l'executoire des dépens, dans lequel doit estre employé les frais pour le lever, ceux du premier exploit, & de la signification, tant de l'executoire que de l'exploit, conformément à ce qui est dit en l'Article vingt-septième.

Executoire de dépens.

L Oüis &c.... Au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, à la supplication de S.... Nous te mandons contraindre par toutes voyes deües & raisonnables X.... à payer audit S.... la somme de à laquelle ont esté taxez & arrestez en presence de Y.... Procureur dudit S.... & en l'absence de V.... Procureur dudit X.... les dépens esquels par Arrest de nostre Cour de ou Sentence du ledit X.... a esté condamné envers S.... de ce faire te donnons pouvoir. Donné à....

Suivant l'Article trente-deuxième les dépens adjugez par les Baillifs, Seneschaux & Presidiaux doivent estre taxez par les Juges ou Commissaires Examineurs des dépens, en la mesme forme que ceux adjugez par Arrests des Cours Souveraines, défenses aux Juges; & Commissaires de prendre plus grands droits que ceux qui seront employez dans le tableau, dont il est parlé en l'Article treizième.

Et à l'égard des Juges subalternes tant Royaux que des

Seigneurs particuliers , ils doivent liquider les dépens par leurs sentences sans declaration , aux peines portées par l'Article trente-troisième.

DES APPELLATIONS de taxes de dépens.

S I celui qui est condamné aux dépens , veut interjetter appel de la taxe l'acte doit estre ainsi.

Acte d'appel.

A La Requête de X
Soit signifié à S

Qu'il est appellant de la taxe & executoire de dépens contre luy obtenus par ledit S le pour les griefs à déduire en temps & lieu, dont acte.

Si l'appellant ne relève son appel , l'intimé peut faire anticiper l'appellant , & à cet effet obtenir

Lettres d'anticipation.

L Oüis, &c S nous a exposé qu'ayant obtenu Executoire le des dépens à luy adjugez par Sentence du contre X moderez à la somme de ledit X auroit appelé de la taxe d'iceux, & n'a point relevé son appel : A ces causes, te mandons à la Requête de l'Exposant, adjourner & anticiper à certain & compétant jour en nostre Cour de ledit X pour proceder sur ledit appel , & en outre comme de raison.

En vertu des lettres d'anticipation, il faut faire assigner l'appelant dans les delais portez par l'Ordonnance au titre des adjournemens.

S'il ne compare on pourra obtenir un défaut, & le faire juger, comme il est dit au Titre cinquième.

Si l'appellant comparoist, l'intimé doit mettre au Greffe du lieu, où l'appel ressortit, les pieces justificatives de ses dépens, avec la declaration qu'il retirera du Greffe du Juge dont est appel.

Si le Greffier du Juge dont est appel, refuse de donner la declaration sur le recepissé du Procureur, ou de l'envoyer au Greffe de la Cour, il faut le faire contraindre, & pour y parvenir, presenter

Requête.

A Nosseigneurs de

Supplie humblement S. . . . disant que X s'est porté pour appellant d'un executoire de dépens decerné au profit du suppliant par le Presidial de en consequence de quoy le suppliant a mis au Greffe de la Cour les pieces justificatives de la declaration d'iceux, mais parceque le Greffier dudit Presidial refuse d'apporter au Greffe de la Cour ladite declaration, il requiert luy estre sur ce pourveu. Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaise ordonner commandement estre fait audit Greffier, d'apporter ou envoyer au Greffe de la Cour ladite declaration de dépens, & à son refus, qu'il y sera contraint par corps, & vous ferez bien.

Il faut donner cette Requête au Greffier de la Cour, où l'appel ressortit, lequel expedira.

*Arrest.**Extrait des Registres de*

VEu par la Cour la Requête présentée par S.... à ce que pour les causes y contenues, il plust à la Cour ordonner, commandement estre fait au Greffier du Presidial de.... d'apporter ou envoyer au Greffe d'icelle la declaration de dépens taxez par executoire dudit Presidial de.... au profit du suppliant contre X.... & à son refus qu'il y seroit contraint par corps; ladite Requête signée D.... Procureur: Oûi le rapport de M.... Conseiller en la Cour: Et tout considéré. La Cour a ordonné & ordonne commandement estre fait au Greffier du Presidial de.... d'apporter ou envoyer ledit executoire au Greffe de la Cour dans.... sinon & à faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé sans qu'il soit besoin d'autre que le present Arrest, il y sera contraint par corps. Fait....

L'on peut faire mettre cet Arrest en forme, & le faire sceller, si c'est pour envoyer à la campagne.

Si un Huissier de la Cour est porteur de l'Arrest, il le peut executer sur l'Extrait dans Paris, & à la campagne, sans qu'il soit necessaire de le faire sceller.

Lorsque la declaration de dépens aura esté apportée au Greffe de la Cour, il faut faire signifier à l'appellant l'acte qui suit.

Acte.

A La Requête de Y.... Procureur de S....
 Soit signifié & déclaré à V.... Procureur de X....
 Que la declaration de dépens dont ledit X.... a inter-jetté

jetté appel, & les pieces justificatives d'icelle ont esté mises au Greffe de la Cour le jour de en consequence dequoy somme ledit V.... de croiser les articles dont il se plaint dans les trois jours portez par l'Ordonnance.

Cet acte est aux termes de l'Article vingt-huit du Titre trente-unième, suivant lequel le Procureur de l'appellant doit croiser dans trois jours sur la declaration, les articles dont est appel, & à faute de ce faire l'intimé peut presenter

Requête, à faute de croiser.

A Nosseigneurs de

Supplie humblement S.... disant qu'ayant fait taxer les dépens à luy adjugez par Sentence du contre X.... & obtenu executoire de la somme de à quoy ils ont esté moderez, ledit X.... auroit interjetté appel de ladite taxe, & n'a point croisé les articles, dont il est appellant, quoyque les trois jours prescrits par l'Ordonnance, soient expirez depuis la signification à luy faite, que la declaration desdits dépens, & pieces justificatives d'icelle ont esté mis au Greffe.

Ce considéré, Nosseigneurs, à faute par ledit X... d'avoir croisé les articles de la declaration de dépens, dont il est appellant, il vous plaise le declarer non recevable en son appel, & le condamner en l'amande, & aux dépens, & vous ferez bien.

Sur cette Requête l'un de Messieurs.... ou le Greffier met : Viennent les parties.

Il la faut ensuite faire signifier, & trois jours après un

Avenir.

A La Requeste de B.... Procureur de S.... intimé.
 Soit signifié à C... Procureur de X... appellant.
 Que le il poursuivra l'audiance de la cause d'entre les
 parties sur la Requeste par luy présentée à la Cour, le

Après que les parties auront plaidé, il faut faire signifier
 les qualitez, & les donner au Greffier, pour expedier l'Ar-
 rest.

*Arrest sur l'appel d'une taxe de dépens.**Extrait des Registres de*

ENtre &c..... La Cour a déclaré l'appellant non re-
 cevable en son appel, & l'a condamné en l'amande,
 & aux dépens liquidez à

Les dépens adjugez pour raison des appellations des
 taxes doivent estre liquidez par le mesme jugement qui
 prononcera sur les appellations, ainsi qu'il est dit en l'Ar-
 ticle trente-unième.

Si l'appellant veut croiser les articles, avant qu'il y ait Ar-
 rest sur l'appel, le Greffier communique à son Procureur
 la declaration & les pieces justificatives des dépens.

Le Procureur de l'appellant doit declarer par l'acte sui-
 vant au Procureur de l'intimé, quels articles il a croisez.

Acte.

A La Requeste de C.... Procureur de X....
 Soit signifié & déclaré à B.... Procureur de S....
 Que ledit X est appellant des sept, huit, neuf &

dix Articles de la declaration des dépens taxez par exequutoire du sous la premiere croix des vingt-neuf, trente-un, trente-cinq sous la deuxiême croix, &c.

L'intimé peut se faire delivrer exequutoire des articles non croisez, dont il n'y aura point d'appel, conformément à l'Article vingt-neuvième.

Si les appellations des articles sont sous deux croix seulement, il faut se pourvoir à l'Audience, suivant l'Article trente du Titre trente-unième.

Mais si les articles dont est appel, sont sous plus de deux croix, il faut prendre un appointement au Greffe suivant ledit Article trentième.

Le Procureur de celui qui voudra avancer, pourra offrir un

Appointement de conclusion.

LE procez par écrit d'entre X.... appellant des articles sept, huit, neuf & dix de la declaration de dépens adjugez à l'intimé cy-apres nommé par Sentence ou Arrest du sous une premiere croix des articles vingt-neuf, trente-un, trente-cinq, &c sous une seconde croix des articles cinquante-quatre, cinquante-cinq, &c... sous une troisiême croix, &c d'une part ; & S....intimé d'autre est conclu & reçu pour juger, &c. comme l'appointement de conclusion cy-dessus page 160.

En offrant l'appointement il faut faire cette

Sommation.

A La Requête de C.... Procureur de X.... appellant.

Soit sommé & interpellé B.... Procureur de S.... intimé.

G g g ij

De signer & passer l'appointement de conclusion, à luy offert, declarant qu'il mettra une expedition d'iceluy entre les mains de T . . . Greffier, auquel a esté donné la declaration de dépens, dont est appel.

Sile Procureur de l'intimé ne veut signer l'appointement, l'appellant pourra trois jours après la signification cy-dessus obtenir un défaut, faute de conclure, comme celuy pages 161. 162.

Le reste de la procedure doit estre fait comme celle des appellations de Sentences rendues sur procez par écrit, cy-dessus pages 163. 164. 165. 166.

Sa Majesté veut par l'Article trente-un que l'appellant soit condamné en autant d'amendes qu'il y aura de croix & chefs d'appel, sur lesquels il sera condamné, si ce n'est qu'il fust appellant des articles croisez par un moyen general.

Arrest definitif sur l'appel d'une taxe de dépens.

Lorsque la taxe est confirmée.

LA Cour a mis & met l'appellation au neant; ordonne que ce dont est appel, sortira effet, condamne l'appellant en . . . amandes de chacune douze livres, & aux dépens de la cause d'appel liquidez à . . .

Lorsque la taxe est infirmée.

LA Cour a mis & met l'appellation, & ce dont est appel au neant; émendant ordonne que les Articles sept, huit, neuf, dix, vingt-neuf, trente-un, &c. croisez par l'appellant sous trois croix, seront reformez, sçavoir l'article sept sous la premiere croix taxé à . . . sera réduit

à, ... &c. ... Condamne l'intimé aux dépens de la cause d'appelliquez à

Lorsqu'il n'y a que partie des articles de confirmez , & que les autres sont infirmez.

Arrest.

LA Cour en tant que touche l'appel des articles sept, huit, neuf, dix, croisez sous la premiere croix, a mis & met l'appellation au neant ; ordonne que ce dont est appel sortira effet ; condamne l'appellant en l'amande de douze livres, & aux dépens de la cause d'appel liquidez à & à l'égard de l'appel des Articles vingt-neuf, trente-un, trente-cinq, croisez sous la seconde croix, a mis & met l'appellation, & ce dont est appel au neant ; emendant quant à ce, ordonne que l'Article vingt-neuf taxé à sera réduit à condamne l'intimé aux dépens de la cause d'appel liquidez à lesquels demeureront compenser jusques à concurrence de ceux à luy cy-dessus adjugez. Fait





TITRE XXXII.

De la Taxe , & Liquidation des dommages & interests.



Près le Jugement ou Arrest rendu portant adjudication des dommages & interests, on peut les faire liquider , & pour y parvenir , il en faut dresser un estat en cette forme.

Declaration des dommages & interests.

D Eclaration des dommages & interests adjugez à M..
par Arrest du contre B

Premierement pour la nourriture du demandeur pendant jours qu'il a esté prisonnier , à raison de par jour.

Pour les gistes , & droits du Geolier.

Pour les salaires d'un homme qui a sollicité pour le demandeur pendant sa detention.

Pour les dommages & interests causez par l'interruption de son commerce & ainsi articuler les dommages & interests , tant à cause d'emprisonnement , déperissemens de meubles , que saisies de terres , &c.

Les Procureurs qui auront occupé en l'instance sur la-

quelle le jugement définitif est intervenu , doivent occuper en l'instance de liquidation des dommages & intérêts , sans qu'il soit besoin de nouveau pouvoir , suivant l'Article quatre du Titre trente-deuxième.

Il faut donner copie au Procureur du défendeur de la Sentence , Jugement ou Arrest qui auront adjugé les dommages & intérêts , ensemble de la déclaration qui en aura été dressée , aux termes de l'Article premier du Titre trente-deuxième.

*Signification du jugement & de la déclaration des
dommages & intérêts.*

A La Requête de A Procureur de M....
Soit signifié & baillé copie à T Procureur de B. ... du jugement rendu entre les parties , le par lequel ledit B a été condamné aux dommages & intérêts dudit A & de la déclaration d'iceux , à ce qu'il ait à y satisfaire , sinon proteste de faire liquider lesdits dommages & intérêts aux frais dudit B

Il faut aussi communiquer au Procureur du défendeur les pièces justificatives de la déclaration sur son récépissé , suivant ledit Article premier.

Le Procureur auquel les pièces auront été communiquées doit les rendre dans la quinzaine , aux peines contenues audit Article. Et s'il ne les rendoit pas dans la quinzaine , l'on peut aux termes de l'Article premier présenter

*Requete.**A Monsieur le Lieutenant*

SUpplie humblement M.... qu'il vous plaife, faute par T.... Procureur de B.... d'avoir rendu les pieces justificatives de la declaration des dommages & interests ad-jugez au Suppliant par Sentence du quinzaine après qu'elles luy ont esté communiquées suivant son recepissé du ordonner qu'il y sera contraint par corps, & le condamner en l'amande, & aux dépens, dommages & interests du Suppliant, & vous ferez bien.

Et après avoir fait signifier la Requete, & un avenir pour plaider, le jugement qui intervient pourra estre en la forme qui suit :

*Jugement.**Extrait des Registres de ...*

ENtre &c, ... Nous à faute d'avoir par ledit T.... Procureur rendu les pieces justificatives de la declaration des dommages & interests, dont il s'agit, ordonnons qu'il y sera contraint par corps, & le condamnons en soixante livres d'amande, & aux frais du sejour, dépens, dommages & interests du demandeur, en son nom.

Les peines mentionnées en l'Article premier du Titre trente-deux, faute de rendre les pieces communiquées, ne sont point réputées comminatoires.

Le defendeur peut faire des offres de ce qui sera legittimement deu pour les dommages & interests, aux termes de l'Article deux du Titre trente-deuxième.

L'Exploit

L'Exploit d'offres sera pareil à celui qui a esté mis sur l'Article cinq du Titre trente-unième.

Si les offres sont acceptées par le demandeur , il en sera passé apointement de condamnation ainsi.

Sentence de condamnation suivant les offres.

Extrait des Registres de

ENtre, &c. ... Nous avons condamné le defendeur , suivant ses offres , à payer au demandeur la somme de pour les dommages & interets adjugez par nostre Sentence du

Cet apointement sera reçu en l'Audiance , comme il est dit par l'Article second du Titre trente-deuxième , en la maniere exprimée au Titre onzième , page 154.

Si le défendeur ne fait point d'offres , ou que le demandeur les conteste , il faut prendre un apointement à produire dans trois jours , suivant la disposition de l'Article trois dudit Titre trente-unième.

L'apointement à produire dans trois jours est au Titre onzième page 137. en execution duquel apointement les parties doivent produire & poursuivre le jugement définitif de l'instance.

En cas que le demandeur conteste les offres mal à propos , il doit estre condamné aux frais & dépens , depuis le jour des offres qui seront liquidez par le même jugement , suivant ledit Article troisième.

*Jugement.**Extrait des Registres de....*

ENtre, &c.... Nous avons déclaré les offres du defendeur bonnes & valables, & en conséquence condamnons le demandeur aux frais & dépens faits depuis icelles, liquidez à....





TITRE XXXIII.

*Des Saïfies , Executions , & Ventes
des meubles , Grains , Bestiaux ,
& choses mobiliaires.*



Outes les formalitez des ajourneimens doivent estre observées dans les Exploits de faïfie & execution , & sous les mêmes peines , suivant l'Article trois du Titre trente-troisième.

Les saïfies & executions ne peuvent estre faites que pour chose certaine & liquide en deniers , ou en espece suivant l'Article second du même Titre trente-trois.

Il est fait défenses par l'article quinziesme d'exccuter les Prestres , Diacres & Sousdiacres en leurs meubles destinez au Service divin , ou servans à leur usage necessaire de quelque valeur qu'ils soient , ny en leurs livres , qui leur doivent estre laissez jusques à la valeur de cent cinquante livres.

Défenses sont aussi faites par l'Article seiziesme de faïfi même pour deniers royaux , les chevaux , bœufs & autre^r bestes de labour , ny les charuës , charrettes & ustancile^s servans à labourer & cultiver les terres , à peine de nullité^s

H h h ij

& de tous dépens , dommages , & interets , & de cinquante livres d'amande contre le creancier & le Sergent solidairement ; en ce non compris , les sommes deuës au vendeur , ou à celuy qui a presté l'argent pour l'achapt des mesmes bestiaux & ustancilles , & pour les fermages , & moissons des terres , où seront les bestiaux & ustancilles.

L'Huissier ou Sergent doit appeler deux voisins au moins , avant que d'entrer dans la maison , pour y estre presens , & leur faire signer l'Exploit , s'ils sçavent ou veulent signer , sinon en faire mention , conformément à l'Article quatrième.

Les Huissiers ou Sergens declareront par leurs procez verbaux , si l'exécution a esté faite devant ou après midy , suivant ce qui est dit en l'Article quinze du Titre dix-neuf , & en l'Article quatre du Titre trente-troisième.

Les Exploits de saisies & executions de meubles , ou choses mobilières , contiendront l'eslection du domicile du Saisissant dans la ville où la saisie & execution sera faite ; & si la saisie & execution n'est faite dans une ville , bourg , ou village , le domicile sera esleu dans le village ou la ville , qui est plus proche , aux termes de l'Article premier du Titre trente-troisième.

S'il s'agit des deniers de Sa Majesté , les Receveurs , Fermiers & autres personnes employées à les recouvrer , pourront faire eslection de domicile en leur bureau , & ne seront point obligez d'en eslire dans le village ou la ville , qui est plus proche du lieu où la saisie & execution sera faite , ainsi qu'il est porté en l'Article second de l'Edit du mois de Mars 1668.

Il faut specifier par le menules choses que l'on saisit , suivant l'Article quinze du Titre dix-neuf , & aux termes de l'Article six du Titre trente-troisième.

Il doit estre laissé aux parties saisies une vache , trois brebis ou deux cheyres , si ce n'est que la creance pour laquelle

la saisie est faite, soit pour la vente des mesmes bestiaux, & leur sera aussi laissé un lit & les habits dont ils seront couverts, suivant l'Article quatorze du Titre trente-troisième.

Les Huissiers ou Sergens ne pourront prendre pour gardiens ou Commissaires des choses qu'ils ont saisies, leurs parens & alliez, ny le saisi, sa femme, ses enfans, ou petits-enfans, à peine des dommages & interets du saisissant, suivant l'Article treize du Titre dix-neuvième.

Et pareillement les freres, oncles, neveux du saisi ne peuvent estre establis Gardiens ou Commissaires aux meubles & fruits saisis, s'ils n'y consentent par le procez verbal de saisie, suivant l'Article quatorze dudit Titre dix-neuvième.

Les Gardiens & Commissaires seront mis en possession des choses saisies, s'ils le requierent, ainsi qu'il est exprimé par l'Article quinze du mesme Titre dix-neuvième.

L'establissement des Gardiens & Commissaires aux meubles & fruits saisis ne doit estre empesché, à peine de payer le double de la valeur des meubles, & fruits saisis, & cent livres d'amende envers le Roy, sans prejudice des poursuites extraordinaires, suivant l'Article dix-sept du Titre dix-neuvième.

Il faut signifier au Saisi par le mesme procez verbal le nom & domicile du Gardien des choses saisies, suivant l'Article huit du Titre trente-troisième, & luy laisser sur le champ copie de l'Exploit signé de ceux qui auront signé l'Original, aux termes de l'Article septième dudit Titre.

Exploit de saisie & execution.

L'An le jour de en vertu de la Sentence donnée par Monsieur le Prevost de signée & scellée, & à la Requeste de C. ... qui a esleu son domicile
Je O ... Huissier à demeurant à rue ay sommé
H h h iij

& interpellé A & B demeurant rue ... de se transporter avec moy en la maison de F leur voisin, pour estre presens, & voir proceder à l'exécution de ses meubles, en vertu de ladite Sentence, ce qu'ils m'ont accordé; & estant en ladite maison, j'ay en leur presence fait commandement de par le Roy, audit F en parlant à de bailler & payer audit C ou à moy Huissier Porteur de ladite Sentence pour luy, la somme de pour les causes y contenuës, sans prejudice des interets de ladite somme, & dépens adjugez par ladite Sentence, frais & mises d'exécution, lequel F parlant comme dessus, a esté de payer refusant; au moyen dequoy je luy ay déclaré que j'allois saisir & executer ses meubles & choses mobilières estant en ladite maison; & de fait j'ay pris par execution saisi & mis sous la main du Roy les meubles & choses cy-après déclarées, sçavoir muids de vin clairer cordes de bois chaudrons livres d'estain commun livres d'estain sonnante & plusieurs ustanciles marcs de vaisselle d'argent pieces de tapisseries de Flandres représentant l'histoire de contenant aulnes de tour vaches moutons, agneaux, &c. lesquels meubles & choses saisies j'ay baillé en garde à L demeurant à en parlant à sa personne, qui a accepté ladite charge, & m'a requis de faire transporter en sa maison lesdites choses saisies, & de le mettre en possession d'icelles, ce que j'ay fait, & luy ay delivré lesdits meubles & bestiaux saisis, dont il s'est contenté, & a promis comme depositaire de biens de Justice, de représenter le tout à qui il sera ordonné, ausquels F & L j'ay baillé & laissé copie du present Exploit és presences desdits A & B voisins. Fait le jour & an que dessus.

S'il n'y a point de voisins, le Sergent doit le déclarer par l'Exploit de saisie, & le faire parapher par le plus prochain

Juge , incontinent après l'exécution , suivant ce qui est dit en l'Article quatre du Titre trente-troisième.

*Acte de paraphe du Juge sur un Exploit d'exécution ,
où il n'y a point eu de voisins presens.*

Nous N.... avons paraphé le present Exploit suivant l'Ordonnance , ce requerant O.... Sergent à pour servir & valoir , ainsi qu'il appartiendra par raison fait à le jour de

En cas que les portes de la maison soient fermées , & qu'il n'y ait personne pour les ouvrir , ou que ceux qui y seront , n'en voulussent faire l'ouverture , l'Huissier ou Sergent doit suivant l'Article cinquième en dresser

Procez verbal.

L'An.... le jour de en vertu de la Sentence donnée par le & à la Requeste de C.... qui a elleu son domicile.... Je O.... Huissier Sergent à demeurant à voulant entrer dans la maison de F.... scise rue pour proceder par voye de saisie & execution des meubles & choses mobilières à luy appartenans , faute de payement de la somme de portée par ladite Sentence , sans prejudice des interets de ladite somme , frais , mises d'exécution & dépens , j'aurois trouvé les portes de la maison fermées , & après avoir appelé à haute voix ledit F.... au devant de ladite maison , & frappé trois coups à la porte d'icelle , personne ne s'estant présenté pour l'ouvrir , je me serois retiré avec mes assistans , & dressé le present procez verbal pour servir , ainsi qu'il appartiendra.

Ensuite le Sergent se doit retirer devant le Juge du lieu,

lequel nommera par un acte mis au bas de ce procez verbal deux personnes, en presence desquels l'ouverture des portes, & la saisie & execution seront faites, suivant ledit Article cinquième.

Permission de faire ouvrir les portes.

V Eu par Nous N... le procez verbal cy-dessus, ensemble la Sentence renduë entre C.... & F.... le Nous avons permis audit O... Sergent de faire faire ouverture des portes de la maison dudit F... en presence de H... & I.... voisins pour en vertu de ladite Sentence estre par luy procedé à la saisie des meubles, qui se trouveront en icelle maison, lesdits H.... & I.... presens, dont il dressera procez verbal. Fait à le

Les deux personnes ainsi nommées doivent signer l'Exploit de saisie & execution avec les recors aussi, suivant le mesme Article cinquième.

Il est fait défenses aux Gardiens par l'Article neuf du Titre trente-troisième, de se servir des choses saisies pour leur usage particulier, ny de les bailler à louage aux peines contenues en l'Article.

Les Gardiens & Commissaires demeureront déchargez deux mois après les oppositions jugées, sans obtenir aucun jugement de décharge, en rendant compte de leur commission, suivant l'Article vingt du Titre dix-neuvième.

Ils seront déchargez de plein droit un an après leur établissement, quand même les oppositions ne seroient vidées, s'ils ne sont continuez par le Juge, en connoissance de cause, suivant l'Article vingt-deux du Titre dix-neuvième.

Doivent rendre compte au Saisi, ou aux Creanciers saisissans du profit que les bestiaux saisis peuvent produire, Article dix du Titre trente-troisième.

DE LA

*DE LA VENTE DES CHOSES
saisies.*

IL faut qu'il y ait au moins huit jours francs entre l'exécution & la vente, suivant l'Article douze du Titre trente-troisième.

Sila saisie est faite pour choses en especes , il sera surcis à la vente jusques à ce que l'appretiation en ait esté faite , suivant l'Article second dudit Titre.

La vente doit estre faite au plus prochain marché public aux jours & heures ordinaires des marchez , Article onze du même Titre trente-troisième.

Suivant ledit Article onzième , le Sergent doit signifier la vente au saisi à personne ou domicile.

Signification de la vente.

L'An... à la Requête de C... je... Huissier à... ay signifié & déclaré à F.... en parlant à en son domicile , que faute de payement avoir esté fait audit C... par ledit F.... de la somme de.... en quoy il a esté condamné par Sentence du il sera le... jour de... procédé à la vente & adjudication des meubles sur luy saisis & executez en vertu de ladite Sentence par exploit du au plus offrant & dernier encherisseur, en la place du marché ordinaire de cette ville de heure de le marché tenant , à ce que ledit F.... n'en ignore , & ait à y faire trouver des encherisseurs , si bon luy semble , & luy ay baillé & laissé copie du present Exploit.

Si le Gardien refuse de représenter les choses ; dont il est depositaire , il faut luy faire ce

Commandement avec assignation.

L'An.... à la Requête de C.... je... Huissier à ay fait commandement de par le Roy à L.... en parlant à en son domicile de représenter les meubles & choses saisies sur F par Exploit du dont il est Gardien, lequel L.... parlant comme dessus, a esté refusant de ce faire, au moyen de quoy je luy ay donné assignation à comparoir prochain, heure de pardevant Monsieur le Prevost de ou son Lieutenant, pour se voir condamner par corps, suivant l'Ordonnance, comme depositaire de biens de Justice, à représenter lesdites choses saisies, avec dommages, interests & dépens de l'instance, & luy ay baillé, & laissé copie tant de l'Exploit de saisie & execution que du present.

Cette demande peut estre jugée comme les autres matieres sommaires, après le delay porté par l'Exploit.

*Sentence de condamnation par corps contre le Gardien
des meubles.*

Extrait des Registres de

ENtre &c.... Nous ordonnons que le défendeur sera contraint par corps, comme depositaire de biens de Justice, de représenter les meubles, & choses mentionnées audit Exploit de saisie & execution du dont il est Gardien, & le condamnons aux dépens.

Après que le Gardien a satisfait, soit volontairement, ou par contrainte, le Sergent doit proceder à la vente, au jour qu'il l'a signifiée au saisi, & adjudger les choses qu'il a saisi.

fies au plus offrant & dernier encherisseur, en payant sur le champ le prix de la vente, aux termes de l'Article dix-sept du Titre trente-troisième.

Le nom & le domicile des adjudicataires doit estre exprimé dans les procez verbaux de vente, conformément à l'Article dix-huit du Titre trente-troisième.

Procez verbal de vente.

L'An en vertu & à la Requête de C.... Je Huissier me suis transporté au lieu & place du marché de lieu accoustumé de vendre meubles, où estant, seroit comparu L Commissaire estably aux meubles & choses saisies & executées à la Requête dudit C... sur F... en vertu de ladite Sentence par exploit du... lequel m'auroit représenté les meubles & choses mentionnées audit Exploit, dont il demeure, en ce faisant, bien & valablement déchargé.

Et à l'instant j'aurois exposé en vente, publié, & crié lesdits meubles à haute & intelligible voix, & cry public en la maniere accoustumée, reçu les encheres, & iceux delivrez aux personnes qui ensuivent, comme plus offrans & derniers encherisseurs.

Premierement un lit garny de à P demeurant à pour la somme de qu'il m'auroit payée.

Item six pieces de tapisserie à D demeurant à pour la somme de

Le prix de la vente desquels meubles se monte à dont j'aurois incontinent après ladite vente baillé audit C.... la somme de sçavoir livres de principal à luy adjugé par ladite Sentence, & livres de dépens, taxez par executoire du & le surplus dudit prix audit F.... partie saisie, & ont signé.

Si les choses saisies sont bagues , joyaux & vaisselle d'argent , de la valeur de trois cens livres ou plus , la vente n'en peut estre faite qu'après trois expositions à trois differens jours de marché , si les parties n'en ont convenu par un écrit que le Sergent doit avoir pour sa décharge , aux termes de l'Article treize du Titre trente-troisième.

Les Huissiers & Sergens ne peuvent rien prendre des adjudicataires , outre le prix de l'adjudication , à peine de concussion , suivant l'Article dix-huitième dudit Titre.

Doivent observer les formalitez mentionnées audit Titre trente-troisième , à peine de nullité des Exploits de saisies , & Procez verbaux , dépens , dommages & interets envers le saisissant & le saisi , interdiction , & de cent livres d'amande applicable moitié au Roy , & moitié à la partie saisie , Article dix-neuf du Titre trente-troisième.

Les deniers provenus de la vente doivent estre baillez par le Sergent , incontinent après icelle au saisissant sur & tant moins , ou jusques à la concurrence de son deub , & le surplus au saisi , s'il n'y a point d'opposans , & en cas qu'il y en ait , les donnera à qui il sera ordonné par Justice , suivant ce qui est dit en l'Article vingt du Titre trente-troisième , à peine contre l'Huissier ou Sergent d'interdiction , & de cent livres d'amande applicable moitié au Roy , & moitié à celui qui doit recevoir les deniers.

Si les Huissiers & Sergens estoient en demeure de payer les deniers de la vente des meubles , aux termes de l'Article vingtième , il faut les faire assigner , pour voir declarer contre eux encouruës les peines mentionnées audit Article.

*Exploit d'assignation au Sergent pour payer le prix
de la vente des choses saisies.*

L'An, &c.... pour oïr une Requête qui est que ledit O.... ayant procedé à la vente des meubles & bestiaux saisis sur F.... à la Requête du demandeur, ledit O.... n'auroit voulu luy bailler le prix d'iceux jusques à la concurrence de son deub. A ces causes conclud à ce que ledit O.... soit condamné par corps de delivrer au demandeur la somme de... pour laquelle ladite saisie & execution a esté faite, offrant en ce faisant de luy donner décharge, & outre que les peines portées par l'Article vingtième du Titre trente-trois, de l'Ordonnance, seront déclarées contre luy encouruës, ce faisant qu'il sera interdit de l'exercice & fonction de sa charge, condamné en cent livres d'amande applicable moitié au Roy, & l'autre moitié au demandeur, & aux dépens de l'instance, & luy ay laissé copie du present E ploit.

Cette demande doit estre jugée sommairement.

*Sentence de condamnation contre le Sergent, faite
d'avoir payé le prix de la vente des meubles.*

Extrait des Registres de....

ENtre C.... demandeur aux fins de l'Exploit du.... à ce que, &c. & O.... Sergent à.... defendeur d'autre. Nous avons déclaré les peines portées par l'Ordonnance contre luy encouruës ; ce faisant luy avons interdit l'exercice & fonction de sa charge, & le condamnons en cent livres d'amande, applicable moitié au Roy, & l'autre moitié au demandeur, & aux dépens de

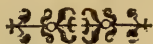
l'instance , & outre ordonnons qu'il sera contraint par corps comme depositaire de biens de Justice à payer & vuider ses mains en celles du demandeur de ladite somme de pour laquelle ladite saisie & execution a esté faite , ce faisant , il en sera bien & valablement déchargé envers & contre tous. Ce qui sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques , & sans y prejudicier.

L'on peut faire les mêmes poursuites contre les Huissiers & Sergens pour les peines portées par l'Article dix-neuf dudit Titre trente-troisième , si en faisant les executions , & ventes des choses saisies , ils ont obmis les formalitez cy-dessus.

Les salaires des Huissiers & Sergens pour les executions & ventes doivent estre taxez sans frais par le Juge sur la minute du procez verbal de vente , dont ils feront mention sur les grosses , à peine d'interdiction , & de cent livres d'amande envers le Roy , suivant l'Article vingt-un du Titre trente-troisième.

Taxe des salaires du Sergent.

V Eu par Nous N.... le present procez verbal , avons taxé audit O.... la somme de pour ses salaires , à cause de la saisie , execution & vente par luy faite des meubles y mentionnez. Fait à





TITRE XXXIV.

De la Décharge des contraintes par corps.



Usage des Contraintes par corps après les quatre mois estably par l'Article quarante-huit, de l'Ordonnance de Moulins pour dettes purement civiles, a esté abrogé par l'Article premier du Titre trente-quatrième.

Et néanmoins suivant l'Article second du mesme Titre les Juges peuvent ordonner les contraintes par corps après les quatre mois pour dépens, dommages & interets, & restitution de fruits adjugez, s'ils montent à deux cens livres, & au dessus.

Et pour ce qui sera deub de liquide, & de certain par les tuteurs & curateurs, à cause de leur administration suivant l'Article troisième.

Pour obtenir la contrainte par corps après les quatre mois, és cas exprimez en l'Article second, il faut suivant l'Article dixième faire signifier le jugement à la personne ou domicile de la partie condamnée avec le commandement qui suit.

Commandement de payer.

L'An.... le jour de en vertu de la Sentence du & de l'executoire de dépens du ... signés & scellés, & à la Requête de D.... qui a esleu son domicile en sa maison scise à Je... Huissier à demeurant à ... soussigné, ay fait commandement de par le Roy à C.... en parlant à en son domicile de bailler audit D.... ou à moy Huissier porteur desdites pieces la somme de pour les dépens adjugez par ladite Sentence, & taxez par ledit executoire. Lequel C.... parlant comme dessus, a esté de ce faire refusant, au moyen duquel refus je luy ay déclaré qu'il y sera contraint par corps, après les quatre mois passez, suivant l'Ordonnance, & à ce qu'il n'en ignore, luy ay baillé & laissé copie de ladite Sentence dudit executoire, & du present Exploit.

Suivant l'Article onzième dudit Titre trente-quatre, après les quatre mois passez à compter du jour de la signification cy-dessus, le creancier peut lever au Greffe

*Sentence portant que dans quinzaine le debiteur sera
contraint par corps.*

Extrait des Registres de

VEu l'exploit de commandement fait à la Requête de D.... à C.... le de payer audit D.... la somme de pour les dépens à luy adjugez par nostre sentence du taxez par ledit executoire du & pour le refus par luy fait, luy auroit esté déclaré, qu'il y seroit contraint par corps après les quatre mois passez suivant l'Ordonnance, veu aussi la Sentence, & executoire susdattez; &
tout

tout considéré , nous ordonnons que dans quinzaine du jour de la signification de la presente Ordonnance , ledit C... sera contraint par corps à payer audit D.... ladite somme de....

Il faut faire signifier cette Sentence à la partie condamnée , ainsi

Signification de la contrainte.

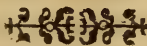
L'An... Je... Huissier à... ay signifié & baillé copie à C... en parlant à... en son domicile de la Sentence de Notteigneurs de.... & luy ay déclaré qu'au payement de la somme de... y contenuë , il y sera contraint par corps dans quinzaine , conformément à icelle.

En toutes ces significations , l'on doit observer les formalitez ordonnées pour les ajournemens , ainsi qu'il est dit en l'Article onzième.

Après que la quinzaine sera expirée , l'on peut faire exécuter la contrainte sans aucune formalité , aussi suivant ledit Article onzième.

S'il y a appel de la Sentence ou opposition à l'exécution de l'Arrest de condamnation par corps , il faut surseoir la contrainte suivant l'Article douzième.

Et en cas que les Huissiers ou Sergens se soient saisis de la personne avant la signification de l'appel ou opposition , la contrainte doit estre exécutée conformément audit Article douzième.



*Exploit d'emprisonnement en vertu d'une condamnation
par corps.*

L'An en vertu d'une Sentence donnée par Noffe-
gneurs de ... le.... ou Executoire de dépens du &
à la Requête de D qui a esleu son domicile à Je
P.... Huissier à en continuant la signification de ladite
Sentence & commandement de payer, fait en consequence
le Fait iteratif commandement à C.... en parlant à
sa personne trouvé rue de presentement bailer & payer
audit D.... ou à moy porteur de ladite Sentence, ou dudit
Executoire, la somme de y contenuë, sans prejudice
d'autre deub, actions, frais & dépens, lequel C.... a esté
de payer refusant, pourquoy je luy ay déclaré que je le fai-
sois prisonnier du Roy, luy enjoignant de me suivre és pri-
sons de où je voulois le constituer prisonnier, & de
fait j'ay, faute de payement de ladite somme, sans prejudice,
comme dit est, mené & conduit és prisons de ... ledit C....
assisté des cy-aprés nommez, où estant, j'ay fait écrouë de
sa personne sur le Registre de la Geole desdites prisons en
presence de

Ecrouë qui doit estre fait sur le Registre de la Geolle:

Du jour de ...

C.... a esté amené prisonnier és prisons de ceans par
moy P.... Huissier en vertu de & à la Re-
quête de D.... qui a esleu son domicile en sa maison scize
rue faute de payement de sans prejudice des
interests, frais, mises d'execution & dépens.

Cette contrainte n'empesche que le creancier ne puisse

faire saisir, executer, & vendre les biens de son debiteur, condamné suivant l'Article treizième.

Si le debiteur ne sortoit que les Festes & Dimanches, & que la contrainte ne püst estre executée les autres jours, le Sergent qui en sera porteur, dressera son procez verbal en cette forme :

Procez verbal.

L'An en vertu d'une Sentence donnée par Nosseigneurs de & à la Requeste de D qui a esleu son domicile à Je P Huissier à en continuant la signification, le commandement fait en vertu d'icelle à C condamné par ladite Sentence, & faute de payement, avoir esté fait audit D de la somme de y contenuë, me suis transporté aux environs de la maison dudit C scize ruë pour emprisonner ledit C à quoy j'aurois vaqué avec F & M mes records pendant jours tant du matin que de relevée, sans avoir veu sortir ledit C de sa maison, & m'estant enquis de proches voisins, si ledit C estoit chez luy, ils m'auroient dit qu'ils l'avoient veu aux fenestres de sa maison, de laquelle il ne sortoit que les Festes & Dimanches, dont j'aurois dressé le present procez verbal, pour servir audit D ainsi qu'il appartiendra par raison

Il faut porter ce procez verbal au Juge du lieu, pour avoir permission d'emprisonner Festes & Dimanches, ce que le Juge doit accorder sur le mesme procez verbal, excepté pendant la quinzaine des Festes solemnelles.

Permission d'emprisonner Fêtes & Dimanches.

V Eu le present procez verbal.
 Nous avons permis de faire executer ladite Sentence ou ledit Arrest les jours de Fêtes & Dimanches sans scandale hors l'entrée & sortie de l'Eglise. Fait ce....

Les femmes & filles ne peuvent s'obliger ny estre contraintes par corps, si elles ne sont marchandes publiques, ou pour cause de Stellionat procedant de leur fait, ainsi qu'il est dit en l'Article huitième.

Ny les Septuagenaires estre emprisonnez pour debtes purement civiles, si ce n'est pour Stellionat recelé, & pour dépens en matiere criminelle, & que les condamnations soient par corps, aux termes de l'Article neuvième.

Il est defendu par l'Article six de passer aucuns jugemens, obligations ou autres conventions portant contrainte par corps contre les sujets de Sa Majesté, à tous Greffiers, Notaires & Tabellions de les recevoir, & à tous Huissiers & Sergens de les executer, encore que les actes ayent esté passez hors le Royaume, à peine de tous dépens, dommages & interests.

Et neanmoins les contraintes par corps peuvent estre stipulées dans les baux que font les propriétaires d'heritages scituez à la campagne, ainsi qu'il leur est permis par l'Article septième.

Il est fait défenses aux Juges par l'Article quatrième de condamner par corps en matiere civile, sinon & en cas de reintegrande, pour delaisser un heritage en execution des jugemens, pour Stellionat, pour deposite necessaire, consignation faite par Ordonnance de Justice, ou entre les mains de personnes publiques, representation de biens par les Sequestres, Commissaires, ou Gardiens, Lettres de

change , quand il y aura remise de place en place , debtes entre Marchands pour fait de marchandise , dont ils se mêlent , excepté pour le privilege des deniers Royaux , & pour celuy des foires , ports , Estapes & marchez , & des villes , d'Arrest , ausquels privileges Sa Majesté a declaré qu'elle n'entendoit déroger par l'Article cinq du Titre trente-quatrième.





TITRE XXXV.

Des Requestes Civiles.



Es Arrests & Jugemens en dernier ressort ne pourront être retractez que par lettres en forme de Requête civile à l'égard de ceux qui auront esté parties, ou deuëment appelez, & de leurs heritiers, successeurs, ou ayant cause, aux termes de l'Article premier du Titre trente-cinquième.

OUVERTURES DE REQUESTES *Civiles,*

*A l'égard des majeurs, suivant l'Article
trente-quatre du Titre trente-
cinquième.*

LE dol personnel.

Si la procedure reglée par l'Ordonnance n'a pas esté suivie.

S'il a esté prononcé sur des choses non demandées ou non contestées.

Dés Requestes Civiles. TIT. XXXV. 447

S'il a esté plus adjudgé qu'il n'a esté demandé.

S'il a esté obmis de prononcer sur l'un des chefs de demande.

S'il y a contrariété d'Arrest ou Jugement en dernier ressort entre les mesmes parties sur les mesmes moyens , & en mesmes Cours ou Jurisdicions.

Si dans un mesme Arrest il y a des dispositions contraires.

Si és choses qui concernent Sa Majesté, ou l'Eglise , le Public ou la Police, il n'y a eu communication à Messieurs les Avocats , ou Procureurs Generaux.

Si on a jugé sur pieces fausses , ou sur des offres ou consentemens , qui ayent esté desavouiez , & le desaveu jugé valable.

S'il y a des pieces decisives nouvellement recouvrées , & retenues par le fait de la partie.

Et à l'égard des Ecclesiastiques , Communautéz , & Mineurs , suivant l'Article trente-cinquième.

Ils seront encore reçeus à se pourvoir par Requête Civile, s'ils n'ont pas esté valablement defendus.

Ouvertures de Requête Civile à l'égard du Roy, suivant l'Article trente-sixième.

Si dans les instances & procez touchant les droits de la Couronne ou du Domaine , où Messieurs les Procureurs Generaux , & Procureurs de Sa Majesté sont parties , ils ne sont pas mandez en la Chambre du Conseil , avant que l'instance ou procez soit mis sur le Bureau , pour sçavoir

s'ils n'ont point d'autres pieces ou moyens , & s'il n'est pas fait mention dans l'Arrest ou Jugement en dernier ressort , qu'ils ayent esté mandez.

INSTRVCTION DES INSTANCES de Requeste Civile contre les Arrests des Cours Souveraines.

IL faut faire signifier les Arrests & Jugemens en dernier ressort , aux personnes ou domiciles des parties pour en induire les fins de non recevoir contre la Requeste Civile , suivant l'Article onzième.

Et les Requestes civiles doivent estre obtenues & signifiées avec assignation , soit au Procureur ou à la partie , sçavoir à l'égard des majeurs dans six mois du jour de la signification , qui leur aura esté faite des Arrests & Jugemens en dernier ressort à personne ou domicile , & des mineurs dans pareil temps , à compter depuis la signification qui leur sera faite en majorité aussi à personne ou domicile , suivant l'Article cinquième.

Si celuy à qui la signification de l'Arrest ou Jugement en dernier ressort , a esté faite , decede dans les six mois , il en faut faire une nouvelle à ceux qui sont en ses droits , lesquels auront encore six mois du jour de cette signification faite depuis leur majorité , suivant l'Article huitième.

A l'égard des Ecclesiastiques , des Hospitaux , & des Communautéz , tant Laïques ; qu'Ecclesiastiques , seculieres & regulieres , mesme ceux qui sont absens hors le Royaume pour cause publique , ils auront un an pour obtenir , & faire signifier les Requestes Civiles , à compter pareillement du jour des significations , qui leur auront esté faites au lieu ordinaire des Benefices , des Bureaux des Hospitaux

Des Requestes Civiles. TIT. XXXV. 449

Hospitaux , ou aux Syndics ou Procureurs des Communautés , ou au domicile des absens , aux termes de l'Article septième.

Si le Beneficier decede dans l'année du jour de la signification de l'Arrest ou Jugement en dernier ressort , celuy qui succedera au benefice durant ladite année , & qui ne sera Resignataire du defunt , aura encore une année pour se pourvoir par lettres en forme de Requeste Civile , du jour de la signification qui luy en sera faite , aux termes de l'Article neuvième.

Le temps d'obtenir & signifier les Requestes Civiles contre les Arrests & Jugemens en dernier ressort , ou les Requestes contre les Sentences Presidiales au premier chef ; fondées sur pieces fausses ou nouvellement recouvrées qui auront esté retenuës ou détournées par le fait de la partie averse , ne court que du jour que la fausseté aura esté découverte , & les pieces recouvrées , pourveu qu'il y ait preuve par écrit du jour , suivant l'Article douzième.

Il faut consulter deux anciens Avocats , pour sçavoir s'il y a ouverture de Requeste Civile , & fera la consultation par eux signée , & par celuy qui aura fait le rapport , laquelle contiendra sommairement les ouvertures de Requeste Civile , & sera attachée aux lettres , dans lesquelles les noms des Avocats , & les ouvertures seront inserées , suivant ce qui est dit en l'Article treize.

Il est fait défenses par l'Article quatorze d'obtenir , & faire signifier aucunes lettres de Requeste Civile , que dans le temps , & aux conditions exprimées par l'Ordonnance , à peine de nullité.

Lettres en forme de Requête Civile.

L Oüis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre ; A nos Amez & Feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de.... B.... nous a exposé qu'au proces d'entre luy & C.... pour raison de.... *Il faut deduire le fait*, seroit intervenu Arrest, le.... par lequel il a esté adjudgé audit C.... la somme de.... pour.... bien qu'il n'eust demandé que.... & au lieu de faire droit sur la Requête du demandeur, à ce que.... l'on auroit obmis d'y prononcer.... & ainsi inserer les ouvertures de Requête Civile ; A ces causes de l'avis de nostre Conseil, qui a veu la consultation de Maistres.... Avocats cy-attachée sous le contrescel de nostre Chancellerie, vous mandons, s'il vous apert qu'il ait esté plus adjudgé audit C.... par ledit Arrest qu'il n'avoit demandé, & que l'on ait obmis de prononcer sur la Requête de l'exposant, de remettre les parties en l'estat qu'elles estoient avant ledit Arrest, sans avoir égard à iceluy, & leur faites justice au surplus : Commandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, d'assigner pardevant vous à certain & competant jour ledit C.... pour proceder aux fins cy-dessus, & en outre, ainsi que de raison. Donné à.... le.... jour de.... l'an de grace....

Les Requestes Civiles doivent estre portées & plaidées aux mesmes Compagnies, qui auront donné les Arrests & Jugemens en dernier ressort, contre lesquels on veut se pourvoir, ainsi qu'il est dit en l'Article vingtième.

Mais aux Cours, où il y a grand Chambre ou Chambre de plaidoyé, les Requestes Civiles s'y plaident, mesme celles obtenues contre les Arrests rendus aux autres Chambres, & si la Requête Civile n'est pas jugée à l'Audiance,

& que les parties soient appointées, Sa Majesté veut par l'Article vingt-un, que les appointemens soient renvoyez, instruits, & jugez aux Chambres, où les Arrests, dont il sera question, auront esté rendus.

Excepté les Requestes Civiles renvoyées par Arrests du Conseil aux Chambres des Enquestes, qui y seront plaidées, & ne peuvent les parties faire aucunes poursuites à la grand' Chambre, ou Chambre du plaidoyé, conformément à l'Article vingt-trois.

L'on peut obtenir Requeste Civile incidemment contre les Arrests ou Jugemens en dernier ressort interlocutoires, & contre ceux, où le demandeur en Requeste n'aura esté partie en la Cour, où ils auront esté communiquez ou produits, encore qu'ils ayent esté donnez en autres Cours, Chambres, ou autres Jurisdicions, suivant l'Article vingt-cinquième.

Et si les Arrests ou Jugemens en dernier ressort produits ou communiquez sont définitifs & rendus entre mesmes parties, ou avec ceux dont ils ont droit contradictoirement, ou par défaut, l'on ne se peut pourvoir en cas de Requeste Civile, que pardevant les Juges qui les auront donnés, les Cours & Juges où ils sont produits, n'en prennent point connoissance, & ne jugent que ce qui est pendant devant eux, nonobstant les Lettres, en forme de Requeste Civile, & sans y prejudicier, si ce n'est que les parties consentent respectivement qu'il soit procédé sur la Requeste Civile, où sera produit l'Arrest ou le Jugement en dernier ressort: ou qu'il soit sursis au jugement, & qu'il n'y ait point d'autres parties, ainsi qu'il est exprimé en l'Article vingt-sixième.

Il est fait défenses par l'Article vingt-quatre à ceux de la Religion prétendue réformée, de faire renvoyer, requérir, ou évoquer es Chambres de l'Edit ou Miparties, les causes ou instances de Requeste Civile contre les Arrests & Jugemens rendus en autres Cours ou Chambres, quand mesme

ils y auroient esté parties, à peine de nullité des renvois, re-tensions & evocations.

Les Arrests & Jugemens en dernier ressort peuvent estre executez durant le cours des instances de Requête Civile, suivant les Articles dix-huit & dix-neuvième.

Ceux qui auront esté condamnez par Arrest ou Jugement en dernier ressort, à quitter la possession d'un benefice d'un heritage, ou de quelqu'autre immeuble ne peuvent poursuivre pour communiquer ou plaider sur les lettres en forme de Requête Civile, qu'ils n'ayent rapporté la preuve qu'ils ont esté entierement executez au principal, aux termes dudit Article dix-neuvième.

Ceux qui auront obtenu Requête Civile contre des Arrests contradictoires, soit qu'ils soient preparatoires ou definitifs, doivent consigner trois cens livres pour l'amande envers le Roy, & cent cinquante livres pour la partie, & à l'égard des Arrests par défaut cent cinquante livres pour l'amande envers le Roy, & soixante-quinze livres envers la partie, suivant la disposition de l'Article seizième, en presentant cette

Requête afin d'entherinement des lettres.

A Nosseigneurs de

Supplie humblement B.... disant qu'il auroit obtenu Lettres en forme de Requête Civile, le.... contre l'Arrest rendu au profit de C.... le.... lesquelles Lettres sont adressées à la Cour. Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaise enteriner lesdites Lettres, ce faisant remettre les parties en l'estat qu'elles estoient avant ledit Arrest, & vous ferez bien.

Suivant l'Article dix-sept, il faut faire signifier la Re-

queste Civile avec assignation , & bailler copie , tant des lettres que de la consultation des Avocats.

Si la Requeste Civile a esté obtenüe & signifiée dans l'an du jour que l'Arrest ou Jugement en dernier ressort est intervenu , le Procureur qui a occupé en cause principale , auquel elle aura esté signifiée , doit oecuper en l'instance de Requeste Civile , sans qu'il soit besoin de nouveau pouvoir , suivant l'Article sixième.

Après l'assignation donnée , ainsi qu'il est dit en l'Article dix-sept, la cause sera mise au rôle ou portée en l'Audiance.

Mais avant que de plaider , il faut communiquer la Requeste Civile à Messieurs les Avocats , ou Procureurs généraux , suivant l'Article vingt-septième.

Et à cette fin , suivant l'Article dix-sept , il faut faire signifier un

Acte pour communiquer au Parquet.

A La Requeste de Z . . . Procureur de B . . . demandeur en Requeste Civile.

Soit sommé & interpellé Y . . . Procureur de C . . .

De comparoir demain huit heures du matin , au Parquet de Messieurs les Gens du Roy pour communiquer de la cause d'entre les parties sur les Lettres en forme de Requeste Civile obtenües par ledit B . . . declarant que M . . . est Avocat du demandeur dont acte.

Aux termes de l'Article vingt-huitième il faut représenter à Messieurs les Avocats & Procureurs Généraux , l'avis des Avocats qui auront esté consultez.

Après que la Requeste Civile aura esté communiquée au Parquet , la cause sera portée à l'Audiance sur un acte , pour venir plaider , en cas qu'elle n'ait pas esté mise au Rôle , sans autre procedure , suivant ledit Article dix-septième , cet acte est ainsi.

Sommation de venir plaider.

A La Requête de Z.... Procureur de B....
 Soit signifié & déclaré à Y... Procureur de C....

Que sous le bon plaisir de Nosseigneurs de la Cour, il poursuivra demain huit heures du matin l'Audience de la cause d'entre les parties sur les Lettres en forme de Requête Civile obtenues par ledit B.... sommant ledit C... d'y faire trouver son Avocat pour plaider.

Les noms des Avocats qui auront esté consultez sur les ouvertures de Requête Civile, doivent estre declarez avant que de plaider par l'Avocat du demandeur, & n'est point necessaire de les faire trouver à l'Audience, l'usage en ayant esté abrogé par l'Article trentième.

Si depuis les Lettres obtenues le demandeur découvre d'autres moyens contre l'Arrest ou Jugement en dernier ressort, que ceux contenus en la Requête Civile, il peut les exprimer dans une simple Requête, les lettres d'ampliation, ayant esté abrogées par l'Article vingt-neuvième.

Requête servant d'ampliation de Requête Civile.

A Nosseigneurs de....

Supplie humblement B.... disant que depuis les Lettres en forme de Requête Civile par luy obtenues contre l'Arrest du il a découvert d'autres moyens que ceux employez en ladite Requête Civile, sçavoir que l'Exploit, qui a donné lieu à le condamner aux interets de la somme dont il estoit question, avoit esté déclaré faux par Arrest du & en consequence defunct A.... pere du suppliant auroit esté déchargé de la deman-

de de C. . . . ainsi l'Arrest dont le suppliant se plaint, est directement contraire à celui rendu au profit dudit défunt A sur pareille demande & en mesme Cour. Ce considéré, Nossseigneurs, il vous plaise donner acte au suppliant de ce que pour ampliacion de sa Requeste Civile, il employe le contenu cy-dessus; & en consequence ordonner que lesdites lettres en forme de Requeste Civile, seront enterinées de point en point selon leur forme & teneur; ce faisant remettre les parties en l'estat qu'elles estoient auparavant ledit Arrest du & vous ferez justice.

Au bas de cette Requeste le Greffier met l'Ordonnance suivante.

En plaidant, fasse sa Requeste. Fait ce

Cette Requeste doit estre signifiée au Procureur du défendeur, & communiquée au Parquet, avant que de plaider, suivant ce qui est dit aux Articles vingt-neuf, & trente-un.

Il ne doit estre allegué ny plaidé autres ouvertures de Requeste Civile, que celles expliquées dans les Lettres, & en la Requeste d'ampliacion, & les réponses du défendeur, sans entrer aux moyens qui concernent le fonds, ainsi qu'il est dit par les Articles trente-un & trente-septième.

Aux termes de l'Article trente-trois, s'il y a ouverture de Requeste Civile, les parties seront remises en pareil estat, qu'elles estoient auparavant l'Arrest, encore que ce fust une question de Droit ou de Coustume, qui eût esté jugée.

Arrest d'entherinement des Lettres.

Extrait des Registres de . . .

ENtre B. . . . demandeur en Lettres en forme de Requeste Civile par luy obtenues en la Chancellerie de . . . le . . . contre l'Arrest du . . . d'une part, & C. . . . defen-

deur d'autre , après que S.... Avocat du demandeur a déclaré que G.... & H.... anciens Avocats ont esté d'avis qu'il y avoit lieu d'obtenir lefdites Lettres , à cause des moyens y mentionnez , a conclud aux fins d'icelles , & que P.... Avocat du defendeur a esté oïi, ensemble D... pour le Procureur General du Roy ; La Cour ayant égard aux Lettres obtenuës par le demandeur contre l'Arrest du.... & icelles enterinnant , a remis & remet les parties en l'estat qu'elles estoient auparavant ledit Arrest , condamne le defendeur aux dépens.

Il faut ensuite faire juger le proces principal en la même Chambre , où aura esté rendu l'Arrest , contre lequel il y a eu Requête Civile , suivant l'Article vingt-deuxième.

Mais s'il n'y a point d'ouvertures de Requête Civile , ou si elles ne sont pas jugées suffisantes , les Arrests & Jugemens en dernier ressort ne peuvent estre retractez , sous pretexte de mal-jugé au fonds , & le demandeur sera condamné aux dépens , & à l'amande de trois cens livres envers le Roy , cent cinquante livres envers la partie , si l'Arrest contre lequel la Requête Civile a esté prise , est contradictoire , soit qu'il soit preparatoire ou définitif , ainsi qu'il est dit par les Articles trente-deux & trente-neuf.

Arrest par lequel le demandeur est debouté des Lettres par luy obtenuës contre un Arrest contradictoire.

Extrait des Registres de....

ENtre &c.... La Cour a debouté le demandeur des Lettres par luy obtenuës contre l'Arrest du.... & l'a condamné en trois cens livres d'amande envers le Roy , cent cinquante livres envers le defendeur , & aux dépens.

Si

Si l'Arrest contre lequel la Requeste Civile est obtenue , a esté rendu par défaut , l'amande envers le Roy est de cent cinquante livres , & soixante-quinze livres envers la partie, suivant l'Article trente-neuvième.

Si la Requeste Civile ne peut pas estre jugée en l'Audiance, il interviendra un apointement au Conseil, à bail-
ler par le demandeur ses moyens de Requeste Civile, le
defendeur ses réponses, écrire, produire, bailler contredits
& salvations, le tout de huitaine en huitaine.

La procedure est pareille à celle dont il est parlé au
chapitre onze, en consequence d'un apointement au Con-
seil rendu sur les appellations verbales.

Les Requestes Civiles ne peuvent estre apointées, si ce
n'est en plaidant, ou bien du commun consentement des
parties, suivant ce qui est dit en l'Article vingt-septième.

L'instance sur le rescindant, ny sur le rescisoire ne pourra
estre rapportée par celuy de Messieurs, au rapport duquel
a esté rendu l'Arrest ou Jugement en dernier ressort, con-
tre lequel la Requeste Civile est obtenue, conformément
à ce qui est dit en l'Article trente-huitième.

La Requeste Civile qui aura esté apointée au Conseil,
doit estre jugée, comme elle eust pu estre à l'Audiance,
sans entrer dans les moyens de fonds, suivant l'Article qua-
rante.

Celuy qui aura esté debouté de sa Requeste Civile, ne
fera plus recevable à se pourvoir par autre Requeste Ci-
vile, soit contre le premier Arrest ou Jugement en dernier
ressort, ou contre celuy qui l'aura debouté, mesme quand
la Requeste Civile auroit esté enterinée sur le rescindant,
s'il a succombé au rescisoire aux termes de l'Article qua-
rante-unième.

Les propositions d'erreur ont esté abrogées par l'Article
quarante-deuxième.

INSTRUCTION DES INSTANCES
de Requête Civile contre les Sentences
Presidiales rendues au premier chef de
l'Edit.

IL suffit de se pourvoir par simple Requête au même Presidial, sans obtenir Lettres en forme de Requête Civile, suivant l'Article quatrième du Titre trente-cinq.

Aux termes de l'Article dixième, l'on peut obtenir & faire signifier les Requêtes contre les Sentences Presidiales rendues au premier chef de l'Edit, sçavoir à l'égard des majeurs & mineurs dans trois mois, & des Ecclesiastiques, Hospitiaux, Communautés, & de ceux qui sont hors le Royaume pour cause publique, dans six mois; le tout à compter du jour que les Sentences auront esté signifiées, ainsi qu'il est designé par les Articles cinq & septième.

Requête contre une Sentence Presidiale rendue au premier chef de l'Edit.

A Messieurs les Presidens & Conseillers tenans le Siege Presidial à

Supplie humblement A.... disant que pendant sa minorité B.... son tuteur ayant esté assigné pardevant vous, à la Requête de C.... pour voir declarer executoire contre luy audit nom un contract de constitution de dix livres de rente passé au profit dudit B.... par D.... pere du suppliant, ledit B.... auroitourny de défenses au nom & comme tuteur du suppliant heritier pur & simple dudit D.... bien qu'il ait depuis renoncé à sa succession, qui luy

eust esté fort defavantageuse , s'il l'avoit acceptée , ainsi le Suppliant n'ayant pas esté valablement defendu ledit B.... audit nom fut condamné par jugement dernier du à payer & continuer les dix livres de rente mentionnées audit Contract , & d'en passer Titre nouvel.

Ce considéré , Messieurs , il vous plaise remettre les parties en l'estat qu'elles estoient avant ledit jugement en dernier ressort , & vous ferez bien.

Il faut observer les mesmes procedures , en consequence de cette Requête , que celles sur les Requestes Civiles contre les Arrests , suivant ce qui est dit en l'Article dixième.

La Requête que l'on presente contre les Sentences presidiales , rendues au premier chef de l'Edit , n'empesche point l'execution des Sentences , ainsi qu'il est dit en l'Article huitième.

D E S O P P O S I T I O N S
à l'execution des Arrests & Jugemens
en dernier ressort.

L'On peut se pourvoir par simple Requête , à fin d'opposition contre les Arrests & Jugemens en dernier ressort aux cas exprimez dans les articles deux & troisième , excepté si la cause a esté appellée à tour de rôle , auquel cas il faut obtenir Requête Civile en la forme cy-dessus déduite , suivant ledit Article troisième.

*Requête pour estre receu opposant à l'exécution d'un
Arrest intervenu en une instance, où l'on
n'a point esté partie.*

A Nosseigneurs de

Supplie humblement T.... disant que sur la resignation faite à son profit de la Cure de.... par O.... paisible possesseur d'icelle, il s'en feroit fait pourvoir en Cour de Rome, mais ayant voulu prendre possession de ladite Cure.... C.... y auroit formé opposition, pretendan en avoir esté pourveu, pour cause de devolut, & en consequence qu'il avoit esté maintenu en la possession d'icelle Cure par Arrest du.... intervenu entre luy & ledit O.... posterieurement aux provisions obtenues par le Suppliant.

Ce considéré, Nosseigneurs, attendu qu'il n'a point esté partie en l'instance d'entre lesdits C.... & O.... il vous plaise le recevoir opposant à l'exécution de l'Arrest de la Cour du.... faisant droit sur son opposition, declarer la procedure nulle, & au principal ordonner.... & vous ferez bien.

Si le demandeur en Requête n'a esté deuëment appelé.

A Nosseigneurs de

Supplie humblement F.... disant qu'encore qu'il ait droit de passage sur.... Neanmoins B.... l'a fait fermer en vertu d'un Arrest par défaut, qu'il a obtenu contre le suppliant sur un exploit qui n'a esté fait ny à sa personne, ny à son domicile, & dont il n'a eu connoissance qu'après ledit Arrest par défaut, ainsi le suppliant n'ayant pas esté deuëment appelé, ledit Arrest par défaut ne luy peut prejudicier.

Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaise recevoir le suppliant opposant, &c.

Contre un Arrest rendu sur Requeste.

A Nosseigneurs de

Supplie humblement P.... disant qu'il auroit obtenu Sentence du Prevoist de.... contre D.... lequel pour en empêcher l'exécution, se seroit pourveu en la Cour; ou sur un faux exposé, il auroit obtenu Arrest sur simple Requeste le.... sans ouïr ny appeller le suppliant, par lequel il est reçu opposant à l'exécution de ladite Sentence avec des défenses particulières.

Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaise recevoir le suppliant opposant, &c.

Contre un Arrest rendu faute de se presenter.

A Nosseigneurs de

Supplie humblement T.... disant que n'ayant pu se presenter sur l'assignation qui luy a esté donnée à la requeste de Z.... dans le delay porté par l'Exploit du.... ledit Z.... auroit pris défaut contre le suppliant, & obtenu les fins de sa demande avec dépens, quoyqu'il n'y ait point de pretenion plus injuste que celle dudit Z.... ainsi que ledit suppliant fera connoistre en temps & lieu.

Ce considéré, &c.....

*Contre un Arrest rendu faute de plaider.**A Nosseigneurs de*

Supplie humblement F disant qu'ayant chargé M.... Avocat pour plaider la cause d'entre luy, & G.... il ne se seroit point trouvé à l'Audience, soit qu'il plaidât en une autre Chambre, ou qu'il fust occupé ailleurs, dont ledit F prenant avantage, fit appeller la cause, & rendre Arrest par défaut contre le suppliant.

Ce considéré, &c.

Ces Requestes d'opposition doivent estre données dans la huitaine du jour que la signification des Arrests ou Jugemens en dernier ressort a esté faite à personne ou domicile de ceux qui seront condamnés, s'ils n'ont point de Procureur, ou à leur Procureur s'ils en ont constitué, ainsi qu'il est dit en l'Article troisième.

Il faut faire mettre sur ces Requestes par un de Messieurs, ou par le Greffier.

Viennent les parties.

Et ensuite la faire signifier au Procureur de celui qui a obtenu l'Arrest.

Au Parlement de Paris les Requestes à fin d'opposition se plaident à la grand' Chambre les Mercredis & Samedis sur des Rôles que Monsieur le premier President fait faire pour toutes ces Requestes, & auquel il faut donner un Placet, pour faire mettre la cause au Rôle.

Si la chose concerne Sa Majesté, ou l'Eglise, le public, ou la police, il en faut communiquer au Parquet de Messieurs les Gens du Roy, à l'un de Messieurs les Avocats Generaux, & suivant son avis faire offrir un apointment dont on poursuit la reception sur les mesmes Rôles des Mer-

Des Requestes Civiles. TIT. XXXV. 463

credis & Samedis , sur lesquels la cause sera mise , en donnant un Placet à Monsieur le premier President , à costé duquel il faut mettre appointment à recevoir ; & celuy de Messieurs les Avocats Généraux , auquel on a communiqué la Requête vise le Placet.

Si l'Arrest contre lequel on se veut pourvoir par opposition , a esté rendu en une Chambre des Enquestes , l'on poursuit l'Audiance par avenir , lequel il faut faire signifier pour plaider à un jour d'Audiance , & observer qu'il faut trois jours francs entre la signification de la Requête , & le jour d'Audiance.

Aprés que la cause aura esté plaidée , celuy qui voudra lever l'Arrest fera signifier des qualitez , & les donnera au Greffier.

Arrest par lequel le demandeur est receu opposant.

Extrait des Registres de ...

ENtre , &c. La Cour a receu & reçoit le demandeur opposant à l'exécution de l'Arrest du & faisant droit sur son opposition ordonne que

Aux termes de l'Article dix du Titre vingt-sept de l'Ordonnance du mois d'Avril 1667. les tiers opposans à l'exécution des Arrests , qui seront deboutez de leurs oppositions doivent estre condamnez en cent cinquante livres d'amande , & ceux qui seront deboutez des oppositions à l'exécution des Sentences , en soixante quinze livres , le tout applicable moitié au Roy , & moitié à la partie.

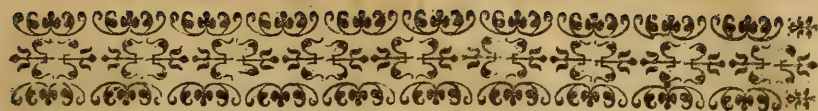
Arrest par lequel le demandeur est debouté de son opposition.

Extrait des Registres de...

ENtre &c.... La Cour a debouté le demandeur de son opposition, & l'a condamné en cent cinquante livres d'amande applicable moitié au Roy & moitié au defendeur avec dépens.

F I N.

TABLE



T A B L E

D E S M A T I E R E S.

A

A *Age.* Benefice d'Aage. Voy. Emancipation. Preuves de l'Aage, & comment elles sont reçues. 289.

Absence d'une des parties pardevant les Juges & Consuls, comment réglée. 219.

Absent hors du Royaume pour quelque cause que ce soit, comment adjourné pour la délivrance d'un legs. 10. Requête pour commettre un Juge pour interroger une partie absente. 124. Comment proceder avec un absent hors du Royaume en fait de compte. 399.

Abstenir. En quels degrez de parenté les Juges doivent s'abstenir du jugement des procez, tant en matiere civile que criminelle. 330. 331. 336.

Acceptation. Demande en recours de lettre de change, faute d'acceptation. 213.

Action. Adjournement en action réelle petitoire. 20. Exploit en action personnelle. 24. Action

petitoire en matiere beneficiaire. 83. Action intentée devant un autre Juge que celui devant lequel il y a instance pour raison du mesme fait, & comment l'on peut s'en défendre.

86. Actions sommaires & provisoires, comment se font-és Cours souveraines. 256. 257. Action civile reintegrande. 264. 265. Sentence sur une action petitoire. 350.

Accident. Preuve par témoins reçue en cas d'accidens imprévus. 286.

Acquiescement. Appointement d'acquiescement. 151.

Additions premieres & secondes, abrogées. 131.

Adoints pour la confection des Enquestes, abrogez. 320.

Adiournement. Ce qui est à observer pour bien faire les exploits d'adjournemens. 4. 5. Divers modelles d'adjournemens pour diverses causes, & pardevant divers Juges. 6. 7. *Esuiv.* Exception sur l'exploit d'adjournement qui n'est pas libellé. III.

T A B L E

112. Où se doivent donner les adjournemens. Pardevant les Juge & Consuls. 211.
- Admirauté.* Adjournemens devant les Juges de l'Admirauté. 41.
- Advocat.* Demande & sommation d'un defaveu contre un Advocat du Conseil. 37. Convenir d'un Advocat pour vüider les folles intimations & desertions d'appel. 152. condamnation de payer les salaires d'un Advocat au Conseil 356. Consultation d'anciens Advocats en fait de Requête civile 449. 454.
- Adven.* Voyez *Vassal.*
- Affiches* pour parvenir au bail judiciaire. 277. 280. & *suiv.*
- Amende* de douze ou de six livres pour faire juger les appellations. 82. Amende contre les opposans à l'exécution des Arrests, deboutez de leurs oppositions. 463. Amende encourüe par celui qui retient les pieces justificatives d'un compte après quinzaine, 391. 393. Amende contre ceux dont les recusations sont déclarées inadmissibles, ou qui en seront debouttez faute de preuve. 337. 338. Amende en fait de Requête civile. 452. 456. 457. Amende ordonnée contre ceux qui pretendent faussement des Privileges de jurisdiction. 89.
- Amender* ce que veut dire ce mot dans un Arrest sur défaut contre un appellant qui a esté anticipé. 81. 82. Forme de prononcer par les Lieutenans de l'Amirauté. 358.
- Ampliation.* Les lettres d'ampliation de Requête civile abrogées, & le moyen deles suppléer en une Requête. 454. 455.
- Anticipation.* Exploit d'assignation en vertu de lettres d'anticipation. 28. Lettres d'anticipation. 53. Anticipation sur un appel de taxe de dépens. 414. 415. Arrest sur défaut contre l'appellant qui a esté anticipé. 81.
- Appel* au Parlement, & commission pour le relever. 49. 50. Sommation d'interjetter appel. 375. Prononciations en cause d'appel. 361. Appel non relevé de quelle peine suivy. 53. Sommation de fournir de causes d'appel, & la suite de cette procedure. 157. Appellations aux Juges Presidiaux. 27. Des appellations de desny, de renvoy. & d'incompetence. 149. Appellations incidentes. 138. Appellations de Sentences rendües sur procez par écrit, & comment il y faut proceder. 158. Ordonnance sur une appellation incidente. 140. Appellations de taxe de dépens. 414. Arrest par défaut sur une

DES MATIERES.

Appellation. 81. Appellations verbales. 134.

Appointement en droit, & ce que l'on y doit observer. 132. 133.

Appointement arresté par un ancien Advocat sur une folle intimation, sur une desertion d'appel, & lorsque la desertion n'est pas acquise. 153. Appointemens, comment prononcez & receus en l'Audiance. 154.

Appointement à fournir de débats, & soustenemens, écrire & produire en fait de comptes. 394. Sommation de signer l'appointement de conclusion. 161.

Appointement arresté au Parquet sur un appel de desny, renvoy, & d'incompétence. 151. Appointement à mettre, & quel en est l'usage. 137.

Appointement à faire preuve respective devant les Juge & Consuls. 221. Appointement de conclusion. 160.

Apposition. Voyez *Scellé*.

Arbitre. Procédures pour faire examiner & regler par Arbitres, les differens pendans pardevant les Juge & Consuls.

234. Sentence portant nomination d'Arbitres. 235. Avis des Arbitres adressant aux mesmes Juges. 236. 237. En quelle maniere il doit estre adressé, & ce qui se fait en consequence. 238. 239. Arbitres obligez de condamner indefiniment aux

dépens, sinon en cas, &c. 343.

Arrerages. Que les jugemens portant condamnation d'arrerages, en doivent contenir la liquidation ou le calcul. 342.

Arrests sur Requête, & les procédures suivantes. 52. 53. Peines des parties condamnées, qui n'obeissent pas aux Arrests. 373. 376. Arrest diffinitif en forme executoire selon le stile du Parlement de Paris. 165. 166. Signification d'un Arrest à un Procureur, & sommation d'y satisfaire. 372. Arrest que l'on peut executer sur l'extrait. 416.

Assignations aux Parlemens. Voy. *Parlement*.

Assistance. Droit d'assistance en fait de taxe de dépens. 411.

Authorisation. Acte d'Authorisation par justice. 113.

Aydes. Adjournemens aux Cours des Aydes. 57. & *suiv.* Maniere de prononcer aux Cours des Aydes. 363.

B

Bail judiciaire, & comment il y faut proceder. 275. 276.

& *suiv.* 282. Bail au rabais des ouvrages pour les reparations des lieux sequestrez. 284.

Bans de mariage. Citation pour proceder sur une opposition à la publication des Bans. 25.

T A B L E

Sentence sur une opposition
à la publication de Bans. 353.
Banquiers expéditionnaires , &
leur certificat nécessaire sur les
provisions de Cour de Rome,
196. 197.

Baptêmes. Actes de Baptêmes.
Voyez *Registres*.

Bastiment. Condamnation de
contribuer au bastiment d'un
mur mitoyen. 349.

Benefice. Se pourvoir au Grand
Conseil en quelques matieres
beneficiales. 56. 57. Exploit
de demande pour rentrer dans
un Benefice permuté. 197. Sen-
tence portant adjudication de
l'estat d'un Benefice litigieux ,
& main levée des fruits , après
le deceds du collitigant. 200.
Arrest d'adjudication d'un Be-
nefice qui a vaqué en Regale.
209. Voyez *Regale*. Procedu-
re sur le possessoire des Bene-
fices , & sur les Regales. 193.
& *suiv.* Action petitoire estant
faite devant le Juge d'Eglise au
prejudice d'une instance à cause
du possessoire d'un Benefice ,
comment il faut exciper. 85. 86.

Benefice d'inventaire. Lettres de
Benefice d'inventaire. 250.

Benefice d'âge. 253.

Billet de Change. Voyez *Change*.

Sentence portant condamna-
tion du contenu en un Billet
de Change. 225. 226.

Brevet. Arrest du Grand Conseil

sur le refus d'expedier des pro-
visions en consequence d'un
Brevet du Roy. 362. 363.

C

C *Calcul* de compte. 390:
Calcul de dépens. 412. 413.

Cause. Quand une cause est tenuë
pour contestée par l'Ordon-
nance. 192. Causes pures per-
sonnelles qui sont reputées ma-
tieres sommaires. 241.

Caution qui doit estre donnée
par un devolutaire de Benefi-
ce. 205. 206. Cautions en fait
de la jurisdiction des Juge &
Consuls , & notamment pour
l'evenement des lettres de
change. 216. Procedures pour
les receptions de caution. 377.
378. & *suiv.*

Censive. Lors qu'il s'agit d'une
demande de censive, comment
il faut proceder. 115. 116.

Certificat. Ce qui doit estre payé
aux Curez & Vicaires pour
leurs certificats. 290.

Cession. Demande pour estre re-
ceu à faire cession & abandon-
nement de biens. 16. Senten-
ce par laquelle le demandeur
est receu à faire cession de
biens. 347.

Chapitre. Exploit d'assignation à
un Chapitre pour estre inter-
rogé sur faits & articles. 122.

Change. Demande pour faire va-

DES MATIERES.

- loir ou payer un billet de change. 213. 224. Voyez *Caution*.
- Charge*. Lors qu'il s'agit d'une Charge réelle , comment il faut proceder. 115. 116.
- Chasteau* où l'on peut donner des adjournemens à ceux qui demeurent dans des Chasteaux ou maisons fortes. 63.
- Citations*. Voyez *Official*.
- Cloſure* de Compte. 398.
- Collations* de pieces. 169. Procez verbaux de Collations de pieces. 171. 173. Par qui elles doivent estre faites 174. 175. & *ſuiv.*
- Collecteur*. Demande contre les Collecteurs des Tailles faite d'avoir impoſé une ſomme ſuivant une Sentence ou Arreſt. 44. Sentence contre les Collecteurs faite d'avoir fait l'impoſition. 360.
- Commerce*. Augmentation du Commerce dans le Royame par l'eſtabliſſement & la juřiſdiction des Juge & Conſuls. 211.
- Commiſſaire* deputé pour faire deſcente ſur les lieux. Voyez *Deſcentes*.
- Commiſſaires* Examineurs de dépens. 413.
- Commiſſaires* des fruits & choſes mobiliaries. 268. 269. & *ſuiv.*
- Commiſſaires* aux meubles & fruits ſaiſis. 429. 432.
- Commiſſion*. Adjournement en vertu d'une Commiſſion. 36.
- Commiſſion* pour relever un appel au Parlement. 49.
- Commiſſion* rogatoire, & des Juges Superieurs à l'inferieur. 125.
- Commiſſion* rogatoire des Juge & Conſuls. 220. 221.
- Commiſſion*. Juge employé en meſme temps en Commiſſions differentes , & comment ſes vacations luy ſont payées. 299.
- Committimus*. Qui ſont ceux qui ont droit de Committimus , & comment ils en peuvent uſer. 29. 30. 31. & *ſuiv.* Exception contre une assignation donnée en vertu de Committimus que l'on n'a pas eu droit d'obtenir. 86.
- Committitur* Requeſte de Committitur. 276. & *ſuiv.* Pour ſcellez. 243. 244.
- Communauté*. Demande d'une Communauté pour eſtre conſervée en l'exemption des droits d'aydes, & autres. 57.
- Communauté* d'habitans, où & quand peut eſtre valablement assignée. 122. 123. Ouvertures de Requeſtes civiles à l'égard des Communautez. 447.
- Communauté*. Renonciation à la Communauté. 17.
- Communication* de la production de partie adverſe. 135.
- Communication* des Sentences, Jugemens & Arreſts que les Greffiers ne doivent pas reſuſer aux parties , nonobſtant , &c. 365. 366.

T A B L E

- Comparoîr.* Sentence sur défaut
faute de comparoîr. 71. 75.
76. 79. Arrest sur défaut de
comparoîr. 80.
- Comparution* de toutes les parties
pardevant les Juge & Consuls.
218.
- Compensation* de sommes liqui-
des. 32. Exception de com-
pensation. 129.
- Complainte.* Instance de com-
plainte en matiere Beneficiale.
195. Exploit de complainte
pour le possesseur d'un Bene-
fice. 196. Défenses contre un
demandeur en complainte. 198.
Complainte en cas de saisine
& nouvelleté. 263.
- Comptes.* Procedures sur la red-
dition des comptes. 381. &
suiv. Procez verbal de la pre-
sentation & affirmation d'un
compte. 385. & *suiv.* Proce-
dures pour retirer des mains
d'un Procureur les pieces ju-
stificatives d'un compte. 391.
392. & *suiv.* Compte à l'amia-
ble. 398. Jugement sur une in-
stance de compte. 397.
- Compter.* La maniere de compter
par paris ou tournois abro-
gée. 342.
- Compulsoires.* Procedures que l'on
doit observer aux compulsoi-
res. 169. 170. Procez verbaux
de compulsoire. 171. 172.
- Conclure.* Procedure pour faire
juger les défauts ou congez
faute de conclure. 82.
- Conclusion.* Voyez *Appointement*
& Conclusion.
- Confiscation.* Voyez *Donataire.*
- Congez* en matiere civile, dans
les Justices Royales. 70. Sub-
alternes. 75. & *suiv.* Et dans
les Cours souveraines. 78. &
suiv. Sentence de congé con-
tre le demandeur. 74. Congé
à l'intimé contre l'appellant,
faute de conclure. 162. Arrest
sur ce congé. *la mesme.* Con-
gez en la jurisdiction des Juge
& Consuls. 217. 218.
- Conseil.* Adjournallement en vertu
d'un Arrest de renvoy du Con-
seil. 36.
- Consignation* à faire par qui a ob-
tenu lettres en forme de Re-
queste civile. 451. 456.
- Consuls.* La forme de proceder
pardevant les Juge & Consuls
des Marchands. 211. 212. &
suiv. Voyez *Arbitre. Dépens.*
- Opposition. Sentence.* Proce-
dures pour faire lever les dé-
fenses & surseances à l'execu-
tion des Sentences Consulai-
res. 231. Autres procedures
sur la contravention à l'Or-
donnance touchant les Sen-
tences Consulaires. 232. 233.
& *suiv.*
- Contestations* en cause. 192.
- Contrainte.* Procedures pour par-
venir aux contraintes par corps
en cas qu'elles puissent avoir

DES MATIERES.

Lieu, après avoir esté abrogées pour affaires purement civiles. 439. 440. & *suiv.*
Contredits de production. 136. 137.
Conventions matrimoniales. Voyez *Communauté.*
Corps. Contrainte par Corps. Voyez *Contrainte.*
Cotte en fait de Tailles. Voyez *Taux.*
Croiser en fait de declaration de dépens, & comment il y faut proceder. 417. 418. & *suiv.*
Curatelles, & comment il y faut proceder. 252. 253. & *suiv.*
Curateurs obligez à rendre compte. 381. & *suiv.*
Curez. Voyez *Certificats*

D

D*Ater.* Par qui doivent estre dattées les Sentences, Jugemens & Arrests. 365.
Debouté. L'usage des deboutez de défenses abrogé. 70.
Deceds. Arrivant le deceds d'un possesseur de Benefice litigieux, ce que doit faire la partie survivante pour en acquérir la possession 199. Preuves du temps du deceds, & comment elles se recoivent. 289. Le deceds d'une des parties arrivant pendant une instance, ce qui est à faire. 366.
Décharge de contrainte par corps. Voyez *Contrainte.*

Declaration de dépens. 408. 410. & *suiv.*

Declinatoires doivent estre jugez sommairement en l'Audiance. 87. Sentence de renvoy en consequence d'un declinatoire. 88. Declinatoires, &c. devant les Juge & Consuls. 223.

Défauts en matiere civile dans les Justices Royales. 70. 71. Comment se jugent les défauts sur les appellations. 78. 80. Défauts purs & simples & aux Ordonnances, abrogez. 82. Défaut à l'appellant contre l'intimé faite de conclusion. 161. Arrest sur ce défaut. 162. Défauts en la jurisdiction des Juge & Consuls. 214. 217.

Défendeur. Sentence par laquelle le défendeur est debouté du renvoy. 88. Défendeurs originaires, & le delay qui leur est donné pour amener garants. 96. 97. Sentence par laquelle le défendeur originaire est debouté du delay de garantie. 98. Comment doit proceder le défendeur originaire en garantie qui veut estre mis hors de cause. 101.

Défendre. Sentence par défaut faite de défendre. 72.

Défenses. Sommation de fournir de défenses, & comment en suite il faut proceder. 77. *Di-*

T A B L E

- verses sortes de défenses pour divers sujets que peut proposer un défendeur. 128. & *suiv.*
 Voyez *Exception.*
- Deguerpissement.* Acte de deguerpissement ou renonciation à la maison acquise. 105. Procédures pour le faire valoir. 106. 107.
- Delais* pour deliberer. 91. 92. & *suiv.* Prorogation de delay pour faire Enqueste. 311. Delay pour interjetter appel. 334. Delais en fait d'Enquestes, differens selon la diversité des juridictions. 324. 325. Le delay de l'assignation en garantie n'estant escheu à mesme temps que celuy de la demande originaire, comment l'on peut proceder contre le défendeur originaire. 100. Delais sur les assignations & adjournemens, tant à l'égard du domicile, que des diverses juridictions. 64. 65. 66. Quels jours sont compris ou non compris dans les delais. 67. Delais en fait de comptes. 394. 395. Sentence de prorogation de delay pour faire Enqueste. 311. 312. & *suiv.* 320. Delais tant de produire que de contredire. 135.
- Deliberé.* Sentence après avoir deliberé. 87. 88.
- Demande* principale & celle en garantie, quand seront jugées conjointement. 101. Contre une demande de chose jugée. 129. 130. Demandes incidentes. 141. 165.
- Denegation.* Procez verbal sur la denegation de l'écriture. 184.
- Deniers* Royaux en fait de saisies & executions. 428. Deniers provenus de la vente de meubles, ou choses mobiliaries. 436.
- Descentes* sur les lieux, par qui elles doivent estre faites, & comment il y faut proceder. 293. & *suiv.* Procez verbal de descente. 298. Descente en matiere où il n'echet qu'un rapport d'Experts. 308.
- Desertion.* Lettres de desertion d'appel. 54. Desertions d'appel, par qui doivent estre vuidees. 152.
- Desny.* Où doivent estre vuidez les appellations de desny de renvoy. 149. 150.
- Despens* en fait de la jurisdiction des Consuls. 239. Executoire de ces despens. 240. Procédurés & reglemens pour les despens. 405. 406. & *suiv.* Par qui & comment doivent estre taxez les despens d'un Expedient. 151. S'il y a condamnation de depens pour les incidens qui seront jugez diffinitivement. 343. Que les despens doivent estre liquidez par les Juges subalternes, tant Royaux

DES MATIERES.

Royaux que des Seigneurs. 343
Depost. Preuve par témoins receuë pour depost nécessaire. 286
Devolutaires. Procédures pour & contre les Devolutaires. 205
Dixmes. Demande de dixmes. 21.
 84. Origine de l'inféodation des dixmes, fort incertaine. 85.
 Condamnation de dixmes. 352
Domages. Procédures pour faire taxer & liquider des dommages & interêts adjugez par jugement. 422. 423. & suiv.
Don. Adjournement pour avoir délivrance d'un don mutuel. 16. Sentence portant délivrance d'un don mutuel, suivant la Coutume de Paris. 348
Donataire. Assignation à un Donataire de biens confisquez pour payer ce qui est deu par le défunt. 39. Sentence contre un Donataire de biens confisquez. 357
Duplicques. Usage des Duplicques abrogé. 331

E

E *Aux.* Voyez *Maistres.*
Ecclesiastique poursuivi en action personnelle devant un Juge laïc, que peut alléguer? 83.
 84. Requête pour obtenir permission de saisir le temporel des Ecclesiastiques. 291. Sentence en action personnelle contre un Ecclesiastique. 353. En quels

meubles il est défendu d'exécuter les Ecclesiastiques. 427. Ouverture des Requestes Civiles à l'égard des Ecclesiastiques. 447.
Edit. Evocations en la Chambre de l'Edit. 167. & suiv.
Elargissement. Demande d'élargissement d'une personne emprisonnée. 256
Eleus. Adjournement devant les Eleus. 43. & suiv. Voyez *Election.*
Emancipation. Lettres d'émancipation. 253. Sentence d'enterinement des lettres d'émancipation. 254. 255
Emprisonnement. Exploit d'emprisonnement en vertu d'une condamnation par corps. 442. S'il est permis d'emprisonner les Festes & Dimanches. 443. 444
Encherir. Quand il n'y a personne pour encherir sur un bail judiciaire, comment proceder. 280. 281
Enquestes d'examen à futur & par turbes, abrogées. 191. Ce que doit contenir le jugement qui ordonne de faire Enqueste. 310. Reglement pour la communication des Enquestes de Partie à Partie. 322. 323. Nouvelle Enqueste aux dépens du Juge, en cas que la premiere soit déclarée nulle par sa faute. 326. Envoy d'Enquestes dans un sac clos & scellé, 000

T A B L E

- abrogé. 321
- Entherinement*. Requête afin d'Entherinement de lettres. 143
- Erreur*. Propositions d'Erreur abrogées. 457
- Escriptures*. Reconnoissances & verifications d'Escriptures privées. 164. 178. & suiv. 184.
- Efcuyer*. Requête pour faire assigner un particulier qui a pris la qualité d'Efcuyer sans titre. 59
- Elections* & leur façon de prononcer. 319
- Epices*. Point d'Epices pour le jugement des défauts en quelque cas que ce soit. 82
- Epices*. Les expéditions des Juges & Consuls sans Epices, salaires ni droits. 211. Taxe des Epices. 365
- Estimation*. Voyez *Valeur*.
- Estranger*. Modeles d'ajournement à un Estranger en qualité d'executeur testamentaire. 9. Demande de l'heritier d'un Estranger naturalisé, au donataire de ses biens pretendus acquis à sa Majesté par droit d'Aubaine. 39. 40
- Evoquer*. A quelles conditions les Causes peuvent estre évoquées par les Juges superieurs ; & procedures sur cette façon de juger. 154. 155. & suiv. Evoquer en la Chambe de l'Edit, & les formalitez à y observer. 167. & suiv.
- Examen*. Enquestes d'Examen à futur, abrogées 191
- Examineurs*. Voyez *Commissaires*.
- Executeur testamentaire*. Voyez *Estranger*.
- Executions*. Voyez *Saisie*.
- Execution*. Procedures sur l'execution des jugemens 370. & suiv. 371. 376.
- Exception* que l'on peut fournir contre une action petitoire en matiere benefeciale devant un Juge laïc. 83. 84. Les Exceptions dilatoires doivent estre proposées par un mesme acte. 111. Exception. 14
- Executoire* d'amende qui n'est pas adjugée. 89. Executoire des frais de l'expédition d'une Sentence. 160. Executoire de frais d'Enqueste. 315. Executoire de dépens. 413
- Exemplaire*. Voyez *Privilege*.
- Exemption*. Demande pour estre conservé en l'Exemption du logement des gens de guerre. 60. Arrests en consequence d'Exemptions accordées par le Roy. 363
- Expedient*. Voyez *Desny*. *Incompetence*.
- Expedition*. Quelle foy est ajoutée aux Expéditions de Cour de Rome. 196
- Experts* pour la verification des escriptures. 188. 189. Nominations & rapports d'Experts, & autres procedures sur ce sujet.

DES MATIERES.

301. & *suiv.* Ce qui est à faire quand les Experts sont contraires en leurs rapports. 307
Exploit. Ce que doivent contenir les Exploits de saisies & exécutions de meubles ou choses mobilières. 428. 429
Extraits. Voyez *Certificats.* Arrest par Extrait. 166
Extraordinaire. Sentence sur l'Extraordinaire, portant reserve de l'action civile. 264

F

Faits. Interrogatoires sur faits & articles. 117. 118. & *suiv.*
 Faits nouveaux & comment ils doivent estre posez. 143. 144.
 Faits d'un deposite nécessaire. 286. 287. Réponce à ces faits. 288. Faits qui gissent en preuve vocale ou literale. 285. 289.
Femmes & filles en quels cas peuvent estre contraintes par corps. 444. Exception contre une Femme qui a fait quelque demande sans estre autorisée. 112
Fermiers judiciaires obligez à rendre compte. 381. & *suiv.*
Fins de non proceder. Quand elles doivent estre alleguées par le défendeur. 83
Forests. Voyez *Maistre.*
Fruits. A quoy est tenu celuy qui est condamné de restituer des fruits. 400. Procez verbal de liquidation de fruits. 401.

Voyez *Enqueste.* *Experts.*

Fustaye. Demande afin de faire croistre en Fustaye partie de bois vendus. 41. Sentence à cet effet. 358
Futur. Enquestes d'examen à futur, abrogées. 191

G

Garands. Faire assigner des Garands. 49. Procédures concernant les Delais pour faire assigner les Garands. 96. Garands formels & Garands simples. 98. Procédures contre les Garands formels. 99. Où doivent proceder les Garands formels & simples. 100. Garand privilégié & son exception. *Idem.* Garands qui succombent, à quoy condamnez. 104. Le Garand estant insolvable, ce que peut faire le garanty. 105. Jugement diffinitif contre le Garand formel. 108. Poursuites contre le Garand simple. 108
Garantie. Assigné en garantie & ayant privilege de plaider ailleurs qu'ou il est assigné, quelle exception peut donner. 86. 87. Sentence pour celuy qui est assigné en Garantie en qualité d'heritier, ou pour une veuve en qualité de commune. 98
Garanty estant mis hors de Cause, s'il y peut assister. 102
Garde-Noble. Acte d'acceptation

T A B L E

- de Garde-noble, suivant la Coutume de Paris. 251. 252.
- Garde-bourgeoise.* 252
- Gardien.* Si les Gardiens peuvent estre tuteurs. 251. Gardiens des fruits & choses mobilières. 268. Gardiens obligés à rendre compte. 381. Gardiens de choses faïssies. 429. 432. 434. & suiv.
- Genealogie.* Faits en preuve de Genealogie. 289
- Garenne.* Adjournement pour voir dire qu'une Garenne établie sans titre sera ruinée. 40. 41. Sentence pour ruiner une Garenne. 338
- Gentilhomme.* Requête pour un Gentilhomme qui a esté imposé aux Tailles. 60. Arrest pour un Gentilhomme qui a représenté ses titres de Noblesse. 363
- Grand-Conseil.* Qu'il est le conservateur de la Jurisdiction des Presidiaux, & moyen d'y proceder. 54. Requête au Grand-Conseil afin d'estre receu appellant d'une Sentence rendue par Monsieur le Prevost de l'Hôtel. 56
- Greffiers.* Quand peuvent & ne peuvent pas délivrer aux Huissiers ou donner communication des procez mis au Greffe. 136. Commandement à un Greffier de représenter des pieces. 171. Greffiers en fait d'Enquestes. 321. Taxe du Greffier pour l'extrait du rapport des quatre sifons del'année. 403
- Grenier à sel.* Voyez *Sel.*
- Griefs.* Sommation à l'appellant de fournir de Griefs, & la procedure suivante. 163. 164
- Grosses.* des Registres des Baptêmes, &c. 292. Executoire pour frais de la Grosse d'un procez verbal d'Enqueste. 323
- ## H
- Héritier.* Delais accordez à l'Heritier pour faire inventaire & pour délibérer. 91. Exception del'Heritier sous bénéfice d'inventaire. 111. L'Heritier d'un Estranger naturalisé maintenu à l'exclusion du donataire des biens du défunt. 357
- Hospital.* Adjournement pour faire amortir un heritage donné à l'Hospital General. 48. 49
- Hostellerie.* Preuve par témoins receüe en cas de deposit mis entre les mains du Maistre ou de la Maistresse d'une Hostellerie. 286
- Huissier.* Voyez *Salairé.* *Sergent.*
- Hypothèque.* Demande en declaration d'Hypothèque. 19. Sentence sur une demande en declaration d'Hypothèque. 359
- ## I
- Immeuble.* Adjournement pour voir liciter un immeuble qui

DES MATIERES.

- ne se peut commodement partager. 21
- Imprimer.* Voyez *Privilege*.
- Incendie.* Voyez *Depost. Témoins*.
- Incident.* Voyez *Appellations. Demandes. Lettres. Rescissions.*
Comment doivent estre jugez les Incidens. 139. 143
- Incompetence.* Arrest sur un appel d'Incompetence. 81. Où doivent estre vuidées les appellations d'Incompetence. 149
- Infeodation.* Origine de l'Infeodation des dixmes, fort incertaine. 85
- Informes.* Si l'on peut appointer les parties à informer sur les faits de reproches. 329
- Instance.* Plaider en premiere Instance aux Parlements. 48. Procédures es Cours de Parlement, Grand- Conseil & Cours des Aydes en premiere Instance. 127. & *suiv.* Que le jugement des Instances ne doit point estre differé par la mort des Parties ni de leurs Procureurs. 342. Procédures sur les reprises d'Instances. 366. 367
- Interest.* Voyez *Arreage*.
- Interrogatoires* sur faits & articles. 117. 118. & *suiv.* Aux frais de qui se font ces Interrogatoires. 126. Procez verbal d'Interrogatoire pardevant les Juges & Consuls. 219. 220
- Intervention.* Requeste d'Intervention d'un Garand simple. 169. Ce que doivent contenir les Requestes d'Intervention. 144. 145. Comment il y faut proceder. 146
- Intervention* en une Instance de complainte pour raison du possesseur d'un Benefice. 200. Requeste sur cette intervention. 201
- Intimation.* Par qui doivent estre vuidées les folles intimations. 152
- Inventaire.* Delais accordez pour faire Inventaire après une succession escheuë. 91. Inventaire de ce qui se trouve sous des scelles. 247. Voyez *Benefice* d'Inventaire. Closture de cet Inventaire. 248
- Juge.* Cas auquel les Juges peuvent estre intimez & pris à partie. 87. Sommotion au Juge dont il y a appel, de juger une Instance au procez en état. 340. 341. Acte de consentement des Parties que le Juge demeure Juge nonobstant la parenté. 330. 331. Qu'un Juge recusé peut demander reparation. 339. Si un Juge est obligé de declarer les causes de recusation qu'il sçait estre en sa personne. 333. Si les Juges des Seigneurs peuvent juger des differends desd. Seigneurs. 332. Que les Juges & Consuls peuvent juger nonobstant les declinatoires, &c. & neanmoins en doivent faire

T A B L E

- mention dans leurs Sentences. 223. 224
- Juge & Consuls.* Voyez *Consul.*
- Jugement.* Forme de proceder aux Jugemens. 342. Quels sont les Jugemens & Sentences qui ont force de chose jugée. 373. 374
- Justice.* Combien elle est necessaire & quels sont ses emplois. 1
- gligées. 12
- Licitation.* Sentence de Licitation d'un immeuble qui ne se peut partager. 351
- Liciter.* Voyez *Immeuble.*
- Liquidation.* Procedures en fait de Liquidation de fruits. 400. 401. & suiv. Liquidation de domage & interets adjugez. 422

L

- L** *Labourer.* Défendu de saisir les animaux & les ustanciles qui servent à labourer. 427. 428
- Laïc* adjourné devant le Juge d'Eglise pour un fait de dixmes de quelle exception il se peut servir. 34
- Legs.* Adjournement pour avoir délivrance d'un legs, des mains d'un Executeur testamentaire étranger. 9. Sentences de délivrance de Legs. 345
- Lettres* de rescision. 15. Lettres de respy. *là mesme.* Lettres de rescision, & autres que l'on peut obtenir incidemment. 142. Enregistrement de Lettres de Noblesse en la Cour des Aydes. 364. Lettres d'Estat obtenus par ceux qui sont obligez & condânez de rendre compte, déclarées subreptices. 384. Lettres de Change. Voyez *Change.*
- Loy.* L'autorité des Loix. 1. Anciennes Loix changées ou ne-

M

- M** *Majeur.* Ouvertures de Re-questes Civiles à l'égard des Majeurs. 446. 447
- Main-levée.* Voyez *Menbles.*
- Saisie.* Main-levée d'une saisie feodale. 52
- Maintenuë* en fait de Benefices. Voyez *Sequestre.* Sentence de Maintenuë. 205. 266
- Maison.* Demandes aux fins de vuider d'une Maison. 255
- Maistre.* Adjournement pardevant les Maistres des Eaux & Forests. 40
- Marchand.* Juge & Consuls des Marchands. Voyez *Consuls.*
- Marchandise.* Exploit d'assignation en fait de payement du prix de Marchandises vendues. 212.
- Mariage.* L'action en cause de Mariage. 24. 25. Preuves de Mariage, & comment elles se reçoivent. 289. Demande pour jouir des privileges accordez par l'Edit du Roy en faveur

DES MATIERES.

dès Mariages. 45
Mary. Si le Mary est obligé d'agir en toutes les actions qui concernent les affaires de sa femme. 112. Acte du Mary qui ne veut pas autoriser sa femme. 113
Matieres sommaires, & quelles elles sont. 241. 242. & *suiv.* 255. & *suiv.* Jugemens definitifs en Matieres sommaires, comment sont executoires, & jusqu'à quelles sommes dans les diverses Jurisdiccions. 259. Sentences en Matieres sommaires. 257. & *suiv.* Sentences en fait de Matieres sommaires, comment executées. 262
Meuble. Demande en preference sur le prix des Meubles d'une maison. 255. Pour avoir mainlevée d'une saisie de meubles. 256
Mineur. Exception contre un Mineur qui veut agir sans l'autorité de son Tuteur ou Curateur. 112. Si les Mineurs de vingt-cinq ans pourvus de Benefices sont capables d'agir en Justice, sans l'autorité d'un Tuteur ou Curateur. 195. Ouvertures de Requestes Civiles à l'égard des Mineurs. 447
Monnoye. Adjournalment à la Cour des Monnoyes. 61. Prononciations de la Cour des Monnoyes. 364
Montrées, Exception de veuës &

Montrées, abrogées. 115
Mur. Adjournalment pour contribuer au bâtiment d'un mur mitoyen. 17. Sentence qui reçoit à rembourser la moitié d'un Mur. 349. Adjournalment pour estre receu à rembourser la moitié du Mur. 18

N

N*Avire.* Pour avoir mainlevée d'un Navire saisi. 42
Noblesse. Requeste afin d'enregistrement de Lettres de Noblesse. 61. Faits en preuve de Noblesse. 289. Contre un usurpateur des qualitez de la Noblesse. 364
Nomination. Voyez *Brevet.*
Notaire. Commandement à un Notaire de representer des pieces. 171
Noviciats. Voyez *Registres.*
Nouvelleté. Voyez *Complainte.*

O

O*bligation.* Creancier en vertu d'Obligation. 19. Sentence de condamnation du reste du contenu en une Obligation. 344. Obligation declarée executoire contre la veuve & heritiers d'un défunt. 346. Obligations par corps abrogées. 439. 444. En quels cas il est permis aux Juges de condamner par

T A B L E

- corps en matiere civile. 444. 445
- Offices.* Demande pour estre rembourlé du prix d'un Office supprimé sur des deniers imposez. 58
- Official.* Citations devant les Officiaux. 23. & *suiv.* Maniere de prononcer aux Officialitez. 353
- Officier.* Si les Officiers des Cours Souveraines & autres Jurisdic-tions peuvent solliciter és mai-sons des Juges pour les procez qu'ils ont ou leurs proches, en leur Jurisdiction dont ils sont Officiers. 332. 333. Comment doit estre assigné un Corps d'Officiers. 122
- Offres* en fait de dépens. 408. 409. & des dommages & in-terests. 424. 425. & *suiv.*
- Oppositions* à l'execution des Sen-tences des Juge & Consuls. 227. 228. & *suiv.* Oppositions à l'execution des Atrests & Juge-mens en dernier ressort. 459. 460. Instruction sur ces Oppo-sitions. 462
- Ordres sacrez.* Voyez *Registres.*
- Orphevererie.* Requeste pour resti-tution du prix d'ouvrages d'Or-phevererie qui ne sont pas de bon alloy. 62
- Ouvertures.* Sentence portant que les Ouvertures faites sans titre, seront bouchées. 349
- P
- P Aix.* Exploit pour avoir main-levée d'une faisie faite au prejudice d'un traité de paix. 42
- Pareatis* du grand sceau. 370. & des petites Chancelleries. 371
- Parent.* Assignation aux parens des Mineurs pour l'élection d'un Tuteur & Subrogé-tuteur. 249. Autre assignation aux Parens pour donner leurs avis sur l'é-mancipation de leurs parens mineurs. 253. 254
- Parent* commun des parties en fait de Jugement. 331
- Parenté.* Degrez de Parenté, pour lesquels on peut recuser des Ju-ges, tant en matiere civile que criminelle. 330
- Parisis.* Voyez *Comptes.*
- Parlement.* Assignation aux Parle-mens, & comment & en quels cas elles s'y peuvent donner. 47. 48. & *suiv.*
- Paroisse.* Adjournement aux ha-bitans de deux Paroisses pour s'accorder, en laquelle un par-ticulier sera imposé. 45
- Parquet.* Sommation de compa-roir au Parquet sur, &c. 150 Acte pour communiquer au Parquet en fait de Requeste Ci-vile. 453
- Partage.* Demandes pour faire Partage de biens communs. 26
- Sentence

DES MATIERES.

- Sentence de Partage de biens communs.** 351
- Parties principales ou intervenantes qui succomberont , condamnées aux dépens , nonobstant , &c.** 342
- Pension.** Exploit contre celui qui a créé une Pension sur les fruits d'un Benefice permuté & ne l'a pas déclaré lors de la permutation. 197. 198
- Permutation de Benefices.** 196. 197
- Petitoire des Benefices qui vacquent en Régale , & qui en est le Juge.** 207. Que le Petittoire ne peut estre poursuivi que le possesseur n'ait esté terminé. 267
- Pieces.** Defaut jugé sur pieces veuës 71. Exception pour avoir communication de Pieces. 111. Pieces entre les mains de personnes publiques. 190. Voyez *Greffier. Notaire.*
- Plaider.** Sommation de venir plaider , & ce qui en arrive y faisant défaut. 73. 74. Acte pour plaider és Cours souveraines après les défenses fournies. 121. S'il est permis aux parties de plaider sans le ministère des Avocats ou Procureurs. 257
- Police.** Matieres de Police , sont matieres sommaires. 241. 260. & *suiv.*
- Porte.** Permission de faire ouvrir les portes en fait de saisie & execution. 432
- Possession.** Comment & par qui se doit prendre la Possession des Benefices. 193. Acte de prise de Possession. *la mesme.* & 194. Défenses de celui qui n'a pris Possession d'un Benefice , que comme Procureur. 199
- Possession du demandeur déniée.** 265. 266. Permission de rentrer en la Possession d'un immeuble. 344
- Possessoire.** Procédures sur le Possessoire des Benefices & sur les Regales. 193. & *suiv.*
- Preference.** Sentence sur une demande en Preference. 258. 259. Voyez *Meuble.*
- Presentation.** Voyez *Brevet.*
- Presentation.** A l'égard de qui les Presentations sont abrogées , & à l'égard de qui elles doivent estre faites , dans quel temps & en quelle Jurisdiction. 68. 69
- Presidial.** Adjournemens devant les Juges Presidiaux. 26. 27. Les Presidiaux & leurs competences sur les causes de recusation. 337. Comment doivent estre intitulez les Jugemens des Presidiaux en matiere civile & criminelle. 354
- Prevost de Paris conservateur des Privileges de l'Université.** 55
- Preuve en fait de recusation de Juges.** 338
- Principal.** Jugement sur le Principal portant disjonction de la demande en garantie. 104

T A B L E

- Prises à partie contre les Juges.* 340. 341.
- Prisonnier.* Sentence pour l'élargissement d'un Prisonnier. 259. Voyez *Elargissement*.
- Privilege d'imprimer & Arrest de confiscation des Exemplaires contrefaits au prejudice dudit Privilege.* 356. Voyez *Exemptions*.
- Proceder.* Forme de proceder aux Jugemens. 342. Voyez *Fins de non proceder*.
- Procez.* Voyez *Instance*.
- Procez verbal de descende.* Voyez *Descende. Experts. Rapports.* Procez par écrit jugé par Sentence, où doit estre remis par Monsieur le Rapporteur trois jours après le Jugement. 158. Sommation de fournir copie de Procez verbal d'Enquete. 323. Procez verbal d'Enquete. 313. 314. & *suiv.* 321.
- Procureur.* Voyez *Syndic.* Des constitutions de nouveau Procureur. 368. 369.
- Protuteurs* obligez à rendre compte. 381. & *suiv.*
- Production.* Inventaire de Production, & ce qui est à y observer. 133. 134. & *suiv.* Requête pour faire des Productions nouvelles. 147. Arrest diffinitif sur Productions des parties. 148. Production principale en Cause d'appel, mise au Greffe, &c. 150.
- Profession Religieuse.* Voyez *Registres*.
- Promesses de mariage declarées nulles.* 353.
- Prononcer.* Façon de prononcer par les Prevosts, Baillifs & Seneschaux, sur les Appellations verbales ou par écrit. 353. Forme de Prononcer sur les premieres Instances aux Prevostez, Chastellenies, Bailliages, Seneschauffées, & autres Jurisdicions ordinaires. 344. & *suiv.* 342. Aux Officialitez. 353. Aux Sieges Presidiaux. 354. Aux Requestes de l'Hostel, au Souverain. 355. 356. En la Justice du Tresor. 357. En la Justice des Grands Maistres des Eaux & Forests. 358. Aux Sieges de l'Amirauté, là *mesme*. Aux Eslections. 359. Forme de prononcer en premiere Instance & Cause d'appel aux Parlemens. 360. 361. Au Grand Conseil. 362. Aux Cours des Aydes. 363. En la Cour des Monnoyes. 364.
- Prononciation.* Formalitez des Prononciations d'Arrests & Jugemens abrogées. 366.
- Proprieté.* Lorsqu'il s'agit de la Proprieté de quelque heritage, comment il faut proceder. 115. 116.
- Protest* en fait de Lettres de Change. 217.
- Provisions de Benefices in forma*

DES MATIERES.

gratiosa, ou *in forma dignum*.
194. Si l'on peut prononcer en
même-temps, tant sur la Pro-
vision que sur la diffinitive.
260. 261

Q

Q *Qualité*. En quel temps les
Qualitez des parties doi-
vent estre significées. 131. 132.
Qualitez d'un appointment
sur un appel de desny de ren-
voy & d'incompétence. 149.
150. 343. Qualitez d'un Arrest
sur Requête. 51

R

R *Abattre*. Si les défauts &
Congez peuvent estre ra-
battus par les Juges, en quels
cas, & comment. 74
Rapporteur. Voyez *Procez*.
Rapports de la valeur & estimation
commune des fruits. 403. Ce
qui est dit dans l'Ordonnance
des Rapports des Experts. 309.
Rapports d'Experts. Voyez *Ex-
perts*.
Reajournement. L'usage des Rea-
journemens abrogé. 70. 82
Reconnoissance d'Ecriture. Voyez
Ecriture. Pardevant qui doi-
vent estre faites les Reconnois-
sances & verifications d'Escri-
tures privées, & autres procé-
dures sur cette matiere. 178. & s.

Recreance en fait de Benefices.
Voyez *Sequestre*. Sentence de
Recreance. 204

Recusations contre un Commis-
saire qui doit faire descen-
tes sur les lieux, quand doi-
vent-elles estre proposées. 297.
Recusations en fait d'Enque-
stes. 315. 316. Autres procedu-
res & reglemens sur la Recusa-
tion des Juges. 334. 335. & *suiv.*

Recuser. Quel degré de parenté est
nécessaire pour Recuser des Ju-
ges, tant en matiere civile que
criminelle. 330. 331. & *suiv.*

Regale. Procedures sur les Rega-
les. 193. Qui sont les Juges des
Benefices vaquans en Regale.
207. 208. & *suiv.*

Registres en bonne forme, & qui
font preuve. 289. 290. En cas
de Registres perdus, ou qu'il
n'y en ait point, comment pro-
ceder. 292

Reglement. Requête au Grand
Conseil afin de Reglement de
Juges pour un Privilegié. 55

Reintegrande. Voyez *Complainte*
en cas de saisine; &c. 263. 264.
Exploit en Reintegrande. 265.
Sentence de Reintegrande. 266.
Exécutede par provision, en
donnant caution. 267

Relief d'appel. 49. Voyez *Appel*.

Religieux. Ce que doit ou peut
faire un Religieux, lequel estant
poursuivi, ou voulant poursui-
vre, ne peut obtenir d'estre au-

T A B L E

- torisé par son Superieur. 114.
Reliquat de compte. 398
Remboursement. Voyez *Vacations.*
Remeré. Voyez *Retrait.*
Renonciation. Acte de Renoncia-
 tion à une succession. 94. Acte
 de Renonciation de produire.
 136
Rente. Lorsqu'il s'agit d'une Ren-
 te fonciere, comment il faut
 proceder. 115. 116
Renvoy. Procez verbal de Renvoy
 avec assignation aux Requestes
 de l'Hostel ou du Palais. 33. 34.
 Voyez *Conseil.* Renvois doi-
 vent estre jugez sommairement
 en l'Audience. 87. Où doivent
 estre vuידées les appellations
 de desny de Renvoy. 147.
 Quelle est la premiere proce-
 dure que l'on doit faire sur un
 Renvoy. 77. Sentence de Ren-
 voy par les Juge & Consuls en
 conséquence d'une declinatoi-
 re. 226. 227. Arrest sur un des-
 ny de Renvoy. 81
Reparation. Comment proceder
 pour faire faire les reparations
 de lieux sequestrez. 283. 284
Repit. Adjournement pour voir
 enteriner des Lettres de Respit.
 151. Sentence d'enterinement de
 Lettres de Repit. 347
Repliques du demandeur contre les
 défenses du defendeur. 130. 131
Réponses à griefs, & les procedu-
 res qui les concerⁿent. 164.
 Réponses aux faits de repro-

ches.

328

Reprises d'Instances. Voyez *In-*
stance.

Reproches contre les témoins. 323.

324. Quels doivent estre, &
 comment circonstancier les Re-
 proches contre les témoins. 327

Requeste au lieu d'obtenir des
 Lettres de Relief d'appel. 50

Requestes. Adjournement à l'Or-
 dinaire devant Messieurs des
 Requestes de l'Hostel & du Pa-
 lais. 29. En quels termes les
 Requestes de l'Hostel pronon-
 cent souverainement. 355. Assi-
 gnation aux Requestes de l'Hô-
 tel ou du Palais, pour faire
 compensation de sommes li-
 quides. 32. Adjournement aux
 Requestes de l'Hostel à l'Ex-
 traordinaire. 36

Requestes Civiles, & leurs ouver-
 tures à l'égard des majeurs. 446.
 447. A l'égard des Ecclesiasti-
 ques, Communautéz & Mi-
 neurs. 447. A l'égard du Roy
la mesme. Instructions des In-
 stances de Requeste Civile con-
 tre les Arrests des Cours Sou-
 veraines. 448. 449. & *suiv.*
 457. Où doivent estre portées
 & plaidées les Requestes Civi-
 les. 450. 451. Autre Instruction
 des Instances de Requeste Civi-
 le contre les Sentences Presi-
 diales rendues au premier chef
 de l'Edit. 458. 459. Si les Re-
 questes Civiles peuvent estre

DES MATIERES.

appointées. 457
Rescision. Adjournement pour voir enteriner des Lettres de Rescision obtenues par un mineur. 15
 Lettres de Rescision que l'on peut obtenir incidemment. 142
 Resignataire d'un Benefice litigieux, & comment il doit proceder. 201
Retenir. Défendu aux Juges de retenir les Causes dont la connoissance ne leur appartient pas. 87
Retention. Ce qu'il faut faire en consequence d'une Sentence de Retention obtenue par defaut. 77
Retraict. Adjudication d'un Retraict lignager suivant la Coutume de Paris. 346. Retraict conventionnel. 347
 Petit Roolle, & où & quand il se plaide. 30
Rome. Signatures & expeditions de Cour de Rome. 196
Ruine. Voyez *Depost. Témoins.*

S.

S*Ac.* Sommation de comparoir au Greffe pour retirer les Sacs. 405
Saisie. Pour avoir main-levée d'une Saisie de meubles. 256.
 259. Exploit de Saisie & execution. 429. 430. Procédures & reglemens pour les Saisies. 427. & suiv.

Saisie. Demande afin de main-levée de Saisie, faite au prejudice d'un traité de paix. 42
Saisine. Voyez *Complainte.*
Saisissant. Sentence portant que les deniers arrestez seront baillez au Saisissant. 346. Saisie feodale. 22
Salaires dûs à un Advocat du Conseil & condamnation à les payer. 356. Salaires d'Huissiers & Sergens, par qui doivent estre taxez. 438
Scellé. Appositions & levées de Scellé, & comment il y faut proceder. 243. Procez verbal d'Apposition de Scellé. 249. Opposition au Scellé. 245. 246.
Seigneur. Si les Juges des Seigneurs peuvent juger des differends desdits Seigneurs. 332.
 Demande du Seigneur pour faire représenter les titres des heritages de sa censive & payer les droits. 23
Sejour. Acte d'affirmation de Sejour. 407
Sel. Adjournement devant les Officiers des Greniers à Sel. 46
Sentence. Adjournemens pour proceder sur l'appel de Sentence renduë par un Prevost. 22. Sentence portant cassation de procédures au prejudice d'un renvoy. 34. Sentence sur l'opposition à la levée d'un scellé. 257.
 Sentence de main-levée du

T A B L E

- scellé.* 258. Sentence diffinitive tant sur le principal que sur la garantie. 103. Sentence de retenuë de Cause en faveur d'un privilégié. 90. Sentence portant condamnation de vuider d'une maison. 258. Voyez *Maison*. Sentence par provision & Sentence diffinitive des Juge & Consuls. 226. 227. Voyez *Opposition*. Sentences qui interviendront sur les Causes de recusation, comment executées. 336. 337. Sentence déclarée exécutoire contre la veuve & heritiers d'un défunt. 346. Sentences doivent estre en forme pour les executer. 74
Septuagenaires, en quel cas peuvent estre emprisonnez. 444
Sepultures. Voyez *Registres*.
Sequestre. Sentences de Sequestres en fait de Benefices, comment sont valables. 203. Procez verbal par lequel le Sequestre est mis en possession des choses contentieuses. 275. Requête & autres procédures pour le Sequestre de choses contentieuses. 268. & *suiv.* 284. Sequestres obligez à rendre compte. 381
Sergent. Ce que les Sergens sont obligez d'observer en la vente de meubles, ou choses mobilières. 436. Procédures contre un Sergent qui est en demeure de payer le prix de la vente de choses faïties. 437. 438
Serment decisoire déferé à la partie par un défendeur. 129. 130. Serment à faire par les Experts, & assignation à la partie pour le voir faire. 305. Serment de témoins en fait d'enqueste, par qui doit estre receu. 319
Signature. Quelle foy est ajoûtée aux Signatures de Cour de Rome. 196
Société. Adjournement pour rendre compte d'une Société. 382
Sommation. Arrest sur une demande de Sommation. 82
Somme. En quel cas la preuve par témoins est receuë pour diverses Sommes qui montent ensemble à plus de cent livres. 286. Sommes payées pour interets, imputées par le principal. 345
Soumission. Acte de Soumission de Caution. 380
Soutènement en fait de comptes. 394. 395
Subrogation aux droits d'une des parties en l'Instance de complainte d'un Benefice litigieux. 201. 202. & *suiv.* Subrogation pour une descente sur les lieux. 296
Surtaux. Sentence sur une opposition en Surtaux. 319
Syndic de Chapitre, Corps ou Communauté pour répondre à faits & articles. 122. 123

DES MATIERES.

T

T*Ailles.* Voyez *Taux.* Col-
lecteur.

Taux. Opposition en sur-taux. 43.

Taxe. Ce qui entre ou n'entre
pas en *Taxe* de dépens. 406.

411. *Taxes* des dommages &
interests. 422. *Procedures* en
appellation de *Taxe* de dépens.

414. Arrest diffinitif sur l'apel
d'une *Taxe* de dépens. 410.

421.

Témoins devant les Juge & Con-
suls 222. & *suiv.* Preuve par
Témoins non recevable au des-
sus de cent livres. 285. En quels
autres cas elle est receuë. 286. La
forme de faire preuve par Té-
moins lorsque les parties sont
contraires en faits dans les ma-
tieres sommaires. 261. Nom-
bre de Témoins en matiere ci-
vile. 318. Témoins en fait d'En-
queste, & *procedures* à leur
égard. 312. 315. Voyez *Re-
proches.*

Temporel. Voyez *Ecclesiastique.*

Tiers. Sommatation au Procureur
du défendeur de comparoir
chez le Procureur Tiers pour
voir arrêter les dépens. 410.
Tiers opposans à l'exécution
des Arrests. 463

Titre. En quel cas le Titre de la
provision beneficeiale doit estre
exprimé. 195. 196. Titres du

Vassal doivent estre representez
au Seigneur. 352

Tonsures. Voyez *Registres.*

Tournois. Voyez *Comptes.*

Transport. Condamnation de re-
stituer une somme transportée.

344

Tresor. Adjournement en la
Chambre du Tresor. 39

Tripliques. L'usage des Tripli-
ques abrogé. 131

Trouble. Défenses par lesquelles
un Trouble est dénié. 265

Tumulte. Voyez *Deport.* Té-
moins.

Turbes. Enquestes par Turbes,
abrogées. 191

Tutelle. Dations de Tutelles,
& comment il y faut proceder.

248. 249 & *suiv.*

Tuteur. Acte d'élection de Tu-
teur & subrogé Tuteur. 249.

Tuteur refusant la Charge. 251

Tuteurs obligez à rendre com-
pte. 381. & *suiv.*

V

V*Acance.* Le genre de la Va-
cance d'un Benefice en quel
cas doit estre exprimée. 195. 196

Vacations à payer par les parties,
& en cas d'avance par l'une
d'elles, comment s'en fera le
remboursement. 300. Voyez

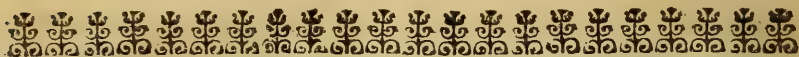
Espees.

Vaisseau. Exploit pour faire de-
clarer un Vaisseau de bonne

TABLE DES MATIERES.

<i>prise.</i> 41. Vaisseau déclaré de bonne prise. 358. Main-levée d'un Vaisseau. 359	<i>Venes.</i> Adournement pour faire boucher des veuës sans titre. 18. Les exceptions des veuës & montres abrogées. 115
<i>Valeur.</i> Comment se justifie la Valeur des fruits de chaque année. 403	<i>Veuve.</i> Demande des conventions matrimoniales d'une Veuve en conséquence de sa renonciation à la Communauté. 335. Sentence au profit d'une Veuve en conséquence de sa renonciation à la Communauté. 348. Acte de renonciation d'une Veuve à la Communauté des biens de son mary. 95. Exception de la Veuve quand le delay pour délibérer n'est pas expiré. 115. Delais accordez à une Veuve assignée en qualité de Commune. 95
<i>Vendeur.</i> En quel cas un Vendeur peut estre poursuivi comme stellionataire. 108. & suiv.	<i>Vicaires.</i> Voyez <i>Certificats.</i>
<i>Ventes</i> de meubles, grains, bestiaux & choses mobilières. 427. 433. Procez verbal de Vente. 435	<i>Voyage.</i> Acte d'affirmation de Voyage. 407
<i>Verification</i> d'écritures. Voyez <i>Écritures.</i>	<i>Vuider.</i> Congé pour vuider d'une maison. 255
<i>Vestures</i> Religieuses. Voyez <i>Registres.</i>	

F I N.



PRIVILEGE DU ROY.

L OUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, A nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maistres des Requestes ordinaires de nostre Hostel, Grand Conseil, Baillifs, Seneschaux, Prevosts, & tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra; salut. Outre les soins que nous avons pris de reformer toutes les parties de la Justice en

en nostre Royaume, par les nouvelles Ordonnances que Nous avons faites sur ce sujet verifier en nostre Cour de Parlement de Paris au mois d'Avril dernier, & celles qui restent à verifier; Nous avons estimé que pour rendre à nos Sujets l'exécution desdites Ordonnances plus facile, suivant le stile uniforme que Nous désirons estre observé à l'avenir en toutes nos Cours, Nous devons faire dresser des *Formules tant des Exploits que des autres Procédures, Actes & formalitez nécessaires dans la poursuite des Procès*, afin que lesdites Formules, après avoir esté veües & examinées en Nostre Conseil, pussent servir de regle & de modele à tous les Praticiens, & aux autres nos Sujets. Et comme dans l'impression de ce dernier Livre tant en la premiere partie, qui doit paroistre incessamment, que pour les suivantes, concernant l'exécution des autres nos Ordonnances que nous ferons cy-après verifier dans nos Cours, Nous ne devons pas moins prendre de soin pour l'impression d'icelle, que de celle de nosdites Ordonnances que nous voulons estre referées à une seule personne, sous l'autorité de laquelle les choses puissent estre executées selon nos intentions; Nous aurions resolu de revoke le Privilege accordé cy-devant à nostre amé & feal François de la Salle l'un des Gentils-hommes de nostre Chambre, pour l'impression des Formules desdits Exploits, Procédures & Actes, pour le transferer en la personne de nostre Cousin le Duc de Roannez, ainsi que Nous avons fait cy-devant pour l'impression de nosdites Ordonnances: dont le Privilege accordé à nostre amé Claude Prud'homme par nos Lettres Patentes du dix-huitième Decembre 1666. auroit esté revoke en faveur de nostredit Cousin, auquel nostre intention a esté de commettre tout le soin de l'edition de toutes les parties de nosdites Ordonnances faites ou à faire sur le sujet de ladite reformation, & de ce qui en dépend. A CES CAUSES, & attendu que le Privilege expedé sous le nom dudit sieur de la Salle par les Lettres du quinzième May dernier, ne luy a esté accordé qu'en consideration de nostredit Cousin, sous le nom & sous l'autorité duquel Nous avons jugé plus à propos de faire faire les Editions du Livre mentionné esdites Lettres: Nous avons permis & permettons à nostredit Cousin le Duc de Roannez, Pair de France, Comte de la Feüillade, Lieutenant General de nos Camps & Armées, par ces presentes signées de nostre main, de faire imprimer en toute l'étendue de nostre Royaume, Pais & Terres de nostre obeïssance, en tels volumes, marges & caracteres, & autant de fois qu'il sera nécessaire, par tels Impri-

meurs ou Libraires qu'il aura choisis, *lesdites Formules, Stiles & Modèles de Pratique suivant les dernières Ordonnances*, & de celles qui seront cy-après vérifiées en nos Cours, durant le temps de cinquante années, à compter du jour qu'ils seront achevez d'imprimer pour la première fois, & ce nonobstant les Lettres de Privilege cy-devant accordées audit sieur de la Salle, ledit jour quinzième May dernier, que nous avons revoquées & revoquons à cet effet en tant que de besoin, faisant tres-expresses défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, autres que celles qu'il aura choisies, de faire imprimer, vendre ny debiter lesdites Formules, Stiles & Modèles, sous quelque prétexte que ce soit; mesme d'en apporter, ny vendre aucun exemplaire de ceux qui pourroient avoir esté contrefaits dans les païs étrangers, à peine de vingt mille livres d'amende payable sans deport par chacun des contrevenans, applicables un tiers à l'Hospital General de nostre bonne ville de Paris, un tiers au denonciateur, & l'autre tiers à nostredit Cousin, confiscation des exemplaires, depens, dommages & interêts, & d'autre peine arbitraire, s'il y échet, selon la qualité des contraventions, dont nostredit Cousin fera informer pardevant les Juges des lieux où lesdites contraventions auroient esté faites: à condition que dudit Ouvrage il sera mis deux exemplaires en nostre Bibliotheque publique, un en celle qui sert à nostre Personne en nostre Chasteau du Louvre, au lieu appellé le Cabinet des Livres, & un en celle de nostre cher & feal Chancelier de France le sieur Seguier, avant que d'en exposer aucun en vente, à peine de nullité des presentes, du contenu desquelles Nous vous mandons que vous fassiez jouir pleinement & paisiblement nostredit Cousin, & ceux qui auront droit de luy, sans permettre qu'il leur soit fait aucun trouble & empéchement. Voulons qu'en mettant au commencement ou à la fin du Livre, une copie ou un extrait des presentes, elles soient tenuës pour bien & deuëment signifiées, & que foy soit adjoutée aux copies d'icelles bien & deuëment collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, comme à l'Original. MANDONS aux premiers Huissiers ou Sergens sur ce requis, de faire pour l'exécution des presentes, tous actes necessaires, sans demander aucune permission; **CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR**, nonobstant oppositions quelconques, & sans prejudice d'icelles, dont si aucunes interviennent, Nous Nous en reservons la connoissance, & à nostre Conseil, l'interdisant à toutes nos Cours & Juges, nonobstant

aussi Clameur de Haro, Charte Normande, & autres Lettres à ce
contraires. DONNE' à Paris le troisiéme jour de Decembre, l'an
de grace mil six cent soixante-sept, de nostre Regne le vingt-
cinquiéme.

Signé LOUIS.

Par le Roy, DE GUENEGAUD.

*Registré sur le Livre de la Communauté le vingt-uniéme jour de Jan-
vier 1668. Signé DENIS THIERRY, Adjoint du Syndic.*

Monseigneur le Duc de Roannez a fait part dudit Privilege à De-
nis Thierry, Nicolas Pepingué, Jean Guignard, & Jean Baptiste
Coignard Imprimeurs & Libraires à Paris, suivant l'accord fait en-
tre ledit Seigneur Duc & lesdits Associez.

Le prix de ce Stile est quatre livres relié en veau.

